

MARXISME

Philosophie de la terreur ou terreur de la philosophie

par MAXIMILIEN RUBEL (*)

Le cas d'Antonio Negri — comme celui de tels autres intellectuels italiens qui partagent avec lui le sort de l'arrestation préventive — est exemplaire parce que la justice italienne croit avoir trouvé en la personne de ce penseur marxiste l'auteur — ou un des auteurs — dont l'enseignement serait lié aux crimes des Brigades rouges. Empêcher Negri ou ses collègues d'enseigner un marxisme révolutionnaire — au demeurant le contraire d'une doctrine de la terreur individuelle — c'est contribuer à créer une situation où l'existence dans la terreur risque de devenir l'état permanent d'une société secourue par les crimes quotidiens de la terreur et de la contre-terreur.

Gilles Deleuze a dit que si les juges de Negri connaissent le dernier ouvrage de cet intellectuel prétendument terroriste ils comprendraient leur erreur, à moins de pouvoir prouver, ce qu'ils n'ont pas fait après dix mois de détention, qu'il s'agit là d'un cas de schizophrénie caractérisée : d'une part, l'auteur d'un livre — certes passablement obscur et écrit dans un style de redondance quasi insupportable — où la théorie de la révolution est exposée de manière à se situer dans la proximité de l'utopie plutôt que du socialisme scientifique ; d'autre part, le complice de tueurs d'hommes, instructeur spécialisé dans le maniement d'armes à feu.

Car si les thèses marxistes de Negri prêtent à discussion (ne serait-ce qu'un plan du langage froissant le charabia « dialectique »), il est impossible de détecter la moindre indication susceptible d'être comprise comme une incitation au meurtre politique dans son dernier livre sur les *Grundrisse*, texte de Marx qu'il convient de situer.

C'est seulement en 1932 que furent publiés les manuscrits dits « parisiens ». En 1939-1940, l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou édita un travail de Marx, dont personne, pas même Engels, ne semble avoir soupçonné l'existence : les *Grundrisse* (Principes de la critique de l'économie politique), rédigés en 1857-1858. Ils ont suscité, depuis leur réédition en 1953, le même intérêt que jadis les manuscrits parisiens dits « économiques » philosophiques : c'est à leur analyse qu'Antonio Negri a consacré un séminaire de neuf leçons à l'école normale supérieure de Paris, non sans afficher ouvertement son dessein d'aller, avec Marx, plus loin que Marx, ce qui devrait être la règle dans toute entreprise de critique scientifique des modes de pensée

et d'action soumis aux déterminations socio-économiques de l'histoire.

Après un certain nombre de chercheurs — dont l'auteur des notes présentes et Roman Rosdolsky, qui publia en 1968 une étude sérieuse sur les *Grundrisse* — Negri s'est avisé qu'un problème fondamental se pose d'entrée lorsqu'on aborde l'œuvre de Marx avec l'idée préconçue qu'on se trouve devant un « système de pensée », une *Weltanschauung*, digne de se mesurer avec d'autres philosophies.

En fait, dans les milliers de pages publiées ou légues par Marx, on ne trouve pas une ligne qui permette de lui attribuer un rôle ou qu'une velléité de fondation de système, ce système fût-il le « marxisme ». Après d'œuvres, Negri fut confronté à l'éventaillement formel de Marx qu'en livrant au public le « premier cahier » de sa *Critique de l'économie politique* (1859), il préparait une œuvre de critique systématique suivant un plan méthodiquement conçu en ses six parties ou « rubriques » : capital, propriété foncière, travail salarié, État, commerce extérieur, marché mondial (crise). Negri devait donc s'interroger, ainsi que ses prédécesseurs en cette recherche, sur la portée et la réalisation effective d'un projet scientifique dont le sens avait échappé à des générations de lecteurs marxistes ou non, à commencer par Engels, héritier désigné de la masse d'écrits inédits de son ami défunt. Or, le manuscrit des *Grundrisse* livre le secret du plan revêtu en 1859 par Marx : avant tout, ce travail met fin à la légende d'une « modification de plan » présentement déclinée par Marx dans les débuts des années 1860 (1).

(1) Voir M. Rubel, Plan et méthode de « l'Économie », *Études de marxologie*, octobre 1973, repris dans *Marx critique du marxisme*, Payot, 1974, pp. 36-40.

(*) Éditeur de Marx dans la bibliothèque de la Pléiade.

Le recours à la subjectivité

Le lecteur des neuf leçons de Negri sur les *Grundrisse* cherchera en vain une prise de position sérieuse en face de ce problème du plan de 1859, qui remet en question la validité de l'ensemble des interprétations et enseignements accumulés au cours d'un siècle de controverses autour du « vrai sens » de l'enseignement marxien et de la « bonne manière » de le faire passer dans la réalité.

Negri ne s'est arrêté qu'à cette première lacune dans le « système » de Marx : l'absence du

« chapitre », voire du « livre sur le salaire ». Et de « déplorer » cette lacune, étant donné que « ça aurait été un chapitre sur la classe ouvrière, sur les niveaux des besoins, de jouissance, de lutte, de travail nécessaire ». M. par l'ambition d'aller avec Marx au-delà de Marx, Negri prétend développer une théorie de la subjectivité de la classe ouvrière — évanouissant sous la figure du salaire — et retrouver ce que les *Grundrisse* « cherchent », à savoir « une théorie de la subjectivité ouvrière tournée contre la théorie toute de profit de la subjectivité capitaliste ».

Ce recours à la subjectivité prolétarienne ne serait-il pas un emprunt inavoué à ce que nous appelons la motivation éthique du socialisme marxien ? Exprimons à notre tour un « regret » : c'est que Negri, tout en notant que « le discours sur le marché mondial se présente chez Marx, dans les *Grundrisse*, comme indication d'un travail à faire », ne déclare pas le moins du monde cette autre « absence » — pourtant de taille — dans le « système » marxien, lacune sur laquelle il ne tarit pas : « Chaque fois, la référence au marché mondial sert à conclure le projet de travail marxien, un projet de travail qui devrait s'articuler sur plusieurs livres et rassembler l'ensemble de l'œuvre de destruction théorique de la société du capital. Du marché mondial vers la crise ».

Foutant, quelques lignes plus loin, Negri se ressaisit, comme s'il prenait la mesure de cette deuxième lacune : « C'est un effet optique que cette disposition entre l'indication et le contenu de la recherche qui, maintenant, nous laissent à l'aise devant la proposition marxienne d'analyser le lien marché mondial-crise. Negri, par conséquent, ira combler une nouvelle fois une grave lacune — que dis-je, une simple « proposition » de Marx ; et il remplira « de façon très marxisante » la « forme des contenus théoriques que des siècles de lutte de classes au niveau mondial ont accumulés... » (ibid.).

Donc Marx aurait esquissé un livre sur le marché mondial et la crise : affirmation sans la moindre preuve, alors qu'en connaissances des inédits de Marx, Negri doit savoir que Marx était parfaitement conscient de l'état fragmentaire dans lequel il allait laisser son œuvre, au point de répondre à Kautsky qui l'interrogeait sur ses œuvres complètes : « L'œuvre de Marx est la bibliothèque de la Pléiade ».

Reste que, comme l'écrit Duverger, « l'idéologie de la révolution n'est pas séparable du mythe de la société parfaite ». Reste aussi que, malheureusement, « à supposer qu'on puisse construire une société conforme aux visions idéologiques de Marx et d'Engels, elle ne serait pas un paradis terrestre ». Reste encore que, contrairement à ce qu'ils croyaient tous deux, il n'y a pas de nécessité historique qui conduise à l'avènement de la démocratie et du socialisme. Celui-ci ne peut résulter que d'un choix, d'un choix difficile. La nature biologique de l'homme étant ce qu'elle est, avec ses instincts, ses pulsions, on peut même dire, avec Duverger, que démocratie et socialisme « portent à son apogée la contradiction entre culture et nature ».

Marx, après tant d'autres, a voulu introduire la raison dans l'histoire. Mais « l'histoire s'écrit dans le style de Shakespeare plus que dans celui de Descartes ». Homme de guerre, l'auteur aurait bien aimé « que les oranges s'épanouissent au bord du Balaon ». Et c'est sans joie aucune qu'il reconnaît le « pessimisme de ses conclusions ». Raison de plus pour en apprécier l'honnêteté. Trop souvent, le marxisme n'est pour ceux qui en traitent qu'un occasion

de réjouissance ou de diatribe. Au discours des certitudes, Duverger, l'interprète d'une « science » politique très consciente de ses limites, a prêté l'observation sans parti pris. C'est ce qui rend si attachant et si nécessaire ce livre écrit d'une plume alerte, certes, mais néanmoins sûre, et dont on devine, malgré son ton débraillé, quelle somme de travail il a demandé à son auteur.

ANDRÉ FONTAINE.

* Maurice Duverger, *Les Orangers de la Balaon*, un vol. de 254 pages aux éditions du Seuil, coll. « L'histoire immédiate », carton 37 F.

tes : « Ces œuvres il faudrait d'abord les écrire complètes » (Karl Kautsky, 1935).

Blanc-Rosdolsky de n'avoir su expliquer pourquoi Marx a laissé tomber le livre particulier sur le travail salarié. Negri parvient à se consoler de ses regrets initiaux : « Mais, à présent, nous voyons en mesure de montrer que cet "ambiguïté à certes fait trébucher la quasi-totalité des interprètes de Marx, mais pas Marx ».

Rosdolsky eut du moins le mérite de tenter une explication du sens méthodologique du plan primitif de Marx. Sans entrer ici dans le détail des erreurs commises par l'auteur contesté par Negri, rappelons que le premier n'a pu éviter de trébucher pour une raison très simple : il a confondu travail salarié (*Lohnarbeit*, titre donné par Marx à la troisième rubrique de la première triade) et salaire (*Arbeitslohn*, section VI du livre premier du *Capital*). La même confusion que se permet la critique de Rosdolsky finit par obscurcir le postulat central de ses leçons de séminaire : la constitution du prolétariat moderne en sujet révolutionnaire, en puissance négative du capital et du salaire, en force d'abolition de l'État politique, en totalité humaine signifiait la fin de la préhistoire barbare et le commencement de l'histoire humaine ; cet au-delà, c'est l'utopie marxienne présente dans l'esprit de ceux dont Marx fut le disciple avoué, dans l'esprit de Saint-Simon, Owen, Fourier, Pierre Leroux, dans l'esprit de nombreux auteurs d'origine plus humble qui ont trouvé en Marx un disciple d'abord et un critique ensuite, tel un Bronckhorst, un Hess, un Weitling, sans parler du mouvement chartiste.

Marx a rêvé d'un mouvement ouvrier « autonome » où l'on verrait l'« immense majorité » combattre « dans l'intérêt de l'humanité » une « association de classes » et de créer, « à la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses conflits de classes, une association où le libre épanouissement de chacun sera la condition du libre épanouissement de tous ». Antonio Negri partage, avec Marx, ce rêve dans la mesure même où il rend plus explicite dans son livre l'impératif de subjectivité qui sous-tend l'œuvre du maître.

* Marx au-delà de Marx. *Cahiers de travail sur les Grundrisse*, d'Antonio Negri. Collection « Cibles », Christian Bourgois, 1979. Traduit de l'allemand par Rosane Silbermann.

Paysage après la sécheresse

par ELISABETH GUIBERT-SIEDZIEWSKI (*)

On a cru, voulu croire, voulu tenir délibérément la confusion entre l'utilisation du concept de classe en histoire médiévale et le Goulag. Si certains marxistes peuvent revendiquer de tout confondre, et tel philosophe se targuer de contribuer, par chacune de ses interventions sur la science ou sur l'histoire, à la cause du mouvement communiste international, le travail du penseur non marxiste ne serait-il pas d'interroger ces questions tapageuses, d'en faire la critique, d'en montrer les ressorts ?

Or voilà que des penseurs « nouveaux », se gardant bien d'effectuer un semblable travail théorique, laissent les choses en l'état et appuient plutôt dans le sens de la confusion. Leur humanisme antipolitique commence par le péché politique absolu, qu'on laisse à la seule politique le responsable de la justice ; consentir sciemment à une erreur ; ne pas faire un geste pour le dissiper ; le reconduire, miser sur elle ; disons le mot : en profiter.

Quelle nouveauté ?

La définition claire et distincte de l'idée qu'on critique ne suffit pas. Il faut aussi l'effort de préciser d'où l'on critique, et comment la critique est imposée ; autrement que par une lecture de mode, ou un vertige d'humour. Une philosophie se distingue d'une opinion en ce qu'elle qu'elle réfléchit sa propre démarche et tâche, à chaque pas, d'en rendre raison. Une philosophie ne clique pas la porte au nez des philosophes qu'il remet en question, évacue des « y » en « m » et des coups de patte, ou bien ce n'est pas un rapport théorique. Et il serait injuste de soupçonner Bernard-Henry Lévy de ne l'être pas. Lui en tout cas. Mais il dit « en m » et « m ».

C'est le sophisme grignon qui tourne le dos à Sorcelle en marmonnant : à mort !

Comment peut-on imaginer que la philosophie moderne, fût-elle parfaitement anti-marxiste — et force nous est de réunir ici nouvelle philosophie et nouvelle droite, — ne doive rien aux concepts ou aux méthodes du matérialisme dialectique, et puisse se passer de réfléchir sur ce rapport ? Imagine-t-on une psychologie ou une psychiatrie qui ne s'inscrivent qu'en faux contre les travaux de Freud ? Sartre a consenti à passer au crible de la confrontation avec le marxisme une vision du monde toute centrée sur les déchirements de l'individu. Course de philosophie. Les penseurs majeure de notre époque — dont il est bon de rappeler qu'ils ne sont pas marxistes ! — soit Lévi-Strauss, Aron, Foucault, n'ont jamais cru pouvoir faire l'économie de cette confrontation.

Il en est résulté une plus grande efficacité dans la critique, et les éventuelles filiations. Seul le dogmatisme surgit ex nihilo, tout armé pour un combat qu'il voudrait bien définir. Si la pensée marxiste — plutôt que Marx lui-même, et surtout de ce marqueur de grande encre parmi ceux qu'il comptait néanmoins dépasser, — il donc la pensée marxiste à de solides penchants vers le dogmatisme, la solution est-elle de lui opposer la table rase et le déni racial ? Bref, on ne peut rompre avec le dogme qu'en lui refusant de fonctionner comme un dogme : en ne le prenant pas comme il se donne volontiers, c'est-à-dire en bloc. Au « tout ou rien » que propose tout souvent un marxisme systématique, répondre : « Rien » est un parti tout aussi systématique, qui lui fait que retourner le marxisme intellectuellement dénoncé.

Une généralisation et souffrant du mirage dogmatique : vouloir tout expliquer, en une seule fois. Ou, lui vient, avec le trentaine, l'idée qu'il n'y a pas d'explication unique ni de « théorie toute-puissante » parce qu'elle est vraie, comme le marxisme noir sur rouge les *Cahiers marxistes-léninistes* de l'évent-68, voilà certes le début d'une sagesse. Mais c'est déraison de vouloir, à l'instar de Lénine, tout régler et tout aborder « en tordant le bâton dans l'autre sens ». Le seul remède consiste à suspecter la cohérence : à le traller comme la contrainte du dogme qu'il pourrait se croire à être, soit, comme une pensée ouverte, inachevée, impuissante à se clore elle-même, et qu'il appartient à des pensées diverses et adverses de développer.

(*) Docteur ès lettres, professeur agrégé de philosophie au lycée de Saint-Georges-de-Bos (Essonnes), secrétaire générale de l'U.N.S. de Fontenay-aux-Roses.

Les orangers de Duverger

(Suite de la première page.)

Or il sait mal, ou en tout cas pas assez. Quand la réalité refuse de s'adapter à ses schémas, il cogne dessus, tout naturellement, jusqu'à ce qu'il soit parvenu à l'y faire enlir.

Duverger, ayant dit, se déprend de porter contre cette doctrine, que son essence prédispose à la déviation totalitaire, une condamnation totale. Il y a plusieurs lectures de Marx, et on ne le trahit pas plus en prenant sa pensée « comme un fil conducteur à une méthode » qu'en l'interprétant de manière dogmatique. A ses yeux, elle constitue même « le moins mauvais schéma d'exploration des sociétés humaines dont nous disposons », surtout si on l'utilise pour expliquer le milieu dans lequel elle a été élaborée : autrement dit, les sociétés occidentales du XIX^e siècle. Le tort de Marx et de son ami Engels a été de « généraliser cette situation singulière en l'élevant [le matérialisme historique] à la dignité d'un modèle applicable à tous les temps passés et futurs ».

Cette appréciation nous vaut un brillant parallèle entre « la élève de Marx » — « jamaïs l'argent n'avait si complètement dominé les hommes » — et le nôtre, où l'État est devenu « une gigantesque pompe qui aspire et redistribue une part considérable du revenu national », où les « organisations », nouveaux « dinosaures », considèrent de haut les « bipèdes », que nous sommes. En un mot comme en cent, la lutte des classes n'est plus ce qu'elle était.

En réalité, « comme le corps de Lénine dans son cercueil de verre, la pensée de Marx est embaumée » — « la loi se meurt dans les pays du Est ». Mais le marxisme n'a pas qu'une loca, celle qui « transforme le socialisme en science, cette science en dogme, ce dogme en religion, cette religion en tyrannie ». L'autre, écrit Duverger, en para-

phrasant un passage célèbre entre tous de la *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, est « l'âme d'un monde sans cœur, l'esprit d'une époque sans esprit ».

Le mythe de la révolution

Il faut se pénétrer de cette évidence pour comprendre la somme d'anthousiasmes, de dévouements, de sacrifices qu'a suscités et qui suscite encore, d'un pôle à l'autre, l'idéal socialiste, dont l'auteur entreprend, en plusieurs chapitres denses, de décrire, sur le double plan de la théorie et de la pratique, les deux incarnations, social-démocrate et ténariste, réformiste et totalitaire. Une « troisième voie » est-elle possible ? Qu'elle n'existe pas à l'heure actuelle, sauf dans le discours, ne veut pas dire qu'elle ne soit pas concevable. Tout un chacun rêve d'associer socialisme et pluralisme. Mais il reste à donner à l'entreprise, pour la rendre convaincante, un contenu concret. Maurice Duverger, après avoir mis en lumière les évidences limitées de la notion d'autogestion, conclut légitimement : « Pour que la troisième voie soit praticable, il faut des partis libérés des tentations qu'ils hantent. Rien n'est plus dangereux que les visions d'utopie éternelles par l'incompréhension des militants et la démagogie des dirigeants ».

L'auteur, vers le fin de son livre, revient, dans un chapitre intitulé, d'après le vers d'Aragon, « Un jour couleur d'orange », sur le contenu religieux du marxisme, non seulement sur la transposition terrestre du mythe du paradis qui est au centre de sa prédication, mais aussi sur un aspect moins souvent souligné : le mythe de la révolution serait lui aussi, à l'en croire, un héritage judéo-chrétien, qu'il a « transformé l'exigence d'une conversion per-

sonnelle en un bouleversement collectif ». On laissera aux théologiens le soin de trancher ce point, mais nous serions plutôt tentés, pour notre part, de voir là une rupture décelée et même décelée avec les religions révélées. Celles-ci enseignent à chacun à lutter contre lui-même, contre le mal qui est en lui. Marx, qui croit, dans la lignée de Rousseau, l'innocence profonde de l'homme, l'appelle à lutter contre ceux des hommes que la société a pervertie et attachés en quelque sorte à leur humanité. Ce n'est pas lui qui dirait à Pierre de semer l'épée ou le fourreau.

Reste que, comme l'écrit Duverger, « l'idéologie de la révolution n'est pas séparable du mythe de la société parfaite ». Reste aussi que, malheureusement, « à supposer qu'on puisse construire une société conforme aux visions idéologiques de Marx et d'Engels, elle ne serait pas un paradis terrestre ». Reste encore que, contrairement à ce qu'ils croyaient tous deux, il n'y a pas de nécessité historique qui conduise à l'avènement de la démocratie et du socialisme. Celui-ci ne peut résulter que d'un choix, d'un choix difficile. La nature biologique de l'homme étant ce qu'elle est, avec ses instincts, ses pulsions, on peut même dire, avec Duverger, que démocratie et socialisme « portent à son apogée la contradiction entre culture et nature ».

Marx, après tant d'autres, a voulu introduire la raison dans l'histoire. Mais « l'histoire s'écrit dans le style de Shakespeare plus que dans celui de Descartes ». Homme de guerre, l'auteur aurait bien aimé « que les oranges s'épanouissent au bord du Balaon ». Et c'est sans joie aucune qu'il reconnaît le « pessimisme de ses conclusions ». Raison de plus pour en apprécier l'honnêteté. Trop souvent, le marxisme n'est pour ceux qui en traitent qu'un occasion

de réjouissance ou de diatribe. Au discours des certitudes, Duverger, l'interprète d'une « science » politique très consciente de ses limites, a prêté l'observation sans parti pris. C'est ce qui rend si attachant et si nécessaire ce livre écrit d'une plume alerte, certes, mais néanmoins sûre, et dont on devine, malgré son ton débraillé, quelle somme de travail il a demandé à son auteur.

ANDRÉ FONTAINE.

* Maurice Duverger, *Les Orangers de la Balaon*, un vol. de 254 pages aux éditions du Seuil, coll. « L'histoire immédiate », carton 37 F.

Fritz ZORN MARS

RÉCIT

L'œuvre d'art d'un être privé de toutes relations, un document artistique au sens le plus fort.

Adolf Muschg.

Collection DU MONDE ENTIER

Gallimard

SELON UN Une majorité de en faveur de

La prise de parole de M. M... au cours de la séance du 18 mars 1980, a été l'occasion pour le député de la Seine-Saint-Denis de faire un exposé sur la situation de la région parisienne. M. M... a souligné les difficultés rencontrées par la région, notamment en matière de logement et de transports. Il a également évoqué les perspectives de développement pour l'avenir. Son discours a été accueilli avec une attention particulière par l'assemblée.

La Maison Blanc de recevoir M. I

Le président de la République a reçu, le 18 mars 1980, à l'Élysée, M. I... Le chef de l'État a écouté avec intérêt l'exposé que celui-ci a fait de son travail. Il a souligné les efforts accomplis et a encouragé la poursuite de la mission. La réception a été cordiale et a permis de renforcer les liens entre le chef de l'État et ses collaborateurs.

A TRAVERS Colombie

Après l'assassinat de l'ambassadeur d'Espagne à Bogotá, la Colombie est plongée dans une atmosphère de tension. Les autorités colombiennes ont pris des mesures de sécurité renforcées pour protéger les diplomates et les citoyens. Les médias ont largement couvert l'événement, soulignant l'impact sur les relations internationales du pays.

مكتبة من الأصل

Canada

SELON UN NOUVEAU SONDAGE

Une majorité de Québécois se prononceraient en faveur de la souveraineté-association

Montréal. — La prise de position des dirigeants de la plus importante centrale syndicale du Québec et les résultats d'un nouveau sondage publié le dimanche 16 mars, ont rassuré le gouvernement québécois, qui est activement engagé dans la campagne référendaire sur la souveraineté-association (la souveraineté politique du Québec assortie d'une

association économique avec le Canada). Selon le sondage réalisé, entre le 7 et le 11 mars, par l'Institut québécois d'opinion publique (IROP), 47,4 % des Québécois voteraient oui au référendum, qui aura lieu vraisemblablement dans la première quinzaine du mois de juin. 43,8 % des 788 personnes interrogées voteraient non et 9 % d'entre elles ne se prononceraient pas.

De notre correspondant

Les résultats de ce sondage constituent un renversement de la tendance constatée au cours de toutes les enquêtes précédentes qui avaient toujours désigné une majorité de personnes opposées à la souveraineté-association. Le 7 mars dernier, un sondage commandé par la radio-télévision nationale Radio-Canada donnait 53 % au «non» et 41 % au «oui». L'ouverture du débat référendaire à l'Assemblée nationale, intégrément retransmis par la télévision, aurait donné l'avantage au parti québécois.

Un fédéralisme renoué

Dans leurs commentaires, plusieurs députés libéraux acceptent les explications données par l'IROP, mais ils attribuent également le succès du parti québécois à l'ambiguïté de la question, qui, affirmant-il, est une «question piège» dans la mesure où le gouvernement «tente de camoufler son objectif ultime, l'indépendance». Les libéraux insistent cependant sur un motif de satisfaction dans le fait que, selon le sondage IROP, le «fédéralisme renoué» qu'ils préconisent reste l'option constitutionnelle la plus populaire (51,6 %), suivie de la souveraineté-association (45,8 %). Ces derniers pourcentages ne sont qu'en apparence en contradiction avec ceux qui donnent une majorité relative de «oui» au référendum. La question posée au référendum porte en effet sur un «mandat de négociation» la souveraineté-association et n'offre pas la possibilité de se prononcer sur une autre option constitutionnelle.

L'enquête IROP confirme d'autre part la tendance constante de l'option défendue par le parti québécois depuis son

arrivée au pouvoir en novembre 1976. En septembre 1978, moins de 27 % des personnes interrogées étaient favorables à la souveraineté-association, contre près de 48 % aujourd'hui. Enfin, le résultat le plus étonnant de ce sondage révèle que plus de 26 % des Québécois seraient favorables à l'indépendance pure et simple, alors que le pourcentage n'avait jamais dépassé 22 % auparavant. Les prochaines enquêtes permettront de déterminer si ce bond spectaculaire n'était qu'un accident.

Dans le débat référendaire qui s'est brusquement accéléré au cours des deux dernières semaines, le parti québécois a également marqué des points auprès du monde syndical. La direction de la Fédération des travailleurs du Québec, qui se compose de trois cent vingt mille adhérents, s'est prononcée samedi en faveur du «oui» au référendum et a confirmé la tenue d'un congrès spécial sur le sujet le 19 avril prochain. Le président de la F.T.Q., M. Louis Laberge, a expliqué sa position en disant que si le Québec avait deux fois plus de chômeurs que le reste du Canada, il fallait en chercher les causes dans l'échec de l'actuel système fédéral. Il a cependant précisé que la position de la F.T.Q. «ne constitue pas un appui au gouvernement du parti québécois, mais reflète plutôt la voix du mouvement ouvrier dans l'affirmation du peuple québécois».

Le mot tabou

Les trois autres centrales syndicales ne se sont pas prononcées pour l'instant, mais il semble probable que leurs dirigeants recommanderont à leurs membres de voter dans le sens du «oui» dans l'entre. Pour sa part, la principale organisation regroupant les dirigeants d'entreprises, le Conseil du patronat du Québec, refuse une campagne discrète pour le «non» en diffusant des brochures sur le thème : «Deux pays juridiquement égaux, deux politiques indépendantes, deux économies inégales et une seule monnaie : c'est la quadrature du cercle».

A cette vision de la souveraineté-association répond celle du ministre québécois des finances, M. Jacques Parizeau, considéré comme le plus indépendant des membres du gouvernement, et qui déclarait la semaine dernière devant l'Assemblée nationale : «Le référendum est une marche de plus sur cet escalier qui nous rapproche petit à petit de l'indépendance. Le mot tabou n'a pas été prononcé, mais tout le monde a compris qu'il s'agissait de l'indépendance. M. Parizeau, qui aurait préféré la création d'un nouveau Québec à becquée distincte, n'en est pas moins favorable au maintien de l'espace économique canadien [voir l'article sur le plan de la semaine dernière]. Le ministre des finances a des avantages pour les deux parties».

BERTRAND DE LA GRANGE

Cuba

HERBERTO PADILLA AUTORISÉ A QUITTER LA HAVANE

Le poète Herberto Padilla a été autorisé à vivre hors de Cuba pendant plus de trois ans. Il a quitté la Havane le 18 mars. M. Padilla doit ensuite s'installer aux États-Unis, à Miami, où vit depuis environ un an son épouse, la poétesse Belkis Cruz Mala. Le passeport qui lui a été délivré lui donne la possibilité de rentrer à Cuba et d'en sortir quand il le désire.

Herberto Padilla avait obtenu en 1968 le Prix de poésie de l'Union des écrivains et artistes cubains, avait été, à cette occasion, sévèrement attaqué par des organismes officiels. Par la suite, il avait critiqué l'activité de différentes institutions politiques et culturelles cubaines, ainsi que certains aspects du système socialiste. Arrêté en 1971 et renvoyé rapidement en liberté, Herberto Padilla s'était alors rétracté publiquement. Sa situation avait, à l'époque, préoccupé de nombreux intellectuels en Europe et en Amérique. — (A.F.P.)

El Salvador

La mise en œuvre de la réforme agraire

(Suite de la première page.)

Le communiqué militaire précise que, lorsque les forces de sécurité sont arrivées sur place, elles ont été reçues par des coups de feu, et qu'un cours de la fusillade dix-sept des «envahisseurs» ont été tués. Le chiffre total des morts pourrait, toutefois, s'élever à quarante-six. Nombre de victimes seraient des travailleurs de la Colima, appartenant à la Fédération chrétienne des paysans du Salvador (FECOSAS) et à l'Union des travailleurs agricoles, membres du Bloc populaire révolutionnaire (B.P.R.), extrême gauche.

Amnesty International a lancé le 17 mars, à Londres, un appel au gouvernement du Salvador lui demandant de mettre un terme à une campagne de meurtres et d'enlèvements déclenchée contre les paysans salvadoriens à la suite de l'annonce de la réforme agraire. Citant différents exemples de répression depuis le 8 mars, Amnesty fait état de quatre-vingt morts, dont au

moins vingt-huit enfants, dans le département du Cuscatlan. Elle indique également que l'armée aurait allumé un cercle de feu autour d'un village du département de Chalatenango pour empêcher les paysans de s'enfuir. Quarante personnes auraient trouvé la mort lors de cette action. Amnesty International accuse une organisation paramilitaire d'extrême droite, ORDEN (en principe dissoute, mais qui se serait reconstituée sous le nom de «Front national démocratique»), de participer à la destruction de villages.

D'autres affrontements sanglants ont marqué la journée du lundi 17 mars. Ce jour-là, une grève générale, déclenchée à l'appel de la Coordination révolutionnaire de masses (qui regroupe vingt-cinq syndicats et les principales organisations d'opposition à la junte) a pratiquement paralysé le pays. Les transports en commun ne fonctionnaient pas dans la capitale, et les commerces étaient fer-

més. San-Salvador était sillonné par les patrouilles militaires et surveillé par des hélicoptères.

L'université a été le théâtre d'une fusillade de deux heures et demie entre des étudiants et des militaires appuyés par des voitures blindées. Différents témoignages font état de morts et de blessés, sans que leur nombre soit connu.

An moins cinq personnes ont péri un peu plus tôt dans la journée lorsque la police fiscale et des agents en civil, appuyés par des blindés, ont attaqué une usine américaine occupée depuis vingt jours, la Beckman Instrument Co. Les survivants ont déclaré que les assaillants ont fait irruption dans les bâtiments et se sont emparés d'une trentaine de travailleurs. Toujours d'après les survivants, encore sous le choc, les policiers se seraient attaqués aux travailleurs avec des machettes. Cinq d'entre eux ont été tués.

On signale d'autre part l'occupation par des militants du B.P.R. du siège de la compagnie de distribution des eaux. Ils exigent une meilleure distribution d'eau potable dans les bidonvilles de la capitale. Une bombe artisanale que portait l'un des occupants a explosé accidentellement, faisant au moins un mort et quatre blessés graves. Une autre bombe a endommagé les locaux du ministère de l'Agriculture. Cet attentat serait le fait des forces d'extrême droite, manifestant ainsi leur hostilité à la réforme agraire.

Il semble enfin que plusieurs affrontements se soient déroulés aux alentours de la capitale entre militants de gauche et forces de sécurité. L'armée, d'après un communiqué officiel, aurait tué dix-sept jeunes inarmés qui étaient des barrières dans la ville de San-Martin, à 19 kilomètres au nord de San-Salvador.

Paraguay

D'APRÈS LA PRESSE BRÉSILIENNE

Les forces de l'ordre traquent un mouvement de guérilla

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Un mouvement de guérilla vient de faire son apparition au Paraguay, selon le *Correio de Notícias*, le *O Estado de São-Paulo* dans son édition du dimanche 16 mars. Après avoir mené une première action, les révolutionnaires seraient désormais combattus par d'importantes forces militaires. D'abord révélée par un journal de la ville de Curitiba, située à 800 kilomètres de la frontière paraguayenne, l'affaire a été l'objet d'un communiqué du ministère de l'Intérieur paraguayen, qui parle d'un affrontement entre l'armée et un groupe de «malintendons».

Le 15 mars, le *Correio de Notícias* de Curitiba indiquait qu'un groupe d'une trentaine de personnes armées, s'affirmant d'opposition au régime du général Stroessner, s'étaient emparés, le 8 mars, d'un autobus près de la ville de Caaguazú, sur la route qui relie la capitale, Asunción, à Puerto-Stroessner, à la frontière brésilienne. Les hommes de contrôle ont été un affrontement avec la police. Dès le lendemain, d'importantes forces militaires posturaient les assaillants qui étaient réfugiés dans la forêt environnante.

Une opération importante

Les détails apportés postérieurement par le *Correio de Notícias* puis le *O Estado de São-Paulo* témoignent de l'ampleur de l'opération. Des habitants de la région, interrogés par les journalistes, parlent de plusieurs centaines de guérilleros combattus par quelque cinq mille hommes, membres des milices du parti gouvernemental, et des militaires. Les forces officielles tentent usage d'hélicoptères, mais même d'avions militaires, qui seraient commandés par le général Benito Juanes Serrano, ont installé leur quartier général dans une mine de boisements proches de Caaguazú. Un nouvel affrontement, le 14 mars, aurait provoqué la mort de seize guérilleros, et une centaine de personnes seraient détenues. Les journalistes brésiliens qui s'étaient rendus dans la région ont été expulsés vers Foz-de-Iguazu.

Le groupe de guérilleros serait dirigé par le «commandant Vito», surnom de M. Vitorino Centurion, un paysan autrefois membre des Ligues paysannes, proches des secteurs progressistes de l'Église paraguayenne, qui aurait par la suite créé un groupe clandestin plus radical, la Ligue agraire paysanne du Paraguay. M. Centurion avait participé en 1973 à l'occupation d'une église à Caaguazú, ce qui lui avait valu trois ans de prison.

La seule réaction officielle des autorités d'Asunción à l'affaire a été un communiqué du ministère de l'Intérieur reproduit, le 15 mars, par la presse paraguayenne, qui reconnaît la mort de dix personnes au cours d'un affrontement avec un groupe de «malintendons». L'ampleur de l'opération militaire et le nombre de pertes de part et d'autre ne permettent guère, cependant, de croire qu'il s'agit d'une affaire de droit commun. La vigueur de la riposte du gouvernement pourrait certes couvrir un mouvement de guérilla naissant. S'il se consolidait, cela précéderait non seulement les autorités d'Asunción, mais aussi celles de Brasilia : l'opération militaire a été menée à moins de 300 kilo-

mètres du grand barrage d'Itaipu, construit conjointement par le Brésil et le Paraguay, à leur frontière commune.

THIERRY MALINIAR



«Le meilleur livre que j'aie jamais lu sur les hommes et la guerre à notre époque.» JOHN LE CARRE
NOTRE ÉPOQUE. LE PARAGUAY. LA PRESSE

«Vietnam : le chef d'œuvre... quelque part à côté de Truman Capote, de Norman Mailer et de Tom Wolfe. Un style fulgurant... La réussite de Herr est totale.» (Olivier Todd, l'Express).

«Un grand écrivain... Une extraordinaire méditation sur la guerre, sur l'absurde, sur la mort.» (Le Nouvel Observateur).

«Apocalypse», je pensais que c'était «du cinéma» : eh bien ! non, le livre de Herr pue la vérité... La guerre décrite par Michael Herr est une énorme maladie collective, une épidémie de déprime et de défiance. Mais le livre qu'il a tiré est confus, déhanché et superbe. On comprend que les meilleurs écrivains américains l'aient salué avec enthousiasme.» (François Nourissier, Le Figaro Magazine).

«Le chef d'œuvre.» (Jean de la Guérinière, Le Monde).

ALBIN MICHEL

États-Unis

La Maison Blanche a refusé de recevoir M. Poniatowski

Washington (A.F.P.). — M. Michel Poniatowski, ancien ministre, s'est plaint lundi 17 mars d'avoir été «piégé» par l'hébergement allemand Stern à l'occasion de la publication d'une interview qui lui a fermé la porte de la Maison Blanche.

De passage pour vingt-quatre heures à Washington au cours d'un voyage d'études sur les problèmes de l'énergie, M. Poniatowski n'a pas été reçu, comme il devait l'être, par M. Brzezinski, conseiller de M. Carter.

La décision de la Maison Blanche est la conséquence de la publication d'une interview dans laquelle l'ancien ministre critique la politique étrangère de M. Carter. Il est notamment cité comme ayant dit : «Cet homme n'est qu'un imbécile, à tout le moins, et c'est pourquoi il est porté comme un baptême politique» (le Monde du 13 mars).

«J'ai protesté auprès de la direction de Stern», a dit M. Poniatowski à des journalistes français. «Je ne me souviens absolument pas d'avoir utilisé des mots pareils dans la conversation de près de deux heures que j'ai eue

avec son représentant. Il était entendu que l'interview ne serait publiée qu'après que j'en eusse l'occasion de relire le texte, ce qui n'a pas été fait». La venue de l'ancien ministre à Washington et la visite projetée à la Maison Blanche avaient un moment laissé penser qu'il était porteur d'un message de M. Giscard d'Estaing pour M. Carter. Il a affirmé lundi 17 mars qu'il n'en était rien.

Une séance de travail que la délégation conduite par M. Poniatowski devait avoir lundi matin au département de l'Énergie a également été annulée au dernier moment à la demande des Américains. L'ancien ministre a néanmoins rencontré M. McManama, président de la Banque mondiale, M. Jacques de Larosière, directeur exécutif du Fonds monétaire international, et le sénateur Jackson, président de la commission de l'énergie.

M. Poniatowski et sa délégation devaient quitter Washington mardi matin pour la Californie, où ils devaient visiter plusieurs centres de recherche avant de regagner Paris vendredi.

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

• APRÈS L'ÉVASION DE L'AMBASSADEUR D'URUGUAY de l'opinion publique de la République dominicaine à Bogota, onze ambassadeurs restent détenus par les guérilleros du M-19 : le nonce apostolique et les représentants des États-Unis, d'Israël, de Suisse, d'Égypte, du Mexique, du Venezuela, du Brésil, de République dominicaine, de Haïti et du Guatemala. Parmi les vingt et un autres otages figurent huit diplomates de moindre rang, un citoyen espagnol et des ressortissants de divers pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Les autorités colombiennes ont, d'autre part, révélé que Cuba avait proposé à la Colombie d'accueillir les diplomates pris en otages, les soixante-dix prisonniers politi-

ques dont les guérilleros du M-19 demandent la libération au cas où cette exigence serait satisfaite, ainsi que les occupants de l'ambassade de Santo-Domingo. — (A.F.P.)

Tunisie

• LA SANTÉ DE M. NOUIRA. — Le premier ministre tunisien sera en mesure de quitter dans les prochains jours l'hôpital de la Sapienza, où il est en traitement depuis trois semaines, a-t-on annoncé lundi 17 mars dans les milieux diplomatiques tunisiens. Bien que les médecins aient recommandé à leur patient de ne pas recevoir de visites, M. Nouira, dont l'état de santé s'est amélioré dans le meilleur des sens possibles, se remet progressivement selon les mêmes sources «au courant des affaires de l'État».

AMÉRIQUES

PORTO-RICO, UN PEU PLUS PRÈS DES ÉTATS-UNIS

I. — La « libre association » à bout de souffle

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Le président Carter l'a emporté, à une très faible majorité, sur M. Kennedy, lors des - primaires - démocrates organisées le 16 mars à Porto-Rico : il aura vingt et un délégués à la convention de New-York, cet été, contre vingt à son rival.

Ce résultat est considéré comme une nouvelle victoire de ceux qui dans l'Etat libre associé, sont partisans de voir l'île caribbe devenir le cinquante et unième Etat de l'Union. Les tenants de l'ancien statut institutionnel, ainsi que les indépendantistes, peu nombreux mais résolus à toutes les extrémités pour empêcher l'annexion, étaient en effet plus favorables à M. Kennedy.

San-Juan. — « Nous voulons sensibiliser l'opinion publique [insulaire] au fait que Porto-Rico est partie intégrante des États-Unis. » M. Carlo Romero Barcelo, gouverneur de Porto-Rico, ne

lés, à se battre, à participer à la défense de l'Union et à ses aventures belliqueuses (comme au Vietnam, où ils ont été nombreux à se battre), ils n'ont, pourtant, ni représentants ni sénateurs à Washington. Dependunt des décisions fédérales pour tous les secteurs, ils ne peuvent s'engager au commerce extérieur, aux douanes, à la monnaie, aux communications, aux migrations, à la justice, et pour quelques autres secteurs encore. Ils ne participent cependant pas à l'élection du président de l'Union. En sens inverse, bénéficiant plus qu'aucun Etat de fédéralisme, les Etats fédéraux, les semi-exemples d'impôts fédéraux. Si ce n'est point là du colonialisme, cela ressemble fort à une situation de protectorat...

Ainsi en dispose le statut d'Etat libre associé, appliqué à 80 % des votants. Les Portoricains, qui élisent leur gouverneur et leur

Ainsi en dispose le statut d'Etat libre associé, adopté en 1952, et confirmé en 1967 par 80 % des votants. Les Portoricains, qui élisent leur gouverneur et leur

figue. C'est donc par un acte d'imperialisme pur que cette « grande Caraïbe » est entrée dans le giron américain. Au fil des décennies, Washington a progressivement rectifié les aspects les plus colonialistes de la situation, accordant, en particulier la citoyenneté américaine aux Portoricains en 1917. La persistance du sentiment national insulaire emboîchait, cepen-

Le bon vouloir

Le parti néo-progressiste (P.N.P.) au pouvoir, qui tient haut la bannière de l'intégration aux Etats-Unis, a peu à peu rogné la base populaire des tenants de l'actuel statut — au point d'apparaître, désormais, comme capable d'imposer sa solution.

Le gouverneur Romero Barcelo, *estadista* convaincu, a pro-

dant, une intégration pure et simple. Une cote mal taillée fut donc trouvée sous l'égide du grand leader du parti populaire démocratique Luis Muñoz Marín, qui forgea et fit adopter par ses concitoyens, en 1952, la formule du *commonwealth*, définie comme une « troisième voie vers la liberté » — ni intégration ni indépendance immédiate, mais décolonisation graduelle et paisible.

de Washington

motion, puis à la défense, du statut de *commonwealth* parviendra-t-il à arrêter son lent, mais inécessant déclin, et à reprendre l'avantage, à la fin de cette année, sur les néo-progressistes ? Le P.P.D., a dans ce but, formulé, l'été dernier, une plateforme électorale susceptible de redorer le blason de l'« association ».

Sou chef, M. Rafael Hernandez Colon, ancien gouverneur de l'île (1972-1978), préconise une nouvelle répartition des compétences, renforçant la position de San-Juan par rapport à la capitale, mais, en particulier, que le contrôle des très importantes aides fédérales accordées à Porto-Rico, comme les *food stamps* (tickets de nourriture, accordés à la transféré de la population) soit transféré aux autorités locales, et que les principales édictées par les propres règles, en matière de salaire minimum, de relations du travail, de limitation de la pollution, de surveil-

lance de l'immigration ; que le commonwealth puisse négocier des accords commerciaux internationaux, établir ses propres barrières douanières, délimiter une zone économique maritime de 300 milles, dont les ressources, pétrolières notamment, seraient siennes, etc.

mènes, etc.

Le P.P.D. réclame la plupart des prérogatives de l'indépendance, hormis la défense et un siège aux Nations unies ! La faiblesse de ce programme est que sa réalisation dépend entièrement de Washington.

Or, il est peu probable que le pouvoir fédéral soit disposé à créer au profit d'un Etat, fut-il « librement associé », une position aussi dangereuse que celle que le président, alors même que le parti pro-américain est plus fort que jamais à Porto-Rico...

L'érosion continue des positions du P.P.D. est évidemment due, pour une part, à la déception causée par la formule même de *commonwealth*. Lancé d'abord comme une solution d'attente — fortifier l'économie, les structures, les capacités de l'île pour préparer l'indépendance — la formule s'associe à, sans contester, tiré Porto-Rico de sa misère des années 30 pour en faire, au début des années 70, le territoire le plus prospère des Etats-Unis.

Le premier revenu annuel par habitant du sous-continent, des infrastructures développées, une industrie prospère, un niveau de protection sociale et d'instruction publique élevés, des contacts avec les autres pays de langue, d'histoire, de culture et de traditions hispaniques de la région...

compte de la prospérité à qui l'Etat fédéral assure désormais de puissants subsides et qui craignent de se retrouver démunis de tout s'ils ne manifestent pas allégeance au protecteur. Le N.F.P., jeune, abrupt, sans expérience, est un bâtard, tantôt de la droite, d'autant sursure-t-il que, si Washington était amené à se désintéresser de Porto-Rico, les pensions de ses membres seraient rams à la base du Vietnam.

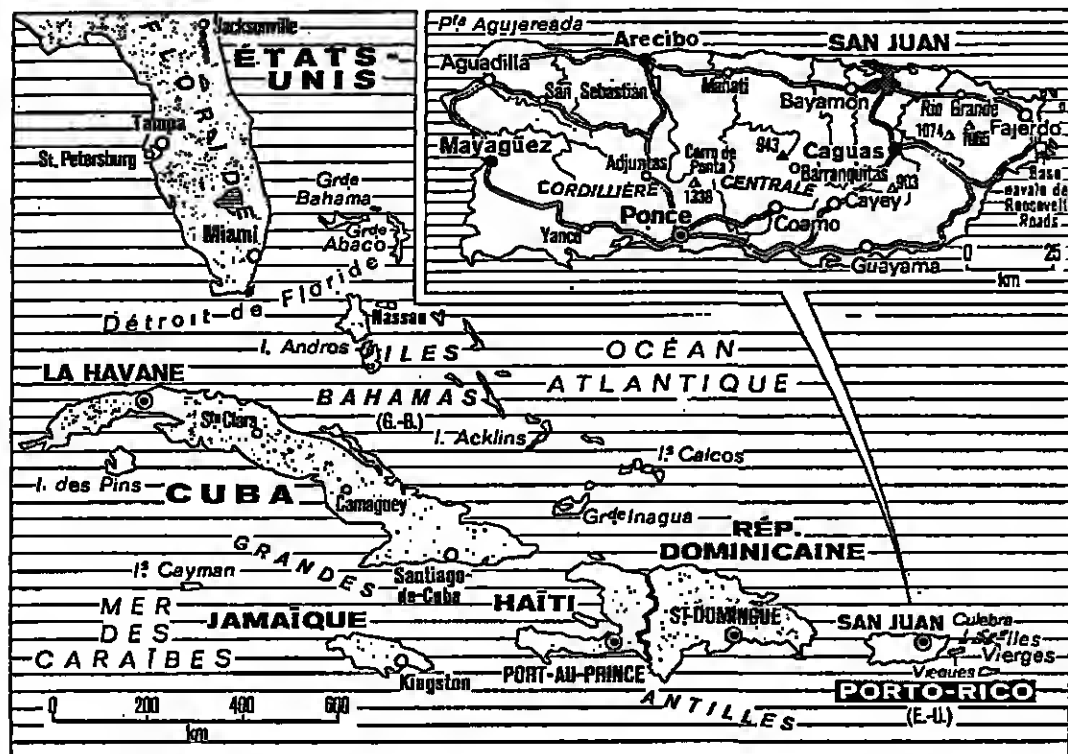
Cela paraît bien ne plus être payées. Mais il affirme aussi, devenu un nouvel Etat de l'Union, l'ille garderait ses privilèges, son statut, sa langue législative et de socialisation.

Le P.N.P. n'a pratiquement pas cessé de progresser dans les sept élections qui ont eu lieu depuis 1952, date de la création de l'Etat libre associé, passant de moins de 13 à plus de 48 % des voix. Il est donc très proche du seuil des 50 % au-delà duquel il considère que Porto-Rico doit devenir partie intégrante de l'Union. Il approfondit une implantation politique multiforme.

indigne multinationale. Les données de ses succès sont sa malminnie, au printemps 1979, sur l'appareil local du parti démocraté. L'appareil local, date de 1979, est le plus important du pays. « populaire » Luis Muñoz Marín accéda, pour près de deux décennies, aux commandes de la vie politique insulaire, et fut le premier à proposer une indissoluble entre les démocrates américains et le P.P.D. Les néo-progressistes, et leurs prédecesseurs sur l'échiquier, ont été les plus importants de ces années depuis le début du siècle, aux républicains. Désormais, les partisans de l'intégration aux États-Unis ont donc le soutien des machines porte-ricaines des deux grands partis américains traditionnels.

Le parti néo-progressiste procède à une « révolution » du « populaire » qui s'est lora de la grande crise de 1954 (2), ont toujours menagé les indépendantistes, il n'hesiterait pas à se coler avec les républicains. Les germes d'une grave crise, à propos de laquelle les pessimistes emploient le terme de « guerre civile », anticipant des développements qui pourraient être les Pays basques espagnol, ou de l'Irlande du Nord.

Prochain article :
**« L'INDÉPENDANCE
N'EST PAS NÉGOCIABLE »**



te ne pas de se cacher derrière son doigt : l'organisation des primaires républicaines et démocrates, les 17 février et 16 mars a été une nouvelle petite victoire de la gauche (voir le *Quotidien* titanes de la transformation de l'Etat libre associé de Porto-Rico en un cinquante et unième Etat de l'Union) sur leurs adversaires du P.P.D. (parti populaire démocratique, partisan de conserver, en l'améliorant, l'actuel statut de colonisation) que les champions de l'indépendance.

Les Portoricens, en effet, ne sont fondamentalement d'accord que sur un point : la situation, nationale, ne peut plus durer. Citoyens des Etats-Unis et appe-


propre législatif, ont pour les représenter auprès de Washington, un « commissaire » — personnel capital de la vie publique de Porto-Rico. Ce commissaire a obtenu des Etats-Unis le maximum de subsides pour ses comités. L'actuel commissaire, M. Baltasar Corrales del Rio est, d'après les rumeurs, un homme d'efficacité en obtient, après le rigoureux hiver 1978, que Porto-Rico ne soit pas écarté du bénéfice des fonds fédéraux affectés à la lutte contre le froid endémique par le gel (1).

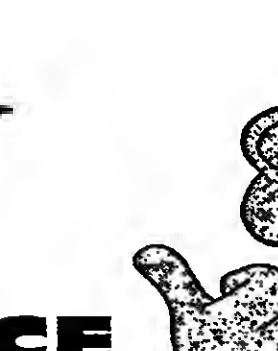
L'historiste explique évidemment les ambiguïtés actuelles. Porto-Rico a été créé en 1898 par le traité de Paris, au même temps que les Philippines et l'île de Guam, dans le Paci-

mis, s'était réuni à la fin de cette année, d'organiser en 1981, un référendum sur le statut de l'île. Si la laïcité de ces élections n'est pas garantie, il s'agit au moins de la mesure de la gagner. Il a assuré que, même vainqueur de quelques voix seulement, il demanderait l'intégration.

Le grave danger est que les élections soient perçues, en termes électoraux, mais extrêmement déterminés, sans décisions à s'opposer avec l'énergie du désespoir à une évolution du statut de l'île qui soit si grave inconvénient d'être pratiquement irréversible par rapport à l'actuelle « association ».

La situation électrocratique, qui, depuis 1940, a associé sa fortune politique à la pro-





DES PRIX CHARTERS SUR VOLS REGULIERS.

CORSE.....A.R. 800 F	ATHÈNES.....A.R. 1300 F
NICE.....A.R. 680 F	LONDRES.....A.R. 450 F
GUADELOUPEA.R. 2670 F	TEL-AVIV.....A.R. 1900 F
MARTINIQUEA.R. 2670 F	PALMA.....A.R. 790 F
GUYANEA.R. 3380 F	NEW YORK.....A.R. 2250 F
RÉUNIONA.R. 4140 F	MONTRÉALA.R. 2250 F

Ces bas tarifs proposés malgré la hausse du prix du carburant s'expliquent par une diminution de l'espace réservé à chaque passager et par un service simplifié : remise de coffret-repas avant l'embarquement. Pour tous renseignements sur les périodes et conditions d'application de ces tarifs, consultez les agences Air France, votre Agent de voyages ou téléphonez au (1) 320.15.55.

Prix de base au départ de Paris. Supplément à certaines périodes de l'année. Vente et transport soumis à des conditions particulières. Sous réserve d'approbation gouvernementale.



GAP WAGRAM
25, RUE CARDINET - 75017 PARIS - 267.31.00

CONCESSIONNAIRE

50 ANS D'EXPERIENCE
AU SERVICE D'UNE CLIENTELE DE QUALITE

STAGES LINGUISTIQUES EN ANGLETERRE


OISE Oxford Intensive School of English
Member of the Federation of English Language Course Organisations **Teico**

Pour un séjour vraiment profitable :
Programme de cours individualisé, familles consciencieusement choisies,
nouveaux scolaires, universitaires, adultes ; programme loisirs.


Escr. ou tél. : May, MO 21, rue Théophraste Renaudot 75002 PARIS - T. 553.13.02
Soc. à but non lucratif - Gde Tenue des rue 75770 - Vireux-Patry - Lorraine A. 568

20 ANS D'ENQUETE SUR MAHLER

Mahler au jour le jour, vu par ses proches, sa discographie passée à la loupe : un très grand dossier. Egalement dans ce numéro un entretien exclusif et explosif avec Solomon VOLKOV, l'élève à qui Chostakovitch dicta en secret ses mémoires. Et aussi Charlie Parker, le Ska, Cherubini, le guide Hi-Fi, Jean Wiener... Les actualités, les disques et tous les concerts.

The image shows the cover of a magazine titled 'Le Monde de LA MUSIQUE'. The title is in large, bold, white letters on a dark background. Above the title, it says 'Le Monde de LA'. Below the title, it says 'CHACQUE MOIS TOUTES LES MUSIQUES, DE TOUS LES PAYS, DE TOUS LES TEMPS.' in white capital letters. The magazine is tilted and appears to be part of a collection.

Sur tous les marchés et les tapis Jusc



ATS-UNIS

AFRIQUE

DIPLOMATIE

Algérie

A Tizi-Ouzou l'interdiction d'une conférence sur la poésie berbère a provoqué des manifestations d'étudiants

Tizi-Ouzou. — La capitale de la Kabylie a connu, la semaine dernière, une petite poussée de fièvre, à la suite de l'interdiction par les autorités locales d'une conférence de l'écrivain Mouloud Mammeri sur « La poésie berbère ancienne » (1). Cette décision, qualifiée par beaucoup de « maladroite », a suscité un émoi particulièrement vif dans la communauté universitaire qui avait invité M. Mammeri et qui n'a pas voulu s'incliner sans protester devant le fait accompli.

Dans la nuit du dimanche 9 au lundi 10 mars, l'écrivain a reçu un appel téléphonique : une personne se faisait passer pour le recteur du centre universitaire de Tizi-Ouzou lui a annoncé que la conférence prévue pour l'après-midi était annulée et lui a recommandé de ne pas se déplacer. Le recteur, M. Arab, ayant décliné, dans la matinée de lundi, être l'auteur de cette communication, M. Mammeri a pris la route, en compagnie d'un ami. Son véhicule a été stoppé par un barrage à Dra Ben Khedja, localité située à une dizaine de kilomètres de Tizi-Ouzou, et un policier lui a demandé de le suivre chez le wali (préfet). « J'ai été reçu, nous a dit M. Mammeri, par le chef de cabinet, qui m'a expliqué fort courtoisement que ma conférence risquait de déclencher des troubles de l'ordre public et m'a dit qu'il valait mieux y renoncer. Je me suis incliné sans formuler le moindre commentaire. Après avoir informé le recteur et les étudiants membres du comité qui m'avait invité, j'ai regagné Alger ».

M. Mammeri, nous a dit l'un des professeurs de l'université de

De notre envoyé spécial

Tizi-Ouzou, a décliné l'offre que lui faisaient les étudiants d'assurer eux-mêmes le service d'ordre de la conférence, assurant qu'il ne voulait pénétrer dans le centre universitaire « que par la grande porte ».

Refusant d'accepter le « diktat » des autorités locales, les étudiants ont riposté le lendemain en organisant dans les rues de la ville un défilé. Plusieurs centaines d'entre eux ont marché deux heures durant en arborant des banderoles proclamant notamment : « Haute à la répression culturelle », « Haute à la répression culturelle algérienne », et en scandant en kabyle des slogans sur les thèmes : « Nous en avons assez de l'injustice », « Le berbère est notre langue ».

L'interdiction de la conférence, nous a dit un étudiant, constitue un soutien nouveau d'une longue chaîne de brimades culturelles. Le centre universitaire de Tizi-Ouzou est à sa troisième année d'existence. La première année, on nous a empêchés de faire venir un chanteur kabyle, M. Wenguellet. On nous a interdit, l'année suivante, de monter la pièce de Kateb Yacine, la Guerre de deux mille ans. Tout cela s'inscrit dans le droit-fil d'une politique constamment répressive à l'égard de la culture berbère, qui est née alors qu'elle est l'une des composantes fondamentales de la personnalité algérienne. M. Mouloud Mammeri est, à ce titre, particulièrement visé puisqu'en 1973 on a supprimé d'un traité de plume le cours de langue berbère qu'il donnait à l'université d'Alger ».

Les étudiants ont écrit au chef de l'Etat ainsi qu'à de nombreuses personnalités pour leur exposer les faits, demander un fonctionnement démocratique de l'université, dénoncer les incursions des instances locales du

parti et des autorités administratives dans la vie culturelle de l'université et réclamer la possibilité d'apprendre le berbère à l'école comme deuxième langue nationale.

Les événements ont pris, dans la nuit de mercredi à jeudi, un tour plus politique avec l'apparition dans la région, notamment sur la route d'Alger à Boudouaou et Tizi-Ouzou, de nombreuses inscriptions en français peintes sur les murs et sur les panneaux de signalisation routière, dues, semble-t-il, à des militants du F.F.S. (Front des forces socialistes) de M. Ali Ahmed, qui manifeste depuis quelques mois un léger regain d'existence après une longue période d'écueil. Elles prenaient pour cible le F.L.N. et portaient : « Démocratie » et « Ali Ahmed au pays ». Elles ont été rapidement badigeonnées. Cette campagne a été dénoncée en termes durs par les comités étudiants de Tizi-Ouzou, qui accusent « les révolutionnaires de salon du F.F.S. » de vouloir « récupérer leur action « alors qu'elle a, disent-ils, un caractère strictement culturel et local ».

« Le forcing fait par les partisans de l'arabisation depuis quelques mois devait inévitablement entraîner des réactions, nous a dit un étudiant. Il est significatif de constater que le concept de culture berbère est devenu populaire ces dernières années en Kabylie alors qu'il était considéré auparavant à quelques cercles intellectuels. Il est de fait que le mouvement de protestation de Tizi-Ouzou a trouvé quelque écho dans la région puisque, dimanche 16 mars encore, les lycéens de l'Arbat-Naïraïthen (ex-Fort national) auraient fait grève pour soutenir les étudiants de Tizi-Ouzou.

DANIEL JUNQUA.

Ouganda

AFFRONTEMENT A KAMPALA ENTRE SOLDATS TANZANIENS ET CIVILS

Une fusillade nourrie s'est poursuivie pendant trois heures, lundi 17 mars, dans le quartier de Kibula, à la périphérie de Kampala. Elle aurait opposé des militaires tanzaniens à des civils ougandais à la suite du meurtre, la veille, d'un officier tanzanien. Des rapports non confirmés font état de six civils ougandais tués.

« La situation est très grave », selon un officier de police ougandais. Les tanzaniens auraient mis le feu à trois habitations et pillé plusieurs échoppes.

Par ailleurs, le propriétaire de l'hébergement Ngabo (favorable à l'ancien président Lule) a été assassiné samedi. Un agent de la circulation aurait été battu à mort à Kampala, par des soldats tanzaniens, lesquels auraient également sur les policiers ougandais dépechés sur les lieux. (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

Rhodésie

LORD SOAMES S'ENTRETIENT A LONDRES DE L'AIDE BRITANNIQUE AU ZIMBABWE

Arrivé lundi 17 mars à Londres, Lord Soames, gouverneur de la Rhodésie, devait être reçu par Mme Thatcher ce mardi et regagner Salisbury mercredi. Il s'est déjà entretenu avec lord Carrington, secrétaire au Foreign Office, de l'aide que Londres fournira au Zimbabwe après la proclamation de l'indépendance, le 18 avril.

Sur place, la réorganisation des services de radio et de télévision par M. Mugabe a provoqué la démission des huit membres — tous d'origine européenne — du conseil d'administration de la Rhodesian Broadcasting Corporation. Alors que les derniers éléments de la force de contrôle du Commonwealth évacuaient dimanche le pays, les autorités britanniques ont annoncé qu'elles détacheraient des conseillers militaires auprès des forces armées du Zimbabwe, dont le commandement demeure entre les mains du général Peter Walls. (Reuters, U.P.I.)

A La Haye

« L'AFFAIRE DE LA POLLUTION DU RHIN DOIT ÊTRE RÉGLÉE PAR DES MOYENS INTERNATIONAUX » estiment MM. Barre et François-Poncet

La question de la pollution des eaux du Rhin, les problèmes communautaires et la préparation du sommet des Neuf à la fin du mois, à Bruxelles, sont au centre des entretiens que le premier ministre, M. Raymond Barre, et le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, ont eu mardi 18 mars à La Haye.

L'affaire de la pollution du Rhin par le sel doit être réglée, selon le gouvernement français, par des moyens internationaux. En 1976, les Etats riverains du Rhin avaient signé à Bonn une convention prévoyant qu'une partie des rejets des Mines de potasse d'Alsace, actuellement déversés dans le Rhin, soit injectée dans le sous-sol afin de faire baisser la salinité du fleuve, mais M. Barre a retiré le projet de ratification de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, car il aurait été repoussé par les parlementaires français en raison d'une coalition sur ce sujet entre le R.P.R. (gaullistes), les socialistes et les communistes.

Paris s'est, depuis, engagé à proposer des solutions réalisables en s'inspirant, dans toute la mesure du possible, des préoccupations manifestées par l'opinion et les parlementaires.

Le prochain sommet de Bruxelles est, d'autre part, jugé crucial pour l'avenir de la C.E.E. Il fera l'objet d'entretiens que M. François-Poncet doit avoir mercredi à Copenhague avec le ministre danois des affaires étrangères, M. Olesen, et à été au centre des entretiens qu'il eut dimanche à Hambourg MM. Giscard d'Estaing et Schmidt. M. Potier, le porte-parole de l'Elysée, a déclaré à ce sujet lundi 17 mars que cet échange de vues avait aussi porté « sur les problèmes qu'abordera le prochain conseil européen. France a la volonté politique d'aboutir à une solution équitable (et conforme aux principes d'organisation de la Communauté) de l'ensemble des questions dont dépend la poursuite des progrès de l'Europe. Mais, pour aboutir, il faut évidemment que cette volonté politique soit partagée ».

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE MARS

L'ALERTE TUNISIENNE (Khemis Chameri)

Echec économique, mais détermination politique

LE VIETNAM EXSANGUE

par Pierre Brocheux et Daniel Hémery

- Le nord, base arrière du parti et de l'Etat,
- La question méridionale : Unification accélérée, unité inachevée ?
- L'hypothèque indochinoise

Le numéro 77
5, rue des Italiens, 75221 Paris Cedex 09
EN VENTE PARTOUT

Sénégal

Deux dirigeants de l'opposition illégale sont interpellés

De notre correspondant

Dakar. — Deux leaders de la fraction dite « clandestine » du Parti africain de l'indépendance (P.A.I.), formation d'extrême gauche sénégalaise, dont une autre branche jadis est contre d'un statut légal), MM. Amath Dansoko et Maguette Thiam, ont été défilés lundi 17 mars au parquet de Dakar par la police, qui les avait appréhendés à la fin de la semaine dernière pour, semble-t-il, reconstitution de ligue dissoute. Ils devaient être remis dès mardi en liberté provisoire, dans l'attente d'un éventuel procès, la sanction prévue étant de deux mois de prison au maximum.

Depuis plusieurs années, M. Amath Dansoko vit le plus souvent à Prague, où il collabore à la Nouvelle Revue internationale. M. Maguette Thiam, agrégé de physique, enseigne à l'université de Dakar ; il joue par ailleurs

un rôle très actif au sein du Syndicat unique et démocratique des enseignants du Sénégal (SUDES) ; il dirige enfin, avec M. Mamadou Dia, le mouvement d'opposition Amal Sopi (« S'opposer pour lutter »).

Les prévenus auraient incité publiquement à la grève, la semaine dernière, en leur qualité de militants d'un parti politique non reconnu, les ouvriers d'une entreprise industrielle de la banlieue dakaroise.

En octobre dernier, le professeur Cheikh Anta Diop, dirigeant d'une autre formation illégale, le Rassemblement national démocratique (R.N.D.), avait fait l'objet d'une mesure identique pour des motifs analogues. A ce jour, cependant, son procès n'est pas encore venu, et M. Diop, tout en demeurant sous le coup d'une incrimination, a pu récemment se rendre en voyage à l'étranger. P. B.

Le conflit saharien

RABAT CONFIRME L'IMPORTANCE DES COMBATS QUI « SE POURSUIVENT »

Rabat (A.F.P.). — Le Maroc a confirmé, lundi 17 mars, les affrontements qui s'étaient déroulés ces derniers jours dans le Sud marocain, et qui ont été annoncés par le Front Polisario (le Monde du 18 mars). Le communiqué officiel publié à Rabat ne fournit pas de bilan précis. Il déclare que les opérations de « nettoyage » et de « nettoyage » se sont déroulées dans la région de Toudghert et sur l'axe allant de Ngueb à Zak « en vue de la destruction des caches dans lesquelles se sont infiltrés les mercenaires ».

« L'aviation royale est intervenue, au cours de ces combats, détruisant un important matériel ennemi composé de dizaines de pièces d'artillerie et de pétards », affirme le communiqué qui précise : « Les opérations se poursuivent encore sans répit afin de pourchasser les sursoldats en fuite vers leurs bases de départ ».

Samaritaine Capucines

27, BOULEVARD DES CAPUCINES
75002 PARIS - TEL. : 261.57.25

Samaritaine de Luxe

-20%

sur tous les meubles, les tapis d'Orient et les tapis d'Orient anciens
Jusqu'au 29 mars



Des céréales... à l'usine « clés en main », de la voiture à la fusée, le transport fluvial s'ouvre à tous les produits.

Même la technologie la plus avancée fait appel au mode de transport le plus traditionnel.



ONN
Office National de la Navigation

Veuillez m'envoyer, sans aucun engagement de ma part, votre documentation concernant le transport par voie navigable.

Nom	Prénom	Société
Secteur	Fonction	Téléphone
Adresse		
Code postal	Ville	

OFFICE NATIONAL DE LA NAVIGATION, 2, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris, Tél. 550.32.24.

GAP

CONSEILS UNIAES

20 ANS D'EXPERIENCE
CYCLES FROM CHATELAIN DE

YMOUES EN ANGLETERRE

20 ANS
'ENQUETE
R MAHLER

CHACUN MOIS
UN TOUS LES PAYS
LE TOUS LES PAYS

ASIE

LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES PROLONGEMENTS

Les troupes soviétiques poursuivent leur action dans les provinces limitrophes du Pakistan

Les citoyens afghans qui ont fui leur pays ont un délai d'un mois pour rentrer et reprendre possession des biens qui leur ont été « illégalement » confisqués par le régime Amin, a annoncé lundi 17 mars l'agence Tass, se référant à une décision du ministère des finances de Kaboul. Cette mesure, écrit l'agence, ne pourra profiter qu'aux « personnes qui ont été séparées par la propagande hostile, mais qui ont pris conscience de leur erreur. En revanche, pour les autres, les citoyens qui ont quitté leur patrie et qui se dressent contre les intérêts nationaux du peuple afghan ne récupéreront pas leurs biens confisqués qui deviennent propriété de l'Etat ».

L'agence Tass a, d'autre part, avancé une nouvelle thèse pour expliquer la mort de l'ancien président Hafizullah Amin au moment où les troupes soviétiques, à la fin de décembre, débarrassaient de Kaboul. Il ne s'agirait, selon l'agence, que d'une « pure coïncidence ». Jusqu'à présent, plusieurs versions ont circulé au sujet de la mort d'Amin, l'une d'elles étant que l'ancien chef du parti avait été tué au cours des premiers combats opposant le corps d'intervention de l'armée rouge aux troupes afghanes.

Tel n'est pas l'avis de M. Youri Koroïlov, le commentateur de l'agence Tass, selon lequel le président Amin a été tué par les « forces saïtes » de son parti. « Le fait que cette version ait produit pendant le début du processus d'entrée de contingents militaires soviétiques en République démocratique afghane », écrit-il, « qu'une pure coïncidence », écrit-il.

Dependant qu'à Kaboul les au-

torités poursuivent leur campagne contre les « éléments subversifs et les espions », après l'arrestation la semaine dernière d'un citoyen égyptien qualifié d'agent de l'ennemi, les combats continuent dans les provinces proches du Pakistan entre troupes soviétiques et des éléments de l'armée afghane, d'une part, et la résistance islamique, d'autre part. Les Soviétiques paraissent s'être assurés, bien que l'on ait signalé quelques escarmouches, le contrôle d'une grande partie de la province de Khunar, au nord-est, et en particulier de la route reliant la ville de Khunar à la frontière pakistanaise.

Le Times fait état du bombardement des récoltes par l'aviation. Aussi les Soviétiques semblent-ils faire porter actuellement le poids principal de leur action dans la province de Pakia, plus au sud. Selon le mouvement Jamiat Islami les combattants se repaillent dans le montage tout en infligeant des pertes aux assaillants. Des ralliements de soldats de l'armée régulière sont annoncés en divers points.

Malgré le pillage dont ils sont l'objet, les résistants n'hésitent pas à entreprendre des actions jusqu'au bord de la capitale. L'agence U.P.I. signale ainsi qu'un groupe de guérilleros a repoussé ces jours derniers un convoi soviético-afghan à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Kaboul.

À PARIS, la situation en Asie centrale a été évoquée au cours des entretiens que M. François Ponsot a eus lundi avec M. Shamsul Huk, ministre des affaires étrangères du Bangla-

desh. « Nous sommes d'accord », a déclaré le ministre banglali, sur le fait que nous devons faire tous les efforts possibles pour accélérer le retrait des forces soviétiques d'Afghanistan ». La proposition de la Communauté d'une neutralisation a été discutée, mais « les conséquences de cette proposition comme encore à définir », a indiqué M. Huk. On se refuse d'autre part, à Paris, à tout commentaire, dans les milieux officiels, sur les informations en provenance de New-Delhi sur la livraison d'armes de combat français au Pakistan.

À BONN, où le ministre indien des affaires étrangères, M. Rao, est arrivé lundi, M. Klaus Boelling, porte-parole du gouvernement, a déclaré que les dirigeants occidentaux seront bientôt en mesure d'annoncer une riposte nominative à l'intervention soviétique en Afghanistan. « Je crois pouvoir dire que des progrès notables et substantiels sont susceptibles d'être accomplis dans la détermination de la position collective », a dit M. Boelling, qui rendait compte des entretiens qu'il eut, dimanche à Hambourg, avec M. Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt.

À MOSCOU, l'agence Tass a relayé lundi la proposition faite par M. Brejnev demandant des « garanties contre toute ingérence étrangère en Afghanistan ».

Le droit fil de la charte de l'ONU, dit l'agence, qui précise que les Etats-Unis n'ont toujours pas répondu à cette proposition. Tass critique par ailleurs vivement M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, pour son rôle d'« intermédiaire » dans les affaires afghanes et d'« arbitre désigné par Washington ».

■ AU PAKISTAN, où de violentes manifestations antisoviétiques ont eu lieu à Lahore, la délégation militaire chinoise, qui effectue une visite de dix jours sous la conduite de M. Xiao Ke, vice-ministre de la défense, s'est rendue lundi au quartier général des forces aériennes pakistanaïses à Rawalpindi.

■ Enfin, à WASHINGTON, où M. Zhang Wenjin, vice-ministre chinois des affaires étrangères, s'est entretenu lundi avec M. Cyrus Vance, on estime qu'il y a peu de chances pour que les Soviétiques retirent prochainement leurs troupes d'Afghanistan. On indique que M. Zhang et Vance ont examiné une série de mesures « indépendantes et parallèles » susceptibles d'être prises par les deux pays pour faire face à l'« expansionnisme » de Moscou. Le Pentagone, de son côté, a annoncé lundi l'arrivée dans l'Océan Indien de dix-huit cents « marines » venant de Singapour, dont l'envoi avait été précédemment annoncé.

Chine

Mao Tse-toung serait prochainement reconnu responsable des excès de la révolution culturelle

Un proche collaborateur de l'ancien président de la République chinoise, Liu Shaoqi, M. An Ziwen, vient d'être nommé vice-président de l'école centrale du parti communiste chinois, rapporte le « Quotidien du peuple ».

M. An Ziwen, âgé de soixante-dix ans environ, directeur du département de l'organisation du comité central du parti, de 1957 jusqu'à la révolution culturelle, avait été démis de toutes ses fonctions en 1967. Il était alors accusé de faire partie du « quartier général noir de Liu et Deng » (l'ancien président de la République Liu Shaoqi, qui vient d'être officiellement réhabilité, et l'actuel vice-premier ministre, M. Deng Xiaoping).

Le « Quotidien du peuple » précise que M. An a passé en prison neuf années au cours desquelles sa santé s'est gravement détériorée.

Selon des informations circulant à Hongkong, Mao Tse-toung serait prochainement reconnu responsable des excès de la révolution culturelle.

Correspondance

Hongkong. — L'ensemble de la presse chinoise de Hongkong juge impossible une démolition totale parce que cela impliquerait une remise en question du rôle de Chou En-lai. Or ce dernier a été un fidèle allié de Mao Tse-toung dans des circonstances extrêmement critiques pour ce dernier (notamment après l'échec du « grand bond en avant »).

Cela fait plus de trois ans que les services de propagande s'efforcent de donner de l'ex-premier ministre une image du quasi-saint. Il est beaucoup plus vraisemblable que les dirigeants chinois s'en tiendront à une démolition partielle — visant la période de la révolution culturelle, dont Mao pourrait être prochainement reconnu responsable — qui n'entacherait pas le rôle du Grand Timonier comme fondateur de la République populaire de Chine. « Mao est à la fois le Staline et le Lénine de la Chine moderne », fait-on remarquer dans les milieux procommunistes de la colonie, « c'est pourquoi la Chine ne saurait se payer le luxe d'une démolition totale, qui saperait les fondements de la légitimité du parti ».

Il reste qu'un discours de M. Deng Xiaoping à Pékin, le 16 janvier, et reproduit récemment dans la presse de Hongkong, annonçait, pour cette année, « la solution d'un certain nombre de problèmes de l'histoire du parti ».

Il s'agit sans doute d'abord du « cas » Kang Sheng, le chef de la police chinoise, débauché en 1953, qui a été procommuniste de Hongkong débauché actuellement son rôle « maléfique » pendant la révolution culturelle semble indéniable. Il sera prochainement assimilé à la « bande des quatre » (le mot d'ordre). Mais il s'agit aussi, vraisemblablement, de la réévaluation du rôle de Mao pendant la révolution culturelle.

La plupart des observateurs de la politique chinoise à Hongkong pensent que, si cette tendance à la démolition — fut-elle relative — se poursuit, le président Hua Guofeng se retrouverait tôt ou tard, dans une position difficile. Les innombrables portraits de Mao Tse-toung, qui ont été reproduits à l'occasion de la révolution culturelle, ont été entièrement détruits. Comme le gouvernement ne nous aide pas, beaucoup de gens vont mourir de faim. La situation est d'autant plus grave que nous avons perdu nos biens en raison des troubles à Tim-Tim (abréviation indonésienne pour Timor-Oriental). Comment allons-nous parvenir à subsister comme auparavant ?

En ce qui concerne nos traditions, elles se désintègrent chaque jour davantage et d'ici un an ou deux elles auront complètement disparu en raison des changements de pouvoir au niveau local. Parce que presque tous les vieux sont morts et que les jeunes ne s'en souviennent plus.

Le journal de la jeunesse chinoise a récemment mis en garde les jeunes contre un renouveau de la religion et a rappelé qu'un membre de la Ligue de la jeunesse communiste, et a fortiori un membre du parti, n'était pas autorisé à pratiquer une religion. Confirmer la remise au jour en cours au sein du parti et de la société chinoise en général, le Jiefang Junbao précise d'ailleurs que « l'uniformité de vues est de rigueur » en Chine sur le plan politique.

Taiwan

LE PROCÈS DES DIRIGEANTS DE LA REVUE « FORMOSA » S'OUVRE EN PRÉSENCE D'OBSERVATEURS ÉTRANGERS

Taipei (A.F.P.). — Un représentant de l'organisation Amnesty International, le docteur Michael Sander, est arrivé, lundi 17 mars, à Taipei pour participer, ce mardi, au procès public des personnes accusées d'avoir suscité les émeutes de Kaohsiung, en décembre dernier.

M. Michael Sander est professeur de droit à l'université de Hongkong. Il fera partie des vingt observateurs étrangers au procès, dont la moitié sont journalistes et les autres des proches des accusés et des dirigeants religieux.

Les huit accusés sont inculpés de tentative de coup d'Etat et d'activités subversives. Les accusés, travaillant tous pour le mensuel d'opposition Formosa, avaient organisé une manifestation à Kaohsiung, au sud de Taiwan, le 10 décembre 1979, dans le cadre de la journée internationale des droits de l'homme.

Cette manifestation, qui n'avait pu être autorisée officiellement, avait dégénéré en bagarres, faisant cent quatre-vingt-quatre blessés, dont des militaires et des forces de l'ordre, selon le gouvernement.

La crise a provoqué un refroidissement des relations entre Bonn et Varsovie

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Les événements d'Afghanistan ont lourdement pesé sur la visite en Pologne, dimanche 16 et lundi 17 mars, du ministre ouest-allemand de l'économie. Contrairement à ce qu'il avait mené dans une atmosphère chaleureuse, au début du mois, à Varsovie, le secrétaire d'Etat français, M. Stirm (le Monde du 6 mars), les entretiens de M. Lambsdorff avec les autorités polonaises ont été marqués par la poursuite de la politique de détente et de désarmement que les relations entre les pays de l'Ouest et de l'Est avaient subi au début de l'année en « contre-coup » que la R.F.A. déplore.

Ajournée en janvier, précédemment pour cette raison (ce que M. Lambsdorff a tenu à démentir pour la forme), cette visite avait finalement permis de souligner qu'un point d'accord — important, il est vrai — la volonté des deux capitales de ne pas rompre les ponts et de ne pas laisser se dissoudre les liens tissés à la faveur de la détente.

Cela mis à part, les conversations du ministre ouest-allemand — qui aura été le premier dirigeant occidental à rencontrer le nouveau premier ministre polonais, M. Babich — ont surtout permis de dresser un constat de désaccord dans le domaine de la politique étrangère. Si l'Allemagne a accueilli « avec intérêt » la proposition de M. Giersek, en convoquant une conférence européenne sur la détente militaire et le désarmement, a expliqué M. Lambsdorff à ses hôtes, elle considère aussi que les « récents événements survenus sur la scène internationale sont à prendre en considération ». Autrement dit, que la détente ne saurait être divisée géographiquement.

M. Lambsdorff a de surcroît souligné que les « convergences »

Le général Zia reconnaît qu'une tentative de coup d'Etat a bien eu lieu récemment

Islamabad (A.F.P.). — Le président Zia Ul-Haq, chef de l'Etat pakistanais, a annoncé, dimanche 16 mars, à la presse étrangère, sur la façon dont elle avait rendu compte d'une tentative de coup d'Etat, il y a une quinzaine de jours dans son pays (le Monde des 13 et 15 mars). Tout en cherchant à la minimiser, il a cependant admis qu'une telle action subversive avait bien eu lieu.

« En elle-même, cette opération n'avait pas de portée révolutionnaire », a déclaré le général Zia. « Seuls quelques individus ont essayé de violer la loi du pays. Les hommes qui sont responsables de ce mouvement coup d'Etat ont été punis selon les lois dont leurs actes relèvent. » Jusqu'à présent, seule l'arrestation du général en retraite Tajamul Hussain Malik, après avoir été nûe à été confirmée. Selon l'agence U.P.I., une vingtaine d'officiers auraient été impliqués dans cette affaire.

CORRESPONDANCE

À la suite de la publication dans le Monde, daté dimanche 9 et lundi 10 mars, du « Bulletin de l'étranger » sous le titre : « Timor, un drame oublié », nous avons reçu de nombreux lecteurs des lettres de protestation. Nous tenons à leur dire que nous sommes tout à fait conscients de l'importance de ce dossier et que nous allons continuer à le suivre de près.

1) Jusqu'au 25 avril 1974 — date de la révolution portugaise — Timor-Oriental était une « province portugaise d'outre-mer ». Timor-Oriental était une « province portugaise d'outre-mer », à condition que lesdits mouvements de libération se mettent d'accord (c'est d'ailleurs là la même position qu'adopte dans un précédent temps, Lisbonne en ce qui concernait l'Angola où, en 1974, trois mouvements étaient en concurrence). Par ailleurs, le Portugal conservait, et conserve toujours, Macao (autre « province d'outre-mer »), et, à la suite d'un accord avec l'Inde, admit l'indépendance de Goa, de Daman, de Diu, de Dadra et de Nagar-Aveli, déjà occupé militairement en totalité par le gouvernement de New-Delhi en 1962 (...).

2) Lisbonne était dans l'expectative à l'égard du futur statut à accorder à Timor-Oriental lorsque, à la fin de novembre 1975, l'un des mouvements de libération locaux — et celui qui disposait de

la meilleure organisation et de la plus vaste audience sur place — le FRETILIN, déclara unilatéralement l'indépendance. Le gouvernement portugais ne prit pas acte de l'indépendance déclarée par le FRETILIN et un nombre assez limité de pays reconnut celle-ci.

3) La-dessus l'Indonésie intervint militairement en Timor-Oriental dès décembre 1975 et s'ensuivirent des combats, cependant que le gouvernement de Djakarta poursuivait une politique d'« annexion » de Timor-Oriental à l'Indonésie. D'où la présente situation.

Du point de vue du droit international et de l'organisation des Nations-Unies, il est manifeste que Timor-Oriental doit être considéré comme une partie du territoire portugais (comme, par exemple, l'île de la Réunion, ou la Nouvelle-Calédonie sont des parties — DOM ou TOM — du territoire français), à moins que l'ONU ne reconnaisse la République démocratique de Timor-Oriental proclamée par le FRETILIN, en l'absence de reconnaissance, tant par Lisbonne que par l'ONU de l'indépendance de Timor-Oriental, la « province d'outre-mer » entre dans le cas d'une possession envahie par les forces armées d'un pays étranger (l'Indonésie) qui, au surplus, a systématiquement ignoré, suivant un principe international, admis, le respect des « frontières issues de la colonisation ». Le Portugal n'a nullement cédé Timor-Oriental à l'Indonésie et n'a pas, non plus, accepté officiellement le fait accompli comme il a fini de le faire pour ses ex-possessiones indiennes.

On peut s'interroger sur les raisons pour lesquelles l'affaire de Timor-Oriental semble avoir été négligée par Lisbonne, intéressée au premier chef à la situation d'un territoire dont on ne peut lui contester juridiquement la possession. Et surtout on peut se demander pourquoi l'ensemble des pays du tiers-monde a si peu manifesté son intérêt et son soutien (mis à part les cinq pays africains libérés du régime colo-

nia) à la déclaration d'indépendance proclamée par le FRETILIN.

Il est très souhaitable que, en France, ce ne soient point seulement « quelques esprits perdus » qui s'intéressent au sort des habitants de Timor-Oriental, mais aussi des personnalités responsables et qui mesurent à la fois, certes, le poids politique et économique de l'Indonésie et les données de la présente politique australienne, mais qui, aussi, seraient capables de ne pas oublier qu'il s'agit d'un an ou deux elles auront complètement disparu en raison des changements de pouvoir au niveau local.

Qui peut entrer au Cambodge ?

À la suite de la publication d'une tribune internationale de M. Sim Var sur le Cambodge (le Monde du 6 mars), nous avons reçu de M. Pierre Maz, responsable du Mouvement d'entraide pour le tiers-monde et la coopération, hôtel Méridien, porte Maillot, 75017 Paris, C.C.P. 34-625-10, la lettre suivante :

Dans l'article de M. Sim Var je relève une inexactitude : « Seuls les thuriféraires, favorables à leurs maîtres de Hanoi... » le droit d'entrer au Cambodge. Or M. Sim Var ne cite à l'appui de sa thèse que le seul « comité du docteur Folleau ». Il passe sous silence le fait que les grandes organisations internationales (Croix-Rouge internationale, UNICEF, etc.) qui sont « neutres » comme l'est toute organisation, sont en permanence au Cambodge : qu'il existe même

un service aérien « quotidien » par l'action du C.I.C.R. entre Bangkok et Phnom-Penh, et qui transporte humanitaires neutres et secours. A qui ferait-on croire que la Croix-Rouge, l'UNICEF, etc., sont « aux ordres de Hanoi » ? Je suis moi-même allé porter sans problème des secours à l'intérieur du Cambodge et j'ai pu les distribuer librement à la population, j'ai pu obtenir l'envoy d'une mission médicale française, la libre circulation, par notre intermédiaire, des lettres entre familles khmères dispersées. A quel sort de cacher la vérité ? Simon de risquer de priver la population cambodgienne des secours occidentaux dont elle a besoin ?

(N.D.L.R. — En dépit de demandes répétées, aucun journaliste du « Monde » n'a reçu de visa pour le Cambodge, ni du régime de M. Pol Pot ni de celui de M. Heng Samrin.)

ISTH
Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
SCIENCES PO
PREMIÈRE PRÉPARATION PARISIENNE
ENSEIGNEMENT ANNUEL COMPLET
et Préparations Intenses
FIN JUILLET - FIN AOÛT
TOLBIAC 63, Av. du Maine 75013 Paris
Tél. 585 59 35

مكتبة من الأصل

22 MARS - 2

Le 22 Mars de la Journée des Sports et des Jeunes, des enseignants et des élèves, d'après...

PRINCIPALES

LES JEUNES
A l'occasion de la Journée des Sports et des Jeunes, des enseignants et des élèves, d'après...

LE « JOURNAL DE L'ARMÉE » PRÉSENTE LES PRATIQUES RELIGIEUSES COMME UN « RETOUR EN ARRIÈRE »

Pékin (A.F.P.). — L'armée chinoise s'en est pris, lundi 17 mars, avec une rare violence au christianisme, dénoncé au même titre que le mode de vie « décadent » de l'Occident.

Le Jiefang Junbao (Journal de l'Armée de libération), cité par le journal shanghaien Wen-hui Bao, a vivement critiqué les soldats qui « ont pour idéal politique la fausse démocratie et les prétendus droits de l'homme, qui s'engagent dans l'anarchisme et l'ultra-individualisme et vont même jusqu'à croire au Christ ».

Cette dénonciation du christianisme survient paradoxalement alors que deux cardinaux catholiques, Mgr Roger Etchegaray, archevêque de Marseille, et Mgr Franz Koenig, archevêque de Vienne, viennent de se succéder à Pékin, où ils ont eu des entretiens avec de hautes personnalités chinoises. La politique d'ouverture religieuse poursuivie par les autorités chinoises revêt une certaine ambiguïté, trinité officielle restant la propagation de l'athéisme.

B. CHOISIR SON PROFESSIONNEL

- l'orientation scolaire et universitaire,
- l'orientation professionnelle,
- l'emploi,
- la création d'entreprises,
- le travail féminin,
- le commerce et l'artisanat.

Plusieurs milliers d'emplois : pour les jeunes, et pour les adultes, dans le secteur public et privé, dans les entreprises et les administrations, dans les services et les régions portuaires, immédiatement en relation avec les besoins.

ACCES 2^e SEMAINE DE

Secrétariat

2^{ème} SEMAINE DE LA JEUNESSE

22 MARS - 2 AVRIL 1980 - 12^h/21^h PARC DES EXPOSITIONS. PORTE DE VERSAILLES PARIS

La 2^e Semaine de la Jeunesse, placée sous le patronage du Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs est pour les jeunes de 15 à 25 ans, pour les enseignants et les responsables socio-culturels, un espace privilégié d'information, d'animation, de rencontres, de loisirs.

Les organismes publics ou privés, les associations de jeunes, les fédérations sportives qui animent la 2^e Semaine de la Jeunesse ont choisi des modes de communication vivants et dynamiques faisant largement appel à la participation active des jeunes.

PRINCIPAUX THEMES DE LA 2^e SEMAINE DE LA JEUNESSE

A LES JEUNES ET LE MONDE DE L'AN 2000

- l'énergie,
- les télécommunications,
- l'espace,
- l'informatique et la vie quotidienne (la maison, le bureau, l'atelier, les loisirs de l'an 2000),
- la biotechnologie,
- la recherche scientifique,
- les clubs scientifiques de jeunes,
- les jeux électroniques.

L'informatique dans le système éducatif : sur les matériels mini ou micro-ordinateurs, tels que ceux existant aujourd'hui dans plus de cent établissements, les visiteurs pourront travailler sur des programmes d'enseignement de toutes disciplines, s'initier au maniement de ces machines en langage LSE ou BASIC, découvrir les réalisations logicielles et matérielles développées à la section "informatique et enseignement" de l'INRP : périphérie audio-visuelle, terminal musical. Initiation aux possibilités d'utilisation d'un écran graphique et d'un automate en langage LOGO. (Stand du Ministère de l'Éducation).

B CHOISIR SON AVENIR PROFESSIONNEL

- l'orientation scolaire et universitaire,
- l'orientation professionnelle,
- l'emploi,
- la création d'entreprise,
- le travail féminin,
- le commerce et l'artisanat.

Plusieurs milliers d'emplois : pour les jeunes de 15 à 25 ans, et plus particulièrement pour ceux de plus de 18 ans, l'ANPE met en place dans le cadre de la 2^e Semaine de la Jeunesse un dispositif important. L'ANPE propose plusieurs milliers d'emplois situés dans Paris et la région parisienne, elle met immédiatement en relation avec les employeurs les

jeunes susceptibles de correspondre aux qualifications demandées, informe et conseille les jeunes en matière de formation professionnelle. (Stand Agence Nationale pour l'Emploi).

C LES JEUNES ET L'INFORMATION

- la presse,
- la radio,
- la télévision,
- les centres de documentation et d'information.

Initiation au reportage en vidéo : des caméras vidéo seront mises à la disposition des jeunes, sous la conduite d'animateurs, pour effectuer des reportages sur la 2^e Semaine de la Jeunesse. (Stand Thomson CSF et Média Jeunesse).

D LES SPORTS ET L'AVENTURE

- rugby (*), hand-ball (*), football (*), basket (*), hockey (*), perche (*), saut en longueur (*), judo (*), karaté (*), gymnastique (*), haltérophilie (*), la boxe française (*), le ski de fond (*), la voile, le ski nautique, le canoë-kayak, le tir à ball (*), le tir à l'arc (*), l'escrime (*), l'équitation, le golf (*), le squash (*), le trampoline (*), le patinage sur roulettes (*), le skate-board (*), le tennis de table (*), la moto (*), (piste extérieure - 25 motos), le vol libre, la montagne, sauvetage et secourisme,
- la mission nationale antarctique;
- les volcans : mission Erebus. (Des installations sportives

adaptées et le concours des fédérations permettront la pratique des sports marqués *).

De très nombreux champions sportifs se rendront sur les différents stands.

L'expédition nationale antarctique : l'expédition qui aura lieu de 1982 à 1984 a pour but d'atteindre le pôle sud et d'en revenir en utilisant la voile sur tout le parcours. Présentation de la maquette du voilier Mono-Cat de 24 m, qui servira à atteindre le continent antarctique, du nouveau voilier des glaces et de la préparation de l'expédition avec la participation de ses animateurs. (Stand A.N. 2000).

E LOISIRS ET CREATION

- la musique, la danse (ateliers, spectacles, concours),
- le cinéma, la photo, la vidéo (ateliers, concours, projections de films),
- le livre,
- le théâtre,
- les marionnettes,
- le modélisme (ateliers, piscine extérieure d'évaluation des bateaux),
- les jeux de l'esprit : les échecs, le bridge, les domos,
- la philatélie,
- la création artistique,
- le cirque,
- la bande dessinée,
- la formation des animateurs,
- l'archéologie,
- le labyrinthe de la couleur (Patrice),
- les métiers d'art.

Culture et communication : les enseignements et les carrières - l'année du patrimoine - le théâtre - les lecteurs de micro-films et micro-fiches et deux terminaux d'ordinateurs (Musées et Archives) - ateliers de restauration et de moulage de sceaux (Archives) - ateliers de gravures et d'imprimerie (Livre) - animations archéologiques (Fouilles et Antiquités) -

information sur les monuments historiques - démonstration de vidéo légère (CNC - OCAV) - présence d'un labo-bus - présentation expliquée de la maquette du musée de la Gare d'Orsay - mini studio T.V. (création et métiers artistiques). Sur le podium : concerts quotidiens. Dans la salle de projection : projections quotidiennes de films (Musique - Musées - Monuments historiques, etc.). (Stand du Ministère de la Culture et de la Communication).

F LES JEUNES ET LA QUALITE DE LA VIE

- la mer,
- la protection des eaux,
- la protection de l'environnement,
- la santé,
- la défense du consommateur,
- l'année du patrimoine,
- les jeunes et le bénévolat.

Le patrimoine naturel et culturel : la protection de l'environnement, des mers, les énergies douces, la lutte contre la pollution de l'eau, la protection du patrimoine historique et sa restauration, autant de domaines dans lesquels les Associations de jeunes montreront comment elles ressentent ces problèmes et comment elles posent à l'action. (Stand : Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie (Groupe de Chambrande, Amicale des Elèves des Ponts et Chaussées), Mission de la Mer, Jeunesse et Marine, Club du Vieux Manoir, Remparts, Jeunesse et Reconstruction, Fédération des Jeunes pour la Nature "L'Arbre blanc").

G LES JEUNES FRANÇAIS ET LE MONDE

- les échanges internationaux,
- les autres cultures,
- l'Europe,
- les voyages et le tourisme.

Carrefour international : des jeunes d'autres pays en stage en France viendront dialoguer avec les jeunes français.

L'animation de certaines journées est construite autour d'un thème central illustré par la venue de personnalités, des débats, des concours, des projections de films, des spectacles...

- Journée de l'Aventure (lundi 24 mars).
- Journée du Futur (mardi 25 mars).
- Journée Internationale (mercredi 26 mars).
- Journée de la Moto (jeudi 27 mars).
- Journée de la Musique (vendredi 28 mars).
- Journée du Patrimoine (samedi 29 mars).

- Journée des Oscars de la Jeunesse (dimanche 30 mars), en vedette des jeunes qui se sont distingués dans les domaines suivants : protection de l'environnement et du patrimoine, sport et aventure, musique, invention.
- Journée de la Mer (lundi 31 mars).
- Journée de l'Humour (mardi 1^{er} avril).

ACCES A LA 2^e SEMAINE DE LA JEUNESSE

Ouverture du 22 mars au 2 avril 1980 de 12 h à 21 h, Parc des Expositions, Porte de Versailles, Paris, Bâtiment 8.

Entrée principale : Porte A - Porte de Versailles.

Prix d'entrée : 5 francs pour les entrées individuelles, gratuit au-dessous de 10 ans, gratuit pour les groupes scolaires, les centres aérés, les clubs de jeunes (à leur disposition le service "Accueil Groupe").

Secrétariat Général de la 2^e Semaine de la Jeunesse : 14, boulevard Montmartre - 75009 Paris - Tél. 770.47.92 - 523.34.64

EUROPE

Yugoslavie

Alors que le président Tito lutte contre la mort la polémique rebondit entre Moscou et Belgrade

Le maréchal Tito souffre d'une abondante hémorragie de l'estomac, ont annoncé ses médecins. Ils ont souligné, dans leur bulletin quotidien, que cette hémorragie était la principale cause de l'aggravation notée lundi. Pour évacuer le sang qui s'accumule dans l'estomac, les médecins sont contraints de pratiquer des ponctions. Toute intervention chirurgicale est exclue en raison de la faiblesse du malade.

Alors que la Yougoslavie s'attend à un dénouement du combat qui livrent contre la mort les médecins du président, la polémique rebondit entre Moscou et Belgrade, à propos de la crise internationale au « modèle » socialiste.

De notre correspondant

Belgrade. — Déclenchée par les événements du Cambodge et poursuivie par ceux de l'Afghanistan, la polémique soviéto-yougoslave se développe progressivement. Elle ne portait encore que sur les désaccords politiques. Elle semble gagner le terrain idéologique. Les moyens d'information yougoslaves ont condamné l'intervention étrangère, dès que les bandes soviétiques sont arrivées à Kaboul. Et, surtout, ils ont réagi vivement à un récent texte de la Pravda, qui reproduisait des accusations contre Belgrade du quotidien vietnamien Quan Doi Nhan Dan.

Qualifiés de « mensongères », fournissant de « falsifications », ces accusations sont considérées ici comme une tentative pour compromettre la politique d'indépendance de la Yougoslavie et « saper » ses positions au sein du mouvement des non-alignés. Elles constituent également une ingérence dans les affaires intérieures puisque le quotidien de Hanoi a recours à la méthode « primitive » de diviser les dirigeants, de « noircir » notamment le ministre des affaires étrangères, méthode qui rappelle celles auxquelles le Kominform avait eu recours en son temps et qu'on croyait définitivement révolues.

Après avoir reproduit de larges extraits de l'article de Quan Doi Nhan Dan, le journal Politika s'adresse directement à la Pravda. Il lui reconnaît le droit de se faire l'écho des points de vue vietnamiens, mais constate en même temps que l'organe central du parti soviétique n'a pas jusqu'à présent soufflé mot de déclarations autorisées yougoslaves sur les événements d'Afghanistan et du Cambodge. En procédant de cette manière, la Pravda fait sienne en réalité les « calomnies » du journal vietnamien.

Politika conclut : « Il n'y a pas de doute que le président de la République de la République fédérale de Yougoslavie, le maréchal Josip Broz Tito, est une personnalité de premier plan, dont la valeur n'est pas reconnue par les Yougoslaves. Le journal ne dissimule pas non plus sa méfiance à l'égard du point de vue soviétique qui veut que les intérêts nationaux des pays communistes ne soient pas en opposition avec les « intérêts internationalistes » des travailleurs et avec « l'internationalisme prolétarien ». Ce point de vue souffre d'imprécision et il a été rejeté en 1976 à la conférence des partis communistes de Berlin. Le reproche est également fait à M. Soudoulov de vouloir généraliser l'expérience d'Octobre », en réalité celle du parti soviétique. Sans le dire expressément, Politika laisse entendre qu'il n'est pas troublé devant une nouvelle tentative d'imposer le modèle soviétique aux autres partis communistes.

Après avoir reproduit de larges extraits de l'article de Quan Doi Nhan Dan, le journal Politika s'adresse directement à la Pravda. Il lui reconnaît le droit de se faire l'écho des points de vue vietnamiens, mais constate en même temps que l'organe central du parti soviétique n'a pas jusqu'à présent soufflé mot de déclarations autorisées yougoslaves sur les événements d'Afghanistan et du Cambodge. En procédant de cette manière, la Pravda fait sienne en réalité les « calomnies » du journal vietnamien.

Après avoir reproduit de larges extraits de l'article de Quan Doi Nhan Dan, le journal Politika s'adresse directement à la Pravda. Il lui reconnaît le droit de se faire l'écho des points de vue vietnamiens, mais constate en même temps que l'organe central du parti soviétique n'a pas jusqu'à présent soufflé mot de déclarations autorisées yougoslaves sur les événements d'Afghanistan et du Cambodge. En procédant de cette manière, la Pravda fait sienne en réalité les « calomnies » du journal vietnamien.

Suisse

Une réunion d'autonomistes jurassiens donne lieu à de violents affrontements

De notre correspondant

Genève. — L'affaire jurassienne n'est pas réglée. Il a fallu que l'Assemblée jurassienne (R.J.) d'autonomisme décide de tenir une réunion dans le petit village de Courbette, situé dans le canton de Berne, dans le sud du Jura bernois, pour que la violence éclate. Sur le strict plan du droit, la réunion était légale, mais elle n'en a pas moins été ressentie comme une provocation par les autonomistes jurassiens.

L'assemblée du R.J. (quatre cents personnes environ) devait se tenir le dimanche 16 mars à l'hôtel de l'Ours, appartenant à des autonomistes. Les autonomistes jurassiens ont manifesté leur refus de voir les autonomistes du nouveau canton du Jura affluer en « terre bernoise » et les ont accueillis par des jets de pierres et de projectiles divers.

Le secrétaire adjoint du R.J., M. Gabriel Roy, a demandé à plusieurs reprises une protection policière, mais les forces de l'ordre sont restées passives, sinon pour effectuer des contrôles d'identité. Il y a eu des blessés dans les deux camps.

Alors que les participants à la réunion se bécotaient dans l'hôtel, des affrontements avaient lieu au dehors entre les « Bâlois », groupe autonomiste extrémiste, et des « Pro-Bernois ». L'assemblée a pu cependant se tenir. Plusieurs membres de son comité directeur, dont son président, M. Bernard Mermet, ont été élus.

ISABELLE VICHNIAC.

Italie

Une « crise dans le brouillard » menace d'éclater

De notre correspondant

Il accuse indirectement le secrétaire général de chercher à réaliser son vieux projet, un gouvernement de centre-gauche qui ne serait plus dirigé par un démocrate-chrétien, mais par un socialiste. M. Craxi en occurrence — au prix d'un maintien du P.C.I. dans l'opposition.

M. Craxi peut répliquer que ses ambitions sont plus grandes encore. Ne vient-il pas de faire un appel au pied aux communistes, en leur citant l'exemple de leurs camarades espagnols ? M. Carrillo a déclaré, en effet, que le P.C.E.

soutiendrait un gouvernement présidé par M. Gonzalez. Pourquoi M. Berlinguer n'appuierait-il pas le premier gouvernement de la République italienne présidé par un socialiste ?

Mais il faudrait d'abord convaincre la démocratie chrétienne de céder son fauteuil. Si le courant conservateur du parti gouvernemental, devenu majoritaire, veut plaire aux socialistes, c'est pour les pousser du P.C.I. et non pour permettre à celui-ci de se rapprocher du pouvoir. Les petites formations laïques, quant à

elles, n'ont aucune envie de voir les socialistes jouer un rôle-clé. Ce serait diminuer d'autant leur propre importance et les rendre très vite inutiles.

ROBERT SOLÉ.

● RECTIFICATION. — Une ligne s'entend dans la conclusion de la nécrologie de M. Manlio Brosu (le Monde daté 16-17 mars) a totalement renversé le sens de l'article. Il faut lire en effet : « Manlio Brosu a été le meilleur ambassadeur d'une Italie européenne, opposée à une Italie méditerranéenne, etc. ».

PROCHE-ORIENT

Iran

Plus de la moitié des sièges seront pourvus au second tour des élections le 3 avril

Téhéran (A.F.P.). — Il faudra attendre le second tour des élections législatives, fixé au 3 avril prochain, pour connaître les véritables rapports de forces entre les socialistes et les républicains. Dans un Iran, un peu plus d'un an après le déclenchement de la révolution islamique.

Dans une interview publiée lundi 17 mars dans le journal Azadegan, M. Soleimani Varedi, l'un des responsables du centre de dépouillement des élections au ministère de l'Intérieur, a déclaré que les deux tiers des chiffres officiels, dans les cent dix centres de vote dont les résultats sont déjà connus, plus de la moitié des candidats ont été mis en ballottage.

La perspective d'une réunion du Parlement iranien avant le deuxième tour semble à l'usage.

exclue. En effet, la Constitution iranienne prévoit que le Parlement peut se réunir sans attendre le deuxième tour de scrutin, seulement si les deux tiers des députés sont élus dès le premier tour. Ainsi l'Assemblée ne se réunira pas avant le mois de mai.

D'autre part, le Parti de la République islamique (P.R.I.), formation des intégristes religieux, semble avoir fait une percée : 24 sièges sur 66 lui sont déjà attribués. Si la tendance actuellement favorable aux intégristes se confirmait, une nouvelle lutte pour le pouvoir risquerait d'être livrée par le Parlement iranien dominé par les religieux du P.R.I. et le président Bani Sadr. Le règlement de la question des otages serait une nouvelle fois remis : le P.R.I.

a toujours réclamé l'extradition du chah avant toute libération des otages, alors que le président Bani Sadr, dans cette affaire, a une attitude apparemment plus conciliante.

● Arrestation pour espionnage. — Mme Victoria Bassiri, directrice adjointe du bureau des passeports au ministère iranien des affaires étrangères, a été arrêtée lundi 17 mars à Téhéran pour espionnage au profit des États-Unis, a annoncé l'agence Pars. Selon les gardiens de la révolution, elle a reconnu qu'avant la prise de l'ambassade des États-Unis elle transmettait des informations au chargé de presse américain, M. William Bell Diarty, actuellement retenu comme otage à l'ambassade.

LE PROBLÈME PALESTINIEN

Après les déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing

« Tribune juive » met en garde le chef de l'État contre un « retournement » de l'électorat juif

« Les Juifs de France et Giscard ». Sous ce titre, qui barre sa couverture, l'hebdomadaire Tribune juive publie un éditorial d'Henri Smolarski commentant le voyage du chef de l'État dans les émirats.

Après avoir évoqué la conversion miraculeuse de Jean-Etienne Hallier, pour qui le « colin s'est fait archange », l'allusion au pamphlet de cet écrivain : « Le Colin (roux) », Henri Smolarski écrit : « L'id aussi M. Giscard d'Estaing, le républicain, colin ou archange, veut être l'homme d'un immense destin. Sa patiente politique pro-arabe s'inscrit dans les vagues les plus vastes. Prenant la tête de l'Europe, la France doit unir un continent qui tendra superbement la balance entre l'O.R.S.S. et les États-Unis. A ce moment de la France avec l'Europe et la gloire, l'archange veut apporter, en dot, ses hauts protecteurs arabes et africains, domaines de la couronne ».

L'Élysée distille sur les événements de ce monde un brouillard distingué et méprisant. Il y a certes des bavures qui font qu'il trébuche sur le brouillard la société libérale occidentale, présente sous un visage singulier. Celui de Bokassa l'a, « notre parent », celui d'un marchand d'armes, le troisième au monde, celui qui commande le monde, celui qui est le P.U.R.S.S. et de ses chars à Kaboul, celui d'Israël sacrifié une sance qui tient pour rien, ou si l'essentiel processus de paix engage entre Israël et l'Occident.

Si M. Giscard d'Estaing assume ces bavures avec tant de sérénité c'est qu'il croit n'avoir rien à risquer de cette classe politique qui a besoin pour son rayonnement d'un colin-archange ».

L'éditorialiste de Tribune juive estime que, « convaincu de son voyage triomphal », M. Giscard d'Estaing compte pour peu les Juifs de plus. Le usage d'une puissante électorat, considérant, au demeurant, que ces électeurs seront « passer leurs intérêts de classe sociale et leurs penchants avant la solidarité avec Israël ».

M. Henri Smolarski conclut par une mise en garde. Il souligne que « le voyage aux Émirats est un défi à la communauté juive de France », que jamais la politique gouvernementale n'avait autant « bousculé ». « La dernière conséquence », déclare-t-il, « si elle a une quelconque — elle est comme toutes les consciences — peut aussi, si elle est poussée dans ses derniers retranchements, opérer des retournements capotés de la prise de la plus orgueilleuse des archanges ».

LE DROIT A L'AUTODÉTERMINATION DES... CORSES

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Pour protester contre les récentes prises de position françaises en faveur des Palestiniens, quelques dizaines de jeunes Israéliens ont manifesté le 17 mars devant l'ambassade de France à Tel-Aviv en réclamant l'autodétermination pour le peuple corse et la défense de ses « droits légitimes ».

Avant de se disperser, les manifestants, qui appartenaient au mouvement de jeunesse extrémiste Batour, ont déposé à l'ambassade une lettre dans laquelle ils déclarent leur attachement au mouvement français, déclarant notamment que « la reconnaissance de l'O.I.P. signifie la destruction d'Israël ».

F.C.

BIBLIOGRAPHIE

LA PASSION DES CHRÉTIENS DU LIBAN

de Dominique Baudis

Ce n'est pas sans nostalgie que les lecteurs libanais ou libanais liront le livre que Dominique Baudis vient de consacrer au Liban. Journaliste, travaillant à la télévision, auteur connu, il a écrit ce livre, et en particulier le Liban, qu'il a parcouru en tous sens. Dans les premières pages de son livre, il rappelle qu'à la tête d'une équipe de télévision il avait filmé sans le savoir encore des scènes qui devaient devenir les premières heures de l'affreuse guerre civile libanaise et entrer ainsi dans l'histoire (13 avril 1975).

Cette guerre civile ne peut se comprendre à moins d'avoir présentes à l'esprit les principales étapes de la création du Liban moderne. À l'initiative de la France, ce sont ces étapes que Dominique Baudis retrace de façon très vivante. Il les ramène à trois, qui toutes se terminent par une intervention française.

La première fois, les troupes françaises empêchent par leur débarquement à Beyrouth le massacre de la population chrétienne de se poursuivre jusqu'à l'extermination totale (1860). La deuxième fois, les troupes françaises débarquent au Liban en libération et en annexionnaires de l'indépendance du pays (1918). Mais cette espérance est déçue, et il faudra attendre la deuxième guerre mondiale pour voir les Libanais arracher à des autorités françaises réticentes, qu'elles soient syriennes (général Dentz) ou gaullistes (général Catroux), l'indépendance totale de leur pays.

Cette brève rétrospective du Liban moderne montre en somme une France partagée entre sa

vocation de protectrice attirée des chrétiens du Liban puis de fondatrice de l'État libanais et la tentation éternelle de prolonger l'« administration directe ». Vieille histoire ! Il n'en est pas moins étonnant de se remémorer l'immense confiance que les populations libanaises, en particulier chrétiennes, mais pas seulement elles, ont toujours placée dans la France.

C'est cette tradition d'amitié franco-libanaise tout à fait exceptionnelle qui explique encore pourquoi tant d'habitants de ce malheureux pays ont voulu croire qu'une intervention militaire de la France pourrait mettre fin aux affres de la guerre civile. Et, en fait, ce sont les troupes syriennes qui ont occupé le Liban sous le drapeau de la force arabe de dissuasion (FAD), sans parvenir à réunifier un pays déchiré en zones, chrétienne et musulmane, et réduit dans sa partie méridionale à servir de champ de bataille aux Palestiniens et aux Israéliens. En 1980, le Liban n'est plus qu'une entité politique et diplomatique dépourvue de tous les attributs d'une souveraineté réelle. Une chose est certaine, et Dominique Baudis le rappelle à la fin de son ouvrage : les Palestiniens, devenus une des composantes fondamentales de la réalité libanaise d'aujourd'hui, ne quitteront plus le pays avant qu'un accord général ait mis fin au conflit du Proche-Orient. Autant dire que le Liban attendra encore longtemps l'heure de sa renaissance.

ROLAND DELCOUR.

★ Edit. France-Empire, 250 pages.

LISEZ EUROPEEN

L'Europe a 30 ans. Et l'Europe a son magazine : 30 jours d'Europe. Chaque mois, les plus grands événements, les plus importants dossiers, les plus grandes personnalités se retrouvent dans 30 jours d'Europe.

Pour faire connaissance gratuitement pendant 3 mois avec le magazine européen d'information, remplissez, découpez et renvoyez le bon ci-joint à : 30 jours d'Europe - 61, rue des Belles-Feuilles 75116 Paris.

"30 jours d'Europe" le magazine du nouvel Européen

Nouvelle formule

Sommaire

du numéro de mars 1980

« L'argent des Européens » Le dialogue euro-arabe report « Le premier brevet européen » (Principales : de l'Europe de la terre à celle des continents) « Le dossier du mois : la France face à la 3^e révolution industrielle »

Bon pour un abonnement gratuit de 3 mois

Je désire recevoir gratuitement un abonnement de 3 mois à 30 jours d'Europe

Nom _____ Prénom _____
M. _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____

Renvoyez ce bon à : 30 jours d'Europe 61, rue des Belles-Feuilles - 75116 Paris

مگزنا من الأصل

Le Monde

politique

LA POLÉMIQUE AUTOUR DU PASSÉ DE M. MARCHAIS

LE CHEF DE L'ÉTAT : une position constante...

M. Jean-Marie Poirier, porte-parole de l'Elysée, a déclaré, lundi 17 mars en fin d'après-midi, à propos des accusations dont est l'objet M. Georges Marchais : « Le président de la République désapprouve les attaques personnelles dirigées contre les hommes politiques. Il s'agit d'une position constante du chef de l'Etat. »

« Le président estime qu'il existe, à l'heure actuelle, des problèmes suffisamment graves dans le monde et des choix suffisamment importants à effectuer en France pour que l'attention et l'action des hommes politiques ne soient appréciées et jugées qu'en fonction de ceux-ci. »

« L'HUMANITÉ » : une position ambiguë et dangereuse.

René Andrieu commente, mardi 18 mars, dans l'éditorial de l'Humanité, les propos tenus lundi 17 mars par le porte-parole de l'Elysée.

« La position du chef de l'Etat, écrit-il, n'est pas seulement ambiguë. Elle est dangereuse parce qu'elle vise à mettre l'électeur sur les véritables scandales dont la réalité, sous le système actuel, n'est pas à démontrer. »

« Il ne s'agit pas de demander que les hommes politiques soient, par grâces d'Etat, épargnés par les attaques, personnelles ou non. Un homme public a pour vocation d'être transparent, nous n'avons jamais cessé de le dire, et il doit pouvoir rendre compte à tout moment de ses actes et de son passé devant l'opinion. »

« Ce qui est intolérable, par contre, ce sont les attaques personnelles quand elles fondent sur le mensonge et la calomnie, que la personne visée appartienne ou non aux cercles du pouvoir. »

Après avoir dénoncé la collusion des hommes du pouvoir et de la presse, proche du parti communiste, René Andrieu ajoute : « Que l'on ne se laisse pas piéger par ces attaques, nous en avons vu assez pour nous prêter à la petite manœuvre de M. Giscard d'Estaing et de ses complices, au démantèlement de l'Etat. Nous n'accepterons pas la politique d'indifférence, même si on essaie de la cacher derrière les grands sentiments. »

La situation en Guadeloupe

UN « GROUPE DE LIBÉRATION ARMÉE » REVENDIQUE A NOUVEAU L'ATTENTAT CONTRE M. VIVIÉ

Le Groupe guadeloupéen de libération armée, qui avait revendiqué l'attentat dont avait été victime, le 8 mars à Pointe-à-Pitre, M. Raymond Vivie (modéré mais), conseiller général (Le Monde du 8 mars et du 13 mars), a adressé au Monde une déclaration, par laquelle, ne portant aucune signature manuscrite, déclarant notamment : « C'est par une lutte de harcèlement que l'on viendra à bout du colonialisme français et c'est la seule voie possible du fait de la configuration du pays. L'attentat du 6 mars dirigé contre M. Vivie (...) a eu tout l'effet de symbole : il constitue le fait qui prolonge les luttes de nos grands-parents tombés pour la liberté. M. Vivie est un être, descendant direct des esclaves qui asservirent notre peuple. »

« Il est inutile de se voiler la face, de dire que c'est du passé, car notre triste réalité d'aujourd'hui résulte directement de l'esclavage où les seuls rapports entre Blancs et Noirs étaient des rapports de dominants à dominés. »

« M. Vivie n'était que le premier sur la liste d'autres qui auront bientôt et avec peut-être moins de bonheur pour leur santé. Nous invitons les Français résidant en Guadeloupe à piler bagages avant le 31 décembre 1980. Ceux qui, à cette date, n'auront pas obtenu seront considérés comme ennemis objectifs du peuple guadeloupéen et traités comme tels. »

● M. Edmond Lauret, secrétaire de l'union départementale C.F.T.C., a été élu, samedi 15 mars, président du comité économique et social de la Réunion, au premier tour de scrutin, par vingt-huit voix contre six à M. Daniel Lallemand, dirigeant de la Fédération générale des travailleurs régionaux (C.G.T.R.). Il succède à M. Frédéric Guene, représentant du comité de liaison des intérêts économiques de la Réunion (groupe patronal), qui ne se représentait pas. M. Lauret a trente-six ans ; ingénieur agronome, il est, depuis 1969, le directeur du service d'utilité agricole et de développement de la chambre d'agriculture départementale. (Cort.)

« RIPOSTE » : le « cinéma » du P.C.

M. Georges Filloud écrit mardi 18 mars dans l'Época, le quotidien « de poche » de P.A. qu'il dirige, dans un article intitulé « Transparence bien ordonnée », que « le cinéma des dirigeants communistes, de leur presse, depuis huit jours, touche l'indécence ». Le député de la Drome ajoute : « C'est mal défendre celui des leurs qui se trouve accusé à tort ou à raison que d'accuser tout le monde. Comme si cela devait le disculper. (...) Les socialistes ont une autre idée des formes selon lesquelles il convient de conduire leur action politique. Ils excluent de ce champ les faits et gestes recherchés dans le passé vieux de quarante ans d'un homme qui n'exerçait à l'époque aucune responsabilité ni dans l'Etat ni dans son parti, et qui n'est devenu un personnage public que beaucoup plus tard. »

Filloud rappelle que les socialistes ont accepté la proposition de commission d'enquête de M. Marchais, « bien qu'elle leur apparaisse comme une habileté de sa part pour éviter d'avoir lui-même à donner les explications qu'on lui réclame. »

M. CHIRAC : aucun intérêt.

M. Chirac a déclaré, lundi 17 mars, à l'Antenne 2 : « Le fait de savoir si M. Marchais était tel ou tel en 1945 ou 1946, moi, je n'ai aucun intérêt, pour la France, pour les Français. J'ai, bien sûr, des choses à reprocher à M. Marchais, mais je lui reproche la position, strictement érigée sur la position socialiste qu'il a prise en ce qui concerne l'Afghanistan. Je lui reproche la forme qu'il donne aujourd'hui à ses interventions et le fait qu'il ne parle et ne pense qu'à faire la révolution : ce qui, le moins qu'on puisse en dire, n'est pas ce que les Français attendent d'un homme politique responsable. Je lui reproche, en somme, bien des choses, mais je n'ai pas la curiosité de savoir si, lorsqu'il avait vingt ou trente ans, il se trouvait en France ou en Allemagne, à une époque trouble pour notre pays, et qui ne me concerne pas. »

« Je trouve que ces arguments n'ont pas beaucoup de poids. On ne va pas transformer le débat politique en une enquête permanente policière. Pour essayer de mettre en exergue tel ou tel défaut des personnalités. En revanche, pour ce qui concerne la transparence, et notamment l'honnêteté financière, je suis, naturellement, tout à fait favorable. »

M. Chirac ne s'est pas montré partisan d'un projet de financement des partis politiques, prévoyant que soit subordonné à un véritable contrôle sur le financement des campagnes électorales.

M. RENOUVIN : les « affaires » favorisent le clan giscardien.

Evocant l'« affaire Marchais » dans le bi-mensuel Royaliste, organe de la Nouvelle Action royaliste (NAR), M. Bertrand Renouvin écrit notamment : « Nous avons dit au moment de la mort de Robert Boulin que nous ne nous en étions pas inquiétés, car nous ne nous en sommes pas inquiétés. L'« affaire Marchais » ne nous fera pas changer d'attitude, mais nous nous en inquiétons, car elle nous fait réfléchir sur la ligne actuelle du parti communiste. »

« (...) Parce que dans la conjoncture présente les scandales qui éclatent et les « affaires » qui gonflent les pressions tendent à favoriser le clan giscardien. Tour à tour les principaux dirigeants de l'opposition sont entrainés dans des basses politiques ou déboussés par des enquêtes judiciaires : Georges Marchais est accusé d'avoir caché la vérité sur son séjour en Allemagne, Jacques Chirac voit son gaullisme contesté parce qu'il se réclame d'un homme Georges Pompidou — qui aurait intrigué contre le général de Gaulle, et le fils de Michel Debré est inculpé de « complicité » dans une affaire de racket financier. »

« Il ne faut certes pas voir des complots partout, mais, tout de même, ce climat rappelle celui de 1972 lorsque l'O.D.R. se voyait impliquée dans une série de scandales fiscaux et immobiliers. Cette tactique, qui a permis à Giscard d'Estaing d'arracher le pouvoir aux gaullistes, semble à nouveau utilisée cette fois contre l'opposition dans son ensemble. »

● M. Michel-Georges Michélin, a été élu, à l'unanimité, directeur du bureau politique de la Nouvelle Droite française (N.D.F.), anarcho-socialiste et monarchiste par les membres de cette instance. M.M. Daniel Bercroux, cadre commercial, R. François, fonctionnaire, Mmes Madeleine Morher, cadre juridique, Annie Morel, cadre commerciale, M.M. François Richard, écrivain, Pierre Vieilleville, fonctionnaire, ont été élus membres du bureau.

Une politesse empoisonnée

(Suite de la première page.)

Les communistes ne s'y sont d'ailleurs pas trompés, comme en témoignait, mardi matin, l'éditorial de René Andrieu dans l'Humanité : « La position du chef de l'Etat n'est pas seulement ambiguë, écrit le directeur adjoint du quotidien du P.C., elle est dangereuse parce qu'elle vise à mettre l'électeur sur les véritables scandales. » Et voilà les communistes, qui avaient pourtant été si discrets au plus fort de la polémique sur les diamants de Bokassa, contraints de multiplier les allusions à une affaire qu'ils s'étaient pourtant gardés de mentionner en épi. Leur secrétaire général n'avait-il pas déjà appuyé en partie sa contre-offensive, devant le Club de la presse d'Europe 1, en demandant que le jury d'honneur, chargé d'apprécier sa « transparence », s'intéresse aussi à tous les responsables et aux compromissions dont avait pu profiter l'empereur de Centrafrique ? Un peu comme si la défense en forme d'enquête de l'Elysée face aux accusations du Canard enchaîné, en novembre dernier, entachait la condamnation des attaques personnelles prononcée lundi soir. Un peu comme si le chef de l'Etat avait dit : « J'oppose un démenti catégorique et l'ajoute méprisamment, aux accusations dont est l'objet le secrétaire général du parti communiste... »

Si cette interprétation est outrée, ou si l'on se refuse à prêter une portée seconde à l'intervention du chef de l'Etat, on doit admettre que celle-ci apporte des arguments à ceux qui considèrent que l'Elysée a intérêt à ménager M. Marchais dans la perspective de 1981. Le secrétaire général du P.C.F. ne doit pas être trop « dévalorisé » d'ici à l'échéance présidentielle, si l'on souhaite qu'il prenne le plus de poids possible au candidat socialiste. Mais on n'est plus, là, dans le domaine du mesurable.

En revanche, c'est là l'autre aspect de l'initiative de M. Giscard d'Estaing, la apollonisation de la classe politique, si s'est manifestée dès le lendemain de la ratification des accusations recueillies une consécration électorale. Le 9 mars, M. Claude Estier avait assuré M. Marchais que

● M. Pierre Messner, ancien premier ministre, député, R.P.R. de la Moselle, a été reçu lundi 17 mars pendant plus d'une heure par le président de la République, à sa sortie de l'Elysée. M. Messner a seulement indiqué que son entretien avec le chef de l'Etat avait notamment porté sur les questions de défense.

le P.S. ne participerait pas à la « moindre campagne » contre lui. Le 15 mars, M. François Mitterrand s'était refusé à entrer dans la polémique (en soulignant toutefois qu'il est, pour sa part, prêt à fournir ses propres justifications sur ses activités à cette époque). M. Bernard Pons avait jugé cette attitude déplorable, et M. Ponsolowski regrettait que des « torrents de boue » se déversent chaque fois qu'il y a une élection importante. Enfin, M. Chirac, lundi soir à l'Antenne 2, a estimé que les arguments employés contre le leader communiste « ne grandissent pas ceux qui les utilisent ».

Il serait vain de croire que l'exigence de « transparence pour tous » proclamée dans tous les milieux politiques puisse de quelque manière être suivie d'effet. Il serait inutile d'attendre que l'on aache un jour quelles affaires sont fondées ou non une vérité, quels procès sont justifiés ou pas. Il suffirait sans doute longtemps encore que l'on invoque la nullité de toute attaque personnelle, pour que l'opacité demeure, il existe, en effet, un espace de neutralité que tous les hommes politiques s'accordent à respecter.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Une « affaire » parmi d'autres ?

A en croire certains observateurs, l'« affaire » Marchais serait significative du ton de la campagne pour l'élection présidentielle de 1981. Ils redoutent que la compétition ne se déroule sur fond unique d'attaques personnelles.

Ainsi Henri Caro dans LE PELELIN écrit : « Une fois de plus le débat politique en France risque de se réduire dans le borborygme. A plus d'un an des présidentielles ça promet. Cela peut-il vraiment servir le progrès et la justice dans notre pays ? »

« Pour notre part, nous sommes tentés à l'égard de toutes les affaires (comme les diamants de Bokassa) qui surgissent par hasard à l'approche d'élections. Nous pensons que ceux qui alimentent la boue sont eux aussi, ébloués. Nous sommes suffisamment opposés, au plan des idées et de la pratique, au parti communiste français pour nous en garder à l'écart. Nous ne risquons pas de nous laisser entraîner dans les attaques personnelles contre son secrétaire général. »

Sous le titre « Les présidentielles s'embourbent », Georges Mon-

taron, dans HERDO-TC-TEMOL-CWAGE, résume : « Les atouts de l'élection, l'incision de l'Afghanistan, le débat autour des Jeux olympiques, la campagne électorale américaine, ont détourné l'opinion française des problèmes intérieurs : l'inflation, le chômage, la vie chère, la baisse du pouvoir d'achat. Et c'est au moment où ces drames se situent enfin à leur juste place que l'affaire Marchais éclate. Cela préfigure une bien triste campagne présidentielle. »

Signant l'éditorial du numéro deux de l'hebdomadaire communiste REVOLUTION, Guy Siermier estime que s'est effondrée « la véritable machination politique montée contre Georges Marchais par l'EXPRESSION et son directeur Jean-François Renard ». Il juge cette « manipulation avouée » intolérable et révélatrice. Il explique : « Intolérable parce que rien ne peut justifier que le premier hebdomadaire français et le premier hebdomadaire communiste soient eux aussi, ébloués. Nous sommes suffisamment opposés, au plan des idées et de la pratique, au parti communiste français pour nous en garder à l'écart. Nous ne risquons pas de nous laisser entraîner dans les attaques personnelles contre son secrétaire général. »

Sous le titre « Les présidentielles s'embourbent », Georges Mon-

qui risque de payer — très cher — sa rançon. »

Dans L'EXPRESSION, Albert Roy et Robert Schneider, avec Jacques Roure, font état de la « confiance rétrograde » d'un conseiller de l'Elysée, le vendredi 15 mars au soir, à la lecture de L'EXPRESSION : « Vous nous avez cassé notre joujou », dit-il. Ils poursuivent : « Fallait-il comprendre que Marchais, là où il est comme à la maison, joue le rôle que certains stratèges diplomatiques ont assigné d'ici à 1981 ? Le fait est que, à court terme, l'attitude du P.C. conforte le pouvoir. C'est tout ce que, subtilement, nous entendons, que la nouvelle élite de l'affaire Marchais est venue troubler. La difficile recherche de la vérité, décidément, est toujours dangereuse. Ou salutaire. »

Michel Fromentoux, dans ASPECTS, résume : « L'affaire Marchais, souligne-t-il, est l'occasion de mettre la loi non seulement un triste état, mais aussi une apparence d'essentielle vocation est de trahir la France. Mais la démocratie libérale osera-t-elle se laisser entraîner ? Et M. Giscard d'Estaing aura-t-il la volonté de signifier la mort politique de Marchais, qu'il a tout intérêt à avoir face à lui au second tour des présidentielles de 1981 ? »

Evocant « la logique du secret », qui, dit-il, « a toujours été très forte dans notre pays », André Chambrault, dans LE POINT, écrit : « Ce n'est pas au hasard si, depuis des mois, malgré la crise économique et interne nationale, l'actualité française est surtout marquée par des « affaires » : l'affaire Boulin, l'affaire Marchais. Naturellement, à l'approche de la présidentielle, chacun s'en inquiète et dans ce dévouement de la démocratie. Mais ces protestations paraissent plus sincères si la confusion n'était pas trop facilement faite entre les secrets vulgaires et ceux qu'une façon commode d'échapper à la loi commune, et les rares secrets qui doivent demeurer secrets parce qu'ils relèvent de la raison d'Etat. Or cette raison d'Etat n'autorise nullement Marchais à se faire. »

Dans LUTTE OUVRIÈRE (trotskiste), Arlette Laguerre affirme : « Si en jour les traîtres demandent des comptes à Marchais, ce ne sera pas au qu'il a fait de sa vie à vingt ou vingt-cinq ans, mais bien sur la politique qu'il a défendue depuis qu'il est à la tête du parti communiste. Ce que la classe ouvrière lui reprochera, ce n'est pas d'avoir serré des boulons dans une usine allemande, c'est d'avoir été dans le camp de la bourgeoisie française en mai-juin 1968 et d'avoir systématiquement traité toutes les aspirations de la classe ouvrière française, et d'avoir ouvert, justifié nombre des crimes de la bureaucratie russe. Ce n'est pas d'avoir éventuellement menti sur son passé, c'est d'avoir menti sur son travailleur sur Mitterrand quand il était son allié, c'est d'avoir menti sur les crimes des armées russes, en Afghanistan ou ailleurs. C'est sur la politique de son parti que Marchais pourrait rendre des comptes. »

Si M. Marchais veut répondre aux questions sur son passé et répliquer aux attaques sur la politique de son parti, il aura pas trop de trois mois qui le séparent de l'échéance présidentielle pour satisfaire toutes les curiosités. — A. Ch.

PARIS ATHENES

à partir de

900 F

aller-retour

Voilà à dates fixes

nouvelles frontières

nous luttons pour le droit au voyage

166, bd du Montparnasse 75014 PARIS - 329.12.14
2, rue Auguste-Brizeux 44000 NANTES - 71.09.07

LES ÉDITIONS JUNG

LAMY FISCAL

Tout le matériel de l'année fiscale en un seul ouvrage.

Quels que soient vos besoins, cet ouvrage est indispensable.

Il est guère de jours où l'on ne se réfère à cet ouvrage.

Les Editions Jung ont l'honneur de vous présenter cet ouvrage.

La rédaction a été mise à jour pour l'année fiscale 1980.

مكتبة من الأصل

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS CANTONALES PARTIELLES

« L'Humanité » : des résultats qui mettent en évidence la responsabilité du P.S.

Dans l'Humanité datée du 18 mars, Madeleine Vincent commente les résultats des élections cantonales, notamment de celles qui ont eu lieu dimanche 16 mars (le Monde du 18 mars). Après avoir indiqué qu'il conviendrait que les organisations du parti communiste « examinent attentivement le résultat » dans le canton de Reims (Marne), elle fait état de la perte enregistrée par le P.C. au premier tour dans d'autres cantons. Elle explique : « Pour notre part, nous avions l'opinion qu'en cas d'invalidation, pour battre la droite, il était mieux que chaque parti mette son électoral en présentant un candidat au premier tour. Mais l'expérience montre que beaucoup d'électeurs considéraient qu'il s'agissait d'un troisième tour ».

En ce qui concerne les résultats de second tour, qui, dit-elle, « mettent en évidence la responsabilité du parti socialiste », Madeleine Vincent écrit : « Chaque fois que le candidat socialiste arrive en tête, il bénéficie au second tour des votes communistes. Forcés nous en sommes de constater que cela est bien différent quand c'est le candidat communiste. Les exemples de Francorville (1) (le Monde du 18 mars), de Gagny (2) (le Monde du 18 mars), sont probants. Dans les deux cas,

un grand nombre d'électeurs socialistes ont voté au premier tour, ont voté leurs suffrages à ceux de la droite au second tour. (...) Nul doute que François Mitterrand et les dirigeants du parti socialiste sont responsables de cette situation, d'abord, pour n'avoir admis l'union de la gauche comme le moyen d'affaiblir la droite communiste et de s'en servir comme d'un marchepied pour accéder au pouvoir. Ensuite pour avoir jamais fait l'effort nécessaire pour convaincre les électeurs socialistes des réformes profondes indispensables pour sortir le pays de la crise, y compris en reconnaissant franchement la place qui doit revenir à la gauche dans la gestion des affaires du pays. Enfin, en brisant l'union de la gauche et en renouant au programme commun en 1977 ».

(1) Au second tour du scrutin de Francorville, le candidat du P.C. avait obtenu 478 suffrages (45,99 %), soit 101 voix de plus que le total des voix de gauche du premier tour, qui n'était que de 4542 (39,2 %).

(2) A Gagny, le candidat communiste a recueilli 5 607 voix (48,25 %), soit 215 suffrages de moins que le total des voix de gauche du premier tour, qui était de 6 182 (55,94 %).

M. QUILLES : la politique du P.S. porte ses fruits.

M. Paul Quilès, membre du secrétariat national du P.S., évoquant les résultats des élections cantonales, a estimé, lundi 17 mars : « La politique constante du P.S. qui consiste à « tenir bon » sur la ligne qu'il s'est fixée et à « être lui-même » dans ses réactions, dans ses propositions et dans ses actions et la stratégie de rassemblement politique autour du parti socialiste portent leurs fruits. Au contraire, l'attitude négative des dirigeants communistes apparaît lourdement condamnée par une réaction croissante de son électoral qui demeure parfaitement neutre. Quant aux deux cent soixante-cinq votes de gauche du premier tour qui ont permis au candidat communiste au second tour, à Gagny dans la Seine-Saint-Denis (le Monde du 18 mars) — au deuxième tour l'union de la gauche a obtenu 6 110 voix mais avec 6 119.

● RECTIFICATIF. — Une « coquille » s'est glissée dans les résultats du second tour de l'élection cantonale, de Créteil (Seine-Saint-Denis) dans nos éditions du 18 mars. Le candidat socialiste, M. Guy Trupin, a été élu avec 6 110 voix mais avec 6 119.

Une querelle budgétaire oppose communistes et socialistes corréziens

De notre correspondant

Tulle. — La dernière session du conseil général de la Corrèze a quelque peu ébranlé le climat de confiance qui régnait jusqu'alors au sein de la municipalité d'union de la gauche à Tulle (ville dont le maire est communiste). Après que le président de la commission des finances (socialiste) ait soumis le projet de budget, le groupe communiste a présenté un contre-projet remettant tout en cause.

Le budget du département fut cependant voté par les conseillers socialistes et leurs collègues du P.C.F. à l'exception d'un seul, qui déclara qu'il ne voterait pas. Les socialistes, quant à eux, ont voté pour le budget du département. Les responsables socialistes de la Corrèze, dont un adjoint au maire de Tulle, ont alors affirmé

leur attachement à l'union de la gauche, tout en déplorant « les attaques continuelles » du parti communiste et en soulignant « la singularité » de la conduite du P.C.F. Ce dernier, ont-ils indiqué, se comporte de façon différente suivant qu'il s'agit du budget du département ou de celui de la ville de Tulle.

Le maire de Tulle, M. Jean Combeville, et son premier adjoint, tous deux communistes, ont répondu en observant qu'il n'y a rien de commun entre le conseil municipal de Tulle, à majorité d'union de la gauche, et le conseil général, à majorité de droite ; ils ont déclaré que le P.C.F. a le devoir d'être « cauteux » la politique gouvernementale d'austérité en mêlant leurs voix à celles de la droite pour le vote du budget départemental. — A.V.

La plainte de la C.F.D.T. contre un responsable communiste

M. Edmond Maire accuse le P.C. d'avoir déclenché une « campagne d'insinuations et de dénigrement »

Les accusations de M. J.-M. Martin, secrétaire fédéral du P.C.F. pour le Territoire de Belfort, affirmant que « François Mitterrand Edmond Maire » est un « traître », ont déclenché une campagne de son histoire. Interrogé sur la C.G.T., les dirigeants de la C.F.D.T. en annonçant qu'ils portaient plainte contre le P.C.F. pour diffamation (le Monde du 18 mars).

Après avoir rappelé le refus du bureau exécutif du P.S. d'affirmer la démission de la déclaration de M. J.-M. Martin, M. Edmond Maire et Lesire-Ogret ont estimé que le P.C. avait déclenché une campagne de dénigrement et de dénigrement dans les entreprises et les localités, cherchant à porter atteinte à l'image de la C.F.D.T. en faussant l'histoire.

« Un nombre considérable de tracts — trois fois par semaine dans certaines entreprises — sont diffusés par le P.C. », précise M. Lesire-Ogret. Les thèmes abordés sont : « La démission de M. Edmond Maire », « Les tracts accusent la C.F.D.T. d'anticommunisme, d'amalgame avec la droite, d'immobilisme, de quantification de la démission de M. Mitterrand » ; ils reprochent à la C.F.D.T. de défendre les libertés par échec ou repentiment les accusations de J.-M. Martin sur l'Algérie.

Pour M. Edmond Maire, ces attaques soulignent la volonté du P.C. de maintenir son hégémonie sur la classe ouvrière. Sans préciser les modalités exactes de la plainte en diffamation contre M. J.-M. Martin, M. Edmond Maire a expliqué : « C'est un problème de dignité et d'honneur. Tant que les auteurs

de ces insinuations historiques ne seront pas condamnés, déshonorés, la C.F.D.T. restera atteinte dans son honneur, dans sa dignité, à travers la mise en cause de son histoire. » Interrogé sur la C.G.T., les dirigeants de la C.F.D.T. ont noté que celle-ci ne participait pas à cette campagne, qu'elle est « certaine » que la C.G.T. et même communistes seront à nos côtés.

On lit notamment dans l'Humanité, sous la plume de Michel Doumenge : « La participation des dirigeants de la C.F.D.T. au concert anticommuniste actuel s'inscrit dans la logique de leurs choix politiques. »

« Ce n'est pas nous qui avons inventé la stratégie du « recentrage ». Elle traduit sur le terrain syndical la volonté de mettre en place une gestion social-démocrate de la crise. Les discours des dirigeants de la C.F.D.T. et leurs actes ne cessent de confirmer cette stratégie. »

PRODUCTIONS ANIMALES : CENT TRENTÉ SÉNATEURS RÉCLAMENT UN RATTRAPAGE DES PRIX

Le groupe de l'élevage du Sénat, comprenant des élus de toutes tendances, s'est réuni à l'issue d'un débat sur la loi d'orientation agricole, adoptée jeudi par cette Assemblée, pour souligner que la perte de la « prime » dépend du niveau des prix agricoles.

« Au nom de ses cent trente membres il a tenu à exprimer au ministre de l'Agriculture son souhait que le gouvernement français prenne une position très énergique lors du conseil agricole communautaire qui se tiendra à Bruxelles le 31 mars 1980. (...) Les cours des productions animales, affirme-t-il, devront être élevés afin de permettre le rattrapage du retard subi par ce secteur mais aussi de garantir le revenu des éleveurs. »

A « CARTES SUR TABLE »

Le bilan du septennat ne sera pas « brillant » prévoit M. Jacques Chirac

Bien qu'il ait donné rendez-vous aux électeurs vers la fin de l'année pour établir un pronostic et pour révéler ses intentions, M. Jacques Chirac a, dès lundi 17 mars, au cours de l'émission télévisée d'Antenne 2, « Cartes sur table », bien précisé les raisons de son raisonnement pour se présenter sous la forme d'un syllogisme qui était implicite dans ses propos : « Toute réaction politique est inspiquée par le président de la République ; je conteste le bien-fondé de cette action ; je dois donc proposer de changer de président. » Cette thèse, les dirigeants et les militants du R.P.R. l'avaient soulevée la veille (le Monde du 18 mars). M. Chirac est convaincu que dans de nombreuses catégories sociales on l'entend aussi.

Avant d'écouter de modifier le ton de ses interventions depuis sa conférence de presse du 12 février dernier, M. Chirac a adressé à M. Giscard d'Estaing des reproches qui semblaient d'autant plus fondementaux qu'ils étaient énoncés sur un mode serein et détendu. Sauf pour rappeler à ses interlocuteurs qu'il s'agissait de « prêts avec joie » au « mauvais procès » que, selon lui, « tel ou tel médiocrate » lui avait fait après son appel de Cochin du 6 décembre 1978.

M. Chirac évoquant les événements d'Afghanistan, estime : « J'aurais souhaité que, parallèlement à leur reconnaissance, soient réaffirmés très clairement les objectifs de notre politique de défense et soient probablement réexaminées les conditions mêmes de cette défense avec une affectation de crédits supplémentaires et des décisions nouvelles en ce qui concerne notre capacité de dissuasion. Voilà ce qui m'aurait inspiré au cours de mon intervention, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je ne puis pas mener avec tous les pays du monde. (...) Le général de Gaulle et Georges Pompidou conduisaient une politique étrangère fermement, sans qu'il y ait de doute, plus ferme, que n'a, en aucun cas, l'intention de remettre en cause la politique de détente, d'entente, de coopération, que je

HISTOIRE

PUBLICATION JUDICIAIRE

ETUDE de M^{re} ROBERT ARGELIER, AVOCAT PRES LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER, 4, rue des Trésoriers-de-la-Sourde, MONTPELLIER.

ARRET RENDU le 25 JANVIER 1980 DANS L'INSTANCE OPPOSANT HIRON TAZIEFF à MAURICE MATTATTAUER, PAR LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER.

La Cour, Recours comme régulier en la forme les appels tant principal qu'incident et les ditte l'un et l'autre partiellement justifiés.

Rejette l'exception d'incompétence soulevée par MAURICE MATTATTAUER ; Rejette comme non fondé le moyen tiré par celui-ci des dispositions de l'article 46 de la loi du 20 juillet 1981 ; Dit et juge que MAURICE MATTATTAUER, professeur à la Faculté des Sciences de l'Université de MONTPELLIER et président en exercice de la Société Géologique de FRANCE, par une lettre rendue publique en 1977, dans le cadre et à l'occasion de la controverse soulevée par la crise du volcan la SOUFRIERE survenue à la Guadeloupe en 1976, diffamait HIRON TAZIEFF ;

Dit et juge que MAURICE MATTATTAUER a ainsi directement causé à HIRON TAZIEFF un préjudice dont celui-ci est fondé à demander réparation ; En conséquence, condamne MAURICE MATTATTAUER à payer à HIRON TAZIEFF la somme de UN FRANC à titre de dommages et intérêts et ordonne que le depositaire du présent arrêt sera intégralement publié sous le seul titre suivant : « A R E T R E N D U le 25 janvier 1980 dans l'instance opposant HIRON TAZIEFF à MAURICE MATTATTAUER par la Cour d'Appel de Montpellier » ;

Rejette toutes prétentions plus amples ou contraires des parties ; Fautes applications de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ; Condamne MAURICE MATTATTAUER à payer à HIRON TAZIEFF la somme de CINQ MILLE FRANCS (5.000 F) ; Condamne MAURICE MATTATTAUER aux dépens de première instance et d'appel et dit que M^{re} ARGELIER, avoué, pourra recouvrer directement contre lui les dépens d'appel dont il aura fait l'avance sans avoir reçu provision.

(1) La légion seute sur Kolwezi, de Pierre Bergant, Presses de la CMR. — (A.D.L.R.)

L'ANNIVERSAIRE DU 19 MARS 1962

La commémoration, le 19 mars, du cessez-le-feu intervenu en Algérie, il y a dix-huit ans, provoque cette année une sérieuse controverse (« le Monde » du 5 mars).

Alors que la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, au Maroc et en Tunisie (FNACA) convie à une cérémonie du souvenir, à l'Étoile, le mercredi 19 mars, à 18 h. 30, comme l'annonce son président, M. Marek, dans la « Libre opinion » publiée ci-dessous, un Comité d'action pour le respect de la mémoire des civils et militaires morts pour l'Algérie française, créé il y a quelques mois, tiendra une conférence de presse, ce même jour, afin de dénoncer le « déshonneur » qu'il y a, selon lui, à commémorer une « défaite politique ».

Ce comité — qui rassemble des personnalités comme MM. Jacques Soustelle, ancien ministre, Léon Delbecq, ancien porte-parole du Comité de salut public, Pierre Ponsade, président de l'U.D.C.A., et l'écrivain Michel de Saint-Pierre — lance un appel en faveur d'une contre-manifestation, le 22 mars, à l'Arc de triomphe (« le Monde » du 20 décembre).

C'est le moment choisi par un autre comité, le Comité du cent cinquantième, pour proposer de célébrer, à Toulon, en mai prochain, avec « un éclat tout particulier », l'anniversaire « du débarquement (en 1930), sur la côte algérienne, du corps expéditionnaire commandé par le général comte de Bourmont ».

Libres opinions

Une commémoration qui s'impose

par WLADISLAS MAREK (*)

« 19 mars 1962, une date que nos enfants apprendront, plus tard, dans leur livre d'histoire... » C'est en ces termes que le journaliste d'une radio tropicale commentait le cessez-le-feu appliqué, en Algérie, après les accords conclus la veille, à Evian.

Le 19 mars 1962, à midi, dix années de combats en Afrique du Nord s'achevaient officiellement sur un télégramme de quelques mots du commandant en chef des armées en Algérie. Dix années qui marquaient à jamais toute une génération de jeunes soldats de métropole appelés à participer à une guerre qui cachait son nom derrière de prétendues « opérations de maintien de l'ordre ».

A l'heure des bilans, on déplorait la perte de près de trente mille militaires, la plupart des jeunes de vingt ans, tandis que deux cent cinquante mille autres, étaient revenus blessés ou malades.

Quelles qu'aient été les motivations de leur sacrifice, et quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir aujourd'hui à cet égard, la France doit se souvenir. Elle le doit d'abord aux familles à jamais inconsolables de la perte d'un fils, d'un père ou d'un époux. Elle le doit aussi par déférence à l'égard d'une génération de combattants longtemps rejetés et qui en ressentent, encore toute l'amertume.

Après avoir dû réclamer pendant dix-sept années la reconnaissance pleine et entière de leur qualité de combattants, élément essentiel du droit à réparation, les anciens combattants en Afrique du Nord n'entendent pas accepter de constituer une génération réduite au silence ou à la discréditation.

La reconnaissance de la nation doit aussi s'exercer avec l'hommage éternel à la mémoire de ceux qui sont tombés sur la terre d'Afrique du Nord.

C'est pourquoi, depuis 1964, la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, au Maroc et en Tunisie — seule organisation apolitique de tous les combattants de toutes opinions et confessions — célèbre chaque année l'anniversaire du cessez-le-feu officiel du 19 mars 1962, en y associant le souvenir des victimes civiles et militaires et leur attachement à la paix.

La FNACA regrette et condamne les tentatives d'agitation de quelques nostalgiques d'un passé déjà révolu, qui s'évertuent à contester le choix et la signification de cette date, n'hésitant pas, et peu de temps après, à renier l'engagement quasi unanime des Français et des Français qui approuvèrent la fin de la guerre d'Algérie par 80,7 % de « oui » au référendum du 8 avril 1962.

De telles prises de position, d'où qu'elles viennent, ne peuvent que regretter leurs auteurs aux côtés de ceux qui veulent faire supporter aux combattants l'issue de ce drame et couvrir de honte une génération dont la mémoire aura été de s'opposer, par devoir et fidélité à la République, aux fautes de l'ordre établi.

Encouragés par l'officialisation de leur journée du souvenir par plus de huit cents municipalités de toutes tendances qui se sont donné une rue ou une place du 19-Mars-1962 — Fin-de-la-guerre-d'Algérie, les anciens d'Afrique du Nord demandent à nouveau au gouvernement de faire un pas dans cette voie et appellent les Français à se joindre à eux le mercredi 19 mars, dans toutes les communes de France où se déroulera une cérémonie du souvenir.

(*) Président national de la FNACA.

Une lettre du général Gras sur l'opération de Kolwezi

Nous avons reçu la lettre suivante du général Yves Gras, qui fut, avec le colonel Philippe Brun, délégué depuis, responsable — comme attaché militaire de France à Kinshasa — de l'opération « Bonita » du 2^e régiment étranger de parachutistes, en mai 1978, sur Kolwezi, au Zaïre :

Vous avez publié dans le Monde du 12 février dernier un article de M. Claude Bourdet, intitulé « Fil de des autres », où cet éminent intellectuel condamne l'attitude et l'action du gouvernement français lors des incidents de Gafsa et, notamment, dans l'affaire de Kolwezi.

(...) Que M. Bourdet exprime son opposition à la politique et aux interventions militaires de la France en Afrique, c'est son droit. Encore faudrait-il que, pour étayer son opinion, il ne présente pas des faits une relation aussi fantaisiste que celle qu'il nous donne de l'opération de Kolwezi. Sur ce plan, quel qu'il en pense, c'est Pierre Bergant qui a fait le récit exact de l'événement (1). Lui ne s'est pas contenté des « bonnes sources belges ». Il est allé explorer sur le terrain, au Shaba, il a interrogé tous les acteurs et les témoins du drame, notamment les Européens évacués de Kolwezi.

Au contraire, M. Bourdet, se référant uniquement à ses « bonnes sources belges », nous déçoit avec assurance que « l'opération giscardienne de Kolwezi (...) n'a pas sauvé les Européens de cette ville, mais en a, au contraire, sauvé un certain nombre à la mort en rendant impossibles les négociations demandées par le F.N.L.C. et en entraînant pendant de longues heures un siège militaire où les éléments

indisciplinés, parmi lesquels les bandes de soudards de notre allié Mobutu, ont donné libre cours à leur goût du pillage et du meurtre ».

Il faut admirer le tour de force qu'a réalisé M. Bourdet en accumulant autant de contre-vérités dans une seule phrase. On y reconnaît sans difficulté les thèmes de propagande lancés par le soldat F.N.L.C. à Bruxelles et complaisamment repris par les « bonnes sources belges » en question, soit par sottise, soit par malveillance. La chronologie des événements n'est malheureusement pas en accord avec ces judiciaires explications.

La décision d'intervenir à Kolwezi a été prise par le président de la République le jeudi 18 mai vers 8 h. 30. Le mouvement du 2^e REP de Corse vers Kinshasa n'a commencé le même jour que vers midi. Or les exactions et les massacres non seulement d'Européens mais aussi d'Africains, ont commencé dès le dimanche 14 et se sont poursuivis jusqu'au jeudi. Le docteur Ruyppo, chef de la mission médicale belge au Zaïre, qui a examiné les corps des cent vingt Européens tués à Kolwezi, a constaté que, chez tous sauf un, la mort était antérieure au vendredi 19, jour de l'opération. Le principal massacre, celui des trente-neuf personnes entassées dans une villa du quartier P2, a été perpétré le mercredi 17, à 10 heures. On voit mal, dans ces conditions, comment une opération qui n'était pas encore décidée aurait provoqué la mort d'un certain nombre d'Européens. Il est sûr, en revanche, que les tergiversations entraînant par certains esprits fallacieux de négociations ont retardé la décision

d'intervenir et contribué ainsi à augmenter le nombre des morts. Rendre l'opération française responsable d'un vide militaire dont l'armée saoudaise aurait profité pour se livrer aux exactions et aux massacres qui ont été commis en réalité par les Katangais est tout simplement absurde. Les Katangais venus d'Angola par le territoire sambiense — six bataillons réguliers parfaitement identifiés — se sont emparés de Kolwezi dans la journée du 13 mai en éliminant toutes les résistances saoudaises, à l'exception d'un point d'appui qui a tenu jusqu'au 17 mai. Lorsque le 2^e REP a saisi le 19 mai à 15 h. 30, il a trouvé la ville occupée par environ deux mille Katangais armés. A 18 heures, il avait repris la « vieille ville » et une partie de la « ville nouvelle », où il devait patrouiller toute la nuit. Ce est le vide militaire ? C'est plutôt d'un trop-plein qu'il faudrait parler ! Or et à quel moment les « soudards de Mobutu » auraient-ils eu le loisir de « satisfaire leur goût du pillage et du meurtre » ? Ce qu'écrivit M. Bourdet relève de l'imagination et non de la réalité observée.

Cette réalité, les nombreux journalistes qui sont venus à Kolwezi le lendemain de l'opération ont pu la constater : une ville mise à sac, une population tant européenne qu'africaine sortant d'un cauchemar, cent vingt Européens et plus de quatre cents civils africains massacrés. Qui a commis ces forfaits ? Les « soudards de Mobutu » qui étaient tous morts ou en fuite depuis le samedi ? Ou les Katangais qui étaient maîtres de la ville depuis près d'une semaine ?

(1) La légion seute sur Kolwezi, de Pierre Bergant, Presses de la CMR. — (A.D.L.R.)

Jouez Nixdorf. En Soliste ou en Chœur.

A l'opéra, le soliste est celui qui joue magistralement de sa voix, et le chœur, la somme de toutes les individualités et de toutes les voix.

En informatique, c'est la même chose. Ou bien vous traitez dans votre entreprise toutes vos données avec votre propre ordinateur, ou bien vous faites partie d'un groupe d'entreprises ayant des besoins de traitement spécifique, tout en étant relié à une maison-mère dotée d'un central informatique puissant.

Les grandes entreprises jouent en chœur pour réaliser la parfaite harmonie de leur réseau. Nixdorf propose tous les instruments pour qu'elles puissent interpréter leur partition. C'est le concept Nixdorf de l'informatique distribuée.

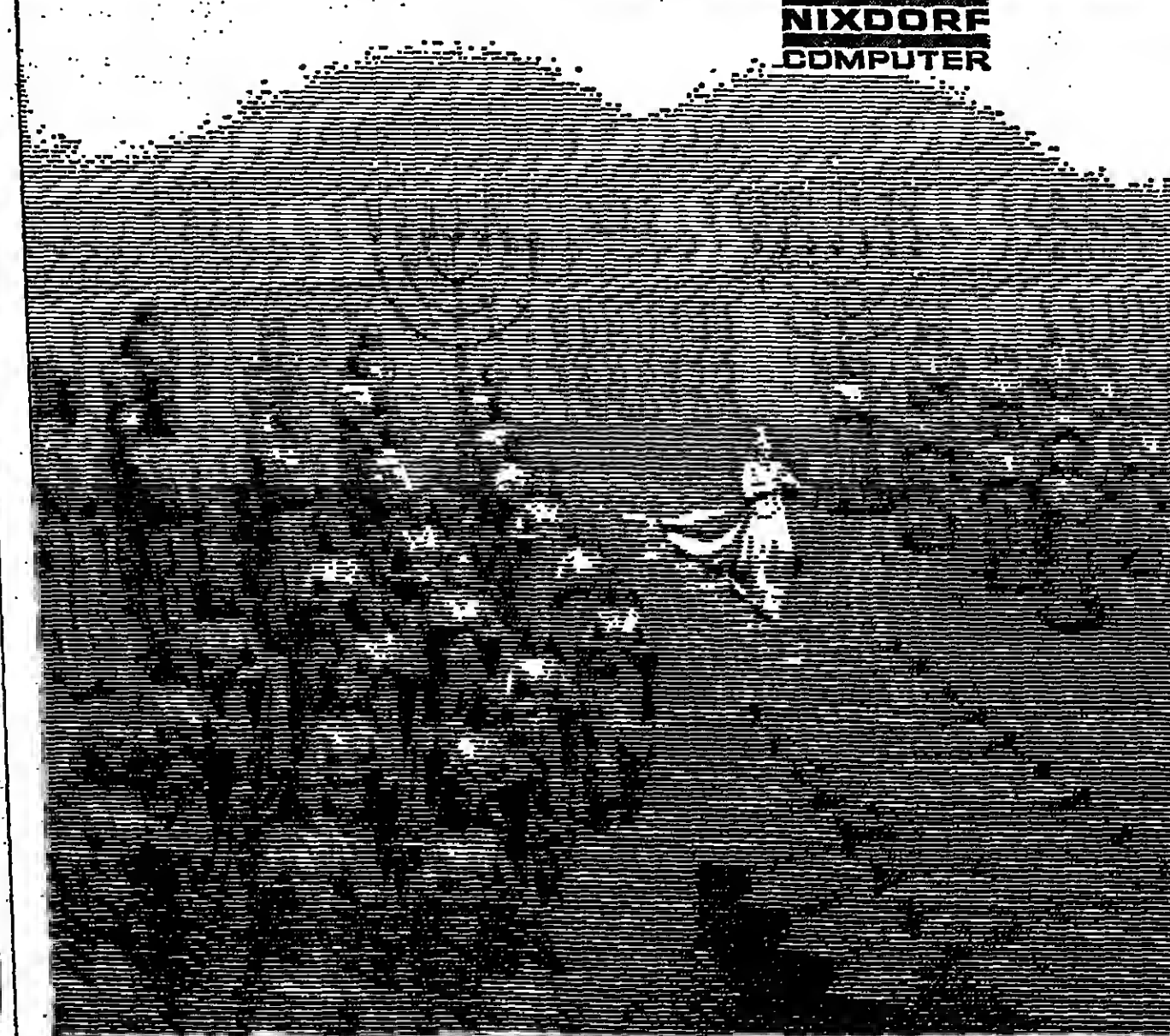
En soliste, chaque P.M.E. dispose des instruments de base pour interpréter son morceau. Des instruments de haute technicité, fiables et sur mesure. C'est le concept Nixdorf de l'informatique répartie.

En soliste ou en chœur, pour les grandes entreprises comme pour les P.M.E., Nixdorf donne le « la » en matière d'informatique distribuée et répartie.

Souvenez-vous en lors de votre prochain choix.

Nixdorf. La maîtrise en informatique répartie et distribuée.

NIXDORF COMPUTER



FINLANDE
naturellement votre

la Laponie
légendaire
et le cap
du bout du monde
le Cap Nord

circuits de
8 et 9 jours
à partir de
8340 F

Finlandia
Votre Agent de Voyages ou
FINNAIR 11 rue Rûber
92008 Paris

PRÉPARATIONS D'ÉTÉ OU ANNUELLES

MEDECINE
ET PHARMACIE

5 centre : quartier latin - Neuilly - Nanterre - Créteil - Orsay
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94, 745.05.19
Groupement Rire de professeurs

ÉDUCATION

Entre l'arrivée de l'administrateur provisoire et l'organisation d'élections à Vincennes

Le ministère des universités s'intéresse de près aux «gauchistes» susceptibles d'obtenir le pouvoir

A en croire les Vincennes, usagers et enseignants, le «pouvoir» a réussi son coup de force en nommant, après la démission le 12 mars de M. Pierre Merliu, un administrateur provisoire, M. Charles Elmary, chargé d'assurer «la continuité du service» («le Monde» du 18 mars).

Épreuve de force maintes fois redoutée, monnaie de mille écus sans cesse brandi pour provoquer, dans une université divisée par les querelles internes, l'union sacrée contre l'«ennemi extérieur», la recherche du contrôle par l'État de la plus rebelle des universités est désormais techniquement possible. Les Vincennes réagissent mal à cette désignation, mais il s'agit plutôt, cette fois, d'un écran de fumée. La nomination d'un administrateur provisoire, venu de l'administration, était de fait acceptée à Vincennes dès la démission de la majorité du conseil et de son président. Nul n'ignorait plus l'évidence. Et c'est sans animosité particulière qu'un conseiller de même Aïme Samier-Sellé la rappela : la double démission a provoqué un vide institutionnel dans l'université. Pourtant, pour les techniciens, les Vincennes ont commis une bêtise de taille. «En démissionnant ensemble, estime le conseiller ministériel, la majorité du conseil et M. Merliu se privent l'un ou l'autre de la possibilité d'assurer eux-mêmes la gestion provisoire de Vincennes et d'organiser des élections sans concours extérieurs».

Légalité en diable depuis la mise en place, en 1968, de la loi d'orientation, l'administration universitaire ne pouvait pas au plus accepter la proposition du président démissionnaire qui envisageait «d'expédier les affaires courantes jusqu'au 30 avril», ou l'offre de service des seuls élus du conseil restant en fonction, c'est-à-dire la liste minoritaire. Dès lors, il ne restait plus logiquement que deux solutions : nommer le directeur provisoire, un enseignant du rang «A» (de rang magistral), voire même M. Merliu lui-même — «mais, précise-t-on dans l'entourage du ministre, c'était du surpolitisme et il aurait inévitablement refusé». Ou faire le travail, soi-même. Après l'erreur commise par Vincennes, il s'agit maintenant de rapprocher au ministère des universités d'avoir ses petites préférences. Et de profiter de l'absence. On se défend pourtant, au recteur de Paris, d'avoir eu un comportement politique dans cette affaire. L'occasion ne serait-elle pas de réviser, dans le dossier des assistants, le budget, les habilitations nationales d'enseignement, autant de dossiers que Vincennes rechigne, traditionnellement, à renvoyer aux dates prescrites et qui sont des sujets de conflits entre le rectorat et l'université. Et puis, «comme il faut bien que quelque chose s'en occupe», le directeur provisoire serait chargé de préparer les élections du futur conseil.

Elections partielles... et lointaines

Pas plus, pas moins, assure-t-on. «Mais est-ce administrateur ou tout faire pour retarder les élections et nous condamner à des fraps», se plaignent les Vincennes. Faux encore, répond le rectorat. C'est pour des raisons techniques, essentiellement juridiques — l'article 24 du décret du 12 novembre 1975 — que les élections ne pourront pas être organisées avant les vacances de Pâques. Toutes les élections universitaires sont soumises au contrôle d'une commission nationale, présidée par un magistrat du tribunal administratif, qui étudie les dossiers durant une période de quinze jours à compter de la clôture des listes de candidature.

Alors c'est vrai, Mme Samier-Sellé n'a pas cherché à «se venger de Vincennes», comme le croit un étudiant de seconde année, qui colle, sur un mur du campus, des affiches aux messages amers ? Pas même une petite vengeance, l'air de rien ? Il reste tout de même un point : M. Charles Elmary est aussi chargé d'organiser des élections pour remplacer les membres du conseil démissionnaires. Pas des élections générales.

Une fois encore, on avance une explication administrative : le ministère n'a pas le pouvoir de dissoudre le conseil de l'université, et il est impossible d'organiser des élections générales puisque la liste minoritaire est légitime et que qu'elle n'envisage pas de démissionner.

Cet élément seul semble bloquer la situation de l'université depuis près d'une semaine. Les parties intéressées, le ministère, majorité démissionnaire et minorité au conseil, le rectorat en tous sens. Rien n'y fait : il résiste. Les

conséquences des démissions et l'effet du comportement «administratif» du ministère font des «gauchistes» Vincennes le groupe le plus à même de prendre le pouvoir dans le futur conseil. Ils occupent, en effet, dans l'ancienne assemblée, 18 sièges sur 54. Ils se conservent. S'ils présentent une liste lors des élections partielles, ces ministères peuvent compter avec leur audience obtenue le même pourcentage de sièges qu'en 1979, c'est-à-dire le tiers. En cas de mobilisation étudiante en leur faveur, cette liste pourrait friser la majorité absolue dans le conseil.

La majorité démissionnaire a-t-elle compris trop tard son erreur ? Le parti communiste a-t-il décidé de laisser faire ? Il est vrai qu'on prêtait au P.C. l'intention de laisser le socialiste Pierre Merliu assumer la tâche ingrate du transfert de l'université à Saint-Denis, puis de «récupérer» le pouvoir après M. Pierre Merliu parti, cherchant à un autre groupe pour remplir ce rôle difficile.

Le ministère s'est intéressé de près, ce week-end, aux carrières et aux personnalités des principales figures de la liste minoritaire dite Gardarem, et notamment à Mme. Jeanne Cornec, professeur de littérature anglaise, responsable nationale du Syndicat général de l'éducation nationale C.F.D.T. pour l'enseignement supérieur, et à M. Jean Castegno, maître assistant d'anglais. Des conseillers du ministre ont cherché des informations sur les intentions de deux listes alors que traditionnellement l'administration bornait son enquête aux relations entre le P.C. et le P.S. dans l'université.

Lorsque le P.C. brouille les cartes

«Nous ne ferons campagne que si nous sentons derrière nous une base réelle», note M. Jean Castegno. Moins organisée que sa rivale, la liste Gardarem ne dispose pas de gros bataillons syndicaux (F.S.N., C.G.T.). Parmi ces personnes, il y a aussi la plupart des enseignants de rang A, davantage attirés par le groupe influencé par le parti communiste. «A la fin, nous les membres éprouvons depuis quelques jours une étrange sensation, à peu de pouvoir. Pas tant parce que cette liste serait obligée de traditionnellement l'administration, mais parce que nous ne sommes pas à Saint-Denis, auquel ils se sont peu à peu résignés. Non, leur peur réside davantage dans la situa-

tion même, dans ces circonstances anormales, presque contre nature, de la proximité du pouvoir.

Car ce pouvoir à Vincennes ne peut échapper, quand les temps sont dits normaux, au P.C. ou, avec l'accord de celui-ci, à ses alliés. C'est lui qui d'habitude fait tourner les tables. C'est lui cette fois qui semble brouiller ses propres cartes.

On explique aussi à Vincennes que des divisions plus profondes existent avant les récentes épreuves. Des élus communistes affirmant dès le mois de novembre 1979 qu'un transfert à Saint-Denis était désirable, et des enseignants proches du P.S. prenant le relais dans une tentative intitulée «Ouvrons les yeux à Saint-Denis». Thémis, dont l'opinion a la plus grande influence dans Vincennes, le communiste Claude Frixoux, professeur de russe et ancien président de l'université, apporte son soutien actif aux analyses favorables au réalisme. Or M. Pierre Merliu restait, lui, farouchement hostile à toute idée de transfert. Les démissions de ces élus au mois de mars ont levé une hypothèque. Vincennes aura bientôt à sa tête un président qui, contraint et forcé, sera résolu au transfert.

Une «nouvelle morale»

Les voix favorables à une «nouvelle morale» de Vincennes sont d'ores et déjà nombreuses. Elles disent-elles, l'université souffre par surcharge ; on les étudiants étrangers sont trop nombreux, parfois même mal sélectionnés ; on, il faut revoir, sans renoncer aux grands principes qui constituent l'originalité de l'expérience, les modes de délivrance des diplômes.

Depuis la démission de Pierre Merliu, les initiatives sont faites pour promouvoir une «liste large», autour, selon les jours, de M. Claude Frixoux ou de Mme Madeleine Reberthuis, enseignante d'histoire et membre de la liste des droits de l'homme. L'idéal, bien sûr, serait pour l'ancienne liste majoritaire de constituer un «comité de suivi public» qui présenterait au ministre et à l'opinion publique un front uni et «négocierait l'avenir de Vincennes». Hélas pour les propagandistes de cette liste, Gardarem, jusqu'ici, ne peut pas entendre parler d'union sacrée. «Cette solution a toujours dans l'histoire bénéficié à la majorité», note un enseignant minoritaire. Et puis c'est oublier une réalité pratique : M. Charles Elmary est chargé d'organiser des élections partielles.

PHILIPPE BOGGIO.

TÉMOIGNAGES ET RÉACTIONS

Témoignages réactions, appels pour la défense de l'université de Paris-VIII - Vincennes nous sont parvenus depuis la démission de son président et d'une partie de son conseil. Nous publions les principaux extraits de ces textes.

M. Pierre Vidal-Naquet, historien, enseignant à l'École pratique des hautes études et Sciences sociales.

Drogue, séquestration du président, démission de ce même président, à nouveau l'université de Paris-VIII occupe la une ; à nouveau, on se demande pour quelles raisons l'État continuerait à financer ce campus où se servent que des délinquants de drogue et des excités, victimes survivantes de mal 68. Reste pourtant l'essentiel dont on parle peu : Vincennes est un lieu d'accueil, d'accueil pour étrangers, d'accueil pour travailleurs, et il faut rendre cette justice à Pierre Merliu qu'il a beaucoup fait dans ce domaine. L'université est un lieu où l'on enseigne et où l'on travaille. Je n'y enseigne pas, et je puis, par conséquent, en parler librement : dans le domaine qui est le mien, celui de l'enseignement de l'histoire, je pense que le département correspondant de Vincennes est probablement ce qu'il y a de meilleur, de plus diversifié et, plus novateur en France, un des seuls lieux, par exemple, où les rapports entre l'histoire de l'art, qu'il s'agisse de la littérature ou du cinéma, soient abordés sérieusement, un des seuls lieux aussi, où l'on puisse à un antiquaire de la droite, où une histoire ancienne déclinée soit enseignée avec succès. Il ne faudrait tout de même pas que l'«actualité» masque cela.

Mme Adrienne Sobas-Sigon, psychopédagogue et mère de famille, nous a adressé un témoignage signé par près de quarante étudiants en «psychopédagogie et délinquance».

Femmes au foyer, mères de famille, militantes, cadres supérieurs, directrices d'entreprises, infirmières, éducatrices spécialisées, travailleurs, français et étrangers, nous sommes des centaines, qui le soir, après s'être acquittées d'un moins quarante heures de labeur hebdomadaire, courons dans les couloirs du métro, vers le bus 307, dans les

couloirs des bâtiments, mordant polioxydant, dans un sandwich ou un Chamois, et l'on se pose la question de prendre le temps de s'arrêter. (...)

Nous sommes des centaines à souffrir, depuis des années, malgré nous, la colère et l'indignation que crée systématiquement une campagne de presse à des fins délictueuses. Depuis 1968, Vincennes — seule faculté de genre — accueille travailleurs et étrangers, bacheliers et non-bacheliers. Nous qui sommes des milliers et qui pouvons juger de ce que nous vivons, nous voulons dire que l'originalité de l'enseignement qui y est dispensé réside dans le fait que nos enseignants, nous sortent du type courant. Dotés d'un solide savoir, ils ne l'utilisent que rarement à des fins de pouvoir, si ce n'est pour communiquer leurs connaissances dans le respect de l'individualité d'autrui. Leurs vœux n'ont d'autres finalités que d'aider les étudiants à prendre conscience d'une réalité : l'intelligence des situations n'est pas nécessairement liée à l'accumulation des connaissances, bien que l'une et l'autre soient complémentaires.

Car, enfin, à quel titre, et de quel droit se permet-on de contester le droit d'une aspiration à une promotion intellectuelle ou sociale, le droit d'accéder à une culture, interdite jusqu'ici pour une raison d'intégrité de nationalité, de famille, de chaînes familiales ou existentielles ?

De quel droit rejette-t-on à présent ces «étrangers» accueillis et favorisés dans un souci de rentabilité économique, il y a quelques années ? (...) Le sexe, la drogue, le viol, la prostitution : ce n'est pas à Vincennes qu'il faut les chercher. Mais plutôt dans ces milieux fermés que l'argent couvre et blanchit de tout. (...) Vincennes, c'est une perspective d'un meilleur possible, un espoir de vie plus juste pour tous, un ferment de changement, mais dont les «Vincennes» refusent de se passer.

DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Les revendications prennent une nouvelle ampleur

Le mouvement d'agitation et de revendications qui gagne tous les secteurs de l'éducation depuis le début du mois prend une nouvelle ampleur cette semaine. Lundi 17 mars, les personnels de surveillance étaient en grève, et des élèves des onze écoles normales d'instituteurs de la région parisienne ont manifesté à Paris. D'autre part, les grèves et occupations continuent dans beaucoup d'écoles parisiennes (notamment dans le centre, ainsi que dans les 12^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements) et en banlieue (Val-d'Oise, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine et Seine-Saint-Denis).

Le mouvement touche aussi certains départements de province et notamment le Gard. A

Moyeuvre-Grande (Moselle), la population a organisé une journée «ville morte» pour protester contre les fermetures de classes.

La section de Paris du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.-P.E.G.C.) a décidé d'appeler de nouveau à la grève le 27 mars, lorsque se réunira le conseil départemental de l'enseignement primaire, pour protester contre les fermetures de classes dans la capitale.

Le reste de la semaine en cours est marqué le 19 mars par la manifestation nationale des instituteurs à Paris, le 20 mars par une grève dans tout le second degré, déjà commencée dans certains établissements, le 21 mars par une grève dans les établissements privés.

Troisième semaine de grève dans certaines écoles parisiennes

Un mouvement «parti tout seul»

De part et d'autre de la place Jeanne-d'Arc, dans le treizième arrondissement de Paris, les murs des écoles parlent : «Contre la fermeture des classes, pour la réduction des effectifs et la nomination de maîtres remplaçants, grève reconductible des enseignants», tel on annonce que quatre maîtres ne feront pas cours lundi 17 mars : là on prévient que six enseignants sont en grève, et on invite les parents à ne pas envoyer leurs enfants en classe. Mais pas assez au gré de parents et enseignants, on retrouve les mêmes revendications. «Le mouvement est parti tout seul», explique le directeur, M. Crast. Lorsque tout est bloqué politiquement, il est difficile de rétenir les gens. De fait, il a bien essayé de canaliser le mouvement des enseignants, mais l'administration, pour faire pression sur l'administration, a sorti des classes, à 16 h. 30, les parents attendent nombreux à venir chercher leur progéniture. Mais bien peu ont accepté de se rendre à la mairie. Certains même, cédant à la grève, «Je suis allée à toutes les réunions, dit une mère de quatre enfants, mais maintenant je ne marche plus. Voilà plus de quinze jours que ma petite ne fait rien, et elle entre en sixième l'an prochain». Les instituteurs ne bronchent pas, car ils savent que cette mère de famille nombreuse est déléguée de la fédération des parents Lagarde — la rivale. Le directeur explique que, parmi les parents, on porteur de pancartes «J'ai trois ans, le docteur est compétent, je ne veux plus dormir dans le préau», parents et enseignants envoient deux cent cinquante — ont défilé autour de la place de la mairie de la commune d'Italie pendant qu'une délégation était reçue à la mairie du treizième arrondissement par le général Bourdarias, adjoint au maire de Paris, «qui transmettra». En attendant, la grève continue.

ROGER CANS.

Officiellement, mille suppressions

Redéploiement : surpris par la charge technocratique qu'il a prise le mot lancé par lui, le ministre de l'Éducation le résume et lui prête la formule jugée plus convaincante : «meilleure utilisation des moyens». Le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), quant à lui, estime que «le politique ministériel s'inscrit dans une perspective globale de diminution des moyens et non plus de simple redéploiement». Pour appuyer ses dires, il se réfère d'une part à la lettre de M. Raymond Barre aux ministres avant la préparation du budget (le Monde du 11 mars) qui se termine par cette obligation : «La dynamique de chaque département sera désormais appréciée à partir de sa capacité à préparer des diminutions de dépenses et d'effectifs». Et, d'autre part, à un document qu'il rend public — il s'agit de textes adressés les 17 et 18 janvier aux inspecteurs d'académie par le directeur des écoles au ministère de l'Éducation. On y lit que, outre les «sept cent trente suppressions d'emplois» dans le premier degré prévues par le budget 1980, «certains départements connaissent encore des progressions d'effectifs et des hauts d'encadrement élevés, il est indispensable d'effectuer environ trois cents suppressions dans les autres départements, pour y réaliser les créations indispensables».

Ce n'est pas tout. «A ces mille suppressions s'ajoutent localement celles qui, justifiées par le baisse des effectifs, permettent la poursuite, dans les départements, des objectifs rappelés plus haut». Ces objectifs sont : l'accueil des enfants, en donnant, en maternelle, le pri-

rité aux cinq et quatre ans ; l'allègement progressif des effectifs des cours élémentaires première année (le document rappelle que plus de la moitié de ces C.E. 1 ont encore plus de vingt-cinq élèves, de même que près d'un quart des cours préparatoires), l'envoi en formation des personnels destinés aux groupes d'aide psycho-pédagogique (GAPP), et le renforcement du potentiel de remplacement des maîtres.

Ainsi, constate-on que le redéploiement, qui n'est plus tout à fait un mot, se déroule en cinq temps : 1) Chaque recteur rend des postes au ministère. Ces postes seront purement et simplement supprimés : sept cent trente en tout ; 2) Chaque recteur prend des postes sur certains de ses départements pour les verser au ministère (trois cents en tout) qui les redistribue aux départements ; 3) Chaque inspecteur d'académie trouve encore d'autres postes (en fermant) pour verser les objectifs ci-dessus (allègements, GAPP, remplacements...). Le document, éloquent la dernière rentrée, rappelle que «les moyens de l'Etat ne suffisent pas à couvrir dans chaque département le coût de la telle ou telle pression, de tel ou tel rapport de forces».

C. V.

DANS LE GARD

Grève quasi totale des instituteurs

(De notre correspondant.)

Nîmes. — Très sensibilisé déjà depuis la dernière rentrée par le regroupement des deux écoles normales de Nîmes en une seule et la décision de transformer celle d'instituteurs en un lycée d'enseignement primaire du Gard, a réagi en nombre aux consignes d'action diffusées par le S.N.I.-P.E.G.C. et la F.E.N. La totalité des autres syndicats d'enseignants avaient d'ailleurs apporté leur appui à la grève déclenchée ce lundi 17 mars, et notamment le S.G.E.N.-C.F.D.T. du premier degré qui, dans un communiqué déclarait participer au mouvement en demandant en retour aux instituteurs d'associer à la grève intersyndicale du 20 mars prochain. De son côté, la F.E.N. appelait les professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.) à rejoindre jeudi leurs collègues dans l'action.

Le S.N.I.-P.E.G.C., organisateur principal de la journée d'action du 17 mars, précisait que la grève et la manifestation prévues devant l'Inspection d'Académie avaient deux motivations essentielles : le maintien des postes dans le département, et la fixation des vacances scolaires de l'été 1980. Le S.N.I. des enfants. La grève a été suivie par la quasi-totalité du personnel enseignant des écoles maternelles et élémentaires du département (98 % selon les syndicats, 90 % selon le rectorat). Dans certains collèges comme ceux de Sommières et de Vergèze, les P.E.G.C. avaient cessé le travail en totalité. A Nîmes, les collèges étaient tous affectés par le mouvement, tandis qu'à Alès, la grève paraissait sensiblement moins suivie.

Dans l'après-midi, quatre cents instituteurs venus de tout le Gard se sont rassemblés devant l'Inspection d'académie à Nîmes, ont adopté par acclamation une résolution dans laquelle ils constataient que l'audience rectorale obtenue après la manifestation du 5 mars, à Montpellier, n'avait pas permis de satisfaire leurs revendications. Ils rappelaient par ailleurs leur totale opposition à la politique de redéploiement dans la conséquence dans le Gard étant la suppression de plus de soixante postes d'enseignants, dont dix-huit postes d'instituteurs rendus au ministère, donc perdus pour le département. Ils renouvelaient les revendications exprimées sur le plan national et s'opposaient à la politique de déconcentration et de mise en place des zones ou masses de calendriers scolaires. Le calendrier des cours 1979-1980 et 1980-1981 mis en place par l'administration rectorale est aussi jugé inacceptable.

Le texte a été remis au représentant de l'inspecteur d'académie puis, après un défilé banderoles en tête, à travers les rues de Nîmes, au représentant du préfet du Gard.

JEAN-CHARLES LHEUREUX.

GRÈVE DES PERSONNELS DE SURVEILLANCE DANS LES LYCÉES ET COLLÈGES

Pour protester contre des projets de décrets modifiant leurs statuts et leurs conditions de travail, les personnels de surveillance des lycées et collèges ont fait grève, lundi 17 mars, à l'appel du S.N.E.S (F.E.N.) du S.G.E.N.-C.F.D.T. et du S.N.E.T.P.-C.G.T.

Cette grève, selon les syndicats, a été suivie à 75 % (de 60 % à 100 % selon les établissements). Selon le ministère de l'Éducation, le mouvement a touché 53 % des personnels (et % des maîtres d'internat et surveillants d'externat ; 18 % des conseillers d'éducation, ex-surveillants généraux).

Dans plusieurs académies, les personnels de surveillance ont décidé de continuer la grève jusqu'au jeudi 20 mars, jour d'arrêt de travail des personnels enseignants.

UN COLLOQUE

Les enfants sont la plus importante

L'attrait pour le

sement dans les collèges

Le S.N.I.-P.E.G.C., organisateur principal de la journée d'action du 17 mars, précisait que la grève et la manifestation prévues devant l'Inspection d'Académie avaient deux motivations essentielles : le maintien des postes dans le département, et la fixation des vacances scolaires de l'été 1980. Le S.N.I. des enfants. La grève a été suivie par la quasi-totalité du personnel enseignant des écoles maternelles et élémentaires du département (98 % selon les syndicats, 90 % selon le rectorat). Dans certains collèges comme ceux de Sommières et de Vergèze, les P.E.G.C. avaient cessé le travail en totalité. A Nîmes, les collèges étaient tous affectés par le mouvement, tandis qu'à Alès, la grève paraissait sensiblement moins suivie.

Dans l'après-midi, quatre cents instituteurs venus de tout le Gard se sont rassemblés devant l'Inspection d'académie à Nîmes, ont adopté par acclamation une résolution dans laquelle ils constataient que l'audience rectorale obtenue après la manifestation du 5 mars, à Montpellier, n'avait pas permis de satisfaire leurs revendications. Ils rappelaient par ailleurs leur totale opposition à la politique de redéploiement dans la conséquence dans le Gard étant la suppression de plus de soixante postes d'enseignants, dont dix-huit postes d'instituteurs rendus au ministère, donc perdus pour le département. Ils renouvelaient les revendications exprimées sur le plan national et s'opposaient à la politique de déconcentration et de mise en place des zones ou masses de calendriers scolaires. Le calendrier des cours 1979-1980 et 1980-1981 mis en place par l'administration rectorale est aussi jugé inacceptable.

Le texte a été remis au représentant de l'inspecteur d'académie puis, après un défilé banderoles en tête, à travers les rues de Nîmes, au représentant du préfet du Gard.

JEAN-CHARLES LHEUREUX.

GRÈVE DES PERSONNELS DE SURVEILLANCE DANS LES LYCÉES ET COLLÈGES

Pour protester contre des projets de décrets modifiant leurs statuts et leurs conditions de travail, les personnels de surveillance des lycées et collèges ont fait grève, lundi 17 mars, à l'appel du S.N.E.S (F.E.N.) du S.G.E.N.-C.F.D.T. et du S.N.E.T.P.-C.G.T.

Cette grève, selon les syndicats, a été suivie à 75 % (de 60 % à 100 % selon les établissements). Selon le ministère de l'Éducation, le mouvement a touché 53 % des personnels (et % des maîtres d'internat et surveillants d'externat ; 18 % des conseillers d'éducation, ex-surveillants généraux).

Dans plusieurs académies, les personnels de surveillance ont décidé de continuer la grève jusqu'au jeudi 20 mars, jour d'arrêt de travail des personnels enseignants.

CRÉATION D'UN CONSEIL DES LANGUES ÉTRANGÈRES

Le Journal officiel du 15 mars a publié le décret portant création d'un conseil pour la diffusion des langues étrangères. Ce conseil, dont le secrétariat est assuré par le directeur de l'enseignement, a pour mission de proposer les mesures nécessaires à l'enseignement des langues étrangères, de promouvoir l'enseignement de ces langues, et de veiller à la diffusion des langues étrangères.

Le Conseil, présidé par le ministre de l'Éducation, comprendra des représentants des enseignants, des parents, des élèves, et des chercheurs. Il se réunira au moins une fois par trimestre.

ÉDUCATION

UN COLLOQUE DE L'O.C.D.E.

« Les enfants sont la ressource la plus importante d'un pays »

Une centaine de représentants de vingt-trois pays et des observateurs des organisations internationales ont participé, du 10 au 12 mars à Paris, à une conférence de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), consacrée aux politiques pour « le prime enfance ». Les travaux avaient été préparés par les études que mène depuis dix ans le centre de l'O.C.D.E. pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI). En prononçant le discours d'ouverture, Mme Monique Pelletier, ministre déléguée à la condition féminine, a rappelé qu'un « institut de l'enfant » doit être créé en France, et précisé que la politique familiale ne doit pas être dirigée : « L'Etat n'a pas à imposer un modèle de famille ; l'enfant est le symbole d'un choix de vie, et non une obligation législative. »

« Les enfants sont la ressource la plus importante d'un pays », nous devons veiller à ce que nos gouvernements ne l'oublient pas. Cette exhortation de Mme Tessa Blackstone, professeur de sociologie à Londres et qui fut conseillère auprès du gouvernement britannique, révéla, au terme des travaux de la conférence de l'O.C.D.E., la force d'une idée neuve qui commence à bien se porter : les Etats modernes ne peuvent plus négliger les problèmes de la petite enfance.

Des données nouvelles étaient aujourd'hui la situation du « petit d'homme » dans la société : les familles sont moins nombreuses qu'il y a quelques décennies, les parents sont plus jeunes et les grands-parents plus nombreux. Les effets du divorce et du remariage sur les enfants et leurs parents ont gagné en importance sans qu'ils soient encore très connus. De même, ceux du chômage. On évoque souvent, à tort, le cas de Mlle Blackstone, le chômage des jeunes, mais trop rarement l'impact de la perte de l'emploi des parents sur les enfants qui dépendent d'eux.

Qui doit payer ?

Les participants ont été unanimes sur un point : une grande diversité de choix doit être offerte aux parents pour la garde des enfants, dans les horaires et dans les types de garde. Pour Mme Monique Pelletier, « l'Etat peut et doit encourager les initiatives des municipalités et des organismes sociaux », à ce sujet, il doit les

aider financièrement, « mais c'est un domaine où le mouvement associatif peut justement prendre le relais de la gestion publique ». Le ministre déléguée à la condition féminine a déclaré que « les transferts en faveur des familles, qui ont représenté, en France, l'an dernier, 100 milliards de francs », ont atteint un seuil « très élevé », et qu'il faut maintenant « concentrer l'effort en direction des familles qui en ont le plus besoin : les familles nombreuses et celles qui sont en difficulté ».

Tout en affirmant que la collectivité doit manifester sa solidarité en faveur des familles, Mme Pelletier considère que « même dans un pays riche, elle ne peut pas, et de loin, compenser par des aides le coût des enfants dans le budget familial ». Elle a insisté sur le fait que « la famille ne peut prétendre ou espérer compenser réellement toutes les charges des familles ».

Dans le projet de conclusion qu'il avait préparé, le rapporteur général de la conférence, M. Marshall Smith, commissaire adjoint pour les études gouvernementales du département d'éducation à Washington, tenait des propos moins nuancés. « On ne peut attendre beaucoup de l'investissement de la contribution sociale des parents », écrivait-il. Son diagnostic était sans appel : « L'accroissement des ressources pour assurer les services pour la prime enfance semble inévitable dans la plupart des pays membres. »

CHARLES VIAL

L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES ANCIENNES

L'attrait pour le latin et le grec augmente dans les collèges mais disparaît au lycée

Comment évolue, en quantité et en qualité, l'enseignement des langues anciennes dans les collèges, et en particulier, en quatrième et en troisième ? Pour s'en faire une idée, l'inspection générale des lettres et la direction des collèges du ministère de l'éducation ont mis en place, en 1977, une série d'expérimentations « en grande nature ». Il s'agissait de voir si, sensibilisés au sixième ou au latin, en cinquième ou au grec, en quatrième ou au latin, en troisième ou au grec, les élèves, en plus grand nombre et mieux motivés, choisiraient, d'eux-mêmes, de faire du latin ou du grec dans les classes suivantes, et avec quel résultat ? Une journée d'études a réuni, le 12 mars, autour de M. Plaud, inspecteur général, responsable de l'expérimentation, une trentaine de professeurs intéressés à celle-ci et en a établi un bilan provisoire.

A l'actif, des résultats spectaculaires (Lille, dans le Pas-de-Calais, et Bourg-en-Bresse, entre autres). Il est maintenant certain qu'il n'existe a priori, de la part des enfants, aucune réaction de rejet à l'égard des langues anciennes. Au contraire : dans de bonnes conditions, l'appât pour le latin (et à un degré moindre, évidemment, pour le grec), est très vite, indépendamment des traditions familiales, et latines de père en fils ? C'est de moins en moins vrai.

Témoin de cet intérêt, le nombre de latinistes (près de 30 000) et d'hellénistes (près de 20 000), dans les classes de quatrième et de troisième en France, en 1979. Il y en avait 10 000 (latinistes et hellénistes confondus) au début du siècle, et peut-être 20 000 en 1945. La démocratisation

tion de l'accès au latin entre donc dans les faits. Ce n'est pas une petite révolution. Encore faut-il que ce ne soit pas, de la part des élèves, un feu de paille. De ce côté, les résultats sont moins bons. Le contingent de latinistes rassemblés en quatrième par les méthodes actives (et attractives) de sensibilisation et de premier apprentissage, fond brutalement des lycées au lycée. Cette « évaporation » est telle qu'il ne reste plus guère que 15 000 élèves « terminaux » de l'enseignement public. L'enseignement privé (et la tradition familiale reprend sans doute le dessus) paraît mieux partagé : pour l'ensemble des classes de lycée, on compte 30 000 « privés » (environ) pour 80 000 « publics », en 1979.

Ce n'est donc pas dans les classes de quatrième et de troisième que se situent les difficultés de cette révolution, mais en amont et en aval. En amont, à l'initiation aux langues anciennes, qu'il est difficile d'imposer celle-ci à des professeurs de collège, que rien n'y a préparés quand ils ne sont pas eux-mêmes latinistes, et pour qui elle n'est qu'une charge supplémentaire, à laquelle on arrive toujours à se dérober. C'est l'université et le ministère de l'éducation qui détournent la solution la plus simple : en multipliant les stages d'initiation à l'initiation au latin, le second, en dégageant les crédits d'heures qui permettraient aux intéressés de les suivre.

En aval, il y a visiblement une « rupture de charge » pour l'élève entre la fin de la troisième et le début de la seconde. Les préférences du lycée vont encore, très généralement, à cette « rupture » au sens fort que constitue pour le jeune élève, cueilli à froid, la confrontation avec une version de Titus-Live ou de Virgile. Bien loin d'aider à la transition, l'usage systématique du dictionnaire fait une corvée sans signification de ce qui avait été pour lui un éveil et le plus souvent un plaisir.

De la journée d'études se dégage donc l'idée que l'enseignement des langues anciennes est un tout, dont les quatre stades (sensibilisation, apprentissage au collège, lycée, études universitaires) doivent s'articuler sans cloisonnement, et d'une concertation suivie, les efforts incontestables se divisent au lieu de se multiplier. Il est apparu, enfin, que l'enseignement des langues anciennes ne pouvait se développer qu'au prix d'une véritable volonté « politique » : celle du ministère, bien sûr, mais peut-être plus encore, celle des chefs d'établissement.

JACQUES CELLARD.

A ROUEN

Un dirigeant de la fédération du P.C.F. de la Seine-Maritime est condamné après des incidents avec des féministes

De notre correspondant

Rouen. — Le tribunal de grande instance de Rouen a rendu, lundi 17 mars, son jugement dans l'affaire qui oppose Mme Anne Marie Cardon, militante féministe, et dix autres femmes rouennaises, à M. Raymond Lecacheur, membre du secrétariat de la fédération du P.C.F. de la Seine-Maritime, qu'elles accusent de brutalités ayant entraîné, pour Mme Cardon, une incapacité de travail de quarante jours. M. Lecacheur a été condamné à deux mois d'emprisonnement avec sursis. Il a annoncé son intention de faire appel.

Les incidents qui ont donné lieu à ce procès s'étaient produits le 19 octobre 1979, lorsque quelques femmes, membres d'un article de l'humanité relatant le marche des femmes du 6 octobre pour la liberté de l'avortement, avaient voulu rencontrer M. Raymond Lecacheur, député de la Seine-Maritime directeur du quotidien communiste.

Le 18 février, jour des débats, M. Monique Antoine, partie civile, avait souligné l'attitude négative du parti communiste envers le féminisme sans toutefois demander réparation dans cette affaire (le Monde du 20 février). Les magistrats ont cependant suivi M. Denis Moreau substitut qui avait requis deux mois d'emprisonnement avec sursis. En outre, M. Lecacheur a été condamné à verser 5 000 F de dommages-intérêts à Mme Cardon pour préjudice moral et 3 000 F d'indemnité provisionnelle pour le préjudice corporel, qui sera évalué par un expert. M. Jean Daboville, qui présidait le tribunal, a indiqué que celui-ci, en présence de deux thèmes strictement contradictoires, avait pris en compte les témoignages les plus vraisemblables émis par des éléments objectifs, tels les certificats médi-

caux. Les constitutions de partie civile des associations — Planning familial, Ligue du droit des femmes, S.O.S. Femmes-Alternatives — ont été déclarées irrecevables, le tribunal estimant que leur préjudice n'était pas distinct de celui subi par le ministère public.

Dans un communiqué publié lundi soir, la Fédération de la Seine-Maritime du parti communiste a protesté contre « l'arrêt de classe prononcé par le tribunal », qualifiant les onze femmes de « groupuscule provocateur anti-communiste ».

L'humanité, dans son numéro du mardi 18 mars, rappelle cette déclaration et commente : « Ce jugement inique qui va au-delà du réquisitoire du procureur ». « Le parti communiste qui lutte pour la liberté des femmes, qui défend les révolutions sociales du mouvement des femmes, se voit ainsi condamner, écrit l'humanité. Il faut le croire pour que les groupes féministes et ceux qui les soutiennent n'aient d'autre souci que de masquer cette réalité : deux cents cinquante mille femmes communistes (...) trouvent dans la politique du P.C.F. le meilleur traitement pour leur libération. »

LA SITUATION DES CASINOS NICOIS

M. Médéric annonce son intention d'exproprier le Palais de la Méditerranée

De notre correspondant régional

Nice. — Dans une déclaration au quai de la mairie de Nice, M. Jacques Médéric, a annoncé son intention d'exproprier le casino du Palais de la Méditerranée, fermé depuis avril 1978 et dont la mise en liquidation a été confirmée par le tribunal de commerce de Nice le 30 novembre 1979. « Il est temps », déclare M. Médéric, que l'administration municipale prenne dans cette affaire qui n'a que trop duré, le rôle de la situation actuelle.

M. Médéric, qui est président de la situation actuelle, a déclaré que le Palais de la Méditerranée, dont le directeur général, M. Jean Daboville, qui préside le tribunal, a indiqué que celui-ci, en présence de deux thèmes strictement contradictoires, avait pris en compte les témoignages les plus vraisemblables émis par des éléments objectifs, tels les certificats médi-

caux. Les constitutions de partie civile des associations — Planning familial, Ligue du droit des femmes, S.O.S. Femmes-Alternatives — ont été déclarées irrecevables, le tribunal estimant que leur préjudice n'était pas distinct de celui subi par le ministère public.

Dans un communiqué publié lundi soir, la Fédération de la Seine-Maritime du parti communiste a protesté contre « l'arrêt de classe prononcé par le tribunal », qualifiant les onze femmes de « groupuscule provocateur anti-communiste ».

L'humanité, dans son numéro du mardi 18 mars, rappelle cette déclaration et commente : « Ce jugement inique qui va au-delà du réquisitoire du procureur ». « Le parti communiste qui lutte pour la liberté des femmes, qui défend les révolutions sociales du mouvement des femmes, se voit ainsi condamner, écrit l'humanité. Il faut le croire pour que les groupes féministes et ceux qui les soutiennent n'aient d'autre souci que de masquer cette réalité : deux cents cinquante mille femmes communistes (...) trouvent dans la politique du P.C.F. le meilleur traitement pour leur libération. »

Le maire de Nice semble, d'après ce qu'il a dit, ne pas avoir été informé des derniers développements de l'affaire du Palais de la Méditerranée. Mme René Le Roux vient, en effet, de donner son accord de principe à une offre rendue publique par l'intermédiaire d'un avocat cannois, M. Demonceaux, président de la chambre syndicale des casinos des Alpes-Maritimes. Par une lettre du 8 mars à M. Jean-Claude Roaldès, syndic de la liquidation des biens, M. Demonceaux précise que ses clients, dont il n'est pas précisé, ont accepté de verser à la municipalité une somme de 70 millions de francs pour réaliser un complexe immobilier et touristique comprenant un casino, qu'ils n'ont toutefois pas l'intention d'exploiter eux-mêmes. « Mes clients seraient d'accord », écrit M. Demonceaux, pour conclure les négociations avec la municipalité, mais ils ne veulent pas de la liquidation d'exploitation de casinos publics, et cela sous l'unique condition que ce bénéficiaire assure la priorité d'emploi au personnel du Palais de la Méditerranée. Cette proposition, la seule pour l'instant qui donne la certitude aux créanciers d'être entièrement remboursés, est actuellement examinée par le tribunal de commerce de Nice.

GUY PORTE

● Dix personnes ont été tuées et vingt autres blessées — dont sept grièvement — par une gigantesque explosion, lundi 17 mars, dans une usine de fabrication d'aluminium de Johannesbourg.

(Publié)
TERMINALES
B.C.D.E.
STAGE INTENSIF
à PAQUES (36 h.)
(Math. — Physique)
par petits groupes
Une réussite exceptionnelle (note de 90 %)
CERTES EPIILON
Tél. : 500-07-77
8, rue Laila, Paris-16.

JUSTICE

LES PROTESTATIONS DES AVOCATS CONTRE LE « DÉLIT D'AUDIENCE »

Les avocats continuent à organiser des manifestations de protestation contre la suspension de dix jours infligée à M. Yann Chouquet par le tribunal de Quimper, qui leur paraît être une atteinte aux libertés de la défense. Au terme de sa suspension, M. Chouquet a pu plaider, lundi 17 mars, au procès de Quimper.

A Reims et à Châlons-sur-Marne, le conseil de l'ordre demande aux avocats de se mettre en grève, mercredi 19 mars. A Rennes, une centaine d'avocats de divers barreaux de Bretagne ont manifesté, lundi 17 mars, en robe, au palais, tandis que l'intersyndicale — C.S.A., U.J.A., S.A.P. — adoptait une motion protestant contre la loi sur le délit d'audience « qui prive l'accusé de sa liberté d'expression ».

La Confédération syndicale des avocats (C.S.A.) — dont le président, M. Jean-René Farthouat,

a assisté, lundi 17 mars, à l'audience du tribunal de Quimper — a décidé de demander une réunion de tous les avocats parlements afin d'étudier avec eux les voies et les moyens les plus rapides pour parvenir à une suppression de l'article 15 de la loi du 31 décembre 1971, qui porte atteinte aux droits de la défense et nuit aux intérêts des justiciables.

Un texte demandant la modification de cet article 15 avait été déposé en mai 1979 par M. Henri Caillaud, sénateur du Lot-et-Garonne (Gauche démocratique). « J'ose espérer que le Sénat, nous a précisé M. Caillaud, inquiet des atteintes renouvelées aux droits de la défense, pourra, à cette session, examiner ma proposition, garante de la liberté du barreau français. »

(Lire nos informations sur le procès de Quimper en page 12.)

Faits et jugements

Gilbert Zemmour en prison

Interpellé à la frontière franco-belge, le 17 mars, alors qu'il s'apprêtait à entrer en France, M. Gilbert Zemmour a été écroué à la maison d'arrêt de Valenciennes (Nord), où il devra purger une peine d'une dizaine de jours d'emprisonnement, reliquat d'une condamnation antérieure. Condamné, le 11 janvier 1979, par la 10^e chambre de la cour d'appel de Paris à dix mois d'emprisonnement et à deux ans d'interdiction de séjour, pour « menaces de mort sous condition » contre M. René Juillet, dirigeant de plusieurs cabarets (le Monde du 13 janvier 1979), M. Zemmour avait été condamné en première instance par la 13^e chambre correctionnelle de Paris, le 11 juillet 1978, à un an d'emprisonnement, 1 500 francs d'amende et cinq ans d'interdiction de séjour (le Monde des 6 et 13 juillet 1978). M. Zemmour avait toujours affirmé que cette affaire avait été montée de toutes pièces par la police, et pour le faire écrouer. Sur décision de la cour d'appel de Paris, M. Zemmour, détenu depuis le 6 février 1978, avait été remis en liberté le 23 novembre suivant.

(Selon M. Jean-Marie Aubert, l'un des avocats de M. Zemmour, le dernier est effectivement révélateur à l'administration de treize jours de prison, pour avoir passé que neuf mois et six-vingt jours en détention lorsque l'affaire avait été ouverte. Toutefois, M. Aubert s'élève de ce que l'administration n'ait pas fait le décompte de remise de peine accordée — tout écart dont la condole se base sur l'absence de peine de suspension anticipée pour son client.)

● Un père condamné. — La quatrième chambre du tribunal correctionnel de Saint-Etienne a condamné, le 17 mars, à deux mois de prison avec sursis et mise à l'épreuve pendant trois ans, M. Jean-Paul Delattre, trente-quatre ans, qui était poursuivi pour non-représentation d'enfant, alors qu'une décision de justice avait confié à la mère le garde de l'enfant (le Monde du 8 mars). — (Corresp.)

● Après les incidents de Besançon. — M. Jean-Claude Marthey, l'un des animateurs de la radio libre « Radio-25 » à Besançon, qui avait été interpellé à la suite des incidents qui ont opposé, dans cette ville, le samedi 15 mars, la police à des participants à un carnaval (le Monde du 18 mars), a été inculpé de violence, outrage et rébellion envers des agents de la force publique et écroué. Une deuxième personne, M. René Perronnin, un menuisier âgé de vingt-deux ans, a été inculpé de l'outrage à agent mais laissé en liberté. — (Corresp.)

CORRESPONDANCE

Une fausse anecdote sur la naissance de Beethoven

Le professeur Léon Schwartzberg nous écrit :

Qui veut trop prouver... Dans le Monde du 5 mars, M. Pierre Zimmer raconte une fois de plus l'histoire célèbre de ce malheureux bébé venu au monde un jour de décembre 1770 et qui, devenu sourd trente ans plus tard, devait malgré cela apporter sur terre une révolution plus importante que celle de n'importe quel conquérant :

« A des universitaires étudiant l'histoire, un professeur avait posé un petit problème. Dans une famille où le père est atteint de tuberculose et la mère d'allopathie, les deux premiers enfants sont nés avec des tares congénitales. Faut-il laisser accoucher la mère enceinte d'une grossesse à risque d'un troisième enfant ? Evidemment, la majorité des étudiants se prononcèrent pour l'avortement. » « Bravo ! s'écria le professeur, vous venez d'assassiner Beethoven ! »

Johann et Maria Magdalena von Beethoven, après s'être mariés en 1768, eurent, le 4 avril 1769, un enfant, Ludwig, qui mourut quatre jours plus tard. Leur peine ne fut atténuée qu'avec la naissance d'un second enfant, le 17 décembre 1770, auquel ils firent donner le même prénom, Ludwig, celui qui devait, cinquante ans plus tard, chanter l'Hymne à la joie. Leur troisième enfant, Kaspar-Karl, né en 1774, devait vivre quarante et un ans ;

le quatrième enfant, Nikolaus, né en 1778, devait vivre soixante-dix ans. Trois autres enfants, nés en 1779, 1781, 1788, devaient mourir en bas âge.

En réalité, « aucun enfant ne fut plus dévot par ce couple malheureux que le jeune Ludwig », jamais, pour lui, ni devant ses parents ni devant aucun étudiant en génétique, le problème de l'avortement ne se serait posé ; mais des professeurs de génétique, des romanciers en renom ou à la petite semaine continuent à colporter cette anecdote brillante mais fautive.

Je vous demande d'avoir la gentillesse de bien vouloir publier cette rectification, à la mémoire de la douce et mélancolique Maria Magdalena, maman de Beethoven, qui n'était pas alcoolique mais tuberculeuse, et dont le mari, porté sur la boisson, ne devint vraiment alcoolique qu'après la mort de sa femme et de ses trois derniers enfants.

APPRENEZ CET ÉTÉ
L'ESPAGNOL
EN ESPAGNE
« au bord de mer » Sports. Excurs.
Rena. M. GUILLEBERT, 25, rue Croix
PARIS-16^e - 327-3857, après 20 h.

(Publié)
Cours du jour - du soir
PROGRAMMEUR
ANALYSE D'EXPLOITATION
Niveau exigé : Baccalauréat
Durée : 7 à 8 mois
PUPITEUR B.O.S. INFORMATIQUE
Niveau exigé : B.E.P.C.
Sélection rigoureuse avec tests
après 30 heures de cours
FAX
École privée fondée en 1950
6, rue d'Amsterdam (9^e), 974-35-88
M. rue Saint-Louis (9^e)

Se perfectionner ou apprendre
la langue que vous voulez
en mouvement
LES COURS D'ANGLAIS
DE LA BBC
cours avec explication en français
Documentation gratuite
EDITIONS DISQUES BECM
8, rue de Belfort - 75008 Paris

Jean-Paul II un an et demi après son élection Un pontificat qui se cherche encore

Cité du Vatican. — Dix-sept mois après son élection, Jean-Paul II n'a pas encore un image bien définie. Il échappe à beaucoup de catholiques, et même à certains de ses collaborateurs. « Cet homme-là reste une énigme », murmure un prêtre du Vatican, qui est pourtant bien placé pour le connaître. Ni un ton direct ni des positions souvent tranchées ne permettent vraiment de cerner « le pape venu de l'Est ». On le juge moderne et traditionnel à la fois, colé et autoritaire, dynamique et prudent, très Polonais et parfaitement cosmopolite.

De notre correspondant

Les contradictions abondent en effet depuis un an et demi. Le pape s'est entouré de collaborateurs très divers. Certains, comme le cardinal Agostino Casaroli, personnifient la politique d'ouverture de Paul VI. D'autres, au contraire, comme le cardinal Silvio Oddi, sont des traditionalistes qui avaient été mis à l'écart sous le précédent pontificat. Lequel de ces deux choix est le plus significatif ? Illustrer-il ensemble une volonté d'équilibre et d'unité de l'Eglise ? Dix interprétations différentes sont données derrière les murs épais du Vatican.

A en croire certains, Jean-Paul II suit patiemment où il va. Ses contradictions ne seraient qu'apparences et provisoires. Le pape placerait ses pions l'un après l'autre.

Il s'agit avec une grande cohérence. Il avancerait lentement, mais sûrement, en homme qui n'a aucune raison d'être pressé. N'est-ce pas d'ailleurs un trait de son caractère ? On peut avancer une autre hypothèse, moins séduisante, mais sans doute plus proche de la réalité : ce pontificat se cherche encore. Il est très conditionné par ceux qui l'ont précédé. Des affaires étaient en cours et des hommes en place. Jean-Paul II a dû prendre un train en marche. La machine vaticane est trop lourde, trop complexe, pour permettre des bouleversements rapides. La nomination de Mgr Casaroli était attendue, presque forcée. C'est la chose d'un autre homme qui est créée l'événement.

An premier concile de 1978, l'archevêque de Cracovie avait noté une opposition sensible aux méthodes de Paul VI. Beaucoup de cardinaux refusaient une Curie trop puissante. Changement de perspective au deuxième concile, quelques semaines plus tard : les électeurs étaient affolés par la faiblesse de Jean-Paul II. Comment ignorer ces sentiments contradictoires ? Le nouveau pape sait qu'il doit être, à la fois, l'homme de la continuité et celui du changement. Il n'ignore sans doute pas qu'il a choisi pour sa solidité et ses qualités « pastoraux ». Peut-être choisit-il les électeurs du Sacré-Collège en donnant des signes de faiblesse ou de bureaucratie ?

Pierre ou Paul

Pour apparaître solide et sûr de lui, Jean-Paul II n'avait pas beaucoup d'efforts à faire. C'est un sportif, bien dans sa peau ; un catholique ardent qui a quelques convictions indéfectibles. Lors de son élection, il se sentait porté par tout un peuple. Aujourd'hui, il tire sa force des foules qui se pressent autour de lui et avec lesquelles le contact s'établit immédiatement.

« Pasteur », Jean-Paul II a voulu l'être à fond. Dès les premiers jours, il sillonnait les rues de son diocèse, sachant qu'il devait se faire accepter par les Italiens. Le résultat a été spectaculaire : aucun pape n'avait été l'évêque de Rome ! Dans la foule, Jean-Paul II a entrepris des voyages plus lointains, rencontrant des foules énormes dont l'enthousiasme ne pouvait que le convaincre d'être dans la bonne voie.

Ses collaborateurs en tremblent encore. Le pape les a fait vivre à un train d'enfer, dans un état d'alerte, visitant autant de villes et d'années autant de diocèses, en si peu de temps. D'abord on l'a beaucoup admiré. Maintenant les critiques se multiplient.

Jean-Paul II est accusé de se tenir à la tâche. En un an et demi, son visage a vieilli sensiblement. Les milieux conservateurs italiens diffusent des rumeurs alarmantes. Entre deux portes, on

vous parle de lenéisme et de transfusions de sang. A croire ces chrétiens, qui ne se sont pas consolés du dernier concile, le pontificat toucherait presque à sa fin.

Avec plus de charité — et de hauteur — d'autres reprochent à Jean-Paul II un vedettariat excessif et une hâte initiale qui ne peut qu'entraîner des déceptions. Ils dénoncent « une action vaine et une fuite en avant ». Commentaire image d'un fonctionnaire d'une congrégation romaine : « Un pape ne peut être seul ». Jean-Paul II a voulu le gouvernement de l'Eglise. C'est le successeur de Pierre, pas celui de Paul. Avant d'être un personnage au contact des foules, le Saint-Père doit mettre maintenant de l'ordre dans la maison. Sinon les dossiers vont continuer à traîner, et très vite, ils lui échapperont.

Jean-Paul II n'aime pas les critiques. Mais il les fait entendre. C'est un homme d'écoute, comme on dit dans l'Eglise. C'est aussi un grand lecteur de journaux. Tout laisse à penser qu'il réduira le rythme de ses voyages, du moins à partir de l'année prochaine, car beaucoup d'engagements sont déjà pris.

Mais ce pape a-t-il envie de s'occuper de « la maison » ? A-t-il la capacité et les moyens d'y « mettre de l'ordre » ? Selon ses

amis polonais, la question se posait de la même manière lorsqu'il fut nommé au siège de Cracovie. On s'interrogeait alors sérieusement sur ses qualités d'administrateur. Quelques années plus tard, ce diocèse était l'un des mieux organisés du pays.

« Pasteur » et rien d'autre

Un premier changement a eu lieu à la Curie romaine. A la fin du pontificat de Paul VI, le secrétaire d'Etat, qui était alors le cardinal Villot, cumulait les fonctions de premier ministre, de ministre des finances et même de président du Sénat en tant que doyen du Sacré-Collège. Le cardinal Casaroli, lui, n'est que « premier ministre », puisque les autres charges ont été redistribuées. En fait, il semble être surtout ministre des affaires étrangères, fonction qu'il occupait précédemment. On dirait que cet Italien discret ne cherche pas à déborder son champ d'action et que le pape lui laisse, en retour, une grande latitude pour s'occuper des rapports avec les Etats.

On cherchait vainement dans la politique vaticane un durcissement à l'égard des pays communistes depuis l'élection de Jean-Paul II. Même s'il insiste avec force sur la défense des droits de l'homme et affirme qu'il ne laissera jamais tomber l'Eglise du silence, le pape s'est bien gardé d'apparaître comme un « faucon ». Dieu sait si on guette dans ses propos la moindre allusion au marxisme ! Mais l'ancien archevêque de Cracovie ne prononce jamais ce mot. « Avec lui, on est passé de la défensive à la proposition », se vantent de rassurer les masses chrétiennes est de les entraîner en avant, dit un religieux romain.

Jean-Paul II ne s'est pas affirmé jusqu'à présent comme un pape politique. Il se veut « pasteur » et rien d'autre. Paradoxalement, cette attitude semble

Une collégialité très personnelle

internationale, a cédé la place à une période de reflux : mélange d'indifférence, de réveil spirituel et de sourde inquiétude. Le soudain principal du pape est de rendre les catholiques plus confiants. De la même manière dont il va, lui, vers les foules, il voudrait que celles-ci « ouvrent toutes grandes les portes au Christ ».

Visiblement heureux d'être pape — ou est loin des lamentations de ses prédécesseurs — Jean-Paul II voudrait en somme que les chrétiens soient eux aussi, heureux de l'être. Vaste programme. Pour le réaliser, disent ses amis, il sera très ferme sur les principes mais assez souple dans leur application. Ce pontificat embryonnaire n'a pas encore permis de le vérifier.

ROBERT SOLÉ.

AUX PAYS-BAS

Deux commissions épiscopales sont formées pour mettre en pratique les conclusions du synode néerlandais

De notre correspondant

La Haye. — Les évêques néerlandais, divisés entre « doctrinaires » et « pragmatiques », ont entrepris, la semaine dernière, la tâche de débarrasser l'Eglise catholique des Pays-Bas de certaines pratiques jugées trop avancées par le synode extraordinaire qui a eu lieu au mois de janvier à Rome.

Telle est du moins la conclusion de plusieurs observateurs aux Pays-Bas après l'annonce, mardi 11 mars, de la formation de deux commissions épiscopales, qui devront adapter aux exigences de la Curie la formation des prêtres en Hollande et définir strictement les compétences des laïcs dans les activités pastorales.

D'autres observateurs néerlandais donnent une interprétation moins « revancharde » des travaux des commissions épiscopales. Ils font valoir que le Vatican a, de toutes façons, consenti à ce que les dirigeants des quelque cinq millions de catholiques néerlandais résolvent leurs problèmes en famille, sans avoir recours à des mesures de coercition.

La formation des commissions coïncide approximativement avec la fin de la « campagne d'explication » dont s'étaient chargés les sept évêques dès leur retour du synode de Rome consacré aux problèmes de l'Eglise aux Pays-Bas. Au cours de cette campagne, bon nombre de fidèles ont exprimé leur mécontentement de ce que Rome n'ait pas suffisamment pris en considération les aspirations de la base et se soit bornée à proclamer des consignes auxquelles les évêques n'avaient qu'à obéir.

La commission qui traitera de la formation des prêtres est dirigée par Mgr Ernst, évêque de Breda, assisté des évêques de Groningue et de Roermond, NN. SS. Müller et Gijzen. Avec Mgr Sinnouk, évêque de Rotterdam, Mgr Zwambag, de Haarlem, et Mgr Huysen, de Bois-le-Duc, font partie de la commission

qui s'est fixé comme objectif de réduire le rôle des laïcs, actuellement fort important, dans les activités pastorales.

Le synode avait demandé l'arrêt, une fois pour toutes, des discussions portant sur le célibat des prêtres, condition qui avait été acceptée unanimement, malgré le fait que NN. SS. Ernst et Bluijsen, s'ils sont personnellement opposés au principe du mariage des prêtres, restent partisans du dialogue. Il reste donc à résoudre le problème de l'avenir des prêtres mariés. Ceux qui n'ont pas observé le célibat ne seront pas sanctionnés, mais Rome a exigé qu'il leur soit interdit, dorénavant, de célébrer l'eucharistie ou d'enseigner le catéchisme dans les écoles supérieures de théologie.

L'Eglise catholique néerlandaise se penchera enfin sur le problème de l'augmentation du nombre d'évêques. C'est là que le cardinal Willebrands, archevêque d'Utrecht, jouera un rôle de premier plan. Il est partisan de la nomination d'un nombre restreint d'évêques auxiliaires. Mais puisque le choix final dépend de Rome, certains se demandent si on ne profitera pas de ces nominations pour renforcer la tendance « dure », représentée par NN. SS. Gijzen et Sinnouk.

RENÉ TER STEEGE.

LISEZ
chaque mois dans :
LE MONDE INCONNU

...Les Archives secrètes
du MONDE INCONNU

L'ESOTÉRISME ET LA TRADITION
avec Robert AMADOU - Jean
CHIRON - Serge HUTIN - Michel
COQUET - Albert SLOSMAN - Jean
HERBERT, etc.

Bonnements :
56 bls, rue du Louvre, 75002 Paris
Tél. 261-65-39 et 67-79

**PARIS
LONDRES
157F**
(138F pour les jeunes,
les étudiants et le 3^e âge)
Un prix super économique.
Paris-Calais en car,
Calais-Ramsgate sur
cousin d'air, Ramsgate-
Londres en car.
Jusqu'à 5 départs par
jour.

sûr de vous

dans un vêtement "griffe"

- ANDRÉ BARDOT
19, av. Grande Armée, 16^e - tél. 500 25 02
- CLAUDE ROUSSEAU
279, rue St-Honoré, 8^e - tél. 260 16 13
- HENRI URBAN
8, rue Marbeuf, 8^e - tél. 720 16 34
- PAUL VAUCLAIR OROSSEN
10, rue Royale, 8^e - tél. 260 58 43

LES GRANDS TAILLEURS DE PARIS

Le Monde
dossiers et documents

Numéro de mars

L'ESPAGNE

**LE SYNDICALISME
DES CADRES**

Le numéro : 3,50 F

Abonnement un an (10 numéros) : 35 F

Les Costumes de Madelios

Une sélection des griffes les plus prestigieuses

CHRISTIAN DIOR - LANVIN
YVES SAINT-LAURENT

Les grands noms de la tradition britannique

CHESTER BARRIE
DAKS SIMPSON



MADÉLIOS

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS

POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

LIVRES NEUFS OU D'OCCASION ?

GIBERT JEUNE.

LIVRES, PAPETERIE, DISQUES.

LA BONNE ADRESSE POUR MIEUX CHOISIR.

Place et quai Saint-Michel, 15 bis, boulevard Saint-Denis, Paris.

مكتبة من الأصل

INFORMATIONS «SERVICES»

LA MODE

Hommes en chemise

Deux tendances s'opposent et se rejoignent dans les formes des chemises d'hommes présentées pour ce printemps : la rétro, des années 50, et le polo, style Bagatelle, prolongé par le survêtement ondesports. Au résultat : un confort accru et des carrures plus étoffées, même si les grands magasins se croient encore obligés de présenter le plus grand nombre de modèles ajustés par des pinces dans le dos, pour donner une illusion de minceur.

L'acheteur regrettera aussi que la normalisation des tailles ne soit pas entrée dans les faits, et qu'un 43 soit plus étiré à la Madeleine qu'aux Champs-Élysées. Aussi peut-on préférer les modèles des spécialistes et ceux des créateurs ou de couturiers aux patronages bien établis.

Chez Jean Caschurai, Alain Debrat a créé une belle palette de couleurs qui renouvellent les formes classiques des chemises à petits cols boutonnés des étudiants américains : bleu ciel ou bordeaux à rayures jaunes, popeline rose rayée de rouge et de bleu.

Cerutti propose des dessins sur fonds vifs, dont des sur-quadrillages à géométrie variable avec une nouvelle forme de col, plus élargi et souple. On note ici, comme partout, le

Patrick Lavoix, chez Larvin, habille de polo blancs pointus ou arrondies ses chemises rayées, coupées droites, avec des plis creux ou couchés dans le dos pour donner de l'ampleur, en toiles légères ou dominent le blanc et le jaune.

Encore des rayures chez Renoma, fines et sur fond blanc, avec de petits cols pointus, plus ou moins écartés et parfois boutonnés.

François Smuto resserre les pointes de ses cols blancs, modérés, sur des chemises blanches ou de couleurs tranches et propose pour le sport des modèles à poches de poitrine, poches d'épaules et plis cols transformables.

Dernier couturier à lancer une gamme pour hommes, Per Spook, le Norvégien, recherche des formes « sécuritaires » avec



(Cronique de MARCO.)

GIANNI VERSACE : polo en jersey de coton blanc rayé de rouge, à manches courtes et cravate de jersey rouge uni. 335 F et 130 F chez Philippe Macé, 1, rue de la Concorde.

PER SPOOK : chemise en popeline de coton blanc à empiècement d'épaules et plastron marine, 325 F, dans la boutique, 275, rue Saint-Hippolyte.

retour des chemises blanches pour les costumes de ville.

Pierre Cardin innove, en blanc et en couleurs fortes, en combinant les pointes de ses cols nous pour les noter en papillon.

Charvet remodèle aussi les cols de ses formes de jour, les « cassant » en souplesse sur un pied moyen. Il les taille en fil-à-fil de coton, dont quinze tons de bleu, six de rose, cinq de gris, etc. (de 225 à 375 F, valise assortie, à partir de 150 F).

Christian Dior Monsieur joue les couleurs franches : bleu dur, vert, brisque, safran ou blanc en chemises à manches courtes ou longues, petits cols pointus et deux poches poitrine, en coton et en soie, unies ou à petits dessins.

Elysées Soieries reçoit des cols anglais à petites et pointes rapprochées, tout en continuant les coupes italiennes toujours recherchées, en popelines de coton ou en mélanges de polyester unies ou à mini rayures où domine le bleu télévision, suivi du beige et du rose.

FIBRES NOUVELLES

Deux nouvelles fibres que l'on pourra essayer dès l'hiver prochain apportent extensibilité et isolation thermique. Chez Rhône-Poulenc, le Tergal - X-408 - paraît sortir d'un roman de science-fiction. Il s'agit, en fait, d'un polyester extensible dans les deux sens, dont les brins tendent à reproduire en laboratoire le processus de poussée de laine sur le dos du mouton. Il est d'ailleurs utilisé en filature classique, avec le laine ou le coton, dont il garde l'aspect et le toucher naturel. Plusieurs fabricants le coupent en pantalons masculins ou féminins pour l'hiver.

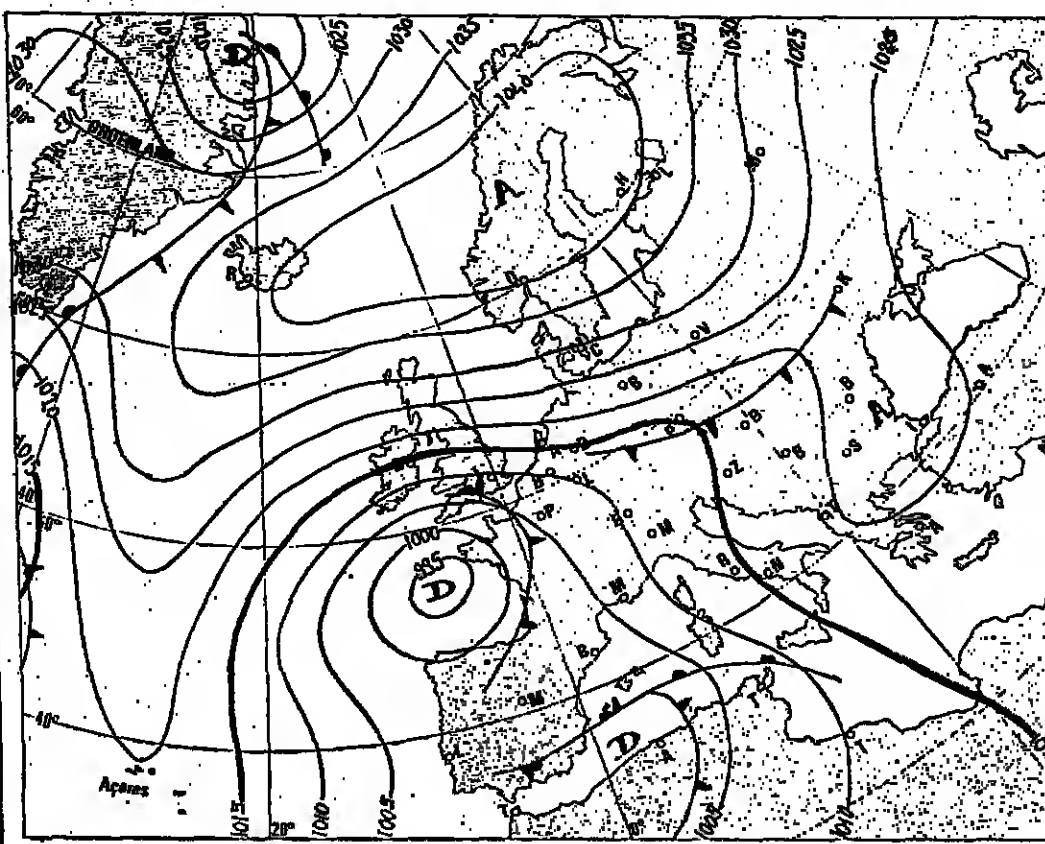
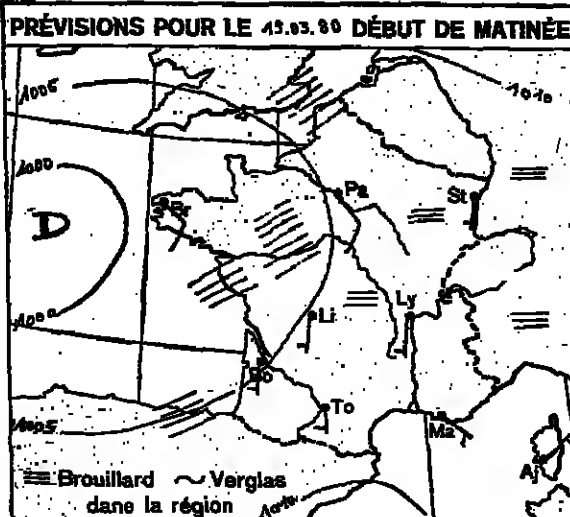
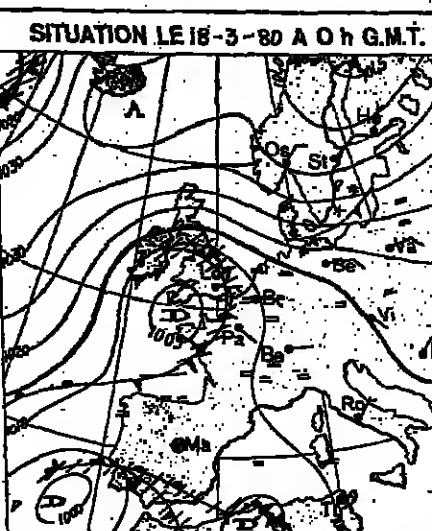
Parallèlement, Rhône-Poulenc développe le « Crysai » pour le linge féminin, le chemisier et la robe, dérivé du « Setin », traité en maille, particulièrement doux au toucher.

« M » révolutionne, pour sa part, les données thermiques des vêtements de sport d'hiver avec « Thinsulate », un non-tissé à base de microfibras au diamètre dix fois plus

fin que celui des polyesters courants. En outre, cette isolation thermique reste constante, le produit n'étant pas perméable à l'humidité et n'absorbant pas plus de 1 % de son poids en eau. Il a été testé en Alaska, coupé en vêtements de ski. Il isolera du froid les blouses de Jean-Claude Killy en blousons près du corps.

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 19 MARS À 0 HEURE (G.M.T.)



Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
Zone de pluie ou neige / Averses / Orages / Brouillard / Verglas
Flèche indiquant la direction d'où vient le vent / Force du vent / 5 noeuds / 10 noeuds / 50 noeuds
Sens de la marche des fronts / Front chaud / Front froid / Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 18 mars à 0 heure et le mercredi 19 mars à 24 heures :

Le temps évoluera peu en France, où des masses d'air froid circulent encore lentement dans une zone de vents faibles.

Mercredi 19 mars, le temps sera modéré sur la Bretagne, la Vendée, les Charentes, la Gironde et les Landes. Le ciel sera très nuageux ou couvert ; il pleuvra assez souvent, et quelques orages sont possibles.

Les vents, de sud-est, seront assez forts près des côtes.

Dans les régions méditerranéennes, il fera encore assez beau, mais le ciel se couvrira en fin de journée et il pleuvra dans la soirée ou la nuit. Les vents, de secteur sud-est, seront modérés.

Partout ailleurs, le temps sera froid et brumeux persistera.

Le mardi 18 mars, à 1 heure, la pression atmosphérique était au niveau de la mer était, à Paris, de

1006 millibars, soit 754,6 millimètres de mercure.

Températures : Le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 mars ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18 : Ajaccio, 13 et 3 degrés ; Biarritz, 10 et 1 ; Bordeaux, 11 et 0 ; Bourges, 8 et 1 ; Brest, 8 et 1 ; Caen, 7 et 1 ; Cherbourg, 5 et 1 ; Clermont-Ferrand, 6 et -5 ; Dijon, 8 et 1 ; Grenoble, 13 et -1 ; Lille, 7 et 3 ; Lyon, 9 et 1 ; Marseille, 15 et 3 ; Nancy, 9 et 3 ; Nantes, 9 et 3 ; Nice, 15 et 9 ; Orléans, 8 et 3 ; Paris, 11 et -1 ; Perpignan, 15 et 4 ; Rennes, 7 et 2 ; Strasbourg, 9 et 1 ; Toulon, 8 et 4 ; Toulouse, 11 et 0 ; Poitiers-Poitou, 23 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 12 degrés ; Amsterdam, 8 et 3 ; Athènes, 9 et 7 ; Berlin, 8 et 0 ; Bonn, 9 et 2 ; Bruxelles, 8 et 3 ; Le Caire, 25 et 10 ; Casablanca, 21 et 12 ; Copenhague, 4 et -2 ; Genève, 11 et -3 ; Lisbonne, 14 et 0 ; Londres, 5 et 1 ; Madrid, 14 et 0 ; Moscou, -4 et -12 ; Nairobi, 23 et 13 ; New-York, 10 et 0 ; Palma-de-Majorque, 15 et 7 ; Rome, 16 et 4 ;

Stockholm, -1 et -3 ; Téhéran (donc parvenu) ;

LES TEMPS JUSQU'À DIMANCHE : Jeudi, sur l'Ouest et le Nord-Ouest, temps nuageux avec ordes éparés et des éclaircies l'après-midi. Sur le midi méditerranéen, des éclaircies le matin, puis ciel devenant nuageux. Partout ailleurs, brumes matinales, fraîcheur mais un peu de soleil dans la journée.

Vendredi, sur la moitié nord-est, temps couvert et brumeux avec quelques faibles pluies, mais des températures en hausse. Les vents d'est seront irréguliers. Sur la moitié sud-ouest, ciel variable avec belles éclaircies, mais il y aura une menace d'ondes orageuses.

Samedi, sur nord-est de la Seine, temps couvert et brumeux. Partout ailleurs, après des brouillards le matin, de belles éclaircies se développeront, mais le ciel se couvrira rapidement par le sud-ouest, où il y aura des pluies intermittentes l'après-midi.

Dimanche, temps doux et modéré, avec des nuages et une menace de pluie sur la moitié nord ; no ciel variable sur la moitié sud.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

STAGES

TOXICOMANIE AU QUÉBEC. — L'association Echanges culturels organise, au cours de la deuxième quinzaine du mois de juillet, un voyage au Québec, réservé à des travailleurs sociaux, pour y étudier les méthodes de traitement de la toxicomanie et de la délinquance juvénile. Le prix du séjour, voyage est de 3 900 francs.

* Echanges culturels, 3, rue du Maréchal, 91720 Malesherbes, téléphone : 499-51-66.

DOCUMENTATION

STAGE DE FORMATION. — L'Association française des documentalistes et bibliothécaires spécialisés propose, pour 1980, un nouveau programme de formation continue qui comporte des stages plus diversifiés :

- Cycles d'initiation et d'approfondissement sur les techniques documentaires fondamentales ;
- Cycles sectoriels offrant les possibilités d'acquies les qualifications dans les techniques appliquées à une discipline ou à un domaine ;
- Cycles sur le traitement et les moyens de recherche d'un type de document ;
- Cycles concernant les Techniques connexes (lecture rapide, édition).

L'A.D.B.S. organise, en outre, des sessions sur demande pour des organismes qui souhaitent les concours de spécialistes.

* Ces cycles ont lieu, soit à Paris, au siège de l'Association, 5, av. Franco-Russe, 75002 Paris, tél. 455-53-16, soit en province, grâce à l'initiative des groupes régionaux.

VIE QUOTIDIENNE

LA JEUNE CHAMBRE ET LES MÉDICAMENTS PERIMÉS. — Après la publication de notre article sur la récupération des médicaments périmés (le Monde du 7 mars, page 27) la Jeune Chambre économique française nous signale que « dans plus de cent soixante villes, grandes et moyennes, les membres bénévoles de la Jeune Chambre, sans crédits ni appuis publics ou privés, dans le cadre de l'opération nationale S.O.S.-Médicaments, ont obtenu de notables résultats : 14 tonnes de médicaments récupérés, dans les Alpes-Maritimes, 25 tonnes cubées dans une commune comme Louhans, 2,5 tonnes à Grenville, 30 tonnes cubées à Metz, etc. »

* 10, rue de Lenoir, 75002 Paris, tél. 296-83-83.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés en Journal officiel des 17 et 18 mars 1980 :

DES DECRETS

- Approuvant le plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de la ville de Périgueux, dans la Dordogne ;
- Modifiant le décret du 6 août 1944 portant statut du corps des officiers contrôleurs de la circulation aérienne.

DES ARRETES

- Relatif aux modalités de fonctionnement du régime de retraite complémentaire des assurances sociales, institué par le décret du 23 décembre 1970 ;
- Portant inscription sur la liste des experts agricoles et forestiers et des experts forestiers.

PARIS EN VISITE

MERCREDI 19 MARS

- Hôtel de Sully, 15 h. 62, rue Saint-Antoine, Mme Meynard.
- Notre-Dame de Paris, 15 h. 15, façade, portail gâche, Mme Pichal.
- Histoire de la dernière parisienne du Moyen Âge aux temps modernes, 15 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Meynard (Galerie nationale des monuments historiques).
- Tableaux flamands et hollandais, 15 h. 30, Musée du Louvre, pavillon de Flore (Approche de l'art).
- L'Opéra, 14 h. 15, entrée (Connaissance d'art et d'histoire).
- L'Opéra, 14 h. 30, marches (Opéra d'été).
- Le poète d'aujourd'hui de la rue Saint-Lazare, 14 h. 45, ball, monuments aux morts (Tourisme culturel).
- Les synagogues de la rue des Rois, Le couvent des Blancs-Manteaux, 15 h. 3, rue Malher (Le Vieux-Paris).

- 10 h. 30, 107, rue de Rivoli, Mme P. Aubert : « Charles VI et la folie du roi ».
- 10 h. 30, rue Madame : « Les Ottomans » (Arts).
- 10 h. 30, amphithéâtre Bachelard, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, docteur Donner : « Techniques de relaxation » (Université populaire de Paris).
- 20 h. 15, salle des concerts, 3, rue Jean-Goujon, Mme P. de Boisset, M. Fromentoux, P. Lonsdale, E. P. Voile : « Face aux tempêtes : Jean-Paul II » (Centre de relations internationales culturelles).
- 20 h. 30, Donnie Médica, 60, boulevard Lator-Moussour, M. Yves Diéval : « Exposé et séminaire de psychanalyse, Démystification de la psychanalyse » (Psycho-Santé).
- 20 h. 30, Musée de l'homme : « L'Afghanistan. Sa culture traditionnelle et son présent ».
- 20 h. 30, cinéma Ranelagh, 5, rue des Vignes : « U.R.S.S., Quatre ans de la vie » (Annuaire International, projection).

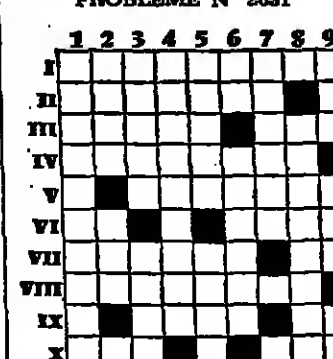
CONFÉRENCES

- 10 h. 30, U.N.E.S.C.O., 1, rue Michels : « La conférence européenne et d'Amérique du Nord ».
- 12 h. 30, paroisse Saint-Augustin, 7, rue de la Bienfaisance, M. Jean Guillon : « Sommes-nous à la fin des temps ? ».
- 15 h. 30, salle du Musée des monuments français, Palais de Chaillot, Mme S. Edler : « En marge du quai et en rapport avec l'exposition Salvador Dali ».
- 14 h. 30, Centre des arts et lettres du Vésinet, 20, boulevard Carnot, E. Lesz : « Le Mexique des Indiens ».

La neige toujours exceptionnelle, le ski fantastique, la vraie détente, c'est VAL D'ISERE
Office de Tourisme
Tél. : (79) 06.10.83

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2631



HORIZONTALEMENT

- I. Est souvent remplie de vers.
- II. Comme un geste de salueur.
- III. Un homme pour un singe.
- IV. Parfois une heure pour celui qui attend.
- V. Emplacement pour un réservoir.
- VI. Pour l'her : Pa l'her.
- VII. Faire payer cher : Abréviation pour le patron.
- VIII. L'usage les fait gonfler.
- IX. Orateur grec.
- X. On y trouve un beau parc.
- XI. Qui a été à la place.
- XII. Qui a l'habitude de frapper fort.

VERTICALEMENT

- I. Endroit où il faut payer pour avoir droit à une poltrone de main.
- II. Brille comme un ver.
- III. Élevé dans les discussions ; Difficulté.
- IV. Pour faire des exercices ; Peut qualifier le bon temps.
- V. Quand elles sont vidées, on s'en souvient bien dégoûté.
- VI. Ne laissez pas dormir ; Nom qui évoque l'enfer.
- VII. Peut donner du bon temps (spéc.) ; Ancien pays d'Asie.
- VIII. Circulait en France ; Interjection.
- IX. Se jette dans l'océan Arctique.
- X. D'un auxiliaire ; Napperon ; On l'on ne voit que du bleu, par exemple.

Solution du problème n° 2630

Horizontalement

- I. Laiterie.
- II. Portillon.
- III. Acte.
- IV. Li ; Nombr.
- V. Général.
- VI. Igor ; Noël.
- VII. Pila ; Tube.
- VIII. Riffa.
- IX. Dû ; Rentre.
- X. Dé ; Rond.
- XI. Sac ; Net.

Verticalement

- I. Palmipèdes.
- II. Loti ; Gifu.
- III. Art ; Golf ; DC.
- IV. Itiné ; raire.
- V. Tison ; Lé ; 6. Élé ; mentaire.
- VI. Rû ; Bron ; Tôl.
- VII. Io ; Ralium.
- VIII. Ensolé ; Ede.

GUY BROUTY.

Le Monde

culture

EXPOSITIONS

A L'ARC

Aillaud l'obscur

« Le proche et le lointain » est le titre que donne Gilles Aillaud à son exposition à l'ARC, où sont réunies des peintures d'œuvres réalisées depuis dix ans et plus, et des paysages, auxquels il se consacre surtout depuis deux ans : des paysages de la Grèce, où le peintre a séjourné. C'est par ces paysages — aquarelles, pastels et toiles — proches dans le temps, lointains dans l'espace, que s'ouvre la rétrospective : par cette sorte de nouvelle sagesse d'une peinture qui n'est que peinture et colle à la réalité d'un sol brûlé de soleil, qu'on sent enquer sous le pied, d'une terre qui se perd au loin, dans la rencontre d'une colline bulbeuse — *Hagie Niki*, la Sainte-Victoire d'Aillaud — et d'un ciel désespérément bleu. Là-bas, très près, se joue la partie essentielle, dont l'enjeu pictural est la libération de la forme. Qui du rocher ou de la lumière gagnent ? Une vieille affaire en somme. L'issue n'est jamais assurée. Entre les bulbes épineux qui moutonnent depuis le bas de la toile, et dont on peut deviner d'abord la structure spongieuse, et les touches rapides qui ponctuent, en haut, le massif montagneux, en évolution, le chemin n'est pas indiqué.

Randé (1979), une des plus récentes toiles, élan le dernier, nous fait basculer dans un mensonge de taches de couleurs mêlées, sans complaisance, d'une continuité spatiale incommensurable, qui n'est rien de rassurant. C'est un grand morceau de peinture contemporaine, actuel, que l'on peut s'imaginer douter dans ce mouvement de reconnaissance de la nature (7) auquel beaucoup de peintres de la figuration tendent par un discours politique des années 80 participant désormais individuellement et à ans égaux.

Peintre philosophe réaliste

On est loin du peintre d'animaux, et proche, quelque part, de la formation à changé, à l'air libre, si plus de sensualité, si plus de naturel — encore que — effleure dans les toiles, si la distance paraît moins grande du peintre à son modèle, n'y a-t-il pas à l'origine de ce qui se trace sous la lumière grecque ? *« Abusive lumière qui fait craindre l'événement, lui ne pourrât que susciter l'incertitude sur le néant de ce qui doit se cacher pour être visible »* (1) ce même projet pictural, d'aller toujours vers l'essentiel, au-delà du dit, de l'anecdote, de l'instant, de l'instinct ?

Les paysages d'Aillaud invitent à la lecture de son zoz, à revenir sur les évidences d'une imagerie implacable de clarté, miroir des idées répressives, écran occultant. Derrière les murs, les grilles, les barrières, les points, dans les cuis-de-basse-fosse, dans les bassins, dans les piscines pigmentées de mosaïques, dans ces architectures d'enlèvement que sont les parcs zoologiques, la présence des animaux peut être discutée — ce qui vit n'est pas forcément ce qui est ; mais à condition de revenir toujours sur le terrain de la peinture, dont il faut radier tout.

(1) Poème de Gilles Aillaud, in Gilles Aillaud : *Le Proche et le Lointain*, Éditions du Regard.

LES JOURNÉES CULTURELLES DE LA C.G.T. A CHAILLOT

Les Journées nationales autour du thème « la C.G.T. et la culture », qui s'ouvriront initialement au Centre Georges-Pompidou, auront lieu également au palais de Chaillot, salle Gémier, aux dates prévues, les 24 et 25 mars (le « Musée » des 8 et 9 mars).

Ces cinquante délégués de la C.G.T., membres des fédérations ou des unions départementales, seront invités à une cinquantaine de rencontres, au moment où se déroulent les Journées nationales de la culture, à discuter autour de quatre grands thèmes : la situation de la culture en France ; la culture dans l'entreprise, terrain de création du mouvement syndical ; les revendications de la C.G.T. en matière culturelle ; les rapports de la C.G.T. avec le monde de la création. A Chaillot, cependant, une réception est prévue le 24 mars, à 17 heures, au cours de laquelle M. Georges Seguy, secrétaire général de la C.G.T., prendra la parole.

Jours les qualités physiques, le jeu des contraires, des passages de l'ombre à la lumière, de l'humide au sec, du froid à l'aridien, de la nuit au jour, du naturel à l'artificiel, de l'invisible au visible, dont les bêtes font les traits. Elles sont là, enroulées, serpents plus morts que le tueur qui court le long du fossé, tortues et porcs-épics lovés dans leur carapace plus dure que pierre, panthères au pelage plus fou que le dessin de l'ombre portée de l'arbre, hippopotames visqueux comme une algue, crocodile noyé dans un miroitement d'eau verte, éléphant coupé dans l'image, flemant rose caché derrière l'armature de la fenêtre.

« Ils entendent sans comprendre, et sont semblables à des sourds. Présents, ils sont absents. » Pas question de s'agiter sur leur sort. Aillaud n'est pas un peintre animalier. Le bête ne comble la que pour présenter des idées, forcer le rétro sur ce grand théâtre qu'est le zoo, inventé par l'homme pour se rappeler son existence, et sur ce monde d'illusion et d'espérance qu'est la peinture. Aillaud est un peintre philosophe, réaliste, intégral.

GENEVIÈVE BREERETTE.

* 11, avenue du Président-Wilson, jusqu'au 7 avril.

DANSE

DE VITRY A LA BASTILLE

Écoulement de sable

Bon ou mal en, avec une détermination tranquille, Michel Caserio avance dans la voie d'une création où il est question de l'homme et de sa condition. Son nouveau spectacle, « Visage de sable », est de la même veine que « Girls ocre bleu », « Désert », « Courses », « Le Dorsal de corde », c'est un travail d'équipe et d'unité où le compositeur Potrice Sclartino, le scénographe Bernard Guillaumot et l'écologiste Jean Lebrat sont étroitement associés au chorégraphe. Le dispositif théâtral de la salle Jean-Villor de Vitry leur offre des possibilités particulièrement favorables à un travail sur l'espace.

Entre des dévalèments de pneus et de matériel brut cornant une vaste prairie blonde, le sable s'écoule des entrées comme le temps et s'envoie à peu près tout le plateau. Une musique insinuante, forte, déferle, que les chanteurs, Sophie Boulon et Mario Hanlotis, chuchotent, mûchent, émettent, déploient en mille fragments vocaux. Tous deux ont de l'aisance ; ils bougent avec naturel, et un véritable opéra prend forme. Impossible de ne pas penser à Meredith Monk et à son ouvrage « Recent ruins ».

ROCK

JACQUES HIGELIN ÉGAL A LUI-MÊME

Si la semaine précédente ne s'était pas terminée à la hauteur des prévisions, on a vu plus de monde au Pavillon Balard pour le second week-end « Europe Rock 80 ». La journée du samedi, consacrée au hard-rock a confirmé, d'une part, la popularité de cette musique qui n'a pourtant pas évolué et continue d'exploiter les mêmes clichés depuis dix ans et, d'autre part, le succès soudain de Trust qui possèdent en volume. C'est Jacques Higelin qui, le dimanche soir, a obtenu le record d'affluence — ce refus du monde à l'entrée. Égal à lui-même, Higelin, soutenu par un groupe étoilé, a proposé un show brillant avec des moments privilégiés, des envolées lyriques qu'il maitrise avec un sens développé de l'expression, des innovations théâtrales et des gestes torsement évocateurs. Un rock puissant qui sait jouer avec les élans et les situations.

L'après-midi, on se peut mesurer l'attente des progrès réalisés par Lili Drop, ce trio constitué de deux filles (basse et batterie) et d'un garçon (guitare et chant) qui jouent du rock onirique de funk avec des mélodies tristes et redoublées, des vers pleins de poésie. Valérie Lagrange s'est révélée comme une chanteuse capable de faire passer des sentiments avec passion sur un support musical énergique. Le vendredi soir, devant un public coquis par le phénomène « ala », les Spécials ont proposé un concert décevant, si l'on juge par celui qu'ils avaient présenté au Palais, il y a deux mois.

ALAIN WAIS.

Les papiers d'Alechinsky

Alechinsky s'est, à nouveau, penché sur les écritures. Écritures anciennes, factures, billets, suppliques trouvées dans des greniers ou aux piques. Il en explore l'espace en archéologue, ému par les découvertes qui s'annoncent, qu'il découvre et imagine. Il pourrait presque en écrire l'histoire. Il se contente d'y illustrer la sienne. Vient les papiers de la famille D... Une famille dont une facture dit qu'elle commande des étiquettes, en date de 1919, d'un véritable cru de Saint-Émilion. Elle les commande parce que la vie continue (peu auparavant un autre papier parle de séné et de farine de moutarde). La maladie était là et, quelque temps après, la mort, puisque dans une autre facture, il est question d'un cercueil.

Alechinsky, on tombe sur les documents de la famille du duc d'Artemberg, qui, en siècle dernier, avait pour pied-à-terre parisien un hôtel du quai Malaquais, aujourd'hui intégré à l'école des beaux-arts, famille dont on retrouve une branche aux États-Unis, connue notamment pour avoir collectionné l'art moderne sur les conseils de Marcel Duchamp. Mais à l'époque, dit la légende, on pouvait aller de Bruxelles à Aix-la-Chapelle sur leurs terres.

Alechinsky est un peintre tombé sous le charme de l'écriture. L'écriture pour les formes qu'elle propose et pour le substantiel humain qu'elle peut évoquer. Il se laisse porter par la

dérive des mots, joue les enluminés, divague sur des feuilles déjà sordides qu'il peuple de monstres et de fleurs également vénéneux, de vagues de mer aux courbes ornementales qui dévalent avec la flamboyance d'un Hokusai. Ce qu'il y dessine est pure invention, chartre des allusions et des allusions, portées par le frère esquif de son pinceau chinois.

C'est un peintre qui ne monologue pas. Il dialogue, et pour cela les accidents sont bienvenus. C'est encore et c'est toujours Alechinsky duhiste comme il l'était il y a peu dans ses œuvres à quatre mains avec Dotremont, puis avec Appel, l'un renvoyant la balle des images à l'autre sur le même tableau. Le procédé est commun aux artistes du mouvement CoBré : pour agir, ils ont besoin de réagir. Il arrivait à Jorn de peindre sur de vieux tableaux qu'il grimaçait de ses couleurs. Pour sa part, ce sont des écrits qui font courir Alechinsky. Il les détourne et les fausse. Il se prend dessus et se nourrit d'eux. La peinture-écriture est son genre. Elle trouve aussi son terrain dans le papier vierge, lorsque celui-ci lui parle. Ainsi ces hautes et étroites feuilles de Taiwan sur lesquelles il réinvente l'estampe japonaise, d'abord peinte en toute liberté, en noir et blanc, sur de grandes plaques de cuivre passées au vernis, que le pinceau découpe pour que l'acide les morde.

JACQUES MICHEL.

* Œuvres sur papiers d'Alechinsky, galerie Maeght, place de Téhéran.

THÉÂTRE

BRUNO CARLUCCI ET BRUNO BOEGLIN A LYON

Collage et images

Dans son théâtre de Vénissieux, banlieue ouvrière de Lyon, Bruno Carlucci installe un décor à la mode rétro-bordel-bourgeois — avec des divans bas rouge sombre sous un grand lustre safran — qui donne sur une plage bergmannienne, où des colonnes sont mangées par des monticules de sable. Pendant trois heures, il y porte de sexualité à l'ordre d'un collage de phrases notées au hasard de ses lectures — Bataille, Adamov, Sartre, Kandora, Eichner et bien d'autres. Extraits de leurs milieux d'origine, ces phrases sont détournées de leur sens premier, et données à dire à des personnages fabriqués pour l'occasion. Comme dans le Bolcon, ils jouent leurs fantasmes, leurs désirs, leurs terreurs, leurs impuissances.

Étant donné les auteurs sollicités et la situation de départ, ils ne peuvent être que des monstres, même si certains sont nés pauvres et prolétaires. Dieu, que ces pervers qui affolent des monstres libérés souffrent donc ! Dans les histoires de fesses comme dans celles de cœur, ce n'est pas l'argent qui fait le bonheur. Mais, avec ou sans tendresse, le sexe est une valeur sûre. De plus, Bruno Carlucci ayant décidé de désacraliser le rituel du désabillage, les acteurs ne font pas que dire, ils se mettent nus et simulent — ce n'est pas du porno culturel !

toutes sortes de coïts. La nuit était nue dans la rue déserte se réfère au cinéma, au spectacle de Plançon A. A. Adamov, à celui de Laverdant les Cornubales, mais tombe dans les pièges qu'il pensait seulement froter. De ce fait, le succès est tel qu'il doit être prolongé.

Pourtant, la vraie perversité, on la trouve à l'Eldorado, dans cette vieille salle écaillée que Bruno Boeglin transforme en palais chi-mérique. Il vient d'y présenter pendant quelques soirs *Et Forlino*. Encore une fois, il ne s'agit pas d'un texte dramatique mais d'un roman, et lequel : *Au-dessous du volcan*. D'ailleurs non : il s'agit de l'histoire d'un désir, d'une rupture par étapes, qu'aurait pu écrire Malcolm Lowry, qu'il aurait caressé dans ses délices comme une vache rouge dans du sable d'or et que Bruno Boeglin a prélevée, extraite de son milieu d'origine, sans la dévoyer de son sens premier.

Un monde fantasque

Il ne la détourne pas, il la fait voir comme au travers d'un écran transparent où se projettent des images fragiles, lunaires, faites de quelques objets, de lumières blanches, d'ombres dévorantes, dont la beauté fulgurante fait démentir. Le monde fantasque de Bruno Boeglin se pose en douceur sur le trajet d'un homme qui, un à un, coupe ses liens au monde, se noie dans un vertige de solitude.

L'histoire joue avec Bruno Boeglin, qui (en face de Marie-Paula Lavi) interprète un consul vraiment étrange, à peine terrestre. Un collègue aux gestes cassés, saccadés, possédé d'une folie grinçante, un oiseau malin, un poète enfant.

Il faut bien sans cesse répéter la même question : puisque la situation n'évolue pas ; pourquoi la municipalité de Lyon s'obstine-t-elle à pratiquer une politique de subventions à tendances égalitaires, dont l'injustice n'a pas même à être dénoncée tant elle est évidente ? Pourquoi l'amenagement-t-elle pas l'Eldorado (le prétexte du coût des travaux a été déjà démenté) ? Pourquoi n'accorde-t-elle pas la priorité de son attention à des gens comme Bruno Boeglin, qui n'est pas un débutant et dont la ville a besoin ?

COLETTE GODARD.

* La nuit était nue, Vénissieux, jusqu'au 29 mars.

MUSIQUE

DEUX CRÉATIONS AU G.R.M.

Jacques Lejeune et Bernard Parmegiani

Le public fidèle du Groupe de recherche musicale de l'INA a tenu lundi 17 mars le grand auditorium de Radio-France pour deux créations de Jacques Lejeune et Bernard Parmegiani. Entre ciel et terre, de ce dernier, est un voyage à travers « une succession de lieux non délimités dans le temps, différents en couleur, en densité et en transparence, dont les éléments s'apparentent à la terre, au feu, à l'air et à l'eau ». On est en effet séduit par la richesse de l'invention et la liberté avec laquelle Jacques Lejeune anime et médiane les objets sonores, de prime abord très matériels et très concrets, qu'il s'agit de transformer en une extrême grâce dans ces espaces « entre ciel et terre » et exerce à créer une foule d'événements, de rythmes, de drames, à travers les climats sonores les plus divers : on regrette cependant de ne pas apercevoir plus nettement le plan d'organisation de cette œuvre, sur chaque épisode exerce l'intérêt.

Bernard Parmegiani, l'un des maîtres du G.R.M., auquel sa barbe blonde donne presque l'air d'un patriarche de cinquante-trois ans, réutilise en partie dans sa nouvelle œuvre, *Silbes*, le matériau des belles Violoncelles de 1963 où Dery Erlih concertait avec une bande magnétique réutilisée pour des sons de son violon. La première partie, celle de grande cérémonie rituelle assez statique, avec de beaux objets électroniques qui s'épandent calmement dans un cortège d'espace acoustique, déconcerte quelque peu.

Mais les deux autres, où la matière première violoncelle est à la fois reprise par la bande magnétique et insérée dans trois synthétiseurs, sont superbes : les synthétiseurs brodent d'abord des sons secs et précis, des gammes légères, des gémissements d'oi-

seaux, toute une dentelle décorative, sur un paysage sonore onirique à une belle œuvre horticole ; et le final, très développé, apparaît comme une sorte de grande « germination » sonore qui se déploie à travers un espace de plus en plus large, en grandes orbites qui se croisent, se multiplient, s'accumulent comme des nuages de sonorités dramatiques montant vers l'azur avec une majesté tyrique incomparable. Un page maîtresse.

JACQUES LONCHAMPT.

* Deux séries « Grand », de disques éconologiques, le G.R.M. a publié récemment deux des œuvres de ses compositeurs : *Paragone* de Parmegiani (pour en finir avec le pouvoir d'Orphée et *Dehors-Dehors* (1970) par diffusion Harmonia Mundi).

CINÉMA

« THE PATRIOT GAME »

d'Arthur Mac Caig

The Patriot Game, (le jeu du patriote), première œuvre d'un jeune Américain d'ascendance irlandaise formé à notre IDHEC, Arthur Mac Caig, montre au plus près le lutte des catholiques, tous irlandais, contre les protestants, tous d'ascendance anglaise, dans l'Irlande du Nord. Camaraderie de formation, l'auteur a photographié lui-même une partie des scènes de son film au cours de l'été 1977, et notamment ce passage assez étonnant dans un pub où le Guinness coule à flot et où un groupe de jeunes chemises noires, en musique et en chœur, une patrouille anglaise effectuant un contrôle.

Humour qui donne le ton, et le caractère particulier de cette lutte, et qui se retrouve, à peine perceptible, lors d'un autre contrôle dans un secteur nationaliste (irlandais) : une jeune femme, dans une voiture, écarte de rire devant le guérillero marien, l'ôte recouvert d'une capuche, qui l'interpelle. En milieu, les scènes avec des gosses des faubourgs pauvres de Derry ou de Belfast (où se trouve parquée la population irlandaise), qui harcèlent l'armée d'occupation ou s'abandonnent avec délices à tourner avec des cordes autour des réverbères. Les images sont celles d'un couple dressé unanimement (dont l'auteur se sent totalement solitaire, sans pour autant glisser sur l'horreur du combat, ni exalter la vengeance du sang), un peuple demandant inlassablement le départ des colonisateurs. Un tiers du film se compose de documents et archives, souvent impressionnants. La teinte relative de ce travail, mais aussi son caractère original, amical presque, lui viennent de son refus de l'idéologie, de la langue de bois avec laquelle, souvent, on encourage les pires massacres.

C'est la première fois que l'on voit une telle lutte, nous dit Arthur Mac Caig. Tout le monde y voit une place. Je trouve cela très important. L'irlande, ce nous montre comment on peut résister, ce ne procède pas

seulement des idées, mais aussi des choses qu'on fait dans la vie. Dans une télévision française on peut voir, dans The Patriot Game, la constitution l'amorce d'un débat révélateur sur un conflit, qui — on l'apprend en conclusion — a déjà fait deux mille victimes dans la population civile irlandaise, et causé le mort de centaines de soldats et policiers anglais.

LOUIS MARCORRELLES.

* Voir les films nouveaux.

PETITES

NOUVELLES

Des acteurs et cinéastes français actuellement en Argentine à l'occasion du Festival du cinéma français ont exprimé, le lundi 17 mars, leur soutien à leurs collègues argentins victimes de la censure gouvernementale. Danielle Delorme a témoigné de sa solidarité avec tous ceux qui sont persécutés pour des crimes d'opinion, car nous pensons que les artistes doivent être libres, a-t-elle dit. Simon, l'art ne peut pas exister. Veronique Jantou, Lino Ventura, Jean-Louis Trintignant et Henri Verneuil figurent notamment dans le groupe venu en Argentine pour le festival, qui a lieu au Théâtre San-Martin, à Buenos-Aires.

Un gala organisé en hommage à la ballerine espagnole Alicia Alonso sera donné le lundi 24 mars, à 21 heures, au siège de l'UNESCO, en présence de Maurice Béjart, Anton Dolin, Rosella Hightower, Serge Lifar, Galina Samoukova, etc. Les danseurs étoilés des troupes nationales de divers pays se présenteront tout au long de cette soirée animée par Peter Ustinov et placée sous les auspices du Conseil international de la danse (7, place St. Fontenay, 75007 Paris, tél. 577-10-10).

Le pianiste Milob de Brancovan donnera un récital Schubert le jeudi 28 mars, à 19 heures, au siège des Amis de Richard Wagner, 16, boulevard Albert-1^{er}, Paris (8^e), tél. 1-359-30-31.

DERNIÈRES

AUDIBERTI

opéra parlé

mise en scène :

Marcel Maréchal

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

« une œuvre magistrale »

du 1^{er} au 23 mars 1980

théâtre de la commune

Centre National de la Culture

Square Stalingrad, 4 Chemins

réservation : 893.16.16

le mardi à 18 h 30

le mercredi, vendredi

et samedi à 20 h 30

le dimanche à 17 h

مكتبة من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

M. HENRI CAILLAVET PROPOSE DE FAIRE ENTRER LA PRESSE ÉCRITE DANS LES JOURNAUX TÉLÉVISÉS

M. Henri Caillavet, sénateur du Lot-et-Garonne (Gauche démocratique), vient de déposer une proposition de loi demandant que la presse écrite soit associée aux commentaires de l'information, plus particulièrement des journaux télévisés de 20 heures : un texte qui risque de susciter des réactions au sein des rédactions des journaux télévisés.

M. Caillavet propose, enfin, qu'une tribune libre entre les différents journalistes soit organisée une fois par semaine, mais il estime qu'il faudra attendre les résultats de cette tentative de débat sur TF1 et A2 avant de l'appliquer à la troisième chaîne qui a déjà engagé une expérience semblable à Strasbourg.

ment au cours de la présentation des journaux télévisés de 20 heures. Il prévoit également, une fois par semaine, un temps d'antenne pour que la presse écrite, les représentants des sociétés nationales de télévision et les journalistes des postes radiophoniques puissent traiter avec indépendance des sujets d'actualité.

M. Caillavet propose, enfin, qu'une tribune libre entre les différents journalistes soit organisée une fois par semaine, mais il estime qu'il faudra attendre les résultats de cette tentative de débat sur TF1 et A2 avant de l'appliquer à la troisième chaîne qui a déjà engagé une expérience semblable à Strasbourg.

TRIBUNES ET DEBATS

MERCREDI 19 MARS

— M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., est l'invité du journal de 17 h, qui sera diffusé à 18 h.

— M. Michel Debré, secrétaire d'Etat aux Industries agro-alimentaires, est reçu au journal de 13 heures, sur R.M.C.

— M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., participe à l'émission « Face au public », à 19 h 10, sur France-Inter.

PRESSE

BIBLIOGRAPHIE

Le roman de « l'Express » L'odyssée d'un journal

« L'Express peut un million de lecteurs et il les aura », répétait en 1963 des placards publicitaires visibles dans tout Paris. Un aîné apparemment infranchissable séparait alors cette promesse bien austère des 70 000 numéros qui le rendaient célèbre. Mais il en aurait fallu bien davantage pour décourager son bouillonnant directeur, Jean-Jacques Servan-Schreiber. Avec François Giroux, il avait-il pas lancé son journal comme un coup de poker, malgré le scepticisme sentencieux de la profession ? Sur un ton qui valait volontiers l'essai, Serge Sirtzky et Françoise Roth racontent l'étonnante aventure, depuis ses débuts hasardeux en pleine Quatrième République jusqu'à la vente de l'hebdomadaire à Jimmy Goldsmith, près d'un quart de siècle plus tard.

Entre les deux dates, la France et le temps ont changé. Une ruineuse de batailles de l'Express mena quelques années plus tard la guerre d'Indochine, pour l'appeler puis l'arrêter de rompre cette France au pouvoir, succédèrent bientôt les engagements plus âpres sur le paillasse de la torture en Algérie, la lutte passionnée contre la Chiquita, jusqu'à la mort, malgré le gaillardisme de François Mauriac, la promotion de Gaston Defferre sous le masque un peu pueril de M. K., les romans de l'affaire Ben Barka, les tristes épisodes parcellaires de grands spectacles.

Le titre de l'ouvrage résume parfaitement la vision des auteurs lorsqu'ils ont écrit ce livre : une longue suite de tracas soutenus par une étrange combinaison de talent, de cynisme et d'ingénuité. Mais à son tour, ainsi à l'apparence des choses, les événements, le fond, et peut-être bien l'essentiel.

« Jean-Jacques »

« J'ai l'impression que l'Express est le journal de ma génération », aurait dit un jour sa future collaboratrice, Laurence Malaure, porteur d'un nom illustre. En vérité, il fut bien davantage, et quelque chose de beaucoup plus important : l'un des laboratoires intellectuels où s'éleva, naquit, ce qu'il conviendrait d'appeler notre sensibilité moderne, le féminisme, le culte du confort, l'exaltation commerciale, le libéralisme dans les mœurs, en un mot une certaine adaptation à l'Europe des mœurs américaines trouvée à leur plus intelligente traduction française.

En effet, l'écriture, la fabrication d'un journal, ne suffisent pas pour qu'il se vende. Une longue réussite se fonde généralement sur la réalisation d'une idée. Les multiples, dérivantes et irritantes voix-faces de Jean-Jacques Servan-Schreiber, scrupuleusement rapportées par Serge Sirtzky et Françoise Roth, campent un personnage brouillon, excessif, mégalomane sur les bords. « Le présent est pour lui la seule réalité, affirme ainsi nos auteurs, il continue à considérer chaque événement comme « décalé », à croire que le monde ressemble à l'idée qu'il s'en fait, ou à sauter sans cesse d'un engagement, d'une tonalité à l'autre.

Ce portrait peu flatteur à certains égards, ses raisons, charmeur, autoritaire, enthousiaste, versatile, Jean-Jacques impatiente et blessa probablement beaucoup de ses collaborateurs. En maints passages, le roman sur ces mémoires porte la trace de ces mémoires. Mais la rancœur la plus justifiée se nourrit toujours un peu

de haine. La vraie compréhension d'un homme exige plus de hauteur.

La très brève citation d'un des premiers éditoriaux de l'Express remet sans le vouloir bien des choses à leur place. « Les vrais problèmes, assurait-il, c'est que la France est en pleine décadence économique, qu'elle perd pied, qu'elle n'est pas une nation moderne. » Combien de fois l'ancien député de Nancy ne répéta-t-il pas, sur tous les tons, cette phrase d'apparence banale ? En 1953, elle situait des ambitions nouvelles pour un pays mal remis de la guerre, entré dans une trajectoire coloniale, mieux, elle préparait la mendicité. De cette vision technicienne, économiste des choses, Jean-Jacques Servan-Schreiber ne révisait jamais une seule fois. Il conviendrait de lui reconnaître au moins cette constance.

Dans une large mesure, son technocratisme de gauche prépara le climat, l'atmosphère où le gauchisme parvint à s'épanouir beaucoup plus tard. Au cours de sa tumultueuse carrière, il ne cessait, pourtant, jamais d'être « la droite » sous le plus humiliant des mépris. Les mots, les raisonnements qu'il inventa dres- sèrent un impitoyable scabine contre la malheureuse. A travers elle, il visait les conservateurs pétri- taires d'histoire, nullement leurs cousins modernes prêts aux grandes conversions. Les scandales rétrogrades du premier Empire contre la bourgeoisie éclairée d'abord, puis la bourgeoisie bourgeoise en rébellion contre les routines familiales.

La gauche dynamique, moderne, de 1953, présentée par Serge Sirtzky et Françoise Roth ne couche pas aux Batignolles. Elle habite le seizième arrondissement, rêve de voter en Cadillac, de jeune déjà au Fouquet's, lorgne vers Chancel, dîne dans le périmètre sacré Passy-Neuilly-Anvers, son goût, la statistique, la France technico-gauchienne se rapproche par bien des points du modèle esquissé par Jean-Jacques Servan-Schreiber à l'aube de sa carrière. Il n'a la réputation de sa sorte de fidélité à lui-même. Dans une certaine mesure, il peut considérer quelle apparence légitime ses œuvres.

Des toquades, des fondades, des échecs électoraux à Bordeaux, à Nancy, une agitation souvent in- tempérante et vaguement masquée sous cette évidence. Mais leur peu d'humanité envers le héros principal de leur livre, Serge Sirtzky et Françoise Roth l'imposent involontairement de chapitres en chapitre, malgré sans même s'en apercevoir. Bien sûr, beaucoup des proches qu'il excéda n'ont pas fini de s'en plaindre. Mais sans lui, qu'auraient-ils été ?

GILBERT COMTE.

* Serge Sirtzky et Françoise Roth, Le Roman de Jean-Jacques Servan-Schreiber, 350 pages, Grasset, 1979, 15 F.

PREMIÈRE CHAÎNE: TF1

19 h 30 Un, rue Sésame.
18 h 55 C'est arrivé un jour.
Le perroquet rentre.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 10-18.

LE NOUVEAU SPÉCIALISTE
TRAVAILLE SURPESANTE
Avec une prise
pour l'air et
un tout petit
PROX. REF. 1140

20 h Journal.
THÉÂTRE DES ARTS
JUDITH MAGRE
DANIEL BOUQUET
JEAN-PIERRE DARRAS
ARDELLE ou
LA MARGUERITE
de JEAN ANOUILH
L'OURS, de TCHERKOV
avec Judith Magre, Daniel Bouquet, Jean-Pierre Darras, Ardelles, L'ours, de Tchekov.

20 h 30 Variétés : Des magiciens.

Mardi 18 mars

DEUXIÈME CHAÎNE: A2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Les 24 chiffres et des lettres.
18 h 20 Emissions régionales.
18 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : « Prudence et la plume ».

Film anglais de P. Cook (1977), avec D. Niven, D. Kerr, R. Coote, J. Demick, J. Redman, J. Goss, K. Mitchell, E. Evans.
De bourgeois employé, marié depuis douze ans, et mari d'une jeune maîtresse, subtilise les papiers entonnoirés de sa femme et les remplace par de l'aspirine. Un mariage embrouillé et de fort mauvais goût que de brillants acteurs n'arrivent pas à sauver.

22 h Débat : La philie neuf ou dix ans après.
Avec : Jean-Pierre Pélissier, ministre délégué à l'ONCRESO ; D. Goulet, du Flaming familial, G. Demolombe-Klotz, pharmacienne, M.M. G. Callet, de l'Institut national d'études démographiques ; le docteur J.-P. Drot, M.M. A. Menoff, oulisateur de la pilule pour hommes ; M. Newirth, auteur de la législation sur la contraception ; le docteur J. Kahn-Nathan, gynécologue ; le R.P. Divier, de Dinachin, directeur des « Cahiers de l'actualité religieuse et sociale ».

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE: FR3

19 h 30 Pour les jeunes.
Les souliers du temps.

Mercredi 19 mars

PREMIÈRE CHAÎNE: TF1

12 h 15 Réponses à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 40 Les valeurs du mercredi, de C. Izard.
Avec les marionnettes Sibor et Bort ; 13 h 45, Les Poi-poi ; 14 h 10, La bataille des planètes ; 14 h 25, Interdit aux plus de dix ans ; 14 h 30, Spécial dix-neuf ans ; 15 h 10, L'odyssée d'un journal ; 15 h 25, La presse écrite et le téléjournal ; 16 h 10, Les infos ; 17 h 10, Le vol du pelican ; 17 h 30, Studio 2.

18 h 10 Auto mag.
18 h 30 Un, rue Sésame.
19 h 55 C'est arrivé un jour.
La nuit des espions.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Le retraité de 1980 : sportif et étudiant.
18 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 10-18.
19 h 55 Tirage du loto.
20 h Journal.
20 h 35 Série : « Julien Fontanes, magistrat ».

21 h 10 Une minute pour les femmes.
22 h 5 La rage de M. Magasin de G. Burt.
La plume et les masques.
Les Sœurs de la mer, de V. Volot ; Le Premier amoureux, de D. Fernandez ; L'Arme à l'œil, de K. Follet ; Récitant, D. Manuel ; Kioque : poésie, livres de photo.

23 h 5 Sports : football.
Coupe d'Europe de football (Géométrie des maîtres retour).
23 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE: A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Samedi tout me voit.
12 h 30 Série : La vie des autres (Le bec de l'algèbre).
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'aujourd'hui madame.

15 h Film d'animation : « Les Sentinelles de l'Alcazar ».
Le passager clandestin.
16 h 10 Récré A2.
Wetco-Wetco ; Emile ; Marmousette ; La panthère rose ; Anagramme ; Popeye ; 16 h 30 Les 24 chiffres et des lettres.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Les 24 chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Coupe d'Europe de football : Nantes-Dynamo de Moscou (sans réserves) ou T.V. Monte-hall (télédiff.).
21 h 45 Magazine sportif : Grand stade.
22 h 45 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE: FR3

18 h Travail manuel.
Le nettoyage.
18 h 30 Pour les jeunes.
De tract en tract : Jeu : A la découverte de l'ONCRESO ; D'écouter les droits de l'homme.
18 h 55 Tribune libre.
La Fédération Corne, avec M. Jean Corne.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (un film, un auteur) : « D'Amour et d'eau fraîche ».

FRANCE-CULTURE

12 h 5 « Intelligence et intuition animales ».
12 h 45, Panorama : La Libye.
13 h Les journaux du royaume de la musique.

19 h 55 Tribune libre.
Confédération nationale des salariés de France.
18 h 10 Journal.
18 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma pour tous : « l'Intégrité », avec Pim François de J. Giroux (1977), avec L. Velle, C. Auger, J. Milla, M. Dabard, R. Babin, S. Bovy, Y. Baracat, R. Lombard (rediffusion).
Le sous-développé Jean Girault, une fois de plus, bien à signaler !

21 h 55 Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h 30, Feuilleton : « Du prétre marié », d'après Barbet d'Aureville.
19 h 30, Sciences : Voir (globe à images).
20 h, Dialogues avec... B. Barbet-Kriegel et J. Julliard : « L'histoire des générations gauchistes ».

21 h 15, Musiques de votre temps.
22 h 30, Nuits magiques : Brûles de pages.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h 30, Cycle des œuvres de Beethoven (en direct de Radio-France), avec E. Haldenbeck ; « Sonate op. 10 » opus 10, « Sonate op. 3 » opus 3 ; 20 h, Actualité : « A l'occasion de l'anniversaire de la mort de Robert Schumann » (Offenbach) ; « Artiste (Verdi) » ; « La Bohème » (Puccini) ; « La Traviata » (Verdi).
20 h 30, Référal de piano Rudolf Suckhler (en direct de Radio-France) : « Sonate pour piano en fa majeur op. 22 » opus 22 (Brahms) ; « Quatre pièces » opus 119 (Brahms) ; « Invention en si bémol, op. 9 n° 1 » (Bach) ; « Sonate en si bémol, op. 10 n° 1 » (Bach) ; « Variations sur un thème de Diabelli » opus 120 (Beethoven).
23 h, Ouvert la nuit : Domains de la musique française, manuscrits et éditions musicales ; 23 h 30, Nuits magiques : Brûles de pages ; 23 h 45, Nuits magiques : Brûles de pages ; 23 h 50, Nuits magiques : Brûles de pages.

FRANCE-MUSIQUE

7 h, Quotidien musique ; 8 h 30, Kioque ; 9 h 30, E. A. à la musique ; 10 h, Le monde des musiciens : Mahler, « Rückert lieder » (C. Ludwig), dir. H. von Karajan, « Symphonie n° 4 » (F. von Staude), dir. G. Abbado.
12 h, Musique de table : Musique de chambre, œuvres de Beethoven et Sullyard ; 13 h 35, Jazz classique : Tout Duke ; 14 h, Les maîtres de la musique : Les instruments anciens ; 15 h 30, France et musique.
16 h, Musique, présenté par D. Berenger ; 16 h 10, O.C.O.V.S. n° 1 ; 16 h 30, 16 h 40, 16 h 45, 16 h 50, 16 h 55, 16 h 58, 16 h 59, 17 h, 17 h 05, 17 h 10, 17 h 15, 17 h 20, 17 h 25, 17 h 30, 17 h 35, 17 h 40, 17 h 45, 17 h 50, 17 h 55, 18 h, 18 h 05, 18 h 10, 18 h 15, 18 h 20, 18 h 25, 18 h 30, 18 h 35, 18 h 40, 18 h 45, 18 h 50, 18 h 55, 19 h, 19 h 05, 19 h 10, 19 h 15, 19 h 20, 19 h 25, 19 h 30, 19 h 35, 19 h 40, 19 h 45, 19 h 50, 19 h 55, 20 h, 20 h 05, 20 h 10, 20 h 15, 20 h 20, 20 h 25, 20 h 30, 20 h 35, 20 h 40, 20 h 45, 20 h 50, 20 h 55, 21 h, 21 h 05, 21 h 10, 21 h 15, 21 h 20, 21 h 25, 21 h 30, 21 h 35, 21 h 40, 21 h 45, 21 h 50, 21 h 55, 22 h, 22 h 05, 22 h 10, 22 h 15, 22 h 20, 22 h 25, 22 h 30, 22 h 35, 22 h 40, 22 h 45, 22 h 50, 22 h 55, 23 h, 23 h 05, 23 h 10, 23 h 15, 23 h 20, 23 h 25, 23 h 30, 23 h 35, 23 h 40, 23 h 45, 23 h 50, 23 h 55, 24 h.

INSTITUT

ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

L'avenir du judaïsme

Après avoir entendu des exposés sur l'avenir du catholicisme et du protestantisme, l'Académie des sciences morales et politiques s'est penchée, lundi 17 mars, sur celui du judaïsme, et c'est l'un de ses membres, le grand rabbin Jacob Kaplan, qui était le mieux indiqué pour évoquer le passé et le présent et présenter l'avenir de la première religion monothéiste. Le passé, il fallait en rappeler les grands moments afin de situer le judaïsme dans sa continuité historique.

Le présent est profondément marqué par deux événements dont nul ne peut sous-estimer l'importance : le génocide nazi et la constitution de l'Etat d'Israël.

Or, si l'effroyable holocauste appartient déjà au passé, le peuple juif continue à en subir les conséquences. Le souvenir de six millions de morts continue à hanter les survivants. Mais, en même temps, son horreur même a fait prendre aux chrétiens conscience de la grande part de responsabilité de leurs Eglises dans cette effroyable hécatombe. Des siècles de dénigrement et de persécution l'avaient préparé, l'Israël passe alors en revue les faits

principaux qui ponctuent ce revirement. D'abord la conférence de paix contre l'antisémitisme de Seelberg (Suisse) en 1947, dont les propositions se résument dans les dix points de Seelberg. A la conférence de Seelberg, le peuple juif a une benédiction pour toutes les nations de la terre. Or le président du Comité épiscopal n'est autre que Mgr Léon-Arthur Elchinger, évêque de Strasbourg, qui a naguère traité de destinée du catholicisme devant cette même assemblée.

Le grand rabbin Jacob Kaplan aborde alors l'influx de l'Etat d'Israël sur l'avenir du judaïsme, ce désert transformé en jardin par les pionniers de 1881 et leurs successeurs. Il insiste avant tout sur le développement des institutions culturelles du nouvel Etat et leur influence sur la vitalité spirituelle des communautés juives du monde entier. « Et, désormais, tout ce qui tend à mettre Israël en péril est ressenti par les juifs non israéliens comme une atteinte à leur foi religieuse ou à

leur dignité humaine. » L'Israël avait fait allusion à l'amertume et aux vives réactions du judaïsme français et des amis non juifs d'Israël devant la caution morale donnée aux pressions de l'Etat d'Israël.

Et l'avenir ? Il est le même que celui des autres confessions, à notre époque où « les valeurs de notre civilisation dite judéo-chrétiennes sont en cible d'attaques répétées ».

L'Israël fait état des écoles privées juives ouvertes depuis la libération, où les principes et les idées qui se trouvent dans la Bible rejoignent l'actualité : abolition du racisme, avènement de la fraternité humaine, respect de la personne, justice sociale, suppression de la famine dans le monde, paix entre les peuples.

Déjà, chez les étudiants juifs, on assiste à un renouveau. « On assiste à une prise de conscience de la responsabilité de l'homme, d'un besoin d'authenticité, d'une prise de conscience de leur judaïsme ». Et de citer Mgr Elchinger : « Les juifs croyants doivent être considérés comme des partenaires privilégiés dans la défense de la foi monothéiste face à l'athéisme ».

JEAN-MARIE DUNOYER.

مكتبة من الأصل

Le Monde

MEDECINE

VRAIS ET FAUX DÉMONS DE L'ACNÉ

par le docteur R. ARON-BRUNETIÈRE (*)

Il est bien établi que le fonctionnement des glandes sébacées est sous la dépendance de l'hormone mâle — la testostérone — sécrétée par les glandes génitales. Mais ce n'est pas une différence dans les quantités de testostérone produite par ces glandes qui distingue un sujet normal d'un sujet séborrhéique. C'est l'aptitude plus ou moins grande des cellules sébacées à utiliser cette hormone ; et cette aptitude est un caractère génétiquement déterminé.

Tout va donc commencer, à la puberté, chez le sujet prédisposé, par l'emballement de l'activité sébacée avec pour conséquence une production de sébum supérieure à la normale. Si rien ne s'oppose à l'écoulement de ce sébum à la surface de la peau, celle-ci devient simplement grasse et luisante. Mais, le plus souvent, le fond du canal folliculaire, trajet commun des poils et du sébum, se remplit d'une masse de lamelles cornées pro-

venant de sa paroi ; celles-ci, mélangées au sébum, vont former la lésion fondamentale de l'acné vulgaire : le microkyste sébacé, petite granulation blanche, perceptible au palper, et visible à jour frisant. Certains microkystes demeurent en l'état ; d'autres migrent vers l'orifice externe — le pore — du canal folliculaire, où ils se transforment en « points noirs ».

Rarement, mais la chose est possible, tout va s'arrêter là pour constituer l'acné dite ponctuée. Mais, le plus souvent, les microkystes, qui trouvent dans la graisse du sébum un milieu propice à leur prolifération, vont provoquer des éruptions : certaines superficielles, planes (papules), ou en saillie (pustules) ; d'autres dures et sensibles dans l'épaisseur de la peau (nodules). Dans les formes graves, de véritables cavités kystiques se créent sous l'épiderme, qui devient rouge violacé, se gonfle et laisse sourdre un liquide visqueux.

Si l'on admet qu'il n'est pratiquement point d'adolescent qui franchisse le cap de sa puberté sans avoir sur le visage, la poitrine ou le dos quelques points noirs et, de-ci de-là, quelques boutons, l'acné dite vulgaire est, de très loin, la plus fréquente des maladies de la peau.

Dans un certain nombre de cas, cela passe tout seul, sans gros problèmes ; mais, pour la majorité (environ 80 % des filles et 70 % des garçons), les troubles s'aggravent et vont continuer d'une manière plus ou moins sévère pendant des années. Cela signifie que, pour huit cent mille naissances, il y aura quinze ans plus tard quelques cinq cent mille acnéiques qui seront, tôt ou tard, demandeurs de soins. Car l'acné, lorsqu'elle se prolonge, devient une maladie insupportable.

Est-ce à dire qu'elle est incurable ? Indiscutablement oui, si l'on s'en tient au sens simple de son imagerie populaire qui s'obstine à n'y voir qu'un « mal de jeunesse » que l'on résout par le mariage ou la procréation.

Il est grand temps de ranger ce dictionnaire périmé des idées reçues dans les vitrines des collectionneurs d'incunables.

obtenir un résultat. Les irritations s'ajoutent considérablement ensuite par un phénomène d'accoutumance, et la poursuite des applications devient alors très facile. Pour désagréables qu'ils soient, ces inconvenients passagers sont sans danger et tolérables à condition d'être attendus : le malade doit donc en être dûment prévenu et suffisamment motivé pour les accepter.

Chez un malade décidé à « mettre le paquet », les résultats sont déjà flagrants au bout de quatre à six semaines, et se parachèvent en dix à douze. A ce terme, le « traitement d'attaque » fera place au « traitement d'entretien », à doses de médicaments et à cadences d'application réduites, qui sera nécessairement prolongé. En

Les prétendus bienfaits du soleil

De nombreux malades assimilent ces phénomènes à des furoncles. Or, le furoncle est dû à un germe très virulent et contagieux, tandis que les éruptions d'acné sont de nature inflammatoire, et dépourvues de tout caractère infectieux. Il n'en reste pas moins qu'elles peuvent entraîner des dégâts effroyables et laisser derrière elles des cicatrices mutilantes et indélébiles.

Cependant, quelque ravage qu'elles provoquent, elles ne représentent jamais que le dernier épisode d'une succession d'événements, et sont totalement dépendantes de ceux qui les ont précédées. Les conséquences en sont claires : la gravité d'une acné ne se juge pas au nombre variable des pustules, mais au nombre constant des microkystes ; et l'on ne guérit pas une acné en traitant ses boutons, mais en faisant disparaître les microkystes qui en sont responsables.

Or, ce résultat ne peut en

aucun cas être obtenu d'applications de neige carbonique ou d'iode, qui brûlent immédiatement la surface de l'épiderme. Le dégraisage de la peau (savons acides détergents, préparations alcoolisées, éther, etc.) n'a d'autre effet que de provoquer des poussées réactionnelles de séborrhée, d'autant plus intenses qu'il est plus minutieux ou plus fréquemment répété. Les rayons ultraviolets du soleil ou des lampes à bronzer assèchent les pustules, mais favorisent en même temps la prolifération des microkystes ; il s'ensuit que la plus mauvaise période de la vie des acnéiques est celle qui succède chaque année à leur retour de vacances, où ils payent d'éruptions magistrales les prétendus bienfaits du soleil. Les restrictions alimentaires, d'autre part, ne servent à rien.

Quant au soufre fameux, il a été démontré, après un siècle d'utilisation aussi assidue que décevante, qu'il pouvait occa-

sionner la formation de points noirs ; il mérite bien aussi sa mise à la retraite. On peut en dire autant d'une bonne vingtaine de spécialités, dites anti-séborrhéiques et anti-acnéiques, qui figurent au dictionnaire des médicaments.

Le seul mérite de ces drogues, dans le domaine qui nous occupe, est d'être bon marché à l'unité, ce qui est la moindre des choses, compte tenu de leur inefficacité, et de ne pas manquer, dans ces conditions, de séduire pour nos dirigeants, soucieux d'économies sur les dépenses de santé ; encore que le prix modique de ces drogues ne soit qu'un leurre, car, à l'échelle où elles sont malheureusement toujours utilisées, elles débouchent pour finir sur une demande de soins inflationniste et une dépense annuelle globale de plusieurs millions de francs.

Jusqu'à une date relativement récente, la seule manière sérieuse d'éliminer les points noirs et les microkystes, enflammés ou non, consistait à les extirper, un par un au moyen d'une fine lancette. Cette intervention, répétée parfois sur des centaines d'éléments, pouvait représenter pour le patient et le médecin une véritable épreuve de force. En outre, en l'absence d'un traitement agissant en amont sur l'hypersécrétion sébacée et sur la desquamation du canal folliculaire, le stock microkystique se reconstituait rapidement, et tout est à refaire.

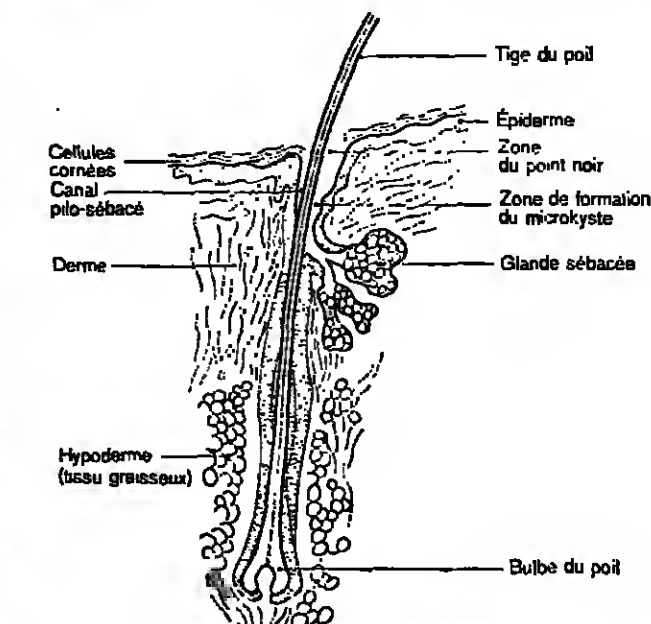
L'avènement des pilules contraceptives devait, à cet égard, marquer un progrès notable dans le traitement de l'acné féminine. Elles ne dispensent pas du « nettoyage » des microkystes,

mais, freinant activement la sécrétion sébacée, elles empêchent leur réapparition, à condition de contenir une dose d'œstrogènes de synthèse (analogues de l'hormone féminine) beaucoup plus élevée (80 à 100 µg) que celle qui est nécessaire pour la contraception (30 à 50 µg). D'une manière générale, il n'y a rien à attendre de bon pour l'acné des pilules faiblement dosées. Et si elles renforcent, associées à l'œstrogène, certains effets de l'hormone mâle (qui figurent dans la majorité d'entre elles), elles peuvent même avoir des effets aggravants.

Ce traitement est, bien entendu, inutilisable chez le garçon, tout comme le sont certaines molécules dites « antiandrogènes » parce qu'elles s'opposent à l'action de l'hormone mâle sur ses organes cibles. Elles réalisent chez le mâle une castration chimique, mais représentent chez la femme une voie thérapeutique d'avenir. Elles ne sont pas encore disponibles en France.

L'égalité devant les sexes a été réalisée par la vitamine A acide (ou acide 13-CIS-rétinoïque) et le peroxyde de benzoyle, qui ont révolutionné le traitement de l'acné. Ces deux produits ont la propriété de provoquer l'expulsion des microkystes et des points noirs, et, aussi, longtemps qu'ils sont utilisés, d'en prévenir la réapparition. A condition d'être bien maniés, leur taux de succès est extrêmement élevé. Mais ils déterminent, pendant le premier mois de cure, des irritations plus ou moins intenses, qui sont cependant indispensables pour

(*) Cher du service de dermatologie de la fondation Adolphe de Rothschild.



L'APPAREIL PILO-SÉBACÉ

effet, si cette procédure s'opère hautement capable de contrôler les conséquences périphériques du marquage génétique responsable de l'acné, elle est, bien entendu, incapable de modifier ce marquage lui-même. Aussi, toute interruption prématurée des soins se soldera-t-elle par une rechute.

Sous ces réserves, on peut dire que l'acide rétinolique et le peroxyde de benzoyle représentent actuellement les deux piliers sur lesquels repose, pour l'essentiel, le traitement de l'acné. Leur efficacité n'a pas seulement fait

les premières semaines de leur traitement externe.

Ces moyens et cette stratégie permettent de « blanchir » la majorité des acnés vulgaires, même sévères, et, de ce fait, ils sont mis en œuvre avant que la maladie ait pu causer trop de ravages, ils constituent la meilleure manière de lutter — en les prévenant — contre ses stigmates cicatriciels, que les « peelings » répétés et les dermabrasions (qui ne doivent jamais être pratiqués tant que la maladie évolue) n'arriveront jamais à effacer complètement.

Les anti-androgènes

UNE antihormone synthétique, l'acétate de cyproterone qui inhibe l'action des androgènes — hormones sexuelles mâles présentes aussi, mais en minime quantité, chez les femmes, — ouvre une voie originale et très intéressante dans le traitement de certaines formes graves d'acné et d'hirsutisme féminin, qui résistent jusqu'à présent aux thérapeutiques classiques. Son utilisation chez l'homme est impossible dans cette indication du fait d'effets secondaires indésirables sur les organes génitaux.

L'acétate de cyproterone bloque l'action stimulante des androgènes sur les glandes sébacées en s'opposant de manière compétitive à leur action sur les cellules cibles. Ce produit, qui a été testé chez mille trois cent cinquante-quatre patients avec des résultats très encourageants, a dû, pour maintenir la régularité des cycles menstruels, être associé à un oestro-

gène, dont la présence réalise une contreaction, et qui potentialise l'action de l'acétate de cyproterone, comme l'a indiqué, lors d'une conférence récente, à Berlin (1), le professeur Neumann.

Cette association anti-androgène-œstrogène est la plus souvent, bien tolérée, si ce n'est, dans de rares cas, l'apparition de certains troubles liés à la présence d'œstrogènes et comparables à ceux rencontrés avec la pilule. Les contre-indications à ce traitement sont celles de la contraception orale. Le traitement dure de six mois à deux ans, mais son efficacité se fait sentir au bout de quatre mois pour la séborrhée et l'acné, entraînera le rétablissement de la fertilité, et sera sans doute pas permis par la commission française d'autorisation de mise sur le marché des médicaments qui devrait accorder le visa de ce médicament à la fin de ce mois. Les deux principales indications retenues par cette commission devraient être, outre l'acné, la puberté précoce, maladie très rare, et le cancer de la prostate inopérable. Dans ce dernier cas, l'acétate de cyproterone donne des résultats appréciables, comparables à ceux du traitement par hormones féminines (œstrogènes), mais sans entraîner d'effets secondaires.

Dr Ph. L.

(1) Conférence organisée par les laboratoires Schering dont les chercheurs ont conduit l'ensemble des travaux menés à la recherche de cet anti-androgène.

Le coût du traitement : efficace et bon marché, inopérant et cher

I. — J.L. 18 ans, sexe masculin, acné notable depuis quatre ans.

TRAITEMENT CLASSIQUE.

● Cyclines par cures de deux mois représentant : 8 boîtes de 10 comprimés à 14,05 F ; 8 cures par an : 232,80 F pendant cinq ans : 1 862,40 F (remboursé à 70 %).

● Soins locaux : 1 savon acide + 1 antiacétique + 1 « modificateur » de la séborrhée. Pour deux mois (à l'économie) : 13,20 F + 6,40 F + 5,95 F = 25,55 F ; pour un an : 153,50 F ; pendant cinq ans : 768,50 F (remboursé à 70 %).

● Recours au médecin : deux consultations (C = 40 F) et deux nettoyages de peau (K 10 = 83 F) par an, les trois premières années, soit 6 C = 240 F + 6 K 10 = 498 F. Puis pendant deux ans, deux consultations et un nettoyage, soit 4 C = 160 F + 2 K 10 = 166 F (remboursé à 80 %).

Au total en cinq ans : 1 954 F. Résultat financier : 3 095 F.

Résultat clinique : acné inchangée.

La charge du malade (ticket modérateur) : 822,10 F.

La charge Sécurité sociale : 2 227,30 F.

II. — F.L. 18 ans (frère jumeau du précédent), sexe masculin, acné identique depuis quatre ans.

TRAITEMENT PAR LA VITAMINE « A » ACIDE.

● Cyclines : une cure de six semaines au début du traitement, 9 boîtes de 10 comprimés à 12,75 F (efficacité identique au précédent) : une fois pour toutes (remboursé à 70 %) : 114,75 F.

● Soins locaux : 2 tampons imbibés en cure d'attaque, 2 par jour pendant deux mois, 1 par jour pendant un mois = 5 boîtes à 31,50 F : une fois pour toutes : 157,50 F.

En traitement d'entretien, tubes de gel à 19,75 F, 1 par mois pendant neuf mois : 177,55 F ; 6 par an pendant quatre ans : 682 F. Au total 839,75 F. (Non remboursé par la Sécurité sociale) : 967,25 F.

● Recours au médecin : la première année, 5 consultations à 40 F = 200 F. Les quatre années suivantes, 1 consultation par an = 120 F (remboursé à 80 %). Au total : 360 F.

Résultat financier : 1 442 F. Résultat clinique : acné disparue en trois mois avec persistance du résultat.

La charge du malade : 1 073,88 F (+ 257,38 F).

La charge de la Sécurité sociale : 389,25 F (- 1 994,57 F).

Si la vitamine A acide était remboursée à 70 %, la charge Sécurité sociale serait de : 1 045,41 F, et elle ferait encore un bénéfice de 1 227,49 F.

Et il y a en France des milliers d'acnéiques so traitement.

LIVRES

■ « Bien manger pour mieux digérer », du docteur Agnès Azérad. Editions de l'Ethel, 357 pages, 45 F environ.

Ceux qui souffrent d'une colopathie (ou colite) ne savent, bien souvent, quel régime suivre pour ménager leurs intestins fragiles, et il n'est pas rare que les gastro-entérologues consultés chez eux, faute de directives, des erreurs ou des carences alimentaires considérables.

Le docteur Azérad vient, à l'aide du professeur Delmont, de leur consacrer un ouvrage de conseils, ceux d'un médecin praticien, et d'un nutritionniste certes, mais aussi d'une cuisinière avisée. Aussi, et après une introduction pratique sur les caractéristiques du colite, l'ouvrage est-il un répertoire de recettes gourmandes et de menus adaptés à la sensibilité très particulière de ce type, si répandu, de patients.

Un tableau des caractéristiques de tous les aliments, classés en fonction de leur digestibilité et de la durée de leurs fibres, permet de comprendre ce qu'est un régime sans résidus, ou, au contraire, riche en fibres végétales.

Du riz en deuil à la confiture de coings de Kippour, du waterzooi aux escalopes au vin, c'est un traité poétique et succulent qu'offre aux colitiques le docteur Azérad : à l'appui d'une thèse selon laquelle, quelles que soient les situations, le repas doit être une fête, que ne doit pas élever les lendemains douloureux dus à des erreurs de régime.

■ Bon appétit de un jour à vingt ans, de Ginette Mathiot et du docteur Guy Vermeil. Editions Stock, 345 pages, illustré en couleurs, 60 F environ.

Tous ceux qui ont compris que l'alimentation est l'une des clés essentielles de la santé applaudiront à la réédition de cet ouvrage excellent, œuvre conjointe d'un pédiatre et de l'une de nos plus expertes culinaires.

Entièrement remanié, adapté aux notions les plus récentes en matière de diététique, l'ouvrage comporte une première partie didactique, où le docteur Vermeil expose les principes d'une diététique adaptée à l'enfant et à l'adolescent. Dans une deuxième partie, Ginette Mathiot apporte quarante-huit menus des quatre saisons et trois cent quarante recettes, tenant compte non seulement des grands principes exposés par le pédiatre, mais aussi des contingences pratiques de budget, de temps, de commodité et importantes pour les mères de famille.

Une réussite qui incite à penser qu'un ouvrage semblable pourrait être destiné à la diététique du troisième âge.

■ UNE MEDECINE SANS MALADE, de Jean V. Maney. Editions Balland, 280 p., environ 58 francs.

Un plaidoyer pour une médecine préventive, plus humaine, moins colosse, qui permette à chacun de profiter des progrès de la science, non plus en tant que malade, mais pour ne pas être malade.

FAUT-IL MAINTENIR UN SECTEUR PRIVÉ DANS LES HOPITAUX ?

Le secteur privé à l'hôpital, qui permet aux médecins à plein temps de donner deux fois par semaine des consultations et de disposer, pour leur pratique privée, d'un pourcentage variable de lits hospitaliers (1), a été créé par la réforme hospitalière de 1968. Il devait permettre, d'après les promoteurs de cette réforme, d'attirer et de maintenir à l'hôpital des praticiens de valeur ainsi que leur clientèle, mais surtout d'inciter les « patrons des hôpitaux » à adopter la pratique à plein temps.

De l'avis de tous, le secteur privé a joué, durant ces vingt dernières années, ce rôle incitateur, pourtant son utilité est, depuis des années, remise en cause de divers côtés, dans la mesure notamment où il empêcherait une réelle égalité des usagers devant le service public. En particulier, les malades admis dans le secteur privé bénéficieraient souvent de chambres plus confortables, d'un personnel plus nombreux, de délais d'attente plus courts.

A la suite de la prise de position du Syndicat national des cadres hospitaliers,

hostiles à l'existence d'un secteur privé (« Le Monde » du 20 février 1970), les médecins ainsi interpellés sont apparus très divisés sur cette question : les « libéraux » que nous publions ci-dessous témoignent de la diversité de ces réactions ; le dernier rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) distinguait également deux groupes parmi les praticiens. Les premiers, favorables à l'existence d'un secteur privé, se recrutent parmi les praticiens d'un certain âge ayant choisi le plein temps hospitalier au soir d'une carrière en ville et qui ont conservé à l'hôpital, grâce au secteur privé, une partie de leur clientèle. Les seconds, plus sceptiques sur l'utilité du secteur privé, sont, dans l'ensemble, plus jeunes et plus motivés pour l'exercice d'un plein temps hospitalier.

Ces constatations renforcent la thèse formulée en privé par M. Simone Weil, lorsqu'elle était ministre de la Santé, d'un dépassement spontané du secteur privé à l'hôpital : en tout cas, il n'est actuelle-

ment pas dans les projets des pouvoirs publics de le supprimer de manière autoritaire. En revanche, on souhaite au ministère de la Santé que les textes sur les reversements à l'hôpital d'une partie des honoraires touchés, lors de l'exercice privé, soient mieux respectés. Pour l'instant, et toujours d'après le rapport de l'IGAS, il n'y a pas, en effet, dans la très grande majorité des cas — et presque essentiellement pour les centres hospitalo-universitaires, — de concordance entre les états statistiques de la Sécurité sociale et les déclarations que les médecins font à l'hôpital du nombre d'actes accomplis par eux au cours d'une période donnée. Autrement dit, un grand nombre de praticiens dissimulent à la direction de l'hôpital une partie de leur activité privée, minorant d'autant les redevances qu'ils auraient dû normalement lui verser.

(1) Le pourcentage maximum de lits privés est de 6 % dans les C.H.U. et de 5 % dans les autres hôpitaux. Pour huit disciplines, dont le droit d'hospitalisation est longue, ce pourcentage est majoré à 10 %.

PHILOSOPHE ET PSYCHANALYSTE

Erich Fromm est mort

Le philosophe et psychanalyste Erich Fromm est mort le mardi 18 mars à Muralt (Tessin). Il allait avoir quatre-vingts ans.

D'origine allemande, Erich Fromm s'était fait naturaliser américain. La Suisse, où il vivait depuis 1969, l'avait fait citoyen d'honneur, distinction rarement accordée.

Freud plus Marx

Né le 23 mars 1900, à Francfort, Erich Fromm, après des études de droit et de philosophie à l'université de Heidelberg, s'orienta vers la psychanalyse qu'il pratiqua à Berlin dès 1925. Ses auteurs préférés sont alors Spinoza, Goethe, Freud et Marx ; il leur restera toujours fidèle (1).

La production maximale et la consommation, et dirigée par des ordinateurs.

Fromm n'a jamais cru aux bienfaits en soi de machines de plus en plus perfectionnées. Comme psychologue, il a observé, sur plus d'un demi-siècle, les effets de la révolution scientifique et technique sur la santé mentale des individus et de la collectivité, effets qu'il jugea catastrophiques. Les symptômes de dépression, d'angoisse, de dépersonnalisation, d'indifférence à la vie, de violence gratuite, l'ennemi à diagnostiquer non plus, comme Freud, un simple « malade de la civilisation », mais une crise spirituelle sans précédent.

Dans la *Passion de détruire*, Fromm analyse la décadence existentielle de l'homme de la modernité : elle est, selon lui, tout à fait caractéristique de nos sociétés cybernétiques contemporaines, où chacun s'identifie à son rôle social, où les sentiments sont desséchés plus encore que refoulés et où le schizophrène devient le mode d'être naturel. « Notre société industrielle exige d'avancer sans à-coups, écrit-il, parce que chaque soubresaut, chaque friction dans la machine coûte de l'argent ; pour s'y adapter, il faut que les hommes s'emploient à avoir le moins d'émotions possible, parce que les émotions coûtent cher. »

L'homme de la modernité

Plus grave encore, l'homme de la modernité a abandonné la grande aspiration des religions humanistes : la perfection lui-même. Sa préoccupation principale n'est plus de se connaître, mais de dominer la nature. Il pense beaucoup plus à avoir qu'à être ; aussi sa vie coulée entre ses doigts comme du sable.

A une question qui lui était posée sur le sens des révoltes étudiantes de 1968, Fromm répondit : « C'étaient des explosions, des révoltes du cœur humain qui ne voulaient pas se laisser éteindre, se laisser réduire au silence. Mais, depuis, la société a repris sa marche sans changer son cours. »

Fromm n'est cependant pas un penseur apocalyptique. Il croit qu'il y a encore pour l'homme une possibilité de contrôler le système social. « L'homme et la société », écrit-il, ressuscitent à chaque instant dans l'acte d'espérer et de foi, ici et maintenant ; chaque acte d'amour, de vigilance, de compassion, est une rédemption ; chaque acte de paresse, d'égoïsme, d'égotisme, est une mort. « Parvenir à une « planification humaine » n'est pas un maximum de rendement économique, mais un maximum de bien-être humain et d'éducation. Erich Fromm ne cesse pas de réaffirmer le valeur d'une éthique humaniste. Pour lui, la psychanalyse est inséparable de la philosophie et de la morale. Aussi, dans un Univers épris de scientisme, lui est-on tenu gré d'être un moraliste.

Plus qu'un penseur, qui ne s'est pas contenté de se rabacher « Freud ou Marx, l'un pour son principal titre de gloire. »

ROLAND JACCARD.

(1) Nous avons publié une interview d'Erich Fromm dans « Le Monde Dimanche » du 21 octobre 1979.

La morale médicale et l'argent

par le professeur JACQUES IZARD (*)

Le conseil de l'ordre des médecins est chargé de veiller sur la morale médicale, sur le déontologie professionnelle. C'est peut-être son rôle le plus important, en tout cas celui qui se situe au niveau le plus élevé de la morale ancrée dans le général de la Gaule. On ne peut pas nier que les implications financières d'une profession aient une signification morale. Et si la législation actuelle peut être tournée et permette des pratiques douteuses, on peut s'interroger sur l'efficacité du conseil de l'ordre devant ces pratiques et sur les propositions qu'il fait au législateur pour y remédier.

La plus grande partie de l'activité médicale libérale est constituée par le cabinet privé que traitent les généralistes, les spécialistes et les chirurgiens dans leur cabinet ou dans une clinique. Le médecin est en contact personnel avec son malade. Ce dernier est physiquement et moralement diminué lors de l'examen. Le médecin se présente à lui comme un grand frère et il se crée un lien très spécial entre l'autorité du médecin et la confiance du malade.

Or que se passe-t-il ? Dans la conception libérale, le médecin peut être amené à pratiquer un grand nombre d'actes médicaux pour rentabiliser son cabinet ou sa clinique et il n'existe pas de limitation légale du nombre d'actes journaliers. La médecine de l'acte peut entraîner des pratiques condamnables (multiplication des consultations et visites, dépassement d'honoraires, compérage, ristournes qualifiées pleusement de « chantage ») ; elle risque de s'écrouler par l'utilisation d'un matériel de plus en plus sophistiqué, destiné à augmenter la rentabilité. A la limite même, elle aboutit pour les mêmes raisons à des examens ou à des traitements peu justifiés. Voilà un grand problème de morale médicale.

Un autre secteur dans lequel peut s'exercer le médecin libéral est celui des centres hospitalo-universitaires (CHU). En 1968, le Parlement a voté un texte dit loi hospitalo-universitaire. Les médecins qui enseignent à la faculté de médecine et dispensent leurs soins à l'hôpital ont une double rémunération hospitalière et universitaire et, en revanche, n'ont pas le droit d'ouvrir de cabinet en ville. La loi leur a permis d'avoir un faible secteur privé dans l'enceinte de l'hôpital : une ou deux après-midi de consultations par semaine et un certain nombre de lits privés parmi les lits d'hospitalisation publique. Les contrôles sont difficilement réalisables.

Besucoup d'hospitalo-universitaires n'ont pas profité de cette disposition légale, mais une grande partie de l'activité de certains autres est consacrée à cette même clientèle privée qui devrait tenir une place tout à fait secondaire. Au détriment du temps consacré au secteur hospitalier, à l'enseignement, à la recherche, puisque les journées n'ont que vingt-quatre heures pour tout le monde. Avec une sélection personnelle bien évidente : l'augmentation de leur rémunération, qui peut atteindre ainsi facilement de 50 000 à 60 000 francs par mois. Avec la mise en place d'un double secteur public et privé dans le même service hospitalier. Avec l'utilisation à des fins privées du personnel para-médical et du matériel lourd (appareillage radiologique, par exemple) payés par le collectivité.

Que fait le conseil de l'ordre contre cette entorse à la médecine libérale ? Est-ce à la médecine libérale, puisque la médecine du CHU qui ont une clientèle privée ne prennent même pas le risque d'investir de grosses sommes d'argent et d'engager du personnel comme le font leurs collègues de ville.

(*) Chef de service au C.H.U. de Caen, ancien président du Syndicat de Caen.

La condition du libre choix

par le docteur ÉTIENNE WEILL (*)

Le « secteur privé » de l'hôpital public des médecins temps plein est l'objet d'attaques tout azimut. On va jusqu'à accuser les médecins de fraude !

Le secteur privé est un droit statutaire. Pour le Syndicat national des cadres hospitaliers, qui regroupe les directeurs d'hôpitaux, le secteur privé porte atteinte à l'égalité d'accès des usagers à un service public : à quand le classe unique à la S.N.C.F. ?

L'exercice privé, limité à deux demi-journées par semaine à l'hôpital, a pu être, dans l'esprit des auteurs de la loi de 1968, une compensation accordée au médecin qui a choisi le temps plein.

Certes, il n'en est plus ainsi. La médecine hospitalière est une médecine d'équipe, indispensable pour assurer la permanence des soins, d'où le difficulté de personnaliser ces soins. Or, le Français reste très attaché au libre choix de son médecin, principe consacré par la loi hospitalière de 1970. Si ce libre choix est la règle en médecine de ville, il doit être possible à l'hôpital public.

Certes on peut déplorer que la sélection soit fondée sur l'argent. Encore faut-il savoir qu'un grand nombre de médecins exercent dans leur secteur privé dans le respect de la convention nationale, et que les dépassements d'honoraires autorisés, en cas de notoriété, se font avec tact et mesure.

Dès lors, le patient se retrouve dans la même situation que s'il consultait un praticien de ville, étant remboursé la plupart du temps à 100 % par les caisses d'assurance (1). Serait-il normal qu'un riche étranger, par exemple, ayant des exigences particulières, payé des honoraires élevés en ville et soit soigné gratuitement à l'hôpital ?

Les journées ayant une durée limitée, tous les consultants de l'hôpital ne peuvent accéder aux praticiens, les plus libres. Si le secteur privé n'existait pas, comment se ferait la sélection, sinon par un tri effectué par les collaborateurs en fonction de la gravité des cas ?

De plus, l'existence d'un secteur privé est un avantage pour l'hôpital qui accueille ainsi toute une clientèle qui tient au libre choix et qui se serait dirigée ailleurs. Le Syndicat des cadres hospitaliers le reconnaît lui-même.

Il n'est, en revanche, pas défendable qu'il puisse y avoir dans certains services un secteur privé attiré du point de vue hôtelier et un secteur public incomfortable. L'humanisation doit bénéficier à toutes les catégories de malades.

D'autre part, si des abus sont commis par certains médecins temps plein dans leur exercice privé à l'hôpital, ils doivent être sévèrement réprimés. La réglementation le permet aisément.

Il appartient aux administrations de prendre leurs responsabilités. A propos de quelques « bavures », il n'est pas tolérable de mettre en cause la probité du corps médical hospitalier temps plein.

(*) Secrétaire général du syndicat national des médecins, chirurgiens, spécialistes et biologistes des hôpitaux publics.

(1) N.D.L.R. — Le patient n'est remboursé par la Sécurité sociale que dans la limite des barèmes conventionnels, ce qui ne peut pas sur le somme qui, globalement, dépasse les tarifs ainsi fixés.

LORS DE LEUR CONGRÈS NATIONAL

Les internes expriment leur inquiétude devant le projet de réforme des études

De notre correspondant

Lille. — Le congrès national de la Fédération des associations d'internes et anciens internes des hôpitaux, que préside le professeur Gérard Riffe, de Dijon, a eu lieu à Lille les 14 et 15 mars. Ce congrès, qui rassemblait une soixantaine de délégués de vingt-six associations (les internes en exercice sont au nombre de six mille environ, les anciens internes quinze mille), a surtout étudié la réforme des études médicales lancée par la loi de juillet 1979.

L'un des objectifs de cette loi est d'améliorer la formation des futurs spécialistes qui devront obligatoirement trouver une formation à la fois théorique et pratique dans ce qu'on appelle l'« internat qualifiant ». Les décrets d'application doivent être publiés prochainement, mais ce que l'on en sait déjà inquiète fortement les internes et les anciens internes. Les projets de décrets communiqués le 30 janvier dernier par les professeurs Gros et Doronnet risquent, dit-on, de « dénaturer l'esprit de la loi et, ce faisant, menacer la qualité des soins ».

Dans le système actuel, après un concours très difficile (5 à 10 % d'admissions), l'internat devient, en quelque sorte, un véritable médecin hospitalier bien qu'il n'en ait ni le statut ni les avantages sociaux. Mais il reçoit une formation complète. Dans le système proposé par le ministère, on veut réduire le nombre des spécialistes en fonction des besoins de chaque région.

L'internat d'aujourd'hui, a-t-on affirmé au congrès, va disparaître pour être remplacé par un étudiant dont le but principal sera

de réussir les examens dans sa spécialité et non d'assumer une responsabilité de soignant. Qui assurera la permanence des soins ? En outre, selon quels critères va-t-on déterminer les besoins régionaux ? Le nombre des internes va diminuer surtout dans les hôpitaux généraux et la qualité des soins en sera amoindrie, estiment les internes. Le loi ne parle-t-elle pas d'« étudiants nommés en qualité d'internes » ? Voilà pourquoi la fédération des internes demande que « chaque poste d'internat supprimé soit remplacé par un praticien qualifié ». A la vérité, elle redoute surtout que la réforme ait pour but non avoué de limiter les dépenses de santé sociale.

Le congrès a adopté une motion dans laquelle il note avec satisfaction l'intention d'entendre aux internes le statut de médecin hospitalier, notamment sur le plan social. Il regrette toutefois que l'on ne puisse leur appliquer le titre de médecin hospitalier plein temps (1^{er} échelon) et réclame la répartition intégrale des gardes et l'exonération du ticket modérateur en cas de maladie.

GEORGES SUEUR.

CONNAISSANCE DES LANGUES DU MONDE
anglais, espagnol, arabe, breton, espagnol, italien, japonais, occitan, portugais, roumain, russe, vietnamien et grec.
Cours avec explications en français.
Documentation gratuite.
EDITIONS OISEUX 014000X M
8, rue de Belfort - 75008 Paris

CLINIQUE LA MÉTAIRIE

CH-1260 NYON près GENEVE
Les Lézards - Tél. 041/22.61.15.93
Dr G.W. Bismuth, médecin-dir.
Établissement médical privé de premier ordre pour les affections du système nerveux.
Chimiothérapie - Psychothérapie
Traitement des insomnies
Désobésité - Traitement de l'obésité d'origine psychosomatique - Psychothérapie Sports

HIPPOCRATICA
(Colloque)
16 x 25, 488 pages, relié
ISBN 2-222-05449-8

Documentaire gratuit sur demande
Éditions du CNRS
15 rue de la Harpe - 75005 Paris

TOLKIENNERIE
illustration du livre
BILBO LE HOBBIT
de TOLKIEN
album 30 x 40 cm, 68 pages
B. DIFFUSION
40 Bd St Germain 75005 PARIS

GARNIER DELAMARE
20^e édition
Dictionnaire des termes techniques de médecine
plus de 20 000 termes
Ouvrage indispensable aux médecins, étudiants et auxiliaires médicaux.
11 x 18, 1 340 pages
Prix en gros magasin 62 F
MALONE
27, rue de l'École de Médecine 75006 Paris

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
réservée aux lecteurs résidents à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

PAROLE FACILE
Méthode d'Expression et de Communication Le Féal.
Sans engagement, prenez rendez-vous avec Hubert Le Féal pour assister à une séance de travail.
770 56 03
Institut d'expression orale
20, rue de la Harpe 75005 Paris

On ne sait comment tomber

On ne sait comment tomber

DÉFENSE

Dans le

Le Monde des PHILATÉLISTES

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

مكتبة من الأصل

SCIENCES

TROIS SIÈCLES APRÈS NEWTON

On ne sait toujours pas comment tombent les pommes...

La pomme tombe-t-elle comme le prédit Newton en 1687 ? A trois siècles de distance, la question n'est toujours pas définitivement tranchée ; on peut d'ailleurs douter qu'elle le soit jamais. La loi de l'attraction universelle, qui dit que les objets s'attirent proportionnellement à leur masse et en raison inverse du carré de leur distance, est une des plus fondamentales de toute la physique. Le correctif que lui a apporté Einstein — il ne l'aurait qu'à rajouter dans son cadre plus vaste — ne change en rien son rôle central. En revanche, malgré son âge et sa notoriété, la loi de Newton est une des plus mal vérifiées au plan expérimental. La constante de gravitation, qui fixe l'échelle des attractions, n'est connue qu'avec une précision d'environ un pour mille, alors que, sur les autres constantes fondamentales, l'incertitude est généralement voisine du millionième.

Cela tient à des caractéristiques importantes, mais les gênantes, de la gravitation : sa faiblesse à notre échelle, et son universalité, qui interdit d'isoler l'appareillage de l'influence gravitationnelle de tout le reste de l'univers — alors qu'on peut se protéger contre des influences électriques et magnétiques. Si on veut mesurer précisément au laboratoire l'attraction entre deux objets, on est gêné... par tous les autres : la Terre, de manière générale — la pesanteur — mais aussi bien les murs du laboratoire ou le corps du physicien. Diverses astuces techniques ont été inventées pour dépasser l'effet de ces éléments perturbateurs sur l'expérience, mais la précision reste limitée.

Il y a quelques années, des mesures américaines ont tenté d'entendre que la loi de Newton, bien vérifiée à l'échelle du millier de kilomètres — par les trajectoires des satellites artificiels — pourrait être faussée à celle des petites distances : il faudrait

retrancher de l'attraction newtonienne une répulsion décroissant plus vite que l'inverse du carré de la distance, et dont l'effet ne serait ainsi sensible que sur quelques mètres au maximum (le Monde du 28 avril 1978).

Une telle expérience appelle confirmation — ou infirmation : il semblerait que le second terme soit le bon. Trois chercheurs de l'université de Tokyo ont récemment publié dans la revue britannique Nature les résultats d'une expérience qui teste la loi de Newton sur des distances variant entre 2 et 4 mètres : les mesures de laboratoire faites auparavant portaient sur des distances inférieures au mètre. Le principe en est de faire tourner à vitesse régulière une barre de métal plus ou moins distante d'une « antenne » : il s'agit d'une lourde plaque d'aluminium où l'on a pratiqué des fentes et qui peut fortement vibrer si on l'excite à un rythme bien défini. En choisissant le vitesse de rotation de la barre pour que l'attraction gravitationnelle soit au rythme auquel l'antenne est sensible, on peut mettre en évidence cette attraction et la mesurer.

Les résultats sont parfaitement en accord avec la loi de Newton, et indiquent donc que celle-ci est valide dans le gamme de distance étudiée ; si un terme correctif est nécessaire, ce ne peut être qu'à de très courtes distances. Le plus probable est d'ailleurs que ce terme correctif n'existe pas... mais il vaut mieux être prudent. La précision de l'expérience n'est que de 3 %, et un terme correctif plus faible ne la contredirait donc pas.

Il peut sembler étonnant qu'une loi si ancienne et si fondamentale soit finalement si mal connue : mais la nature se moque de ce que nous jugeons important ou pas, et, trois siècles après Newton, nous savons toujours fort mal comment tombent les pommes.

MAURICE ARVONNY.

A Lille
Un métro qui marche tout seul

Un curieux métro miniature fait actuellement des aller-retour sur 100 mètres dans la banlieue de Lille. Composé de deux voitures, sans rails, et bientôt sans conducteur, ce métro traversera toute la métropole du Nord en 1983, et sera certainement le plus automatisé des systèmes de transport urbain : des rampes se suivront toutes les minutes aux heures de pointe, s'arrêteront aux stations avec une précision de 15 centimètres, repartiront, pousseront éventuellement une rame en panne, manœuvreront sur les voies de garage en bout de ligne : toutes ces opérations se feront sans intervention humaine, sans présence d'agents dans les véhicules ou dans les gares.

Dans une salle de contrôle, quelques hommes surveilleront les deux ordinateurs qui gèreront le trafic, observeront sur une batterie de téléviseurs les images envoyées par quelque cent cinquante caméras, converseront éventuellement par interphone avec les passagers d'une rame ou d'une station. Ils n'auront pratiquement aucun pouvoir d'intervention directe : tout l'arrêt d'urgence — mais ils orienteront l'action des automatismes pour faire varier les cadences suivant l'affluence ou pour faire exécuter par l'ordinateur les programmes spécifiques prévus en cas d'incident, tel l'accrochage d'une rame par la suivante (cette opération est le redémarrage de l'ensemble des trains) ou la mise en marche, moins de quatre minutes). Les contrôleurs répondront aussi aux appels des voyageurs et alerteront des équipes de permanence qui doivent pouvoir se rendre sur les lieux en moins de cinq minutes.

Des paris techniques

Constructeur principal du VAL (Véhicule automatique léger) qui équipera la première ligne du métro de Lille — l'équipement d'autres lignes est à l'étude — la société Matra a l'habitude de prendre ici l'air raisonnable, et les précautions qu'impose un automate intégral sont prises : d'abord la redondance est assurée par le doublement de tous les organes ; le commandement est de contrôle, à commencer par les ordinateurs. La sécurité des voyageurs est assurée dans les stations par un système de portes palières qui interviennent l'un après l'autre, et ne s'ouvrent que lorsqu'un véhicule est en station.

En marche, la sécurité contre les collisions repose sur un système de « capteurs », relativement classique, qui interdit aux rames de trop s'approcher les unes des autres. Il utilise des appareils à ultrasons dont le faisceau est coupé par la rame lorsqu'elle passe en face de l'appareil et le brouillard émettant fréquemment la réaction, on a préféré les ultrasons à un faisceau lumineux. Et de nombreux contrôles portent sur les organes mécaniques, en particulier un système unique de mesure de la pression des pneus.

Reussir un « sans faute »

Sur le plan technique, l'automatisme intégral paraît justifié, en est-il de même sur le plan psychologique ? Les Lille-Parisiens ont le métro sans conducteur, sans agent de station ? On est conscient, chez les promoteurs du VAL, que les premiers mois seront une expérience cruciale, qu'il faut réussir un « sans faute ». A San-Francisco, le BART (Bay Area Rapid Transit) devait fonctionner sans conducteur : quelques accidents ont rapidement empêché la présence d'un agent de conduite à bord des rames. Mais on fait remarquer, chez Matra, que la conception du VAL est très différente de celle du BART, que ce dernier a souffert d'une centralisation excessive et qu'il n'a pas pu bénéficier de l'expérience de sécurité qui assure le pilotage. Mais le meilleur argument est sans doute que Matra se soit engagée à son système constructif pendant plusieurs années, à son exploitation.

Comme le dit M. Jean-Luc Lagardère, président de Matra, « le VAL est une carte pour réussir, un plan stratégique, c'est un concurrent actuel (1), et sans doute d'autres dans un avenir proche ». Des compétitions sont en cours à Los Angeles, Detroit, Atlantic-City aux Etats-Unis, à Caracas au Venezuela. Le métro léger entièrement automatisé, capable d'un débit de 30 000 passagers par heure (un métro lourd peut en transporter le double) a probablement un bel avenir pour la desserte des agglomérations d'un million d'habitants. La réussite ou l'échec de l'expérience lilloise auront ainsi un impact déterminant sur la présence ultérieure de l'industrie française sur ce marché. — M.A.

(1) Le concurrent actuel est Washington, qui a équipé plusieurs transports complètement automatisés pour faire passer les passagers d'un terminal à un autre.

Le budget du Centre national d'études spatiales donne la priorité à l'Europe et aux programmes d'applications

Le budget du Centre national d'études spatiales (CNES) s'élève pour 1980 à 1 804,2 millions de francs, soit une augmentation de 15,7 % par rapport à l'an dernier (1). La répartition des masses financières à l'intérieur de cette enveloppe traduit la volonté du CNES de redéployer ses différents axes d'ac-

tion. L'essentiel de la dotation budgétaire du CNES est alimentée par les subventions du ministère de l'Industrie, qui alloue 1 368,4 millions de francs (+ 13,4 %) ; huit autres ministères (2) et la Délégation à l'aménagement du territoire apportent 244,4 millions de francs (+ 17,3 %) ; enfin les ressources propres du CNES s'élèvent à 291,4 millions de francs (+ 22,9 %).

Même si le budget du CNES fait, cette année, l'objet d'un réajustement, l'essentiel des crédits — soit 1 028,6 millions de francs — couvre la contribution française aux différents programmes de l'Agence spatiale européenne (ESA), à savoir : les satellites de télécommunications O.T.S. et E.C.S. ; les satellites météorologiques Meteosat ; le laboratoire spatial européen Spacelab ; que la navette spatiale américaine emportera dans ses francs, satellite et expériences scientifiques diverses et, surtout, développement du lanceur européen Ariane — dont le second exemplaire doit être lancé dans le courant du mois de mai. Ce dernier programme en cours d'achèvement, bien que ses crédits marquent le pas par rapport à l'an dernier (440,5 millions de francs contre 558,3), constitue l'essentiel de la dotation destinée à l'ESA, puisqu'il y ajoute un crédit de 38,9 millions de francs pour le financement de la première série de lanceurs et un autre de 57 millions de francs pour entamer le programme d'amélioration d'Ariane, qui conduira à la réalisation de lanceurs plus performants et mieux adaptés aux besoins de la clientèle.

Le second volet du budget concerne la coopération bilatérale, qui avec 67 millions de francs, est en augmentation de près de 32 %. Cela tient au fait que les projets réalisés en collaboration avec les Américains enregistrant, après le

lancement et de réajuster ainsi le montant des sommes entre le programme de coopération bilatérale, le programme national et le programme spatial européen, qui, au cours des dernières années, a nécessité de la part de la France des efforts financiers importants pour le développement du lanceur lourd Ariane.

De la même manière, les crédits réservés au programme national du CNES (198,4 millions de francs, soit presque un quadruplement du budget consacré à ce secteur) ne prennent pas en compte les sommes — 1 620 millions de francs — destinées au projet national de satellite de télécommunications Telecom-1 que finance la direction générale des télécommunications. Dans ces conditions, le meilleur indice de l'effort alloué au programme national va au projet de satellite d'observation de la Terre, Spot, qu'Ariane doit lancer en 1984. Les militaires, qui espèrent un jour réaliser des satellites espions qui seront en partie dérivés, collaborent partiellement à ce projet.

Les deux derniers volets enfin, recherche et développement d'une part et support fonctionnel des programmes de l'autre, se voient attribuer respectivement 34 mil-

lions de francs (+ 17 %) et 422 millions de francs (+ 18 %), dont l'essentiel correspond aux dotations budgétaires consacrées à la préparation du programme franco-allemand de télévision directe, aux traitements des données fournies par l'observation de la Terre, aux études préliminaires aux futurs lanceurs Ariane-4 et Ariane-5 et aux moyens techniques de lancement et d'exploitation du centre spatial guyanais. Tous éléments qui concourent à faire du budget du CNES un budget largement tourné vers les applications spatiales à retombées économiques, comme son ministre de tutelle en avait manifesté à plusieurs reprises le désir.

La création prochaine, le 26 mars, d'Arianespace, société de promotion et de commercialisation de la fusée Ariane, au sein de laquelle sont représentés les intérêts industriels et bancaires de onze millions, en porte témoignage, puisque le CNES a inscrit sous ce titre 15 millions de francs pour 1980. — J.-F. A.

(1) Il faut ajouter à cette somme 201 millions de francs de participation française aux dépenses du centre spatial guyanais de Kourou.

(2) Le ministère de la Défense dégage pour sa part 122,8 millions de francs.

MM. Jean Bernard et Roland Morin ont été nommés, ce lundi 17 mars, hauts conseillers auprès du directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). M. Philippe Laudat, M. Bernard, qui dirige la clinique du sang à l'hôpital Saint-Louis, sera haut conseiller médical ; M. Morin, qui a récemment démissionné d'un poste de directeur de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.), sera haut conseiller pour l'administration de la recherche.

DÉFENSE AÉRONAUTIQUE

UNE COMPAGNIE AUSTRALIENNE CHOISIT LE BOEING-767 DE PRÉFÉRENCE À L'AIRBUS

La compagnie aérienne australienne Ansett Airlines a annoncé, lundi 17 mars, son choix en faveur du Boeing-767, de préférence à l'Airbus européen, et une commande au total de vingt et un moyen-courriers Boeing, dont cinq Boeing-767. Le montant global du contrat est de 998 millions de dollars australiens (1 574 millions de francs).

Il s'agit de la plus importante commande passée par une compagnie intérieure australienne : cinq biréacteurs 767, douze biréacteurs 737 et quatre triréacteurs 747. Ces décisions ont été prises en 1978 et 1983 pour remplacer des Douglas DC-8.

Ces commandes portent à cent quarante le nombre de Boeing-767 commandés dans le monde, à mille sept cent celui des Airbus A-300, bien que cette décision implique la mise en service de l'appareil européen, par son concurrent Trans Australia Airlines (T.A.A.) sur le réseau intérieur, antérieurement à celle des Boeing-767. On sait, en effet, que T.A.A. a commandé quatre Airbus, dans la version B-4, et pris deux autres exemplaires de la même version en option.

Un Boeing sous contrôle. — Les créanciers de la Société australienne de transport touristique (S.A.T.T.) ont obtenu du juge d'instruction de l'un des tribunaux de l'État-Rhin une ordonnance de contrainte et la mise sous scellés, à Bâle-Mulhouse, d'un Boeing-707 appartenant à cette compagnie. La S.A.T.T. connaît depuis plusieurs mois de graves difficultés financières. Le ministère des transports lui a accordé un délai de trois mois pour se réorganiser et redresser ses comptes (le Monde du 18 mars).

Le « Concorde » soviétique au musée ? — L'avion supersonique à réaction Tupolev-144, concurrent du Concorde, sera exposé au Musée des forces aériennes soviétiques, indiquent l'agence Tass, sans préciser si les difficultés qui affectent l'exploitation de l'appareil sont en voie d'être résolues.

Le supersonique soviétique avait été retiré du service passager en août 1978, après avoir été exploité neuf mois sur la ligne Moscou-Alma-Ata. Depuis, il n'a fait que quelques vols d'entraînement. — (A.F.P.)

Le Monde des PHILATELISTES

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Halles
75001 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. Paris 937-25

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois
FRANCE - P.O.M. - T.O.M.
124 F 256 F 512 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
308 F 596 F 1 192 F

ÉTRANGERS
(par messagerie)
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
262 F 512 F 1 024 F
II. - SUISSE - TUNISIE
250 F 496 F 992 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (avis de versement) ou par mandat sont priés de joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou postales (à 10 F supplémentaires) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de décrire tous les noms propres et capitales d'impression.

VHS
MAGNETOSCOPE
CRÉÉ PAR JVC

médaille d'or
des procédés vidéo

LE STANDARD
LE PLUS RÉPANDU DANS LE MONDE
(2 200 000 APPAREILS VENDUS FIN 79)

LE VHS CRÉÉ PAR JVC
A ÉTÉ ADOPTÉ PAR LES PLUS GRANDES MARQUES
EUROPÉENNES, JAPONAISES ET AMÉRICAINES.
JVC VIDEO FRANCE 64, RUE DES BINELLES 92310 SEVRES

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	38,00	45,88
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	106,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.E.
ANNONCES ENCADREES	33,00	88,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international
(et départements d'Outre Mer)

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

DOW CHEMICAL EUROPE is an International chemical company manufacturing and selling base and specialty chemicals, plastics and biochemical products. Throughout Europe, Africa and Middle East we operate 52 sales offices and 25 manufacturing sites.

To support the rapid growth of the METHOCEL® cellulose ether specialty chemicals business, our European Technical Center in Horgen, Switzerland is looking for a

Chemist or Chemical Engineer

to join our METHOCEL® research and development team. The scope of the job centers around

- product development
- application development
- customer service

The versatile industrial applications of METHOCEL® cover such areas as cement and gypsum based products for the building industry, suspension polymerization processes, paint as well as food industry, cosmetics and detergents.

This responsible position calls for close cooperation with our sales force and marketing organization. The maintaining of contacts with our production and process research units in Germany are also essential.

*Trademark of the Dow Chemical Company.

We require:

- a degree in Chemistry or Chemical Engineering
- knowledge of English and another European language
- willingness to travel internationally
- flair for dealing with people
- 3 to 4 years of industrial experience in one of the following fields is necessary:
- cellulose ethers or natural gum products
- surfactants in areas like building industry (wetting agents), emulsion or suspension polymerization processes, paints or cosmetics
- training on the job
- career opportunities based on your performance
- progressive employment conditions
- a stimulating and international working environment

Interested in joining the team?

Please call or write to us for an application form.

DOW CHEMICAL EUROPE S.A.
Mr. R.M. Calas
Leland L. Dean
Ch-810 Horgen/
Switzerland
Tel. 01/728 22 11.



Importante Entreprise de Travaux Publics
recherche pour sa filiale au

NIGERIA

ingénieur mécanicien

Débutant ou ayant 2 à 3 années d'expérience de chantiers de travaux publics ou connaissant les matériels de terrassement. Après une période de formation, il sera affecté comme responsable du matériel sur un des chantiers de la filiale. Anglais indispensable.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente s/eff. 2999 à P. LICHAU S.A. - B.P. 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

BUREAU VERITAS

recherche

UN INGÉNIEUR

D'AFFAIRES

pour marché mondial.

Expérience d'au moins 5 ans

dans la pétrochimie, le raffi-

nage avec au moins un séjour

sur un chantier de construction.

Bonnes connaissances de la

conception, de la construction

et de la sécurité des installa-

tions pétrolières.

Familiarité avec les normes

américaines.

Bonnes connaissances de la

langue anglaise.

Ecrire avec C.V. et prétentions

sous référence n° 12.

BUREAU VERITAS

Direction du Personnel,

31, rue Henri-Rochefort,

75017 PARIS.

Pour centre formation Afrique

Noire, Bureau d'Etudes fran-

çaises recherche

Ch-810 Horgen/
Switzerland

Tel. 01/728 22 11.

UN INGÉNIEUR

ROUTIER

Avec expérience O.M.

et polytechnique.

Ecrire sous réf. 12517 à

MEDIA S.A., 1, bd des Italiens,

75002 Paris, qui transmettra.

LE BUREAU DE RECHERCHES
GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES

recherche

UN INGÉNIEUR EN SONDAGE MINIER

pour :

— Mission de six mois au Brésil, éventuellement

renouvelable ;

— Fonction de conseil et formation de personnel

auprès d'une entreprise brésilienne.

Les candidats devront avoir :

— Une solide expérience en sondages carottés

miniers géotechniques ;

— Une bonne connaissance de la langue portugaise

ou anglaise.

Possibilité de contrat définitif à terme.

Avantages sociaux expérimentés assurés.

Ecrire avec C.V., références et prétentions à

B.R.G.M./D.P.E.L., avenue de Concorde,

B.P. 6009 45000 ORLÈANS CEDEX.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Diplômé

Expérience de négociation en pays arabe appréciée.

Disponible de suite.

Anglais courant.

Pour déterminer et négocier le type de matériel

nécessaire à la construction de plusieurs bâtiments

collectifs au Moyen-Orient.

Il assurera la coordination des chantiers.

Envoyer C.V. + photo, sous référence 9114 à :

VALÉNS CONSEIL, 55, rue de Richelieu, Paris-2°.

emplois internationaux

Cette classification permet aux
sociétés nationales ou internationales
de faire publier pour leur siège ou leurs
établissements situés hors de France
leurs appels d'offres d'emplois.

approvisionnement

Le Chef du Service Approvisionnement d'un complexe
minier du NIGER, recherche un cadre confirmé
pour être son Adjoint. Le candidat retenu, de forma-
tion secondaire, âgé d'au moins 35 ans, aura acquis
une solide expérience en gestion des stocks dans
l'industrie lourde. Avantages liés à l'expatriation :
2 mois de congé pour 10 de séjour, logement jus-
qu'en 3ème, logement gratuit, loisirs. Ecrire avec
curriculum vitae explicite sous référence CK/AP à



• 30, AVENUE AMIRAL LEMONNIER - 78100 MARLY LE ROI •

L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

cherche à pourvoir le poste de

professeur extraordinaire à

temps partiel (1/3) de Concepts

de base, théories et méthodes

en sciences sociales et politiques.

Les candidats (curriculum vitae

et publications) doivent parve-

nir avant le 20 avril 1980 à la

Commission de nomination d'un

professeur de science politique,

Faculté des S.S.P., 19, av. Vieux,

1004 Lausanne (Suisse).

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

FÉDÉRALE

DE LAUSANNE

cherche

BIBLIOTHÉCAIRE

Chef du catalogue.

Expérience du ISBO, disposition

pour conduire personnel, partici-

pation à planification. Bonnes

connaissances allemand et anglais.

Offres avec pièces usuelles au

Serv. de personnel de F.E.P.F.,

32, avenue de Corv.,

CH 1007 Lausanne.

emplois régionaux

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES PLURIDISCIPLINAIRES
SPÉCIALISÉE EN ENVIRONNEMENT ET IMPACTS

Région Lyonnaise

mais à compétence multi-régionale

recherche

INGÉNIEUR AGRO OU AGRI

Expérimenté en études de recherche ou en études

techniques, pour secondar directeur - 30-40 ans.

Adresser candidature manuscrite avec C.V. détaillé

et prétentions au n° 1250 « LE MONDE » Publi-
cité, 4, rue des Italiens, 75277 PARIS CEDEX 09.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DU BOIS

recherche pour son usine

SITUÉE DANS L'EST

INGÉNIEUR

ARTS ET MÉTIERS

possédant 2 à 3 ans d'expérience, pour prendre

en charge les problèmes liés à l'entretien.

Adresser lettre candidature, curriculum vitae et

préférences, sous la référence 3.670 à P. LICHAU S.A.,

B.P. 220, 75063 Paris, Cedex 02, qui transmettra.

SOCIÉTÉ CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE
FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL

recherche

INGÉNIEUR MÉTHODES

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé A.M.

ou équivalent, âgé d'environ 30 ans et possédant

une expérience industrielle de 3 ans acquise de

préférence en câblage.

Il aura pour mission :

— d'étudier le passage en fabrication des produits

nouveau ;

— d'optimiser les procédés et moyens de fabri-

cation ;

— De participer à la conception des outillages.

Une pratique de l'analyse de la valeur serait un

atout supplémentaire.

Anglais souhaité.

Poste à pourvoir en FICARDIE.

Adresser C.V. à n° 50.267 Contesse Publicité

20, av. Opéra, 75004 PARIS Cedex 01.

ingénieur des mines

La Compagnie des Mines d'uranium de Francoville au
GABON recherche le Chef de l'un de ses nouveaux
sièges d'exploitation. Il s'agit d'une mine en galerie, très
mécanisée dont la descenderie est déjà fonctionnelle. Le
choix se portera sur un diplômé d'une des Ecoles des
Mines (ENS-ALES) ou encore de l'Ecole Centrale, ayant
une expérience d'au moins 4 ans en exploitation de
minerais métalliques ou de charbon. Ce poste permet
d'entrevoir une carrière complète, à l'étranger comme
en France, au sein d'un Groupe important et diversifié.
Le contrat proposé, à durée indéterminée, asso-
cie aux avantages liés à l'expatriation des condi-
tions matérielles favorisant la vie en famille.
Ecrire avec C.V. explicite sous référence CF/E à



• 30, AVENUE AMIRAL LEMONNIER - 78100 MARLY LE ROI •

INTERNATIONAL FINANCIAL CONSULTING FIRM

is looking

for senior consultants with experience in banking/
corporate finance to develop further its practice

in France.

Please send resumes to P.O. Box 2324,

CH - 8023 ZÜRICH.

IMPT GROUPE FRANÇAIS

recherche pour

AFRIQUE NOIRE

JEUNES INGÉNIEURS

DIPLOMÉS ÉLECTROMÉCANIQUE

— Anglais indispensable.

— Connaissances structures métalliques

appréciées.

Adresser C.V. et prétentions à n° 50.295

Contesse Pub., 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

مركز من الأصل

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Directeur Centre de Recherche et Développement Pharmaceutique

SEARLE Groupe pharmaceutique international (17 000 personnes, C.A. 850 millions de dollars) souhaite confier la Direction de l'un de ses trois centres de recherche (110 personnes) situé près de Nice à un

Scientifique de Haut Niveau

Rattaché au Vice-Président Europe R & D pré-clinique, il aura la responsabilité du Centre tant au niveau scientifique qu'au niveau Direction Générale.

Il veillera tout particulièrement à ce que le développement des produits soit réalisé en conformité avec les exigences légales de l'Administration (France et USA) et, ce, dans les meilleurs délais.

Pour ce faire, il s'appuiera sur une équipe d'environ 70 scientifiques regroupés en deux départements :

- Développement pharmaceutique (général et analytique).
- Toxicopathologie.

Homme complet, il allie des qualités de scientifique à celles de manager et a acquis une vaste expérience dans l'industrie pharmaceutique au sein de laquelle il jouit, sur le plan technique, d'une solide réputation.

Sa maîtrise de la langue anglaise lui facilitera des contacts fréquents avec ses homologues américains et britanniques.

Notre conseil traitera en toute confidentialité votre dossier de candidature comportant lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence n° 5 080 a

Yves KERNEVEZ
CONSEIL EN RECRUTEMENT
19, avenue Victor Hugo - 75118 PARIS

Une société industrielle (Loire Atlantique) fabriquant et commercialisant en France et à l'exportation des produits métallurgiques et plastiques recherche son

DIRECTEUR FINANCIER

Membre du Comité de Direction, celui-ci assurera l'ensemble des relations avec les organismes financiers et les administrations, contrôlera les services comptables et achats, assurera le secrétariat général.

De formation supérieure, âgé d'au moins 40 ans, les candidats devront pouvoir se prévaloir d'une importante expérience dans une fonction similaire.

Lieu de travail : Nantes

Si vous êtes intéressé par cette fonction veuillez nous adresser un dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 364.

Réponse et discrétion vous sont assurées.

ORION 35 rue du Rocher - 75008 Paris

CANDIDATS DEBUTANTS: 70 000 F+ AVEC 2 A 3 ANS D'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE: 90 000 F+

Si vous êtes ambitieux et efficace, capable de vous donner à fond pour un métier passionnant, une grande chaîne d'hypermarchés française vous propose de faire carrière et de jouer un rôle important dans la distribution moderne en étant **RESPONSABLE COMMERCIAL** (formation assurée).

PROFIL DU CANDIDAT :

Formation supérieure.
Commerciale : ESC, etc.
Universitaire : Sciences Eco, Droit, etc.
Ecole d'ingénieurs : AM, ISA, etc.

QUALITES ESSENTIELLES POUR REUSSIR :

- enthousiasme et combativité,
- goût du commerce,
- sens des responsabilités,
- aptitudes à former et à animer du personnel,
- gestionnaire consciencieux et méthodique.

Nous recherchons immédiatement

10 CANDIDATS DE VALEUR

qui, après avoir fait leurs preuves dans cette fonction, se verront confier rapidement des responsabilités importantes.

Réelles perspectives d'avenir.
Rémunération élevée liée à l'évolution des résultats.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :

Téléformation
52, RUE DE DOUAI - 59000 LILLE
DISCRETION ABSOLUE

E.S.C. - D.U.T. Gestion Débutant ou Première Expérience

Filiale française d'un groupe multinational très important, nous recherchons, pour l'intégrer à notre équipe chargée du contrôle de l'analyse de la comptabilité industrielle, un **E.S.C., D.U.T. GESTION**, débutant ou ayant acquis une première expérience en entreprise ou cabinet comptable.

Dans un premier temps, il sera particulièrement chargé du suivi et du contrôle des stocks (procédures, fiabilité des informations, analyses, aide aux utilisateurs).

Il prendra ensuite progressivement connaissance de l'ensemble des applications relatives aux systèmes industriels (gestion de production).

Ce poste évolutif, situé à 200 km est de PARIS, est à créer rapidement. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 80 209 M à François CORNEVIN

centor

15 bis, rue Henri Mounier
75008 - PARIS

AGRO-ALIMENTAIRE 160.000 F +

Un des premiers groupes nationaux (3 Millions de C.A.) cherche pour une usine située en PICARDIE un

chef des services extérieurs Ingénieur agro (INA, ENSA)

Placé sous l'autorité directe du Directeur d'établissement, il gère et organise de manière autonome son service comprenant :

- les approvisionnements en produits du sol de l'usine (200 Millions de F),
- l'appui technique aux agriculteurs,
- la vente de produits de traitements phytosanitaires et des sous produits agricoles de l'usine (30 Millions de C.A.).

La réussite à ce poste et l'évolution ultérieure dans le groupe supposent :

- une personnalité affirmée,
- 10 ans d'expérience acquise dans un organisme ou une industrie agricole concernant :
- les techniques agronomiques,
- la conduite des hommes,
- la gestion d'un service,
- les relations commerciales avec les agriculteurs et/ou les services de marketing.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous référence 2029-M) seront traitées avec toute la discrétion d'usage par

a. j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
27, AV. ALSACE-LORRAINE
92015 ANTOY



IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE
(1.800 personnes - 9 usines)
créé en ANJOU une nouvelle usine
à grande capacité de production
et recherche

ingénieur de travaux

Chef de projet de la construction, il sera responsable du coût et du planning, du choix des fournisseurs,

et de l'ensemble des problèmes techniques, administratifs, financiers et relationnels sur le chantier.

Ce poste convient à un ingénieur diplômé, 28 ans min., formation Mécanique ou Génie Civil, disposant d'une expérience d'au moins trois ans dans la construction d'unités de fabrication ou de bâtiments industriels.

Anglais parlé et écrit nécessaire.

Rémunération départ de l'ordre de 120.000 F.

Logement en villa assuré.

Ecrire avec C.V. sous réf. H 158 à
P.J. CONSEIL
2, rue des Dardanelles
75017 PARIS

SOFREM

Société Française d'Electro-Metallurgie

FILIALE DU GROUPE

PECHNEY USINE KUHLMANN

recherche

POUR SES USINES DES PYRENEES

INGENIEUR D'ENTRETIEN

DEBUTANT

CENTRALE, SUP. ELSC. ARTS ET METIERS, ICAEM, ECAM, INS.

Ad. C.V. av. photo à M. CABANE - SOFREM
10, rue du Général-Poy, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ HOLDING D'UN GROUPE

très décentralisée

figurant parmi les leaders européens de produits grand public implantés à

LYON

recherche :

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

directement rattaché à la

DIRECTION FINANCIERE DU GROUPE

Il aura à promouvoir l'information financière et institutionnelle du groupe, vis-à-vis des actionnaires, des collaborateurs et des différents publics concernés.

De formation supérieure, rompu aux techniques de communication, apte à maîtriser les données économiques et financières, il possèdera de grandes qualités de contact et une forte capacité rédactionnelle pour concevoir et produire les supports d'information.

Le poste est à pourvoir à LYON

Il sera répondu à toute lettre manuscrite, accompagnée d'un C.V. détaillé, indiquant derniers émoluments perçus adressée à :

(sous référence 7.692)
B.E.O. 3, rue de Téhéran,
75008 PARIS.

Pour suivre la constante expansion de notre société, nous recherchons des candidats dynamiques pour travailler dans le domaine intéressant du

MANAGEMENT CONSULTING

Nous comptons parmi nos clients un grand nombre de sociétés internationales les plus connues en Europe.

• Nous ne recherchons que des collaborateurs emblématiques, sachant faire preuve d'initiative, possédant une grande facilité de communication. L'âge idéal serait entre 25 et 30 ans environ et nous ne voyons pas d'inconvénient à rencontrer des candidats en début de carrière.

• Nous vous apprendrons nos techniques qui permettent d'exceptionnelles améliorations dans tous les domaines de la rentabilité des sociétés, techniques qui ont fait leurs preuves dans des activités aussi diverses que le management, la fabrication, l'administration, les ventes et la formation du personnel. Vous devrez être de ceux qui apprécient les progrès tangibles et qui aiment voir le succès couronner leurs efforts.

• Nous promettons à ceux qui nous prouveront leurs capacités à assimiler et à mettre en œuvre nos méthodes des résultats rapides tant dans leur position personnelle que dans leur situation matérielle.

• Dans la mesure où les déplacements hebdomadaires sont indispensables à notre activité, votre lieu de résidence actuel ne présentera pas d'importance.

• La pratique courante de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une autre langue (allemand ou néerlandais) constituerait un atout supplémentaire. Si vous êtes intéressés par cette opportunité, envoyez votre curriculum vitae (en mentionnant votre salaire actuel et, de préférence, le numéro de téléphone où l'on peut vous joindre six heures de travail.

INSIGHT PUBLICATIONS S.A.

Boulevard de la Cambre 42 - Boite 13 - 1050 Bruxelles BELGIQUE,
sous la référence LM 18/03/80.

Au sein d'un grand groupe industriel français, un DÉPARTEMENT TRÈS AUTONOME chargé de la conception et de la réalisation d'appareils de haute technicité se

CHAUDRONNERIE BLANCHE ET NUCLÉAIRE

recherche

INGÉNIEURS DE HAUTE VALEUR

en études, méthodes de fabrication, devis

Expérience souhaitée : 5 ans minimum, sans limitation.

Implantation géographique : Bourgogne.

Env. lettre de candidature avec C.V. à L. TROUNY, 8, r. de Cotte, 75012 Paris.

Groupe industriel et commercial français Premier producteur européen Second rang mondial

Notre avance technologique reconnue dans le monde entier et le dynamisme de notre commerce nous permettent une pénétration de plus de 50 % sur certains marchés. Nous commercialisons nos produits dans plus de 140 pays.

Notre expansion continue, résolument tournée vers l'étranger (Amérique du Nord, Amérique du Sud, Asie, Afrique) nous porte à rechercher des jeunes

DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES COMMERCIALES

Nous souhaitons rencontrer de jeunes personnalités bien marquées qui veulent fermement utiliser le dynamisme de leur tempérament et leur talent de négociateur pour développer une carrière commerciale.

Nous assurons une formation qui les intégrera rapidement dans l'entreprise et leur permettra d'acquérir une connaissance précise de la haute technicité de nos produits et de l'originalité de notre commerce.

A ceux qui sauront joindre avec rigueur leurs qualités personnelles à notre expérience, nous pouvons garantir une carrière au sein du Groupe et l'accès à des responsabilités humaines et commerciales de haut niveau en France et à l'étranger.

Adresser votre candidature à INTERMÉDIA n° 400 B
69, rue La Fayette - 75009 PARIS qui transmettra.

La discrétion la plus absolue est assurée.



COMEX SERVICES Leader français des travaux sous-marins

jeunes ingénieurs

(E.C.P. - A.M. ou équivalent)

débutants ou quelques années d'expérience qui seront, demain, le fer de lance de son développement.

Ils seront formés aux techniques de plongée sous-marine profonde avant de participer concrètement aux études et aux réalisations sur les chantiers offshore.

Hommes d'enthousiasme et de challenge, ils ont autant d'audace que de rigueur, et le potentiel de futurs responsables décisionnaires.

Postes initialement basés à Marseille - Déplacements fréquents sur les sites - Affectations à prévoir - De solides bases d'anglais seront appréciées.

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel,

Information Carrière SVP appelez INFORMATION CARRIÈRE SVP à MARSEILLE (91) 54 92 55, aux heures de bureau - Réf. M.182

On peut aussi adresser son dossier à SVP RESSOURCES HUMAINES MARSEILLE 13001 - 48 rue Crignan.

SVP 01 54 92 55

CHAMBRE SYNDICALE INTERNATIONALE DES CHIFFRES DE RECRUTEMENT (CSICR)



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Directeur de Département

150 KM DE PARIS 180 000 F

Nous sommes un important groupe bonnetier. Nous recherchons un homme capable de travailler en liaison avec notre direction Marketing afin de prendre la responsabilité d'un de nos départements (chiffre d'affaires 40 millions).

Il en définit et applique la politique commerciale France et export, anime le bureau d'études, et contrôle les représentants avec l'aide de 2 Chefs de ventes.

Une bonne formation commerciale et une expérience confirmée de chef de produit (marketing et ventes) acquise dans un produit de grande consommation sont indispensables.

La connaissance de l'anglais est appréciée.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 91033 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75283 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTHEC

100 000 F+

Une des premières chaînes d'hypermarchés françaises recherche pour un de ses magasins,

CONTROLEUR DE GESTION

Dépendant directement du directeur du magasin, il sera responsable du Service COMPTABILITÉ, de l'élaboration des budgets et du contrôle permanent des résultats.

Garant de l'exactitude des chiffres, il exercera un contrôle rigoureux, même au niveau du détail. Il est en plus le conseiller en gestion de l'équipe de direction du magasin.

PROFIL DU CANDIDAT :
Formation supérieure : ESC ou Sciences Eco + DECS ou équivalent, 3 à 4 années d'expérience dans une fonction similaire souhaitées.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions à :

Téléformation
52, RUE DE DOUAI - 59000 LILLE
DISCRETION ABSOLUE

BANQUE HERVET
recherche pour la Province

UN EXPLOITANT CONFIRME
Responsable de la clientèle privée

Sa mission :

- gérer la clientèle existante
- développer le fonds de commerce actuel par des actions appropriées de prospection.

Ce poste implique une formation supérieure, une expérience professionnelle de 2/3 ans dans la fonction ainsi qu'une connaissance approfondie des marchés boursiers et de la gestion de portefeuilles-titres.

UN EXPLOITANT CONFIRME
Responsable d'un fonds de clientèle d'entreprises

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant une bonne connaissance des problèmes relatifs aux entreprises et à leur gestion, un goût prononcé pour l'action commerciale, le sens du risque.

Une expérience bancaire de quelques années dans le poste est nécessaire. Le salaire sera fonction de l'expérience et de la personnalité du candidat.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions à **BANQUE HERVET**, Centre Administratif de Fussy, Monsieur BARDON, B.P. 4043 - 18028 BOURGES.

Le CENTRE de RECHERCHE des Laboratoires

MERCK SHARP et DOHME CHIBRET
offre des postes de

PHARMACOLOGISTES et de BIOCHIMISTES
dans son département de RECHERCHES PHARMACOLOGIQUES

Le niveau Doctorat est requis pour les candidats ainsi que deux années de formation professionnelle illustrée par des publications de qualité. Une expérience préalable dans le domaine ophtalmologique peut être utile mais n'est pas indispensable.

Les candidats doivent avoir une bonne connaissance de la langue anglaise écrite et parlée.

Le Centre de Recherche récemment construit est situé dans un cadre et une région agréables à RIOM dans le PUY-de-DOME.

Les candidatures sous forme d'une lettre manuscrite et d'un curriculum-vitae détaillé accompagné des publications seront envoyées à la Direction du Personnel des Laboratoires **MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET**, 200, Boulevard Etienne-Clémentel 63018 CLERMONT-FERRAND Cedex. Elles seront traitées avec la plus grande discrétion.

Recherché par un leader mondial de l'équipement de loisir

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Il participera à l'élaboration de la politique générale de la Division FRANCE et aura toute liberté pour proposer ses plans d'action en matière de relations sociales, de salaires, de formation, de promotion et de recrutement.

Age : 30 ans minimum.

De formation supérieure (ESSEC, HEC, SCIENCES PO, ECG, etc.) il possèdera une expérience déjà prouvée de la gestion du personnel d'une unité industrielle. La maîtrise de l'anglais est exigée.

La rémunération du poste est élevée; elle est attachée à la valeur et à l'expérience du futur Collaborateur qui peut espérer une évolution de carrière intéressante au sein d'une équipe de Direction jeune et dynamique œuvrant sans cesse pour l'expansion de la Société.

Lieu de travail : ville universitaire du Sud de l'Alsace.

Adresser C.V. détaillé + photo sous réf. 72056 A.

SEGE Pierre ARNAUD
11, Allée de la Robertsau
67000 STRASBOURG

RIVOIRE & CARRET
recherche pour son Siège Social MARSEILLE

CHARGÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Le poste nécessite :

- une très bonne formation scientifique (mathématiques, maîtrise en 3^e cycle) ;
- le goût et des aptitudes à l'organisation.

Le poste est évaluable :

- le candidat lit l'anglais technique ;
- une ou plusieurs années d'expérience industrielle ou commerciale seront appréciées.

Adresser lettre manuscrite détaillée avec C.V., photo et prétentions sous la réf. 36.386 à **COFFRESSE Publ.**, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CENTRE PHARMACEUTIQUE EUROPEEN LABAZ
Filiale du Groupe SANOFI
recherche pour son usine d'AMBARES

UN PHARMACIEN DE PRODUCTION

Avant une expérience industrielle d'au moins 3 ans de la fabrication des formes sèches.

Il travaillera en collaboration directe avec le chef de fabrication du secteur formes sèches et sera responsable de plusieurs ateliers de granulation.

Il gèrera un effectif de 35 personnes.

Il participera dans sa première année de fonction à l'élaboration et la mise en place d'un nouvel ensemble d'ateliers intégrant les techniques les plus récentes de fabrication en respect des BPF.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions au **CPE LABAZ - 1**, rue de La Vierge 33440 AMBARES.

INGÉNIEUR QUALITÉ

SEMI-CONDUCTEURS. PROVENCE

Nous fabriquons en petites et grandes séries des boîtiers de protection pour une clientèle internationale de fabricants de semi-conducteurs et de circuits intégrés.

Nous exportons 60 % de notre production.

Nous souhaitons confier l'ensemble des opérations de contrôle qualité à un ingénieur de formation universitaire ou Grande Ecole (Physico-chimie ou Electronique) ayant une expérience de quelques années en fabrication de semi-conducteurs.

Les contacts internationaux avec notre clientèle rendent la maîtrise de l'anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. détaillé en indiquant rémunérations actuelles et souhaitées, sous réf. 78.686 M à Denis JOUSSET, 10, rue du Mail - 75002 Paris.

plein emploi
Conseils en Ressources Humaines depuis 1959.

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE
recherche pour l'un de ses UNITÉS DE FABRICATION située dans le LOIRET

JEUNE INGÉNIEUR
formation E.S.M.E., I.S.E.N., E.S.I.E.E., E.N.S.E.R.G. ou équivalent

Il sera chargé de seconder le responsable du bureau de production et du service technique ainsi que du suivi du matériel en atelier.

Ce poste offre des perspectives de responsabilité vers un service contrôle ou méthodes de contrôle à un rythme dynamique et accrocheur.

Adresser C.V. et prétentions, N° 30.280, Contesse Publité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra.

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE
(PRODUCTION)
recherche

jeunes ingénieurs DE HAUT NIVEAU

Pour études et recherches appliquées sur les procédés de récupération améliorés des hydrocarbures :

- Injection de vapeur d'eau, de CO₂ ou d'eau avec additif.

Ces ingénieurs participeront aux études de laboratoire, à la mise au point de modèles numériques de simulation et des opérations pilotes sur chantier.

SPECIALITÉS :

- mécanique des fluides
- thermodynamique
- calcul numérique.

Ingénieur grande école, PhD ou doctorat en sciences, diplômé de l'ENSPM (option forage production).

CONDITIONS REQUISES :

- anglais courant
- pratique de FORTRAN
- aptitude à l'expérimentation
- dynamisme.

LIEU DE TRAVAIL : Sud-Ouest de la France.

Expatriation à prévoir dans le cadre du développement de carrière.

Envoyer C.V., photo sous référence 49.699 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement - 26, avenue des Lilas - Tour 12-04 - 64000 PAU.

DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT

ABATTOIR
Pays de Loire

Une des principales coopératives agricoles françaises (C.A. 18 milliard de francs) désirant développer son activité détail et viande, construit un nouvel abattoir d'une capacité de 25 000 t/an dans les Pays de Loire. Pour assurer la direction et l'animation, elle recherche un Directeur d'établissement. Sous l'autorité du Directeur Général de la filière Viande, il sera chargé de la gestion complète de l'établissement (80 personnes au démarrage : 150 en fonctionnement normal) considéré comme centre de profits. En accord avec la Direction Générale, il définira ses budgets et il mettra en œuvre les moyens matériels et humains afin d'atteindre les objectifs fixés. Il veillera avec une particulière attention au calcul des prix de revient et au suivi de la trésorerie. Il définira la politique commerciale et participera à son application (suivi des principaux clients, choix des fournisseurs, etc.). Il appliquera dans son établissement la politique sociale définie au niveau du groupe. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, possèdera une expérience acquise soit en tant que directeur d'un abattoir de 8 à 10 000 t/an, soit en tant qu'adjoint dans un abattoir de 20 000 t/an. Il pourra également avoir exercé des fonctions de direction dans une société de distribution de produits alimentaires (viande de préférence). Ecrire sous référence 324/34 à :

G.R.H. Conseils
3, avenue de Béguet, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Promogros

Promodès 15 000 personnes, est le plus important Grossiste d'Europe en produits alimentaires et un des premiers Distributeurs de détail en France.

sa branche **promogros**
commerce de gros et de détail recherche

10 Esc et 5 lut/tc
et leur propose de devenir

cadres de la distribution

Après une période de formation rémunérée, ils seront titularisés dans l'un des secteurs d'activités suivants : commerce, administration, personnel, gestion, comptabilité, logistique, marketing.

Du fait du développement de notre Groupe, une promotion rapide est certaine pour les candidats de valeur.

- Si vous êtes disponible et mobile géographiquement.
- Si vous possédez un tempérament affirmé.
- Si vous avez un goût marqué pour les tâches concrètes et variées nécessitant initiatives et sens des responsabilités.
- Si vous êtes dégagez des obligations militaires.

Adresser C.V., photo et rémunération souhaitée sous Réf. M 1 à Gérard LABBE, PROMODES, B.P. 17, 14120 MONDEVILLE.

Promodès

Venez aider nos concessionnaires à transformer leurs ventes en profits ...

Vous vendez avec succès depuis environ 5 ans des biens d'équipement dans le monde agricole. Ce formation type BTS Mécanisme Agricole ou DUT Commercialisation vous vous êtes dirigé vers l'activité commerciale car elle implique la prise en compte intelligente de beaucoup de données (humaines, économiques, techniques, financières, pratiques, ...).

Vous vous sentez apte à communiquer votre savoir faire à des équipes de vendeurs mais aussi à conseiller des P.M.E. dans leur gestion commerciale. Vous êtes donc prêt à vous implanter auprès de nos concessionnaires et à vivre dans une métropole régionale pour assister un de nos directeurs régionaux.

Inspecteur Commercial vous interviendrez directement auprès de notre solide réseau de concessionnaires indépendants. Vos interlocuteurs ? Le « patron » mais aussi son directeur commercial ou son chef de ventes que vous conseillerez (sur la politique commerciale, la gestion, la publicité, ...) ainsi que l'équipe des vendeurs que vous aiderez et animeriez sur le terrain. Votre carrière ne sera pas limitée dans un groupe multinational qui désire que tous ses cadres passent d'abord par le terrain.

Si vous voulez en savoir davantage sur la Société, ses produits et sur le poste AVANT MEME D'ÊTRE CANDIDAT, demandez une documentation sous référence 2293 M à F. 00201 - DELTA CONSEIL 27, rue Dombasle 75015 PARIS - Tél. 250.84.30

DELTA CONSEIL

A CAEN
GROUPE recherche son SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. 25 ans, H.E.C. et/ou expertise commerciale, 2 ans de pratique professionnelle confirmée (droit des affaires, gestion de groupe, notions d'intermédiaires). Personnalité de premier plan pouvant évoluer vers la direction générale. Salaire 120.000 F annuels et plus suivant références.

Ecr. av. C.V., photo et prétentions à GERPA 10, av. Libération, 14000 CAEN, qui transmettra.

ASSOCIATION F.J.T. LIMOGES
recherche rapidement **ADJOINT DIRECTION** 25 ans, env. Form. CAPASE, C.E.F.A. ou équivalent. Env. C.V., photo rec. présent. Directeur F.J.T. AURENCE, 5, avenue Vincent-Auriol, 87100 LIMOGES. Tél. 05-01-45-41.

ENTREPR. DE CONFECTION
Accessoiristes de l'habillement. Région ORLÉANS. Recherche **UN COUPEUR** qualité et expérimenté. Ecrire à HAVAS ORLÉANS N° 208.872 qui transmettra.

P.M.I. à vocation internationale
leader dans sa branche (construction mécanique) recherche **SON CHEF DE BUREAU DES MÉTHODES**

Profil souhaité : ingénieur (D.N.I., I.C.A.M., A.S., E.N.S.I. ou équival.). Age : 30 ans environ. Fonction évolutive vers la responsabilité de la production. Rémunération suivant expér.

Lieu de travail : res. L'Islebaud. Adr. C.V. détaillé et photo, au N° 7.761 - Le Monde à Paris 5, r. des Italiens, 75007 PARIS.

ELF AQUITAINE
recherche pour son Centre de Recherche de PAU

Plusieurs INGÉNIEURS

- INGÉNIEUR PHYSIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE MÉCANIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE ÉLECTRIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL
- INGÉNIEUR GÉNIE MÉTALLURGIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE MINÉRIE
- INGÉNIEUR GÉNIE ÉNERGÉTIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE ENVIRONNEMENT
- INGÉNIEUR GÉNIE INFORMATIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE AUTOMATIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE TÉLÉCOM
- INGÉNIEUR GÉNIE AÉRONAUTIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE COSMONAUTIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE SPATIAL
- INGÉNIEUR GÉNIE MÉTÉOROLOGIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE CLIMATIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE GÉOLOGIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE GÉOMORPHOLOGIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE GÉOCHIMIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE GÉOPHYSIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE GÉOMATIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE GÉOINFORMATIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE GÉOÉCONOMIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE GÉOLOGIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE GÉOMORPHOLOGIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE GÉOCHIMIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE GÉOPHYSIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE GÉOMATIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE GÉOINFORMATIQUE
- INGÉNIEUR GÉNIE GÉOÉCONOMIQUE

arban
recherche pour son Siège Social

responsable de production
d'une unité de 120 personnes

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
recherche pour son Siège Social

UN INGÉNIEUR CONFIRME
Arts et Métiers ou équivalent

SOCIÉTÉ DE PRESTATION DE SERVICES INDUSTRIELS
Domaine Lobin

responsable personnel et administratif
ayant une formation supérieure en gestion du travail et du personnel.

Il sera amené à prendre en charge le personnel et les Services Généraux d'une unité de 300 personnes.

Une expérience de 5 ans minimum dans une fonction similaire est indispensable.

Si vous répondez à ces critères et si le poste vous intéresse, écrivez en envoyant : C.V., photo, et prétentions sous réf. 80031 à :

Copic 18 rue Volney 75002 PARIS

مكتبة من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ELF AQUITAINE

recrute pour son Centre de Recherche de SOLAIZE (près de Lyon)

Plusieurs INGÉNIEURS

- 2 INGÉNIEURS PHYSIENS :
X - Centrale - Mines - Normale - Télécom. - Supélec ou Doctorat de sciences.
Très bonnes connaissances en physique fondamentale.
- 1 INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE :
X - Centrale - Mines - E.N.S.I.C. - I.G.C.
Connaissances approfondies des procédés de combustion et gazification.
- 1 INGÉNIEUR THERMIQUE :
X - Centrale - Mines - E.N.S.I.C. - A.M.
Connaissances approfondies en machines thermiques, mécanique et si possible en corrosion.
- 1 INGÉNIEUR THERMODYNAMICIEN ou PHYSICO-CHIMISTE :
X - Centrale - Mines - E.N.S.I.C.
- 1 INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE :
E.N.S.I.C. - I.G.C. ou Doctorat de sciences.
Connaissances approfondies en cinétique des réactions catalytiques.
- 1 INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE :
X - Centrale - Mines - E.N.S.I.C. - I.G.C.
Très bonne expérience de l'exploitation sur pilotes ou unités industrielles.
- 2 INGÉNIEURS CHIMISTES :
E.N.S.I.C. - Doctorat de sciences.
Compétence E.N.S.P.M. - Option application des produits souhaitée.

Tous ces postes requièrent :
- une expérience de la recherche appliquée obtenue par exemple au cours de la préparation d'une thèse dans le domaine considéré ;
- l'anglais courant ;
- l'aptitude au travail en équipe.
Env. curriculum vitae, photo et présentations au Service Recrutement ELF FRANCE, 157, rue de l'Université - 75007 PARIS.

P.M.I. A VOCATION INTERNATIONALE

Leader dans sa branche

recherche

SON CHEF DE BUREAU D'ETUDES

Le titulaire sera directement rattaché à la Direction Générale

Profil souhaité : Ingénieur A.M. - I.D.M. - E.N.S.I. ou équivalent.
Ayant 5 à 10 ans d'expérience.
Spécialiste en hydraulique et énergétique.
Anglais ou allemand souhaités.
Préférence donnée à l'expérience.
Lieu de travail : région toulousaine.
Adr. C.V. détaillée avec photo et présentations à :
S. rue des Nations - 75427 PARIS, Cedex 09, qui transmettra.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION

recherche pour son Etablissement de BORDEAUX

UN INGÉNIEUR

Grande Ecole ou équivalent ayant plusieurs années d'expérience dans la dynamique des structures et le calcul des vibrations.
Adresser C.V. détaillé avec photo et présentations à :
S.E.P. (Service du Personnel) B.P. 37
33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES

Devenez

les Californiens de la Pub.

En province, il y a encore des marchés immenses, des places au soleil. Bref, une aventure publicitaire à vivre. Aujourd'hui, la province, c'est la Californie de la pub.

Si vous avez l'esprit conquérant et si vous êtes :
Chef de Pub., Chef de groupe,
Rédacteur, Directeur artistique,
Gestionnaire.

POLARIS, la grande fédération d'agences conseil implantées en région vous attend pour la rue vers :

BORDEAUX - LYON - MARSEILLE - RENNES
NANTES - LILLE - METZ - STRASBOURG.

Adresser C.V. et présentations à Jean LEMAITRE - POLARIS, 135, av. Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly.

POLARIS

IMPORTANT GROUPE

ÉLECTRONIQUE

recherche pour l'une de ses Unités de Fabrication

INGÉNIEUR

- Chargé de l'analyse des matériels de transmission en vue de l'étude et de la mise au point de méthodes de contrôle en série, et des moyens correspondants.
- Expérience contrôle entrée ou qualité.
- Connaissance en mesure de composante souhaitée.

Réf. C.G.1

INGÉNIEUR

SARREME M.T.M.

- Chargé de l'élaboration des barèmes synthétiques de fabrication pour l'ensemble des fabrications y compris petites séries.

Réf. C.G.2

Lieu de travail : Région ORLÉANAISE

Adresser C.V. et présentations en précisant la référence du poste n° 50.279
Contesse Publiété, 20, av. de l'Opéra, Paris 9. tr.

SUD - OUEST

Importante société informatique

recherche

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

(E.S.E. - ENSEIETH - INSA...)

pour gérer et participer à un grand projet dans le domaine du process et de l'acquisition de données en temps réel. Ecrire sous réf. 749 M à :
PUBLISCOPE JARDIN - 11, rue Royale 75008 PARIS.

sogim

Société gestion immobilière en montagne recherche

1 Responsable agence montagne

en station pour importante agence de montagne son directeur responsable d'agence (gestion-vente-location) le candidat doit être expérimenté dans le domaine de la gestion de copropriété. Le poste comporte une large délégation de pouvoir nécessitant un sens des responsabilités et une aptitude aux relations extérieures, logement assuré.
Ecrire avec C.V. à Sogim 39 rue Juiverie 73000 Chambéry

ADMINISTRATION DES VENTES

SUP DE CO ANGLAIS-ESPAGNOL LE MANS

- Vous parlez et écrivez couramment l'Anglais, vous avez de solides connaissances en Espagnol.
- Vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (ou formation équivalente).

Une entreprise industrielle exportatrice appartenant à un Groupe International se propose d'étudier votre candidature.

Le candidat retenu débitera au sein du Service Administration des Ventes de l'entreprise où il acquerra la formation nécessaire sur le marché et le produit (très spécifique).
Adresser photo et C.V. complet (sous/réf. 429) en donnant toutes précisions utiles (études, séjours à l'étranger) sur vos connaissances dans les langues demandées à :
CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL, 3, Bd René Levesneur 72000 LE MANS

Importante Entreprise de Travaux Publics

Région Orléans

recherche

UN DIRECTEUR

pour son département

ENTREPRISE GÉNÉRALE

Le postulant issu d'une grande Ecole d'Ingénieurs, devra avoir exercé les fonctions de Directeur d'Agence Bâtiment, Constructions Industrielles ou T.P. Il aura une grande expérience des problèmes techniques, administratifs, financiers et commerciaux de la Profession.

Candidature man. + C.V. et photo à adresser à :
FYCO-PUBLISCOPE (n° 25) - 31, rue Lecourbe, 75015 PARIS, qui transmettra.

JURISTE FISCALISTE

Important Groupe agro-alimentaire nous recherche pour notre service juridique un juriste expérimenté d'une expérience de 5 années acquise en grande entreprise ou en cabinet.

Dans le cadre d'un travail d'équipe il assurera le suivi d'un certain nombre de dossiers ou sera conseil de nos filiales dans les domaines suivants :
- Droit des sociétés ;
- Droit des affaires ;
- Fiscalité ;
- Droit social.

Lieu de travail en Bretagne.
Envoyer C.V., photo, salaire et présentations sous N° 34378 M. REGIE-PRESSA, 35 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

120 000 F +

Le Directeur d'une unité importante (140 personnes) dépendant d'un grand Groupe Industriel du SUD-OUEST recherche son COLLABORATEUR DIRECT

Adjoint Administratif

Fonction : Il sera chargé de contrôler et de synthétiser les informations ayant trait à l'activité de l'entreprise et de prendre les mesures opérationnelles qui s'imposent en ce qui concerne :
- la gestion administrative (comptabilité, budget, personnel)
- l'ordonnancement à court terme et les besoins opérationnels
- la participation à la politique et à la stratégie de l'entreprise.

Profil : 30 ans minimum, de formation supérieure (type ESCAE ou équivalent), très actif, excellent rédacteur, ayant l'habitude de prendre des décisions, de traiter les problèmes à tous niveaux et prêt à collaborer avec une petite équipe déjà en place.

Si vous pouvez témoigner d'une première expérience confirmée, si vous souhaitez intervenir de façon très active et opérationnelle dans les différents aspects de la marche d'une entreprise dynamique, merci d'envoyer rapidement votre candidature avec C.V. complet, photo et présentations sous la réf. 2 189 M à A. PHILIPPE à OCS

Conseil en Recrutement
37 Quai Richelieu
33024 BORDEAUX cedex

Importante société implantée

région ADRIATIQUE recherche :
SON ADJOINT AU CHEF DE BUREAU
ayant solides connaissances techniques et administratives sur ordinateur. Env. C.V., photo et présent. M. WINDERS, SM des Hypers massins bretons, 21, rue Aubert, PARIS 11.

IMP. AGENCE DE VOYAGES

recherche :
SON CHEF COMPTABLE
Format. DECS ou équivalent. Expérience professionnelle, écrite. Salaire de l'ordre de 80.000 F, selon expérience antérieure.

LIEU DE TRAVAIL

ARRAS
Ecr. avec C.V. détaillé, photo, prêt. + lettre manuscrite, à joindre, à :
N° 94326 M. REGIE-PRESSA, 35 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ENTREPR. DE CONFECTION

Accessoires de l'habillement. Région DRELEANS.

UNE CONTREMAÎTRESSE

qualifiée et expérimentée pour diriger atelier de confection.

Env. C.V. et présentations HAVAS DRELEANS N° 200.092.

Pour ORGANISME ECONOMIQUE

HAUTE-NORMANDIE

CHARGÉ (E) D'ETUDES

en entreprises défilant (tel). Formation supérieure, type ESC ou Sciences économiques. Envoyer C.V. + lettre manuscrite, à joindre, à :
N° 94326 M. REGIE-PRESSA, 35 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Nous prions instamment nos collaborateurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

offres d'emploi

Groupe multinational Français, recherche

DIRECTEUR D'USINE

- Formation : Ingénieur Grande Ecole.
- Age : 30 ans minimum.
- Gestionnaire complet d'une unité autonome : (études, production, achats, qualité, gestion).
- Expérience en électronique indispensable. Préférence donnée à l'expérience de fabrication en grande série.
- Lieu de travail : ville moyenne proche région parisienne.
- Rémunération : Motivée.
- Importantes possibilités de carrière dans Groupe.

Envoyer C.V. et photo à n° 7.821 - le Monde - Publ. 5, rue des Italiens, 75427 PARIS, qui transmettra.

Première société française de REVETEMENTS et SANITAIRES en CERAMIQUE.

siège social à Paris - plusieurs usines en Europe, recherche pour sa Direction Exportation

un cadre export

Zone MOYEN-ORIENT

- Anglais parfait indispensable.
- Deuxième langue appréciée.
- Déplacements à prévoir 1/3 du temps.
- Pour ce poste, il est nécessaire d'avoir une formation ESC, 25 ans minimum, une bonne première expérience, l'habitude des négociations à l'étranger.
- Connaissance des produits du bâtiment appréciée.
- Veuillez écrire sous référence 7534 à

INTERCARRIERES

5, rue du Helder 75009 Paris

Ingersoll-Rand

Trappes recherche pour sa

Division T.P. et MINES

responsable produits

pour compresseurs mobiles

Age minimum 25 ans.
Formation technico-commerciale en mécanique.
Niveau BTS-DUT.

dont la mission sera d'être le support des ventes en ce qui concerne la technique, la promotion et la disponibilité des produits, les prix, l'appui à la vente, et l'étude du marché.

Anglais parlé et écrit indispensable. Courts déplacements fréquents. Voiture de fonction.
Adresser C.V. détaillé et présentations au Service du Personnel, 5-7, av. Albert Einstein 78190 Trappes.

GROUPE BANCAIRE

recherche pour renforcer le service immobilier d'une de ses filiales un

CADRE

HEC, LIC. DROIT, SCIENCES PO etc...

30 ans minimum.

Activités : recherche et étude d'investissements immobiliers, suivi des dossiers. Quelques années d'expérience exigées. Travail à Paris.

Ecrire avec CV, photo et prêt. s/réf. 2007 à P. LICHOU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

SEDIS

(GROUPE PEUGEOT)

1 200 personnes - 180 ME

L'UN DES PLUS IMPORTANTS FABRICANTS MONDIAUX DE CHAINES MECANQUES DE PRECISION rech. à LEVALLOIS (92)

JEUNE RESPONSABLE ORGANISATION

pour analyses de Services du Siège, puis des 3 Usines en vue CONCEVOIR, PROPOSER et METTRE EN PLACE de NOUVELLES PROCEDURES impliquant une utilisation plus poussée et cohérente de l'INFORMATIQUE.

INDISPENSABLE

- FORMATION SUPERIEURE, préf. technique ou scientifique.
- 3 à 5 ans d'EXPERIENCE D'ORGANISATION en CABINET ou Soc Organisation d'une Entreprise INDUSTRIELLE de préf.
- Organisateur d'expérience et d'affinité.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4298 à

sélection conseil

33, av. DE VILLIERS 75017 PARIS

arban

fermetures plastiques Grosfillex

près d'Oyonnax (Ain) sur l'axe Lyon - Genève - Annecy, recherche son

responsable de production

d'une unité de 120 personnes.

Sa prise de responsabilité se fera progressivement en fonction de l'expérience professionnelle.

Le poste convient à un Ingénieur Généraliste Arts et Métiers ou similaire, d'un minimum de 30 ans, ayant déjà une première expérience en production, méthodes ou BE, et souhaitant une promotion vers une responsabilité globale au niveau de l'animation des hommes et de la recherche du meilleur coût.

Logement possible.
Ecrire avec CV, photo et présentations à Grosfillex Service du Personnel, Arbest, 01107 OYONNAX Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT

recherche pour son Usine de HAVRE

UN INGÉNIEUR confirmé

Arts et Métiers ou équivalent

pour prendre la responsabilité d'un service

INDUSTRIALISATION DES PRODUITS

appareillage et équipements moyenne tension.

Connaissance des méthodes WORK FACTOR appréciée.

Langue allemande souhaitée.

Bonne évolution de carrière pour candidat de valeur.

Ecrire avec C.V., photo et présentations ss n° 49.576

COTISSE PUBLISCOPE, 20 av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES INDUSTRIELS

Domaine Loisirs

située grande ville universitaire Sud, recherche

responsable personnel et administratif

ayant une formation supérieure en Droit, législation du travail et Gestion du Personnel.

Il sera amené à prendre en charge le personnel et les Services Généraux d'une unité de 300 personnes.

Une expérience de 5 ans minimum dans une fonction similaire est indispensable.

Si vous répondez à ces critères et qu'un tel poste vous intéresse.

Ecrivez en envoyant C.V., photo, références et présentations sous réf. 80031 à :

capic

18 rue Volney 75002 PARIS

	La Sept	La Sept T.S.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAL	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAHÉES	Le m/m col.	T.S.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Produits de grande consommation — Nous sommes une importante société du secteur agro-alimentaire (450 M de CA) et nous commercialisons des produits à forte image sur les plans régionaux, nationaux et internationaux. Nous souhaitons intégrer à notre structure marketing (base Paris) des cadres à fort potentiel ; nous sommes bien sûr intéressés par vos études professionnelles, mais nous sommes surtout exigeants sur vos qualités humaines et personnelles. Notre direction générale recherche un

DIRECTEUR MARKETING

Vous avez une formation supérieure qui s'est enrichie au cours de votre vie dans l'entreprise. Vous avez développé vos capacités de gestionnaire, mais aussi votre sens de la créativité et de la communication. Bien sûr vous êtes suffisamment professionnel du marketing pour coordonner une petite équipe de chefs de produits seniors très autonomes, et pour être opérationnel sur les études et le lancement de produits nouveaux. Votre mission principale et fondamentale se situera plus dans votre esprit pragmatique, votre bon sens, vos dons d'observation, votre créativité, allées à votre connaissance du terrain et de la distribution seront les acous sur lesquels vous vous appuyerez pour remplir le poste de chef de produit-cadre. Vous serez dans le cadre de notre structure marketing des responsabilités très complètes sur l'ensemble de nos gammes de produits à la coupe (produits régionaux mais aussi produits à couverture internationale). Vous devrez vivre activement sur le terrain : contacts avec nos forces de vente, mise en place d'actions promotionnelles, sensibilisation de la distribution, suivi des ventes, contacts avec nos usines.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5364 M

Produits de grande consommation : fromages à la coupe — (Même société que précédemment). Dans le cadre de notre direction marketing, nous recherchons un

CHEF DE PRODUIT

Vous avez assurément une expérience marketing dans les produits de grande consommation et peut-être une formation supérieure. Surtout vous avez été en contact dans des fonctions de vente avec le terrain, les points de vente, les consommateurs ; une bonne connaissance des produits créés serait très appréciée. Vous souhaitez remplir une fonction de chef de produit où votre esprit pragmatique, votre bon sens, vos dons d'observation, votre créativité, allées à votre connaissance du terrain et de la distribution seront les acous sur lesquels vous vous appuyerez pour remplir le poste de chef de produit-cadre. Vous serez dans le cadre de notre structure marketing des responsabilités très complètes sur l'ensemble de nos gammes de fromages à la coupe (produits régionaux mais aussi produits à couverture internationale). Vous devrez vivre activement sur le terrain : contacts avec nos forces de vente, mise en place d'actions promotionnelles, sensibilisation de la distribution, suivi des ventes, contacts avec nos usines.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5365 M

Lancer Boss — Biens d'équipements industriels — Nous sommes la filiale de distribution du groupe international Lancer Boss, un des grands spécialistes mondiaux du chariot élévateur. Nous disposons d'une gamme d'engins très complète (de 2 à 52 T) à fourche frontale et à fourche latérale répondant à l'ensemble des problèmes de manutention. Nous recherchons notre

DIRECTEUR DES VENTES

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur ou école commerciale) et vous parlez l'anglais. Vous avez une dizaine d'années d'expérience professionnelle dans la vente en tant que responsable et animateur d'hommes. Vous êtes très à l'aise avec le public, vous avez une parfaite maîtrise des techniques de vente, la manutention serait appréciée. Par contre, vous êtes assurément un professionnel de la vente de biens d'équipements industriels, vous percevez bien les problèmes d'organisation et vous avez le sens du service et de la gestion. Votre mission essentielle sera de mettre sur pied — à partir de ce qui existe — un réseau structuré avec une équipe de commerciaux et un ensemble de concessionnaires que vous animerez et dirigerez pour développer nos ventes et la pénétration de nos produits sur le territoire national pour l'ensemble de notre gamme.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5366 M

Nous sommes un important groupe français spécialisé dans la fabrication et la commercialisation d'articles culinaires de haut de gamme. Nous représentons 75 % de la production mondiale. Notre dynamisme et notre développement font évoluer notre service informatique actuellement équipé d'un B 2700 + 12 terminaux en TP, vers un B 2930 + B 800 + B 80. Pour répondre à notre expansion nous recherchons un

ANALYSTE FUTUR CHEF DE PROJET

Vous êtes de formation supérieure ou de niveau équivalent et vous avez acquis une expérience informatique d'au moins 5 ans dans le cadre d'une PME ou d'une SSI. Vous possédez une bonne maîtrise des langages et de la programmation de projets variés à la fois en TP et en langage de données. Sous l'autorité du Directeur informatique nous vous confierons l'analyse de projets que nous comptons développer et la mise au point de certaines chaînes existantes. Vous animerez une équipe de 4 personnes. La qualité du dialogue que vous instaurerez avec les utilisateurs sera un atout de votre réussite dans ce poste et de votre évolution. Ce poste est à pourvoir dans un site très agréable d'une petite ville de Picardie (150 km de Paris).

Ecrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6361 M

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons et si vous vous sentez motivés par les perspectives d'une de nos propositions, écrivez aux consultants de Serifo, en précisant la référence à laquelle vous souhaitez être examiné avec la plus grande attention les informations que vous voudrez bien leur communiquer avant de vous adresser — si vos caractéristiques professionnelles correspondent bien à l'attente de leurs commentateurs — à les rencontrer pour échanger avec vous les possibilités et intérêts réciproques d'une future collaboration.

Notre groupe français est encore à taille humaine et son activité est diversifiée : pétrole, ingénierie en génie civil nucléaire et mécanique des sols. Dans le cadre de notre développement nous recherchons un

DIRECTEUR ADJOINT ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Vous possédez l'une des formations supérieures suivantes : HEC, ESSEC, ESCP, ESC + DECS ou l'expertise comptable et vous avez acquis 15 ans d'expérience à des postes de responsabilité dans les domaines comptables, administratifs et financiers au sein d'entreprises aux méthodes modernes de gestion. Dans un premier temps nous souhaitons vous confier pour une, puis pour l'ensemble des sociétés du groupe, la réorganisation et la modernisation progressive des comptabilités. Le service comptable sera sous votre autorité. Ensuite vous travaillerez à l'aide d'un outil informatique à la consolidation de la trésorerie au niveau du groupe. Parallèlement, les questions financières, juridiques et fiscales seront bien sûr de votre ressort. Nous sommes conscients de vous demander dans un premier temps de "relayer les manches", en contrepartie, si vous vous êtes montré performant, nous vous garantirons de devenir rapidement notre Directeur Adjoint Administratif et Financier en relation directe avec le Président.

Ecrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6370 M

Nous sommes un important groupe industriel français leader mondial dans sa spécialité : biens d'équipement liés à l'industrie pétrolière. Notre principal département situé en proche banlieue Nord, compte tenu du lancement de nouveaux matériels et de la renommée des produits existants, développe son action à l'exportation et recherche un

RESPONSABLE ZONE EXPORT

La nature de nos produits fait qu'il serait souhaitable que vous soyez ingénieur de formation. Votre expérience d'environ 5 ans de vente à l'exportation de produits industriels, vous a familiarisé avec l'ensemble des actions à mener dans ce domaine : études de marché, recherche et sélection d'agents, règlements internationaux, COFAC. Nous vous offrirons, en étroite collaboration avec notre Responsable Exportation, la mission de développer nos ventes auprès des clients existants et potentiels sur le secteur Europe, Proche et Moyen Orient. Vous serez autonome dans votre action et gèrerez vos déplacements. Une très bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable, une autre langue serait appréciée.

Ecrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6367 M

Biens d'équipements industriels — Nous sommes la filiale française d'un important groupe international, spécialisée dans l'élaboration et la fabrication de biens d'équipements industriels. Nous recherchons un cadre à fort potentiel technique qui, après avoir réussi les premières fonctions qui lui seront imparties, devra évoluer vers une position couvrant l'ensemble de la fonction technique. Nous souhaitons intégrer à notre structure en tant que

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE

Vous êtes ingénieur diplômé et vous parlez l'anglais. Vous avez 6 à 8 ans de vie professionnelle et vous avez acquis d'acquies de solides compétences techniques en métallurgie et plus particulièrement en chaudronnerie et soudure, à des postes d'études et/ou de contrôle (B.E., Ingénierie, bureau de calculs, assurance-qualité) intégrant l'analyse de la valeur ; une expérience complémentaire en fabrication serait appréciée. Dans un premier temps votre mission principale consistera à assurer le transfert technologique d'une partie des sociétés du groupe (donc des contacts extérieurs fréquents), la mise en place d'un centre de calculs (ordinateur), la standardisation et la rationalisation de nos produits. Votre réussite dans cette mission vous permettra d'évoluer vers des fonctions plus étendues.

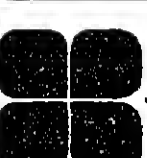
Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5366 M

Lyon — Nous sommes un important groupe français de distribution et nous disposons de plusieurs points de vente sur la région. Nous souhaitons conforter notre service administratif et comptable en intégrant un cadre qui après réussite dans cette fonction aura de réelles opportunités d'évolution dans notre groupe en pleine expansion. Nous recherchons notre

CHEF COMPTABLE

Vous disposez d'une solide formation comptable (par exemple le DECS) avec une formation générale plus large (ESG). Vous avez au moins cinq ans d'expérience professionnelle et vous êtes à même de dominer les problèmes financiers, comptables et budgétaires d'une société jusqu'à l'arrêt du bilan. Vous êtes aussi sensibilisé à la gestion informatique. Vous aurez la responsabilité d'un petit service comptable et administratif (5 personnes) et vous répondrez à la direction régionale, tout en bénéficiant dans votre domaine du soutien et des conseils des structures appropriées de notre groupe. En plus des tâches classiques d'une telle fonction vous assurerez, avec la direction, la trésorerie et les relations bancaires, le budget et les éléments de reporting, les inventaires, les relations avec la sous-traitance informatique.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5369 M



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
38, RUE DE LISBONNE — 75008 PARIS
TELEPHONE : 563-03-10

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES
D'UNE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN ELECTRONIQUE
DE POINTE

située dans la banlieue Sud-Ouest de Paris
recrute

INGENIEURS ET TECHNICIENS ENGINEERING

DE FORMATION ELECTRONIQUE.

Possédant une première expérience industrielle dans des techniques multidisciplinaires.

(Connaissance de l'anglais souhaitée).

POUR :
- définition de produits et systèmes nouveaux,
- travaux engineering, suivi d'installations et évaluation.

Envoyer CV détaillé, photo et présentations à No 49.879
Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
PEINTURE ET REVÊTEMENTS MURS ET SOLS

recherche

JEUNES TECHNICO- COMMERCIAUX

pour

PARIS ET PROVINCE

Cette offre s'adresse à des jeunes sortant de l'école ou ayant un début d'expérience :
INGENIEURS, TECHNICIENS SUPERIEURS DU BATIMENT ou DIPLOMES D'ECOLIS COMMERCIAUX

Après une FORMATION APPROFONDIE, ils devront, à différents postes selon leurs compétences, promouvoir les produits du groupe auprès des prescripteurs, des entrepreneurs et industriels du second œuvre bâtiment.

Les postes à pourvoir se situent à : PARIS
BORDEAUX, CHARTRES, POITIERS, BOURGES

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et attestations au Département Recrutement du COMES, 18, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous référence 2.302)
DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

COMES

ETABLISSEMENT FINANCIER
EN EXPANSION

JEUNES CADRES diplômés d'études supérieures

Certificat comptable du D.E.C.S. exigé. Un à deux ans de pratique en Cabinet agréé.
Envoyer C.V. photo et présentations sous référence 6267

ORGANISATION et PUBLICITE
2, rue Marengo - 75001 PARIS - qui transmettra

un conseil système

C'est l'adjoint technique d'un chef de département d'une grande SSI de la place de Paris. Il assiste les études, oriente les choix techniques et fait le lien avec le groupe système. C'est un bon généraliste du système, formé sur gros matériel IBM (DOS ou OS). Il a abordé le télétraitement (réseaux, terminaux spécialisés) comme les minis. Ingénieur système aujourd'hui, il souhaite élargir son domaine de compétences.

Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (rét. 3780 LM) à « Carrières de l'informatique ».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE — 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Ingénieurs commerciaux

BIENS D'EQUIPEMENT :
LAITERIE - AGRO - ALIMENTAIRE ET INDUSTRIEL

A 28 ans minimum, de formation ingénieur agro-alimentaire ou agro diplômé, vous vous êtes orienté vers une formation technico-commerciale depuis 2 ans minimum, ayant ainsi acquis vos talents de négociateur dans la commercialisation de biens d'équipement agro-industriel.

Une expérience dans l'ingénierie ou dans une Société de Construction de matériels destinés à fabriquer ou produire, vous aura sensibilisé à une préhension technologique des problèmes de production, familiarisé à la technique des essais, des mises au point et des process.

Notre Société française (270 personnes C.A. 100 Millions - 18 % de progression annuelle) est la filiale d'une Société européenne à vocation mondiale qui fait autorité sur son marché.

Nous construisons et commercialisons des équipements agro-industriels et industriels et notre expansion continue nous permet de créer de nouveaux postes.

1° INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

Formation Laitière pour département laitier

2° INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

Département Industriel

Ces 2 fonctions incluent prospection, motivation du marché, vente des matériels, nécessitant conduite d'essais et mise au point de matériels et process.

Ces postes impliquent 60 % de déplacement.

Allemand très apprécié et anglais souhaité.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo et dernier salaire sous réf. 3445

17, rue Courmouze - 51100 REIMS

102, Avenue Philippe Auguste - 75011 PARIS.

MORENO CONSULTANTS

Recrutement Structures et Communication

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Ciments spéciaux
Paris

Une société française (300 p. - C.A. 250 millions F), filiale de l'un des premiers groupes industriels français et spécialisée dans la fabrication de ciments spéciaux, recherche un INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT. Sous l'autorité du Directeur Export, et dans le cadre des budgets et objectifs commerciaux à la définition desquels il aura participé, il sera chargé de promouvoir les ventes des produits fabriqués par sa société auprès d'une clientèle d'architectes, de distributeurs et de prescripteurs implantés en AFRIQUE DU NORD ET EN AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE. Il définira, coordonnera et contrôlera les activités des agents locaux. Il participera à l'administration commerciale de son secteur. Le candidat devra, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure commerciale, posséder quelques années d'expérience en matière d'exportation de produits industriels. Il sera bilingue français-anglais. Il possèdera l'expérience de l'exportation, en Afrique du Nord et possible. Ce poste implique de nombreux déplacements (50 % du temps). Ecr. sous réf. 331/M.A.

G.R.H. Conseils

1, avenue de Ségur, 75007 PARIS.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

offres d'emploi

INFORMATIONNELLES

Le groupe français est encore à taille humaine et son activité est diversifiée : pétrole, ingénierie en génie civil nucléaire et mécanique des sols. Dans le cadre de notre développement nous recherchons un

RS Conseil

NOTRE LIEUX

UN INGENIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

UN INGENIEUR

D'APPLICATION SYSTEME

Ingénieur

De plus en plus, le poste de chef de département technique d'un chef de département d'une grande SSI de la place de Paris. Il assiste les études, oriente les choix techniques et fait le lien avec le groupe système. C'est un bon généraliste du système, formé sur gros matériel IBM (DOS ou OS). Il a abordé le télétraitement (réseaux, terminaux spécialisés) comme les minis. Ingénieur système aujourd'hui, il souhaite élargir son domaine de compétences.

Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (rét. 3780 LM) à « Carrières de l'informatique ».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE — 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Ingénieurs commerciaux

BIENS D'EQUIPEMENT :
LAITERIE - AGRO - ALIMENTAIRE ET INDUSTRIEL

A 28 ans minimum, de formation ingénieur agro-alimentaire ou agro diplômé, vous vous êtes orienté vers une formation technico-commerciale depuis 2 ans minimum, ayant ainsi acquis vos talents de négociateur dans la commercialisation de biens d'équipement agro-industriel.

Une expérience dans l'ingénierie ou dans une Société de Construction de matériels destinés à fabriquer ou produire, vous aura sensibilisé à une préhension technologique des problèmes de production, familiarisé à la technique des essais, des mises au point et des process.

Notre Société française (270 personnes C.A. 100 Millions - 18 % de progression annuelle) est la filiale d'une Société européenne à vocation mondiale qui fait autorité sur son marché.

Nous construisons et commercialisons des équipements agro-industriels et industriels et notre expansion continue nous permet de créer de nouveaux postes.

1° INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

Formation Laitière pour département laitier

2° INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

Département Industriel

Ces 2 fonctions incluent prospection, motivation du marché, vente des matériels, nécessitant conduite d'essais et mise au point de matériels et process.

Ces postes impliquent 60 % de déplacement.

Allemand très apprécié et anglais souhaité.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo et dernier salaire sous réf. 3445

17, rue Courmouze - 51100 REIMS

102, Avenue Philippe Auguste - 75011 PARIS.

MORENO CONSULTANTS

Recrutement Structures et Communication

UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche pour sa filiale spécialisée

le FINANCEMENT AUTOMATIQUE

RESPONSABLE

CONTENTIEUX

Celui-ci sera chargé de l'ensemble du SERVICE CONTENTIEUX

En qualité de responsable dans le domaine du crédit, vous serez chargé de :

- Participer à la mise au point des procédures de traitement des dossiers et de contentieux ;

- Rédiger toutes les actions et les recommandations recommandées des banques, des tribunaux et des services de recouvrement ;

Toutes actions judiciaires, contentieuses et non contentieuses.

Poste à pourvoir à PARIS

Envoyer C.V. photo, salaire et présentations

Contesse Pub. 20, av. Opéra, Paris-1

مكتبة من الأصل

offres d'emploi

INFORMATIENS

120.000 F
Rambouillet — Un groupe international de tout premier plan recherche pour son Centre Européen de traitement de l'information situé dans la région de Rambouillet (45 km de Montparnasse), deux ingénieurs informaticiens. Ils travailleront à une équipe performante où les qualités de chacun sont mises au service d'un projet de grande envergure : l'élaboration d'un système d'information et de gestion de données de pointe (IBM 370/168) prochainement remplacé par des 4341, terminaux lourds 8100, temps réel, base de données. Ils participeront, en liaison avec les ingénieurs concepteurs, à la réalisation (analyse, programmation) d'un système d'exploitation d'une très grande fiabilité, utilisable par nos filiales de Milan, Copenhague, Londres, Hambourg... Ils contribueront également à l'évolution des méthodes de développement. Ces postes s'adressent à des candidats expérimentés possédant une formation supérieure en informatique (école d'ingénieur ou diplôme universitaire), ayant si possible des connaissances en DOS, assembleur, DLI, CICS. On attend d'eux un esprit ouvert, créatif, curieux, le goût du travail bien fait et le sens de l'équipe. Une bonne pratique de l'anglais est vivement souhaitée ainsi qu'une certaine vision européenne des problèmes. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 120.000 francs et pourra être supérieure si le niveau du candidat le justifie. Ecrire à Catherine CHABAUD — PS CONSEIL — 8, rue Bellin — 75782 PARIS Cedex 18 — REX A 2738.

PS Conseil

SOCIETE LEADER
DANS LE DOMAINE DE LA DISTRIBUTION
DE COMPOSANTS ELECTRONIQUES
ET DE SYSTEMES

DEUX INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCEAUX

LES CANDIDATS DOIVENT AVOIR :
— un diplôme d'ingénieur ou un B.T.S./D.T. électronique ou expérience de labe de quelques années au titre ingénieur technico-commercial confirmé. La connaissance des circuits modernes est indispensable.
**UN INGENIEUR
D'APPLICATION SYSTEMES**
Bonnes connaissances hardware et software systèmes des mini-ordinateurs (de préférence matériel D.E.C.).
Réelles possibilités de développement pour candidats de valeur au travers d'un groupe national dans fait partie la société.
SALAIRE ATTRACTIF — VOYAGES DE FONCTION.
Adr. C.V., photo sous le n° 1372 M à RECHER-
PRESSE, 85 bis, rue Beaumartin, 75008 Paris, qui le.

ingénieur projet

Ce n'est pas seulement un poste d'études, de conception, ou de mise au point de schémas d'installations. Vous aurez aussi de nombreuses relations avec nos clients, essentiellement des bureaux d'ingénierie, pour défendre l'originalité de vos projets et soutenir techniquement l'action commerciale de la force de vente.
Filiale d'un important groupe européen, nous fabriquons, commercialisons et développons une gamme de produits électroniques d'une technique qui nous est propre, unique dans son domaine.
Pour réussir à ce poste, il faut avoir une formation Grande Ecole d'ingénieurs, généraliste de préférence, avec une première expérience professionnelle même de courte durée, dans le domaine des études.
Par ailleurs, étant donné notre secteur d'intervention international, l'anglais courant est absolument indispensable.
Enfin, nous recherchons un candidat à fort potentiel, capable de s'imposer dans l'immédiat à nos clients et à terme dans la société en saisissant une opportunité intéressante, ce qui ne manque pas dans notre Groupe.
Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 4495 à Michel GARNIER.
INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75005 PARIS
à qui nous avons confié cette recherche.

UN IMPORTANT GROUPE FINANCIER
recherche pour sa filiale spécialisée dans
le FINANCEMENT AUTOMOBILE

RESPONSABLE
CONTENTIEUX

Celui-ci sera chargé de CRÉER le SERVICE CONTENTIEUX
— En assurer la responsabilité dans son organisation et dans son activité ;
— Participer à la mise en place des procédures internes de traitement des dossiers pré-contentieux et contentieux ;
— Réaliser toutes les actions s'y rapportant et notamment recouvrement des impayés, récupération et vente des véhicules.
Toutes actions judiciaires.
EXPERIENCE d'une activité similaire exigée.
Poste à pourvoir à PARIS
Envoyer C.V., photo, salaire et prétentions n° 30.861
Confiance Pub. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui le.

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

Directeur
de
filiale
référence NX 503 AM

HEC, ESSEC,
Sc. Po., MBA
cadre
financier
fort potentiel
référence EU 500 AM

Directeur
technique
et production
d'une unité
référence AR 497 CM

Attaché de
direction
générale
référence UK 491 AM

Jeune Cadre
export
référence YD 495 AM

Chef
de projet
référence ZP 496 AM

Informatique
technico-
commercial
référence YD 492 AM

Personnel
ingénieur
organisation
référence XN 494 AM

Cadre
marketing
référence WM 493 AM

etap



PUISSANT GROUPE AGRO-INDUSTRIEL leader sur son marché, recherche le Directeur d'une importante filiale.
Poste de haut niveau pour candidat formation supérieure (ingénieur agro-nome apprécié) ayant de solides compétences en contrôle de gestion, de bonnes connaissances de circuits modernes de distribution (si possible une expérience dans le domaine agro-industriel) et les qualités d'un chef d'entreprise. Le titulaire du poste devra être capable de diriger une société qui a son autonomie sur les plans production, commercial, gestion.
Poste : ville province.

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN (CA supérieur à 10 milliards de francs) recherche un Cadre Financier ayant un fort potentiel de développement.
Il travaillera au niveau du groupe et assurera au sein du service Trésorerie Contrôle d'importantes responsabilités de trésorerie au niveau international. La gestion et la coordination des activités de trésorerie concernant des opérations hors métropole, politique de change, assistance aux filiales.
Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école de gestion, ayant minimum 4 ans d'expérience dans le même domaine, acquise dans une banque ou dans un groupe multinationnel.
Connaissance de l'anglais indispensable.
Poste à Paris.

UNE ENTREPRISE FRANÇAISE DE FABRICATION ET D'INSTALLATION DE MATERIEL POUR COLLECTIVITES, réputée dans sa branche crée le poste de Responsable d'une unité autonome.
L'ingénieur recherché, AM ou diplôme équivalent, 35 ans minimum, dirigera l'activité méthodes, fabrication et travaux extérieurs.
Ce poste nécessite de bonnes connaissances techniques (électricité, mécanique, plomberie), le goût de l'innovation. Une pratique de la direction d'une unité (plus de 50 personnes) comportant une partie fabrication et installation est souhaitée. Ce poste, rattaché à la Direction Générale, permet une participation active à la vie de l'entreprise.
Rémunération de l'ordre de 150.000 F/an.
Lieu de travail : ville Côte d'Azur.

UNE SOCIETE COMMERCIALE FRANÇAISE distribuant des matériels de marques renommées, étend ses structures dans le cadre de son expansion et recherche un Cadre de très bon potentiel, de formation Sciences Po, Droit ou niveau équivalent.
Rattaché au P.D.G., il assurera au départ la responsabilité de l'ensemble des questions de personnel (actuellement 260 personnes dont 50 d'encadrement). Progressivement, il pourra étendre ses responsabilités aux activités comptables, financières, administration générale.
Poste d'avenir pour un candidat de qualité, ayant une première expérience professionnelle dans des fonctions de personnel, désireux d'évoluer et de s'attacher à une société afin d'y faire carrière.
Poste à Paris.

PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE PARIS offre au sein de sa filiale chargée de l'exportation de ses produits (marques de grande renommée) une INTERESSANTE et REELLE OPPORTUNITE DE DEVELOPPEMENT DE CARRIERE à un Jeune Cadre Export.
Il s'agit de prendre, après formation, la responsabilité d'une zone géographique et d'assurer le développement des marchés à l'étranger. Le titulaire du poste devra, dans son secteur, stimuler, contrôler et dynamiser les agents locaux. Il sera responsable de la promotion des produits, du suivi des budgets et des objectifs.
Ce poste implique :
• une grande mobilité, la connaissance de l'anglais courant + une deuxième langue : espagnol ou allemand ;
• une expérience de la vente à l'export de 2 à 4 ans de préférence dans un secteur de grande distribution ;
• une formation grande école de commerce ou équivalente ainsi qu'un goût des contacts et un réel dynamisme commercial.

UN GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE, ayant notamment des activités dans le domaine du transport des voyageurs, recherche un Chef de Projet.
Il participera à des études de création de filiales sur le plan marketing et technique.
Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, motivé par ce domaine d'activité et témoignant de qualités de rigueur et de courage.
Une première expérience professionnelle est appréciée mais non indispensable. Un débiteur motivé et de très bon potentiel peut être envisagé.
Larges possibilités de développement de carrière au sein d'un groupe dynamique.
Poste à Paris.

UNE SOCIETE INFORMATIQUE filiale d'un des premiers groupes industriels français, recherche un Responsable Technico-Commercial. Il sera chargé de suivre et de développer une clientèle en liaison étroite avec les équipes d'études et d'exploitation.
Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant au minimum deux ans d'expérience commerciale dans l'informatique acquise chez un constructeur ou une société de services.
Poste ouvrant de réelles perspectives d'évolution de carrière, dans une société dotée de puissants moyens, pour un candidat ayant de solides qualités de dynamisme et de contact.
Poste à Douai.

UNE DES PREMIERES MUTUELLES FRANÇAISES D'ASSURANCES : 3.000 personnes, en progression constante, renforce ses structures et offre au sein de son département des relations sociales, une intéressante opportunité de carrière.

Il s'agit de la création d'une fonction nouvelle qui consistera en études portant sur les nombreux domaines concernés par une gestion moderne du personnel : politique de rémunération, prévisions d'effectifs, tableaux de bord... L'obtention de ces objectifs implique que, dans une première phase, le titulaire du poste puisse concevoir et mettre en place un système de gestion informatisé adapté.
Possibilité d'évolution de carrière tant dans la fonction personnelle que dans l'entreprise pour jeune ingénieur diplômé grande école, ou possédant formation universitaire scientifique et ayant 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine (éventuellement débutant).

MEME GROUPE crée au sein de sa Direction Production pour sa branche IARD un poste de Cadre Marketing.
Il s'agit d'une situation intéressante et évolutive pour candidat désirant valoriser une expérience de 2 ans environ acquise de préférence dans secteur bancaire ou assurances (les candidatures de débutants motivés par le marketing et ayant fait des stages dans ce domaine seront examinées).

Le titulaire du poste devra :
• définir et mettre en œuvre toutes les actions visant à développer les techniques modernes de ventes (mailing, argumentaires, messages publicitaires...) et dynamiser les réseaux composés d'agents salariés ;
• participer à l'élaboration et au lancement des nouveaux produits.
Postes à Paris.

4, rue Massenet 75016 Paris

Ingénieur
d'Etudes
Paris

Notre Société, filiale d'un Groupe industriel de premier plan, commercialise du matériel médico-chirurgical.
Après d'avoir le développement de nos produits, nous souhaitons intégrer un INGENIEUR D'ETUDES à notre service technique.
Il se verra confier :
— la réalisation des études et le développement du matériel ;
— l'animation d'une petite équipe de Techniciens.
Il participera à la définition et à l'optimisation du matériel en milieu hospitalier.
Ce poste, à pourvoir au PROCEDE BANQUEUR SUD, conviendrait à un INGENIEUR ELECTRONICHIEN possédant de bonnes connaissances en électronique et une expérience de 3 à 5 ans en bureau d'études (dans le domaine médical si possible).
Le goût des réalisations concrètes et le sens des contacts sont indispensables pour la réussite du candidat.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photographies) en joignant sur l'enveloppe la référence 3 675 à
MEDIA 84
9, Bd des Invalides, 75001 Paris
qui transmettra
(Réponses et discrétion assurées)

Banque de Paris
et des Pays-Bas
PARIBAS

Dans le cadre de la mise en place de son Plan d'Organisation et d'Informatique
recherche
● Un Ingénieur système
— formation supérieure ;
— 4 ans min. d'expérience sur matériel IBM sous DOS/VS, avec connaissances CICS, VM et CMS souhaitées.
● Un Spécialiste télécommunications de Haut Niveau
— formation Grande Ecole (Centrale, Telecom, ENS...) ;
— 5 ans d'exp. en informatique dont 2 min. dans les problèmes de télécommunications ;
— connaissances approfondies du contexte télécommunications IBM.
● Un Jeune Diplômé de l'Enseignement Supérieur A FORT POTENTIEL
— 3 ans d'expérience d'organisation et d'informatique ;
— connaissances bancaires exigées, si poss. dans les techniques financières. Ayant éventuellement acquis cette expérience dans un secteur d'organisation.
Adm. C.V., lettre man., ph. et prêt, à B.P.F.B. (244, 85 15) - B.P. 161 - 75005 Paris, Cedex 02.
PARIBAS

ingénieur adjoint
de direction technique
130.000 +

Importante Société Industrielle (4 usines, 1500 personnes) filiale d'un grand Groupe, recherche pour sa Direction Technique un ingénieur diplômé d'une grande école (A.M. - EN - ENS...). Agé d'au moins 30 ans, le candidat retenu sera une expérience de la production et de l'entretien. Sa mission sera de participer aux responsabilités de la Direction Technique. Elle évoluera à moyen terme vers le poste en charge d'une usine dont il sera à assurer la direction. Ecrire avec curriculum vitae explicite sous référence G/DT à
CETAGEP
30, AVENUE AMRAL LEMONNIER - 75160 MARLY LE ROY

SAT
SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS
recherche pour son établissement de
DOURDAN (Essonne)
**PROGRAMMEURS
ET
ANALYSTES**
Débutants ou quelques années d'expérience
FORMATIONS SOUHAITEES :
— D.T. Informatique ;
— Etudes universitaires en informatique ;
— Licence de sciences.
Ecrire avec C.V. à SAT, Chateau de Vambouard,
91410 DOURDAN

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

RANK XEROX

De nos jours, lorsque l'information importante doit être communiquée dans une entreprise, elle l'est sous forme écrite. La reprographie est certainement l'un des moyens les plus adaptés pour diffuser rapidement toute l'information. Sur ce marché en constante évolution, RANK XEROX occupe une place privilégiée.

Filiale de Rank Xerox Limited, créée en 1960, C.A. en 1979 1,7 milliard de F, Rank Xerox France emploie 3.800 personnes.

Au-delà de la diversification de ses produits (traitement de texte, télécopie) et de leur haute technicité, de son originalité marketing, Rank Xerox France témoigne d'un dynamisme commercial créé par une équipe d'hommes et de femmes (moyenne d'âge 33 ans) qui, à tous les échelons contribuent au succès de l'entreprise.

Pour répondre à ce dynamisme, il a fallu mettre en œuvre des méthodes de gestion moderne où l'informatique prend une part active. Sa participation à notre gestion est effective depuis plus de dix ans, mais elle connaît aujourd'hui une importance accrue.

Aux deux IBM 370/158 qui équipent déjà notre Centre de calcul s'ajoutent des "minis" répondant aux besoins de nos centres régionaux. De nouvelles perspectives de développement sont en cours, modification des chaînes existantes, projets faisant intervenir les bases de données (IMS), projets européens pour lesquels la France est leader.

Nos systèmes sont vivants car étroitement liés à l'adaptation de l'entreprise à son marché. La Direction Informatique (120 personnes) est donc un point clé de l'entreprise pour qui veut, au-delà des techniques modernes mises en œuvre, trouver la possibilité d'élargir son expérience humaine et professionnelle à d'autres domaines (Marketing, Organisation, Finance).

Les postes que nous créons font appel à vos aptitudes et votre attirance pour la gestion informatique mais aussi à votre désir de travailler en équipe.

Nous serions heureux de vous rencontrer prochainement pour développer avec vous les différentes fonctions offertes qui, par ailleurs, seront décrites dans la presse de ce mois.

Pour prendre contact, écrire sous réf. C 04 RANK XEROX Service Orientation, recrutement - 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX

RANK XEROX

Grande entreprise d'ingénierie développant de nouveaux composants dans le domaine des Gros Equipements, recherche pour son Département Etudes un

INGENIEUR MECANICIEN

ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine des

pompes et machines tournantes

De formation ECP, AM, INSEM, ENSMA ou équivalent, il assistera le Département dans :

- l'orientation et la réalisation des études,
- les relations techniques avec les constructeurs,
- la mise au point du prototype.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 2410 M à rscg carrières 64, rue la Boétie - 75008 PARIS qui transmettra.

Fiche de recrutement de nos futurs responsables

Entreprise : Sofinco La Hénin

Activités

Banque de dépôts spécialisée dans le service aux particuliers.

Raisons du recrutement

Développement important du réseau d'agences sur l'ensemble du territoire national (actuellement 77 agences en activité).

Finalité du recrutement

Former et préparer l'encadrement du réseau.

Rattachement hiérarchique

Directions régionales ou Inspection au siège.

Relation fonctionnelle

Ensemble des services régionaux et clientèle.

Diplômes requis

Études supérieures, commerciales ou de gestion.

Compétences et caractéristiques particulières

Sens des relations commerciales, capacité de se former et d'évoluer, aptitude à l'animation d'équipes, disponibilité à une mobilité géographique.

SOFINCO
LA HENIN

Les candidatures avec C.V. et photo seront reçues par Monsieur CASABIANCA, réf. M - 91038 EVRY CEDEX, qui convoquera ultérieurement 2, rue Cortambert - 75016 PARIS.

Analyse de brevets en régulation, contrôle commande, électricité

Nous concevons et réalisons de très grands ensembles industriels en France et à l'étranger. La haute technologie de nos activités nous amène à considérer de nombreux brevets. Votre expérience en régulation et contrôle commande à un poste d'ingénieur ou de technicien supérieur en Bureau d'Études doit vous permettre de procéder à une analyse technique de tous les brevets déposés dans ce domaine et applicables à des chaudières, et d'en faire la synthèse.

Vous dialoguez avec les techniciens, le service juridique du groupe. Vous n'avez pas de problème avec l'anglais (ou moins in). Peut-être connaissez-vous l'allemand ? Le poste, sédentaire, est basé à Paris. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 2405 M à rscg carrières, 64 rue la Boétie 75008 PARIS qui transmettra.

futur
directeur général

Le P.D.G. d'une entreprise indépendante et en forte croissance du Secteur CHIMIE FINE (C.A. 1979: 50 MF dont 45% à l'exportation), effectif: 160 personnes; siège à Paris - usine en province) prépare sa succession et envisage dans un délai de 2 ans de confier la gestion complète de la société à une personne ayant mis ce temps à profit pour en faire l'apprentissage. L'entreprise est prospère et les cadres supérieurs qui ont contribué à son succès sont d'une grande compétence.

Nous cherchons le "PATRON" qui saura être proche des problèmes de chacun et susceptible de poursuivre avec détermination, autorité et bon sens, la politique de développement de l'entreprise. Le candidat retenu, âgé de 40 ans minimum, de préférence de formation technique (chimie, ECP, I. & M. ou équivalent), aura l'expérience de la DIRECTION d'une PME. Il parlera parfaitement anglais.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1900 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Harlequin'sa

1^{er} ÉDITEUR FRANÇAIS DE LIVRES DE POCHES

jeune entreprise dirigée à l'américaine
crée le poste de

chef des services
juridique & personnel

Dépendant du Directeur Général, il sera plus particulièrement chargé de l'établissement et du suivi des contacts avec les auteurs, les traducteurs, les revendeurs, les journalistes et les éditeurs étrangers; des relations avec le personnel de l'entreprise (environ 10 personnes); et des relations avec les conseillers extérieurs.

Ce poste conviendrait à une personnalité jeune, Sciences Po + formation juridique américaine si possible, possédant une expérience de quelques années dans cabinet juridique franco-américain, ou service juridique ou personnel d'une multinationale.

Anglais courant indispensable. Siège Paris.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1902 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

UN IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION

(300 magasins)

crée un poste de

CHARGE D'ASSURANCES

Il sera chargé de définir la politique assurance du groupe et de l'expliquer aux utilisateurs.

Les candidats seront polyvalents L.A.D., auront 3 à 5 ans d'expérience à un poste commercial en compagnie, courtage ou chargé d'assurance au sein d'un groupe de distribution.

Env. C.V. et prétentions sous n° 18.009 M à GENI PUBLICITE 142, r. Montmartre, 75001 Paris qui transmettra. Discretion assurée.

FENWICK MANUTENTION

1^{er} FABRICANT FRANÇAIS de chariots élévateurs

CRÉE LE POSTE DE

CONTROLEUR DE GESTION
COMMERCIAL

Niveau D.E.C.S. ou équivalent.

Cadre débutant ou 1 à 2 ans d'expérience.

Dynamique, rigoureux, sans des contacts.

Env. C.V. détaillé et prétentions à FENWICK P.S.O. 68, rue du Docteur-Baues, 92300 SAINT-OUEN (Métro : Mairie de Saint-Ouen.)

Organisation Internationale recrute

UN TRADUCTEUR

de langue maternelle arabe pour traduire à partir du français et éventuellement de l'anglais ou de l'espagnol. Salaire après un an compris entre 6.000 et 7.000 F (indexés). Les candidats doivent justifier d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 3 années d'études supérieures.

Adr. C.V. dot. à INTERPOL, 26, rue Armengaud, 92210 SAINT-CLOUD.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

recherche

INGÉNIEUR

Adjoint du chef
de Produit TÉLÉMATIQUE

Capable de mettre à la disposition d'un important réseau de vendeurs des notices d'utilisation, d'application et de maintenance de la gamme des produits TÉLÉMATIQUE.

poste convenant à un diplômé électrotechnicien ou électromécanicien ayant par secteur commercial capable de relations à bon niveau.

Anglais courant.

Déplacements de courte durée en FRANCE.

Lieu de travail : région de TRAPPES (78)

Adresser C.V., prétentions à N° 50 285 CONTEXTE

Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, q. tr.

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE

recherche

UN CHARGÉ D'ÉTUDES JUNIOR

Il assistera, au sein du Service ORGANISATION, les responsables d'indus et se verra confier progressivement la conduite de projets importants.

Cette situation est offerte à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur possédant, de préférence, une première expérience du milieu bancaire.

Envoyer C.V. et prétentions à B.A.I. 12, place Vendôme, Paris (1^{er}).

TRÈS IMPORTANTE

Entreprise TRAVAUX PUBLICS

Région Parisienne, recherche pour

CONTROLE DE GESTION

Affectation ultérieure possible à l'étranger.

JEUNE DIPLOMÉ

ÉCOLE D'INGÉNIEUR

ou ÉCOLE COMMERCIALE

Très bonnes connaissances gestion, comptabilité. Anglais indispensable.

Adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions à n° 48.970, CONTEXTE Publicité, 20, avenue Opéra, 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CIT ALCATEL

REGION PARISIENNE

recherche

POUR SON UNITE DE CONCEPTION CIRCUITS INTEGRES

ingénieurs
électroniciens

SUPELEC RENNES, GRENOBLE

3^e CYCLE ELECTRONIQUE, ESIEE

Ils seront chargés :

- de la définition et réalisation de circuits intégrés en numérique ou linéaire

OU

- en liaison avec l'équipe conception, de la définition, réalisation et mise au point des programmes de tests.

réf. UC11

ingénieurs
informaticiensENSIMAG, INSA, 3^e CYCLE ou SIMILAIRE

Ils seront chargés :

- de l'analyse, écriture, mise au point et adaptation de programmes scientifiques dans le

domaine de la conception assistée par ordinateur (électronique, conception de circuits intégrés).

réf. UC12

Expérience de 2 à 3 ans dans les domaines indiqués souhaitable.

Connaissance de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la référence du poste à

CIT ALCATEL - Département Transmission - Service Recrutement Ingénieurs

33, rue Emériau - 75015 PARIS

هكذا من الأصل

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

INFORMEZ-VOUS D'ABORD PAR TELEPHONE →

directeur de production

PAYS DE LOIRE - 180 000 F/AN
Filière d'un très grand groupe français, notre Société est spécialisée dans la production en grande série de matériel électro-mécanique "grand public". Son usine emploie 2500 personnes, elle est très automatisée. Nous recherchons l'homme à qui confier la responsabilité de la production et de sa gestion. Dépendant directement du Directeur de l'usine, l'homme d'expérience, de synthèse et de décision, il coordonnera les équipes de travail, surveillera les coûts et les délais, assurera les projets d'investissement, coordonnera les relations commerciales internes et sera le moteur permanent de la performance.
Ce poste, de haute responsabilité, sera confié à un ingénieur diplômé de l'un des trois premiers groupes français, âgé de 32 ans au moins de formation industrielle, ayant plusieurs années de pratique de fonctions de responsabilité en production, par exemple comme Directeur d'une usine de 4 à 600 personnes. La pratique de l'anglais est hautement souhaitée. Cette opportunité, rapidement évolutive, intéressera un homme souhaitant donner sa mesure au niveau de fonctions de synthèse en prise directe sur les réalités industrielles.

responsable de l'administration commerciale

30 ANS MINIMUM - PARIS NORD OUEST
Notre Société, filiale d'un grand groupe de matériels électro-mécaniques (2500 personnes, C.A. supérieur à 2 milliards de francs) est une entreprise de distribution spécialisée dans le domaine des **COMPOSANTS ET MATERIELS ÉLECTRONIQUES INDUSTRIELS**.
Le cadre que nous recherchons sera responsable d'un service de vente, assurera, à son profit, la gestion des stocks, de l'administration commerciale, de la relation avec les fournisseurs et de traitement des commandes. Il devra avoir l'expérience de l'administration de matériels électroniques, il sera un impulsionnaire d'agencement, d'entretien et de gestion.

ingénieur grande école responsable de développement matériel de cuisson

PROVINCE OUEST - 28 ANS MINIMUM - ANGLAIS PARLE
Filière d'un très grand groupe français, notre Société, 2300 personnes, 600 M.F., est spécialisée dans la production en grande série de matériel d'équipement ménager. Son organisation industrielle, très performante, lui permet d'élargir ses diversifications. Nous recherchons l'homme à qui confier la responsabilité de la recherche et de développement d'une gamme d'appareils de cuisson de technologie nouvelle, orientée vers les économies d'énergie. Ce poste sera confié à un ingénieur de grande école, A.M., SUP. ELEC, ENST, Créteil et rigoureux ayant quelques années d'expérience de conception et d'étude de produits nouveaux, de préférence, en électroménager et totalement au matériel de cuisson. Il disposera de moyens importants et d'une large autonomie d'action.

marketing manager

PROVINCE OUEST - 30 ANS MINIMUM
Filière de l'un des trois premiers groupes français, notre Société, 2300 personnes, C.A. supérieur à 600 M de F. est particulièrement performante en matière de production en grande série de biens d'équipement ménager durables. Elle fournit les plus grandes marques. Désirée à lui donner une dimension nouvelle et à lui faire jouer un rôle décisif sur le marché, nous avons décidé de créer une fonction marketing forte, nous la voulons imaginative, rigoureuse et réaliste.
L'homme que nous recherchons analysera les marchés, sera à l'écoute de leurs tendances, développera avec les équipes de distribution, orientera les recherches et les études et sera le moteur de l'élaboration de la stratégie commerciale dans une perspective de croissance et de profit. Il disposera d'une grande autonomie. Ce poste sera confié à un professionnel de Marketing, diplômé d'une grande école de commerce, parlant anglais, ouvert aux techniques et ayant l'expérience nécessaire pour exercer une influence constructive dans l'orientation des choix industriels. Expérience souhaitée dans le domaine des biens d'équipement ménager.

ingenieur de travaux coordination T.C.E.

NOUVEAU ORIENT - ANGLAIS PARLE
Notre Société, entreprise à taille humaine, (C.A. 100 M. de F.) réalise des contrats de construction, civil et naval, en métropole et à l'étranger.
Nous recherchons un ingénieur T.P., I.M., ou équivalent, pour assurer la coordination et la conduite de chantiers T.C.E. au Moyen Orient. Après avoir participé aux études, il sera attaché à l'implémentation de ces chantiers en cours.
Il aura la tâche de l'animation, la surveillance des responsabilités, la coordination et de ses moyens : études de marché, promotion, publicité, etc... Il conduira l'application sur le terrain de son plan et assurera l'animation et l'encadrement commercial.
Nous voyons à ce poste un homme de 35 ans au moins, diplômé d'une grande école (HEC, ESSEC - BUSINESS SCHOOL).
Il doit nous apporter les preuves d'une expérience réussie de la commercialisation de produits dans un circuit traditionnel de distribution. Il doit avoir acquis une parfaite maîtrise du marketing : études de marchés de motivation, moyens promotionnels et publicitaires (en particulier au niveau P.V.).
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1113 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

jeune chef de fabrication grande école

PAYS DE LOIRE - 27 ANS MINIMUM
Notre Société, filiale de l'un des premiers groupes industriels français produit en grande série du matériel électro-mécanique d'équipement ménager. Son chiffre d'affaires est de 600 M de F. et ses effectifs sont de 2500 personnes réparties en unités autonomes de production. L'ingénieur que nous recherchons sera la responsabilité de la production d'une unité d'environ 400 personnes. Il sera associé aux plans des méthodes, de la préparation et de la production par une équipe de jeunes ingénieurs et de techniciens. La fonction évoluera et de responsabilité sera confiée à un ingénieur de grande école ayant 2 à 3 ans de pratique industrielle en fabrication, de préférence électro-mécanique - grande série.

cadre responsable de l'information et de la communication

32 ans minimum PAYS DE LOIRE
Très importante société industrielle (2300 personnes) filiale de l'un des trois premiers groupes français ; nous confions ce poste à un cadre de formation supérieure, ayant plusieurs années de pratique des relations humaines, voire du journalisme en Entreprise. Il aura une mission de relations et d'information interne auprès de l'ensemble du personnel et des responsables des services. Il aura aussi pour rôle de promouvoir la connaissance de l'entreprise vers l'extérieur et l'environnement local.

ingénieur avionique

support technique clientèle - airbus chargé de mission à l'étranger
Notre Société, entreprise à taille humaine, (C.A. 100 M. de F.) réalise des contrats de construction, civil et naval, en métropole et à l'étranger.
Nous recherchons un ingénieur avionique, diplômé d'une grande école de l'air, ayant plusieurs années de pratique de fonctions de responsabilité en production, par exemple comme Directeur d'une usine de 4 à 600 personnes. La pratique de l'anglais est hautement souhaitée. Cette opportunité, rapidement évolutive, intéressera un homme souhaitant donner sa mesure au niveau de fonctions de synthèse en prise directe sur les réalités industrielles.

INFORMATION CARRIERE SVP

Pour obtenir des informations détaillées et organiser une éventuelle rencontre, téléphonez à **INFORMATION CARRIERE 763.11.15**. On peut également adresser son dossier 7 rue de Logelbach 75017 Paris.

Directeur du Marketing
250 000 F +

PROCHE BANLIEUE OUEST

Nous sommes une société qui fabrique et distribue une gamme de produits alimentaires destinés aux réseaux de commerce.

Notre circuit de distribution est la pharmacie.

Notre implantation actuelle repose sur un produit (aliment en boîte) qui servira de point de départ au développement d'une gamme complète (alimentation, diététique, hygiène etc...).

Nous souhaitons confier la responsabilité du développement de ce département à un cadre de haut niveau. Il prendra en main la politique Marketing, la définition de la stratégie commerciale et de ses moyens : études de marché, promotion, publicité, etc...
Il conduira l'application sur le terrain de son plan et assurera l'animation et l'encadrement commercial.

Nous voyons à ce poste un homme de 35 ans au moins, diplômé d'une grande école (HEC, ESSEC - BUSINESS SCHOOL).
Il doit nous apporter les preuves d'une expérience réussie de la commercialisation de produits dans un circuit traditionnel de distribution. Il doit avoir acquis une parfaite maîtrise du marketing : études de marchés de motivation, moyens promotionnels et publicitaires (en particulier au niveau P.V.).
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1113 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTHEC

Une Impte Sté d'Ingénieurs - Conseils
recherche

INGÉNIEURS DIPLOMÉS
(A.M., E.C.P., E.C.L. ou équivalent)
débutants ou ayant quelques années de pratique

en MACHINES ET EQUIPEMENTS HYDROMÉCANIQUES

Leurs fonctions couvrent l'ingénierie de :

- Centrales hydroélectriques.
- Stations de pompage.
- Equipements de barrages.

Elles impliquent :

- Une grande disponibilité pour déplacements fréquents, de longue ou moyenne durée à l'étranger.
- Une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à n° 50.399, Confiance Publications, 20, av. de l'Europe, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

ingénieurs grandes écoles futurs managers

CREUSOT-LOIRE offre à de jeunes ingénieurs diplômés d'une Grande École des opportunités de carrière évolutive au sein de l'entreprise et du Groupe.

Ils se formeront à nos activités en prenant en charge, dès la première année, des projets opérationnels correspondant aux besoins réels de différentes unités, et les préparant à leur affectation ultérieure.

Leur apprentissage des responsabilités se poursuivra dans le même temps grâce à l'acquisition d'une culture industrielle propre à l'entreprise, à base d'informations et d'échanges sur les activités et les procédures du Groupe.

Notre choix s'orientera vers de jeunes ingénieurs à fort potentiel, capables d'accéder à terme à des responsabilités d'encadrement à haut niveau dans nos centres de production et acceptant les exigences de mobilité qui en découlent.

Les candidatures doivent être adressées à **CREUSOT-LOIRE, Service Gestion et Développement des Cadres, 15, rue Pasquier - 75008 PARIS.**

ingénieurs technico-commerciaux

CREUSOT-LOIRE recherche plusieurs ingénieurs technico-commerciaux pour sa Division ENERGIE. Ils auront pour mission de participer au développement commercial de la ligne de produits COMPRESSEURS, soit sur un secteur géographique, soit auprès d'une clientèle déterminée et principalement en pays étrangers.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés ayant une expérience minimale de 3 années dans la vente de biens d'équipements industriels, de préférence dans les secteurs Pétrole, Gaz, Chimie ou éventuellement à des ingénieurs débutants désireux d'orienter leur carrière vers une activité à caractère commercial.

La maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Des déplacements, courts mais assez fréquents, sont à prévoir à partir de Paris.

Les candidatures, avec indication de la rémunération actuelle ou souhaitée, sont à adresser à **CREUSOT-LOIRE, Service Gestion et Développement des Cadres, 15, rue Pasquier, 75008 PARIS.**

ÉTUDIANTS :
un boulot sympa et bien payé pour la rentrée de septembre 80

Si vous êtes étudiant, entrepreneur et bien organisé, c'est le moment de passer à votre job pour la rentrée prochaine.

Nous cherchons des étudiants maintenant les candidatures de étudiants à une fonction de responsabilité :

CHEF DE CENTRE OFUP

La fonction est compatible avec le parcours normal des études et permet d'acquies une expérience professionnelle très valorisante.

Les anciens chefs de centre OFUP abordent la vie active avec une référence professionnelle qui compte.

Elle consiste à recruter, former et animer d'autres étudiants pour leur faire gagner de l'argent en travaillant à temps partiel sans quitter leur environnement.

Il ne s'agit pas de tirer les sonnettes mais d'organiser une campagne de promotion et de vente d'abonnements aux principales publications de la presse française et étrangère, du 1^{er} septembre 1980 au 31 mai 1981.

Les candidats (18/25 ans) doivent aimer communiquer et vendre et pouvoir consacrer du temps à une activité rémunérée. Ils disposent si possible d'une voiture et du téléphone.

Ces postes sont actuellement disponibles dans tous les centres universitaires.

La formation complète (4 jours) est assurée avant les grandes vacances.

La rémunération, liée aux résultats, garantit des gains élevés. Elle permet de financer très largement ses études.

Adressez votre candidature (C.V. + photo) avant le 15 avril à Monsieur Thierry Porthmann - DV 3 - OFUP - 21, rue Rollin - 75240 Paris Cedex 05.

OFUP OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

Ingénieur Commercial
140.000 F +

Nous sommes une importante société de services informatiques. Nos interlocuteurs sont principalement les grandes entreprises industrielles à qui nous proposons une gamme de produits sophistiqués en informatique scientifique et de gestion.

Notre département informatique scientifique représente 60 % de votre activité et nous souhaitons accroître le développement de ce département en recrutant de nouveaux ingénieurs commerciaux.

Une formation scientifique (grande école ou université) et l'expérience confirmée (2 ans) de la vente à haut niveau de systèmes ou de conseil sont indispensables pour s'adapter à notre environnement.

La taille, l'organisation et la politique de notre entreprise permettent une évolution de carrière motivante.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1097 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTHEC

		La ligne		La ligne T.C.	
OFFRES D'EMPLOI		57,00	87,03		
DEMANDES D'EMPLOI		14,00	18,46		
IMMOBILIER		39,00	45,86		
AUTOMOBILES		39,00	45,86		
AGENDA		39,00	45,86		
PROP. COMM. CAPITAUX		105,00	128,48		

ANNONCES CLASSEES

		La ligne		La ligne T.C.	
OFFRES D'EMPLOI		38,00	38,80		
DEMANDES D'EMPLOI		8,00	9,40		
IMMOBILIER		25,00	28,40		
AUTOMOBILES		25,00	28,40		
AGENDA		25,00	28,40		

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Produits électroniques couches épaisses

Notre division produits électroniques fabrique et commercialise des matériaux utilisés dans la microélectronique hybride à couches épaisses. En raison de notre succès dans ce marché en expansion, nous nous développons avec :

un spécialiste produit

qui aura pour principale responsabilité de modifier en laboratoire la formulation de nos produits en fonction des besoins spécifiques de nos clients et du développement de nouvelles technologies. Il travaillera en relations étroites avec le groupe recherche et développement. Une collaboration suivie avec l'équipe de vente et les services techniques de nos clients lui permet de connaître parfaitement les impératifs techniques du marché. Ce poste conviendrait à un diplômé de l'Enseignement Supérieur en chimie, électrochimie, céramique ou physique ayant une bonne expérience dans les couches épaisses ou dans un domaine connexe tel que les condensateurs multicouches. Pour une période de 2 années environ, le poste sera basé en Angleterre et nécessitera des déplacements de courte durée. La connaissance de l'Anglais est nécessaire, la maîtrise d'autres langues (Allemand) serait un atout supplémentaire.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V., en précisant le poste, et votre rémunération actuelle, sous réf. 366 M, à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. Service du Personnel - B.P. 85 - 91403 ORSAY. Discretion assurée.

un Ingénieur technico-commercial

qui se verra confier la vente de nos produits sur une partie de la France. Au sein d'une petite équipe, il participera à l'élaboration de la stratégie commerciale. Autonome sur son secteur il sera responsable du suivi de la clientèle existante et de la promotion de nouveaux marchés. Bénéficiant du support de notre équipe technique internationale, il assurera une assistance technologique auprès des clients. Le candidat souhaité a une formation scientifique supérieure (électronique, physique, chimie) et une bonne pratique de la langue anglaise, l'allemand, l'italien. Il possède, également, une première expérience dans l'électronique industrielle, si possible dans la vente. Une formation complémentaire est prévue en Angleterre. Basé en Région Parisienne, ce poste demande une assez grande disponibilité.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V., en précisant le poste, et votre rémunération actuelle, sous réf. 366 M, à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. Service du Personnel - B.P. 85 - 91403 ORSAY. Discretion assurée.

ingénieur en organisation

Un organisme financier du centre de Paris exerçant ses activités à travers des agences à Paris et en banlieue cherche pour seconder son directeur administratif un jeune ingénieur ECP, Arts et Métiers ou bien HEC, ESCP, compétent en informatique, ayant quelques années d'expérience dans le service organisation d'une banque, d'un organisme financier, d'une compagnie d'assurances ou, bien sûr, en Cabinet. Il va penser l'organisation, le développement de l'entreprise à 5 et 10 ans, définir et mettre sur pied les moyens voulus. Pour un jeune cadre de valeur, c'est l'opportunité d'une carrière évolutive dans l'équipe de direction de l'entreprise. Notre consultant, G. BARDOU, vous remercie de lui écrire (réf. 3771 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Crédit Mutuel recherche

Inspecteurs de Banque

Diplômés de l'Enseignement Supérieur avec une expérience professionnelle de 3 ans minimum, pour effectuer des missions de contrôle et d'audit. Une préférence sera donnée aux candidats ayant une expérience bancaire et d'audit informatique. De fréquents déplacements seront à prévoir. Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions (sous référence 26 RH) à Confédération Nationale du Crédit Mutuel Direction des Relations Humaines 29, Av. Mac Mahon 75017 Paris

Agro-Alimentaire DIRECTEUR COMMERCIAL

S.A. Produits TROUV France, filiale du groupe Hollandais TROUV international est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'aliments pour animaux et de C.A.V. Elle développe également une activité de services. Située dans l'Alsace, elle réalise un chiffre d'affaires de 60 MF et emploie 90 personnes.

Le Directeur commercial actuel doit prendre d'importantes responsabilités dans le groupe, il doit assurer le développement de la filiale et la mise en place de la vente et de la distribution de l'ensemble des produits et des services de la société au plus haut niveau. Il anime une force de vente de 10 technico-commerciaux et de 3 responsables de produits.

Nous recherchons actuellement un ingénieur Agronome d'environ 35 ans. Son expérience professionnelle dans les domaines de l'Agro-alimentaire ou du Phyto-entomologie lui a permis d'acquies une pratique commerciale large et complète (ventes, animation des ventes, distribution...).

Compte tenu du programme d'investissement et du développement important de cette société, il existe pour un professionnel compétent de belles perspectives de carrière. Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 10376 A à

egor 3 rue de Bercy, 75008 Paris.

MATRA

recherche pour son Département Coopération un

INGENIEUR Grande Ecole

(Centrale - Sup' - Arts et Métiers ou équivalent) Il participera à l'élaboration des projets pour l'équipement, de conception industrielle ou de transfert de production sous licence. Il prendra part aux négociations avec les clients et dans le cas de contrat, aux opérations de transfert de la production dans les pays concernés.

Ce poste nécessite une expérience (5 ans minimum) dans la fabrication de matériels électroniques ou électromécaniques sophistiqués, et une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 591

MATRA B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

MATRA

La direction informatique recherche :

INGENIEUR INFORMATICIEN

Au sein du groupe méthode, il participera à :
- l'élaboration de la méthodologie et de normes,
- l'étude de logiciels généralisés,
- la formation en informatique,
- l'assistance technique du bureau d'études informatiques.

Si vous êtes diplômé d'une grande école ou de l'université,

Si vous avez déjà acquis une expérience en informatique de gestion de plus de 4 ans (dont au moins 2 sur IBM 370/25/VS - TMS 1/1.1),

Si vous êtes un créateur et que vous aimez concevoir vos idées,

Si vous aimez former les autres,

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence CR 592

MATRA B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

JEUNES INGENIEURS ETUDES

Optique

La filiale d'un puissant groupe industriel français spécialisée dans l'équipement automobile, recherche pour son laboratoire d'études éclairage situé en proche banlieue Nord-Est de Paris, deux jeunes ingénieurs opticiens, l'un pour la recherche, l'autre pour les applications. Ils participeront activement aux essais et à la mise au point de nouveaux produits, en liaison étroite avec les fabrications, les méthodes et les services de contrôle. Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs débutants ou ayant une courte expérience. Ils seront spécialisés en optique ou posséderont un diplôme d'ingénieur avec de bonnes connaissances en optique. La rémunération sera fonction du diplôme et de l'expérience. L'importance du groupe offre d'intéressantes perspectives d'évolution à des candidats de valeur. Ecrire à Christine CHABAUD - PS CONSEIL - 8, rue Belin - 75762 PARIS Cedex 16 - Réf. A/278M

PS Conseil

IMPORTANT ETABLISSEMENT A VOCATION TECHNIQUE

ORGANISATEUR RESPONSABLE POLITIQUE QUALITÉ

dépendant directement de la Direction de l'Etablissement et opérant en constante relation avec notre équipe d'ingénieurs.

Ce nouveau collaborateur sera chargé d'organiser notre POLITIQUE QUALITÉ. Il aura donc pour missions d'établir et de mettre en place les moyens de cette politique, puis de contrôler la bonne application des spécifications qui seront définies. Il aura également, en matière de qualité, à jouer un rôle d'information auprès de notre clientèle.

Ce poste nécessite une formation d'ingénieur (Arts et Métiers ou équivalent) ou une formation spécifique au contrôle qualité (université de D.A.F. ou de COMPTON).

Une expérience du contrôle qualité en milieu industriel est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à n° 30.296

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

INGENIEUR MECANICIEN BUREAU D'ETUDES

Cette Société, filiale d'un important groupe industriel, est spécialisée dans la conception et l'étude de moteurs Diesel. Elle recherche un INGENIEUR DIPLOME AM, ICAM, INSA - ayant environ 10 ans d'expérience de Bureau d'Etudes en construction mécanique pour lui confier des responsabilités dans un groupe d'études. La connaissance des moteurs thermiques serait appréciée. Rémunération : 150.000 Francs. Poste évolutif.

Envoyer C.V. détaillé à Monsieur André POLUANT Réf. 9008 M - France Cadres 22 rue St-Augustin 75002 Paris.

BANQUE FILIALE D'UN IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER

ANALYSTE DE CREDIT

Pour étude des risques, relations avec clientèle et correspondants, réalisation et suivi de crédits. Pratique de l'analyse financière en secteur bancaire. Maîtrise de Sciences ECO, IEP section ECOFI ou équivalent.

Adress. CV, photo, salaire et prêt. s/réf. 8849 à L.T.P. 31, Bd Bonnau Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 - qui transmettra

directeur exportation

Agé au minimum de 35 ans et possédant une solide expérience de la vente, par réseau de distributeurs en France et à l'étranger. Connaissances de la politique commerciale exportation de l'entreprise, il sera chargé de mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'obtention des résultats souhaités (animation de notre force de vente, mise en place de la publicité, développement et adaptation des produits aux marchés etc.). Connaissances de l'anglais et de l'allemand nécessaires. Envoyer CV, photo et prétentions en précisant la référence 706 M sur l'enveloppe, à :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

COORDINATEUR PARISIEN

PARIS 78 - 150.000 F

- Nous voyons un homme âgé de 35 ans min., de formation doctorat, IEP, ESCP, ESCP, rompu aux contacts de haut niveau (ministères, entreprises, organismes immobiliers, etc.), d'une excellente présentation, ayant le sens commercial et le goût des relations publiques, avec à son actif une expérience dans le domaine immobilier.
- Cet homme nous représentera, participera à notre développement en Région Parisienne et met au point des dossiers d'affaires.
- Jouissant d'une grande autonomie, tout en s'appuyant sur nos services techniques de premier ordre, il sait rendre compte devant la Direction Générale.

Merci d'adresser votre candidature par lettre manuscrite + CV + photo récente + rémunération actuelle s/réf. 529/80 M à François BOISSON.

AGS CONSEIL

3, rue Abel Bonnevaille 93130 Noisy Le Sec

Société Aéronautique Division pièces forge et fonderie. Usinage, traitement thermique recherche

ingénieur entretien

La poste : diriger atelier entretien mécanique, électricité, hydraulique et thermique. Gérer 35 personnes. Coordonner exécution travaux internes et traiter avec entreprises extérieures. L'Homme : formation Ingénieur A.M., INPG, ENSEM, Centrale... 5 à 10 ans d'expérience industrielle. Compétences techniques et aptitudes pour assurer efficacité et saine gestion du service.

Les conditions : Lieu de travail proche banlieue PARIS. Appointements à négocier. Avantages sociaux Groupe.

Adresser C.V. et photo à PAJ CONSEIL, Réf. C 158 2, rue des Dardanelles 75017 PARIS

CSNCR

EN RECRUTEMENT

مركز من الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

ALIBERT
manutention

Chef de produits industriels

Ingénieur Mécanicien

Les caves et caissons plastiques ALIBERT ont apporté, par leur technologie très originale, une solution nouvelle à de nombreuses industries (chimiques en particulier) pour le stockage de liquides corrosifs. Ces produits connaissent actuellement un fort développement. L'actuel Chef de Produits (ingénieur chimiste) bénéficie d'une promotion interne. Il doit être remplacé - pour apporter à l'équipe caves des compétences complémentaires - par un ingénieur mécanicien (type AM) connaissant bien notamment les problèmes de résistance des matériaux et de chaudronnerie. Ses fonctions englobent les études de marchés, la définition des objectifs, l'appui auprès de la force de vente et toutes les actions techniques ou commerciales pour lesquelles ses connaissances sont sollicitées. Il impose donc qu'il ait une première expérience commerciale en milieu industriel.

Les ingénieurs intéressés peuvent adresser leur dossier sous réf. AM 391 M à SEOP qui les en remercie.

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

MEMBRE DES SYNTIC

INGENIEUR TRAITEMENT DU SIGNAL

Au sein du Groupe Schlumberger, ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER conçoit et réalise des systèmes pour la recherche, l'évaluation et l'exploitation de gisements pétroliers.

Ces équipements font appel à des développements technologiques avancés, dans divers domaines, notamment en informatique. L'ingénieur que nous désirons recruter, pour renforcer notre potentiel en études et réalisation aura à concevoir et développer un projet de logiciel scientifique nécessitant des techniques avancées du traitement du signal pour l'interprétation de mesures géophysiques. Diplômé d'une Grande Ecole (ou Doctorat), il a une expérience de 2 à 5 années dans ce domaine. Il sera en relation étroite avec les physiciens des Etudes. Les perspectives professionnelles sont très ouvertes, à EPS comme à l'intérieur du Groupe Schlumberger.

Candidatures et CV. sont à adresser, sous la réf. 80.02, à

ETUDES ET PRODUCTIONS
SCHLUMBERGER

Schlumberger

26, rue de la Cavée
92142 CLAMART CEDEX.

HAVAS CONTACT

Vous avez la volonté d'entreprendre, nous vous en donnons les moyens.

Auchan doit sa réussite à l'esprit d'entreprise qui anime ses cadres.

Afin de poursuivre notre expansion, il nous faut des éléments jeunes, possédant la même volonté de réussir et recherchant, dès leur premier emploi, l'exercice de véritables responsabilités.

Diplômé d'une grande école ou universitaire, vous aimez le commerce et vous avez confiance en votre bon sens, en votre capacité de décision, en vos qualités d'animateur.

Nous vous confierons la responsabilité d'un chiffre d'affaire de 8 à 20 millions de francs par an. Vous prendrez en charge l'exploitation d'un rayon déterminé de votre politique commerciale (gamme de produits, prix, publicité, actions promotionnelles, etc) et fixerez vous-même vos objectifs.

Autonome dans vos fonctions, vous les exercerez dans le cadre dynamique d'une équipe animée par un chef de secteur qui vous apportera un complément de formation pratique et vous fera bénéficier de son expérience.

La solidité de notre entreprise, son taux d'expansion (5 hypermarchés en 1970, 10 en 1975, 25 en 1979), ses objectifs actuels de 3 ouvertures par an représentant 150 postes d'encadrement, sa politique de promotion interne, sont une garantie des possibilités d'avancement qui vous sont offertes si votre ambition se justifie par vos capacités et votre volonté de réussir.

La rémunération proposée est assortie d'une prime d'incitation aux résultats financiers du magasin et d'une participation à ceux de la société, ce qui la rend particulièrement motivante.

Votre candidature, accompagnée d'un C.V., est à adresser à l'un de nos directeurs régionaux dont les coordonnées suivent.

Nord 1 : Lille, Roubaix, Tour-
coing, Dunkerque, Boulogne-sur-
Mer. Réf. 10 - à l'adresse DUPEUX

Nord 2 : Valenciennes, Douai,
Maubeuge, Combrail.
Réf. 20 - à M. EGERMONT

Orléans, Bordeaux,
Strasbourg :
Réf. 40 - à Guy DUJARDIN
Rue de la Mouchette
45140 St-Jean-de-la-Ruelle

Ile-de-France : Le Havre,
Melun, La Défense, Fontenay-sous-Bois,
Versailles-Corbière, Mantes. Réf. 30 -
à J.-P. DURAMEL. Chemin Départemental 161
78370 Plaisir-les-Champs

200, rue de la Recherche - 59650 Villeneuve-d'Ascq

AUCHAN

Analystes programmeurs

Vous avez de 1 à 4 ans d'expérience. Vous souhaitez poursuivre votre carrière dans un groupe à taille humaine du secteur tertiaire. Vous désirez bénéficier des avantages sociaux d'un grand groupe privé d'assurances en pleine expansion.

Les Assurances du GROUPE DROUOT dans le cadre d'un nouveau plan de développement vous proposent de rejoindre une de ses équipes en apportant votre savoir-faire.

Expériences plus particulièrement appréciées : ASSEMBLEUR, TSO, IPT, Base de données, Télétraitement.

Nous sommes un groupe privé 9ème sur le plan national. CA + 19 % en 1979. Implantés en pleine Forêt de Marly le Roi (78) à 20 minutes de Paris et proche de l'aéroport de l'Orly.

Adressez votre CV (même manuscrit) votre lettre de candidature et une photo à :

Claude BERGES - Responsable Recrutement - GROUPE DROUOT - 1, place Victorien Sardou - 78161 - MARLY LE ROI

Déclaration acceptée. Entretien individuel possible en début de matinée ou fin de journée ; durée 1 heure maximum.

UN DES PREMIERS GROUPES DANS SON ACTIVITE SUCRE UNION

Dans le cadre de son Département vente de sucre aux distributeurs créés à PARIS, le poste de :

DIRECTEUR DES VENTES

Rattaché au Directeur Commercial, il animera et supervisera une équipe d'une dizaine de personnes et sera chargé des études de marché, des prévisions de ventes, du choix des moyens nécessaires pour les atteindre, des ventes (C.A. : 300 Millions de Francs), des relations avec la Direction des 5 usines, de la négociation des contrats importants et du suivi de l'administration des ventes.

De formation supérieure, le candidat (30 ans minimum) aura une expérience de marketing, de vente et de distribution de produits de grande consommation, si possible dans l'alimentation.

Des déplacements de courte durée en France sont à prévoir.

Les candidats sont assurés d'une discrétion absolue et recevront une réponse rapide.

Veuillez écrire en précisant votre salaire actuel, sous la référence 050 M, à notre conseil Richard BÉNATOUIL, GROUPE BBC, 37 boulevard Sébastopol, 75001 Paris.

W Directeur général adjoint

Vous avez et mettez à jour vos qualités et capacités de dirigeant dans des entreprises performantes et solides, à des niveaux de direction technique d'unité autonome (commercial incluant) ou direction technico-commerciale France-Export dans des secteurs d'activités de type électronique, hydraulique, plastique, métallurgique... et ce, depuis 5 ans minimum.

Votre formation d'ingénieur Grande Ecole, valorisée par celle M.B.A. - C.P.A. - I.C.G. - I.N.S.E.A.D., associée à une personnalité déterminée fondamentalement disponible et rayonnante d'entregent, sera un atout non négligeable à votre information.

Notre Société est filiale d'un groupe européen dans un secteur à technologie de pointe : composants pour l'électronique, l'aérospatiale, l'aéronautique, le nucléaire etc... et mettra une expansion de 40 % l'an dont 20 % de notre C.A. à l'exportation.

Nous travaillons dans une économie de marché et convergences vers une position leader grâce à notre souplesse d'adaptation, notre disponibilité et un marketing réactif et prospectif.

Notre P.D.G., associé de préparer l'avenir, recherche le Directeur Général Adjoint à qui il confiera progressivement des missions ponctuelles de tous ordres avec réelle délégation (direction usine, organisation et structure, recherche et développement, gestion, commercial).

Parfaitement bilingue anglais-français, allemand ou espagnol apprécié.

Adressez votre C.V. manuscrit avec photo et salaire actuel sous réf. 3440, 17, rue Courmoulin - 51100 REIMS

102, rue Philippe Auguste - 75011 PARIS.

MORENO CONSULTANTS

Recrutement Structures et Communication

Un géant de la chimie dans le monde

25 000 personnes,
plus de 100 usines,
\$ 2,5 milliards de C.A.

Une entreprise à taille humaine en France

Une petite équipe performante
qui s'est taillée en 15 ans
une place de premier plan
sur plusieurs marchés.



HERCULES

Deux ingénieurs commerciaux

Rapportant au Directeur des ventes de votre département, responsable de votre clientèle, vous vendrez, assistez, contribuez à la diffusion des nouveaux produits et au développement des applications nouvelles :

papier • cellulose

Très proche de votre clientèle longévité est concurrencée par l'industrie papetière ou guillo-naire d'une clientèle plus nombreuse et diversifiée (produits celluloseux, vous êtes disponible et autonome. Une formation supérieure, une expérience similaire, l'anglais sont vos atouts. Votre évolution chez Hercules pourra être rapide, sur d'autres marchés et dans une responsabilité d'encadrement.

Adressez votre dossier sous réf. F5, en précisant le poste choisi, à M. JURY, Chef du Personnel, Hercules France Tour Albert 1^{er} - 92300 Rueil.

LE CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES DU MANAGEMENT PUBLIC CESMAP

recherche

2 PROFESSEURS-CONSEILLERS

1. — EN CONTROLE DE GESTION (Réf. C.G.)

Les candidats devront avoir une bonne maîtrise des problèmes de systèmes d'information, de salaires de bord, de comptabilité analytique et une expérience de mise en place des systèmes.

1. — EN ORGANISATION ET INFORMATIQUE (Réf. O.I.)

Les candidats devront avoir une solide expérience de conseil pour la conception et la mise en place de systèmes d'information (opportunité et faisabilité, cahier des charges, organisation du travail, audit) et de formation en informatique de gestion et bureautique.

Ces postes, à plein temps, sont ouverts à des personnes de haut niveau (Grandes Ecoles de Gestion ou Grandes Ecoles Scientifiques avec formation complémentaire : Doctorat, Ph. D.), très motivées tant par la réalisation opérationnelle d'actions de changement en milieu public que par l'évolution scientifique des disciplines concernées.

Rémunération en rapport avec les qualifications exigées.

Adressez C.V. à
M. le Directeur du CESMAP
et, M. Lénice, 94117 ARNOUIL Cedex

Henkel France

1400 personnes - C.A. 1 milliard de francs
filiale d'un des premiers groupes chimiques européens,
dans le cadre de son développement, crée un service
"COMPTABILITE FILIALES" et recherche un

CADRE COMPTABLE

Il sera chargé de la comptabilité générale, analytique et industrielle, de l'établissement des bilans, comptes d'exploitation et pertes et profits, des déclarations fiscales et sociales.

Le candidat, titulaire du DECS, a une expérience de 3 ans minimum dans une fonction analogue et a le goût de l'initiative et de l'efficacité.

Des notions d'informatique seraient un atout, ainsi que la connaissance de la langue allemande.

Lieu de travail : Porte d'Italie.

Ecrire sous référence 2049M
HENKEL FRANCE DRH, Boite Postale 111,
94250 GENTILLY.

BOURCE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SIEMENS

L'un des premiers constructeurs mondiaux d'instrumentation et d'automatismes, de matériel et d'équipements électrotechniques et électroniques, de matériel téléphonique, d'informatique, et de matériel électro-médical.

Recherche, pour assurer l'expansion de ses différentes divisions et départements en France :

MATERIELS ELECTROTECHNIQUES ET ELECTRONIQUES

Ingénieurs Technico-Commerciaux

De formation grandes écoles d'électrotechnique ou électronique ou équivalent.
Pour assurer l'étude ou la commercialisation d'équipements dans les domaines industriels suivants :
- entraînements à vitesse variable (variateurs de vitesse électroniques),
- équipements électrotechniques et électroniques destinés à la construction navale,
- instrumentation électronique destinée à la régulation des procédés industriels dans le domaine de :
- la chimie, le pétrochimie,
- les centrales électriques, la sidérurgie ;
- équipements électrotechniques et entraînements dans le domaine de l'industrie papetière.
Une formation initiale d'environ 2 ans sera assurée en R.F.A. Une bonne connaissance de l'allemand est demandée.
réf. 18/3 M

Ingénieur Technico-Commercial

Spécialiste "Turbines et Turbo-alternateurs"

Le candidat de formation Arts-et-Métiers ou équivalent aura acquis en plusieurs années d'expérience des connaissances certaines dans les domaines suivants :
- Chimie
- Pétrochimie - Engineering
- Thermie
- Electromécanique.
Il sera chargé :
- de la prospection de la clientèle industrielle et des bureaux d'engineering,
- de la réalisation des propositions,
- des négociations et du suivi des affaires.
Pour réussir dans ce poste, la pratique courante de l'allemand et de bonnes connaissances en anglais sont indispensables.
réf. 27/3 M

Techniciens de Maintenance

Pour ces postes, nous désirons rencontrer des candidats ayant une formation minimum BTS, D.U.T., A.F.P.A. en électronique, débutants ou ayant une première expérience. Ils seront chargés de la maintenance de systèmes électroniques à base de microprocesseurs, logiques câblées et logiques programmables. De bonnes connaissances en allemand sont nécessaires. Les meilleurs candidats seront appelés à assurer ultérieurement l'encadrement de nos équipes de services après-vente.
réf. 34/2 M

Tous ces postes demandent un engagement personnel, du dynamisme, de l'initiative, le goût des contacts humains. Nous vous remercions d'adresser votre candidature, en indiquant la référence du poste, à :
Département du personnel BP 122 - 93204 SAINT-DENIS CÉDEX 1

Siemens S.A.

Assistant de Chef de Produit "Basse Tension"

Le candidat de formation B.T.S., D.U.T., A.F.P.A., ou ayant quelques années d'expérience, secondera le chef de Produit et sera chargé de l'établissement des offres et suivi des affaires importantes, et du contact avec les usines du groupe.
Une bonne connaissance de l'allemand est demandée.
réf. 42 M

TELEPHONIE PRIVEE

Ingénieurs Commerciaux

diplômés de l'Enseignement Supérieur (technique ou commerciale) possédant une expérience de la vente en téléphonie privée.
Futurs responsables de secteurs, ils seront chargés d'animer une équipe de vente, de participer à la prospection, de prendre en charge la négociation finale au niveau des Chefs d'Entreprises.
La rémunération sera liée à la réalisation des objectifs. Les postes sont à pourvoir à Paris et à Lyon. réf. 15/4 M

Délégués Commerciaux

dynamiques, motivés, ayant une expérience de la vente en téléphonie ou en biens d'équipements.
Ils seront chargés de la commercialisation de centraux téléphoniques de petite capacité.
Les postes sont à pourvoir à Paris.
La rémunération sera liée à la réalisation des objectifs.
réf. 16/4 M

directeur des relations humaines

220.000 F +

Nous sommes une entreprise française d'ingénierie, de taille internationale, en expansion. Nous estimons que nous maîtrisons bien les techniques de gestion du personnel. Par contre, nous voulons faire porter nos efforts, dans les années à venir, sur la décentralisation, la formation et l'amélioration, à tous les niveaux, des relations de travail. Nous cherchons un directeur des relations humaines de 35 ans minimum, I.E.P., licence en droit, licence en psychologie ou en sociologie. Il maîtrise bien les techniques de gestion prévisionnelle du personnel dans une entreprise comptant en majorité des cadres et des techniciens. Il est surtout capable d'élaborer, avec notre direction générale, la politique humaine de notre entreprise. Enfin, il a une bonne connaissance de l'anglais.
Ce poste va connaître une évolution importante dans les trois années à venir.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 145 LM.

jacques fixier s.a.

7 rue de logelbach 75017 paris

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour l'une de ses filiales bancaires

Le Directeur de son Département Organisation et Informatique

(référence SB 1)

- Il aura pour mission :
- concevoir et faire aboutir les projets de mise en place des différentes chaînes de traitement informatique
- animer une équipe d'ingénieurs et d'analystes (à terme 20 personnes).
Ingénieur Grande Ecole (X, Centrale, ...).

Expérience réussie dans un poste similaire (secteur bancaire indispensable).

Ingénieurs ou Chefs de Projets en Organisation

(référence SB 2)

- conception des schémas d'organisation et conduite de projets informatiques, Licence Sciences Eco. ou diplôme Grande Ecole et 5 années d'expérience dans le domaine informatique indispensables (secteur bancaire de préférence).
Adresser C.V., photo, salaire et prétentions au préalable à CNCA Recrutement Carrières Cedex 26 - 75300 Paris Brune



SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE

recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

Pour lui confier :

la vente et la promotion de périphériques d'ordinateurs.

Le candidat devra justifier :

- d'une formation d'ingénieur
- d'une expérience de quelques années dans la vente
- d'une bonne pratique de l'anglais.

Adresser C.V. et photo au Service du Personnel 1, Avenue Descartes, 94450 LIMEIL-BREVANNES.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Société multinationale, nous recherchons un analyste-programmeur. A partir d'un outil solide, vous devrez développer des nouvelles applications de compatibilité analytique pour nos divers unités opérationnelles. D'où des déplacements ponctuels de courte durée.
Votre formation de base MIAGE, D.U.T. informatique ou équivalent et 2 à 5 ans d'expérience professionnelle vous font rechercher une évolution.
Participant au développement des systèmes de gestion évolués, vous travaillerez dans un environnement IMS/DB1 et SP/ISO sur IBM 370/158 fonctionnant sous OS/VS.
Lieu de travail : proche banlieue sud.
Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous référence 2285 à nos carrières 64, rue la Boétie 75008 PARIS.

INTERUNION-BANQUE

8, place Vendôme, 75001 Paris.

Tél. : 261-85-25

recherche

UN DIRIGEANT

de nationalité française

âgé 35 ans minimum

pour l'expansion de ses activités domestiques.

Les candidats, banquiers d'expérience, devront avoir fait preuve des plus hautes qualités d'intelligence et de dynamisme ainsi que d'un tempérament commercial et d'un bon esprit d'équipe.

Dans une ambiance stimulante nous leur offrons une carrière solide avec d'excellentes possibilités de promotion et une rémunération intéressante.

Veillez adresser votre C.V. au Président ou téléphoner à son secrétariat.

INGENIEUR VENTES secteur automobile

Nous sommes l'un des grands de l'équipement automobile et nous recherchons un ingénieur de ventes (formation Supérieure du type E.S.C. ou Ingénieur), âgé de 30 ans minimum et disposant d'une expérience de quelques années dans la vente de biens industriels (de préférence dans le secteur automobile).

Il aura la pleine responsabilité des relations avec l'un de nos principaux clients (constructeurs). Ce poste peut déboucher à terme vers des responsabilités élargies.

Envoyer C.V., photo et prétentions à no 80511 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Nous sommes une Société d'Etudes Economiques, spécialisées dans la préparation des décisions d'investissements et travaillant de concert avec un Groupe d'Ingénierie important. Nous recherchons, à PARIS, de

jeunes ingénieurs économistes

Diplômés grandes écoles, possédant une formation économique complémentaire, débutants ou ayant une première expérience professionnelle, même technique. Ils participeront, ou auront rapidement la responsabilité d'études (faisabilité, recherche de technologies adaptées, implantation, marchés de biens industriels) à caractère sectoriel ou général en France et à l'étranger.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable, une disponibilité rapide est souhaitée. Adresser candidature (CV + prétentions) sous référence 6271 à :

QIT (organisation et publicité)
2 rue Marengo 75001 PARIS/CEDEX 10

analyste-chef de projet

GALLIA (300 MF, 440 personnes, diététique infantile) met en place sa nouvelle structure informatique en s'équipant d'un IBM 4331 et crée le poste d'analyste-chef de projet en liaison directe avec le chef du service informatique. Cet analyste-chef de projet adaptera des applications existantes et conduira de nouveaux projets. Il sera aidé lors de la réalisation par un ou plusieurs analystes-programmeurs.
Au sein d'une PME appuyée par un Groupe important, ce poste offre d'intéressantes responsabilités et possibilités d'évolution. Il sera confié à un jeune diplômé d'études supérieures ayant acquis une expérience d'au moins 2 ans dans la réalisation de projets, de préférence sur matériel IBM. Lieu du poste : Lavallois-Perret (92).

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. JCI 11 M en précisant rémunérations actuelle et souhaitée, à BSN-Gervais Danone Service Recrutement Cadres - 7, rue de Tolbiac - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

cnet

CENTRE DE RECHERCHE

recrute un

INGENIEUR

TELECOMMUNICATION et INFORMATIQUE

pratiquant parfaitement l'Anglais et au moins une autre langue étrangère, intéressé par des tâches de documentation scientifique (traduction, relecture, terminologie gestion automatisée). Poste à pourvoir immédiatement.

Ecrire avec CV su :

CNET/SDI

40, rue du général Leclerc

92131 - ISSY LES MOULINEAUX

مكتبة من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.S.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,00
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGEES	La ligne	La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Animer les études et la réalisation de grands projets de péri-informatique

140/170.000 Fan +

Un groupe de péri-informatique en très fort développement, recherche un ingénieur de plus de 30 ans, disposant d'une bonne expérience dans les systèmes transactionnels et de télécommunication afin de lui confier la responsabilité d'importants projets. Après avoir défini en liaison étroite avec les clients et la direction commerciale les spécifications des systèmes à réaliser, il assurera la réalisation complète des affaires (responsabilité technique et budgétaire) en coordonnant les différents services opérationnels de la Société jusqu'à la mise en service des projets. Pour ce poste comportant d'importantes possibilités d'évolution de carrière et à pourvoir en Région Parisienne, il faut prévoir d'assez fréquents déplacements de courte durée. La rémunération très ouverte dépendra de l'expérience et de la qualité du candidat retenu. Envoyez votre CV sous référence M 6357 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Valenciennes 75015 Paris

Jeunes Ingénieurs Informaticiens HF

Une opportunité exceptionnelle s'offre à vous aujourd'hui si, titulaire d'un diplôme d'ingénieur avec option informatique ou d'une maîtrise informatique et systèmes, vous êtes attiré(e) par la réalisation et la maintenance de logiciels d'application. Un groupe très performant vous propose de développer dans les domaines mini-ordinateurs, mini-systèmes transactionnels, réseaux de télécommunications. Vous pourrez ainsi faire rapidement la preuve de vos capacités à la prise de responsabilités au sein d'une entreprise à très fort taux d'expansion. Siège en Région Parisienne. Envoyez votre CV sous référence M 4234 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Valenciennes 75015 Paris

Ingénieurs d'Etudes Logiciel

Filiale THOMSON - CSF INFORMATIQUE

CIMSA recherche des INGENIEURS D'ETUDES LOGICIEL de formation grandes écoles ou universitaires, option informatique.

Ils auront pour mission la CONCEPTION et la REALISATION de logiciels de base sur mini-ordinateurs ou micro-ordinateurs.

Une expérience de quelques années sera appréciée.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en indiquant la référence LOG/2 au Service Emploi Formation de la Compagnie d'Informatique, Militaire, Spatiale et Aéronautique, 10/12 Avenue de l'Europe B.P. 44 - 78140 VELIZY.

Cimsa



Rejoignez une équipe qui fonce !

Parce que notre démarche s'est toujours appuyée sur la création et le sens du service rendu, parce que le recrutement, l'intégration et l'épanouissement de nos collaborateurs ont toujours fait partie de nos préoccupations majeures, MEDIA P.A. a pu progresser rapidement sur un marché concurrentiel. MEDIA P.A. a réalisé pour 1979 le plus fort taux de progression significatif des agences de publicité de recrutement.

Pour faire face à notre développement et garantir à nos clients un service de qualité, nous créons 4 nouveaux postes :

Un Commercial HF pour conseiller les chefs de personnel

L'attaché commercial (homme ou femme) que nous recrutons aura, outre des qualités certaines de négociateur, l'une des expériences suivantes :

- une bonne expérience de la vente, de services de préférence (relations avec la fonction personnel appréciées),
- jeune diplômé (HEC, ESSEC, ESC, Licences...) désirant débuter sa carrière professionnelle dans une fonction commerciale et évoluer rapidement vers un rôle de conseil.

Intégré dans une équipe de professionnels, il prospecte et développe pour plusieurs secteurs d'activité. Il aura une mission de conseil auprès des responsables de personnel et de recrutement (études de postes, rédaction d'annonces, plans médias...).

La rémunération de départ comprend un fixe substantiel + un intéressement. Elle sera fonction de l'expérience du candidat et de ses capacités d'évolution.

(Réf. 01 M)

Maquettiste-Exécutant HF : les annonces de recrutement évoluent, venez faire vos preuves !

Nous entendons par créations, la capacité d'apporter des réponses originales, non conventionnelles, adaptées aux problèmes posés.

Une annonce bien présentée :

- accroche le lecteur par son originalité et la personnalité de sa présentation,
- retient par sa clarté et sa facilité de lecture,
- reflète le dynamisme de l'annonceur,
- convainc les meilleurs candidats de répondre à cette annonce plutôt qu'à une autre.

Vous avez 22 ans minimum, une première expérience, des idées bien sûr, et, pourquoi pas, des qualités de rédacteur.

Dans une activité qui évolue vers la publicité de recrutement (valorisation du produit jobs, campagnes institutionnelles), à vous de jouer !

(Réf. 02 M)

Secrétaire : sortez de la routine ! devenez Assistante

Pour coordonner l'activité de notre département commercial, nous recrutons une jeune secrétaire sténodactyle à vocation d'assistante.

Précise et organisée, elle participe activement avec la force de vente à toutes les stratégies commerciales (information, promotion, prospection, suivi clientèle...).

Elle a des contacts fréquents avec la clientèle (essentiellement par téléphone), prend des rendez-vous, organise les plannings.

Agée de 22 ans minimum, elle a une excellente présentation, du goût, la capacité de travailler de façon autonome, des qualités certaines de rédaction et une bonne orthographe.

(Réf. 04 M)

Ces postes sont à pourvoir au sein d'une équipe de jeunes professionnels formés par leur challenge, leur rigueur, qualité du service rendu, disponibilité et implication avec nos clients.

Ils sont intéressants et évolutifs. Notre expansion est pour eux une garantie de progression rapide dans leur discipline respective.

Ils supportent de la part des candidats une très grande disponibilité, une bonne résistance, la faculté d'être autonome sans toutefois négliger le travail de groupe, d'être sympathique et chaleureux.

Il est prévu pour tous ces postes des rémunérations motivantes, de nombreux stages de formation (général, informatique, techniques de vente, de recrutement, de gestion...).

Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) en précisant bien la référence du poste à Patrick FORET - MEDIA P.A., 9 Boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui respectera, bien sûr, votre confidentialité.

La Vente par Téléphone, c'est votre métier !

Fonction essentielle à MEDIA P.A., ce poste est à pourvoir dans notre équipe d'accueil et de vente par téléphone. Il s'adresse :

- soit à une jeune technicienne en annonces classées désirant évoluer dans son métier,
- soit à une professionnelle de la vente par téléphone venant d'un secteur d'activité comme le tourisme, la promotion des ventes par téléphone, etc...

En relation constante avec une clientèle composée essentiellement de chefs de personnel, de responsables de recrutement, de consultants, elle aura un rôle de conseil dans la rédaction des textes, la présentation graphique de l'annonce et le choix média à adopter en fonction des postes à pourvoir.

En un mot, elle aura à gérer au plus près les budgets d'annonces de recrutement mis à sa disposition et examinera les résultats obtenus.

Elle a 22 ans minimum, des qualités certaines de rédaction, une bonne orthographe et frappe correctement à la machine à écrire (recyclage assuré par nos soins si nécessaire).

(Réf. 03 M)

MEDIA P.A.
Plus pour vos annonces de recrutement

GROUPE FRANÇAIS DE SERVICES 18 000 PERSONNES

C.A. consolidé : 2,5 milliards F
rech. pour sa plus importante activité en France

3 JEUNES CONTROLEURS DE GESTION

- L'UN (A) au siège à PARIS Sud, RESPONSABLE D'UNE LIGNE D'ACTIVITE et ANIME (fonctionnellement) l'action des C. de G. des 6 Agences en France.
- LES 2 AUTRES, au niveau des Agences 1 avec résidence à NANTES (B) 1 avec résidence à PARIS (C)

RESPONSABILITES ETENDUES au niveau de l'Agence : C. de G. de 50 à 100 unités d'exploitation de base. Comptabilité analytique, Facturation et Comptabilité clients...

POSTES « TREMPAINS » pour :
- Jeunes DIPLÔMÉS Grande Ecole ou E.S.C. option Comptabilité-Finances.
- 2 à 4 ans d'EXPERIENCE (indispensable) DE CONTROLE DE GESTION ou Comptabilité ou D.F. dans l'ACTIVITE DE SERVICES à Succursales et décentralisées ou INDUSTRIES.

DISCRETION ABSOLUE
Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunération et photo (préciser poste A, B ou C) se réf. 4295 à

SC sélection conseil
38 AV. DE VILLIERS 75017 PARIS

Nous sommes un Groupe français (C.A. 500 millions de francs consolidés dont 40% à l'étranger).

Leader européen sur son marché (COMPOSANTS ELECTRONIQUES)

Notre C.A. est en expansion et nous voulons encore développer nos ventes à l'étranger.

Nous recherchons pour cela un

responsable de zone export

pour prendre en charge l'assistance technique-commerciale auprès des filiales et d'agents pour définir des stratégies de pénétration de marchés et veiller à leur application.

Une expérience commerciale réussie, la connaissance de l'anglais (une deuxième langue sera très appréciée) seront nécessaires.

Déplacements à l'étranger (20% du temps).

Rémunération annuelle de l'ordre de 110.000 F.

Envoyer C.V. et salaire actuel à No 50811, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

Chef Section Comptable Paris Nord

GROUPE IMPORTANT fabricant et distributeur de produits de grande consommation recherche un CHEF DE SECTION COMPTABLE capable d'assurer les travaux de comptabilité générale et analytique d'une de ses filiales.

Ce poste exige une formation générale du niveau D.E.C.S. ou équivalent, beaucoup de rigueur, l'esprit d'équipe et d'être sensible au contrôle de gestion.

Position cadre. Travail formateur et rémunération en conséquence. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous référence 4 004 M au Service des Personnels



Putina France
Centre Paris Nord
Tour Ouest
93521 ST DENIS cedex 1

Ingénieur d'Affaires PAYS DE L'EST

Agé de 30 ans, Ingénieur - ARTS et METIERS ou équivalent, vous êtes en relations techniques avec des firmes métallurgiques de RUSSIE, POLOGNE, ROUMANIE, etc.

Vous parlez couramment RUSSE et ALLEMAND. Vous parlez l'ANGLAIS.

Nous vous proposons de négocier les marchés d'ingénierie et de commercialiser nos produits dans les pays concernés.

Nous sommes un très important groupe français (secteur automobile) dont le siège est à PARIS.

Envoyer C.V. avec prétentions et photo sous No 49892, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

	La ligne	La ligne T.D.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48
IMMOBILIER	39,00	45,88
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La m/m cal.	T.D.
ANNONCES ENCADREES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	5,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GENERAL MOTORS FRANCE
recherche

délégué de gestion
(CADRE)

Bonnes connaissances comptables.
Formation : maîtrise de gestion option finance.
Pour promouvoir l'organisation de gestion GM dans le réseau de concessionnaires et en assurer le bon fonctionnement.
Déplacements fréquents en province.
Anglais écrit et parlé.

Adresser lettre manuscrite avec CV et prétentions au Service du Personnel YM 5, bd Gallieni 92231 GENNEVILLIERS.

TOWNSEND ENGINEERING

is a fast growing company with offices in various european countries. The headquarters are located in Holland.
Our branch office in FONTENAY, Paris, requires a

QUALIFIED ACCOUNTANT

we are looking for an ambitious person, age 25 mini, who will be responsible for the accounting department and who can supervise two assistants.

He should be fluent in english and preferably he should have experience with american accounting and reporting systems.
He will report to our branch financial manager.

We are in the position to offer a very attractive salary to the right person.

Please write to :
TOWNSEND ENGINEERING B. V.
Philipstraat 1, Zoetermeer, Holland.
Attention Mr. H. Sterk, giving full details about career and education.

chef de produit
130/150 000 Frs

Il ne s'agit pas d'un poste fonctionnel ou d'étude. Nous ne vous demandons pas non plus de faire du marketing une fin en soi.
Nous recherchons plutôt un opérationnel capable d'animer et de développer une large gamme de produits techniques, dans le domaine médical.

En fait, vous assisterez le force de vente dans la mise en place de stratégies marketing, ceci dans le contexte d'un produit à technologie avancée.

Pour réussir dans ce poste, il faut avoir une personnalité capable de s'imposer à l'intérieur comme à l'extérieur de l'entreprise et une expérience de la vente au de la pratique opérationnelle du marketing dans le domaine industriel ou pharmaceutique.

Vous avez une formation Grande Ecole de Commerce, Médicale ou Pharmaceutique et bien sûr êtes capable de travailler en anglais.

Nous sommes en effet le filiale d'une Société Internationale, leader dans son domaine. Enfin, notre croissance actuelle (+25% par an) offre à un candidat à fort potentiel, des perspectives d'évolution très intéressantes.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 7517 à MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE PRODUCTIONS AUDIO-VISUELLES
recherche

JEUNE CADRE-EXPORT

Il devra, en position d'assistant du Directeur Commercial et avec son aide, prendre en main l'exportation des productions pour la télévision. Il aura en particulier à établir les outils de vente à l'étranger, à assurer la prospection de la clientèle et son suivi, et à veiller à la bonne exécution des contrats de vente.

Ce poste convient à un jeune du niveau Ecole Supérieure de Commerce, ayant déjà prouvé sa valeur dans une première expérience commerciale. La maîtrise parfaite du français et de l'anglais est indispensable. La pratique d'une 3^e langue (italien ou espagnol) serait appréciée, de même que des connaissances en audio-visuel.

Belles perspectives d'avenir pour qui réussira à ce poste.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Directeur Commercial, Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous référence 2303).

DISCUSSION ET REPONSE ASSURÉES.

SOCIÉTÉ D'INGÉNÉRIE

1) POUR ASSURER la responsabilité complète de la conception à la mise en service d'ensembles immobiliers collectifs (hôtels, bureaux, etc.) SOUS LA RÉFÉRENCE N° 2322 :

UN INGÉNIEUR
D'INSTALLATIONS GÉNÉRALES
— fluides hydrauliques et thermiques ;
— installations mécaniques et de maintenance.
DIPLOME A.M. ou équivalent
ayant 4 ans minimum d'expérience
ANGLAIS INDISPENSABLE
SOUS RÉFÉRENCE N° 2322 :

UN INGÉNIEUR
D'INSTALLATIONS GÉNÉRALES
et ÉLECTRICITÉ de BATIMENT
— fluides hydrauliques et thermiques ;
— installations mécaniques ;
— courants forts ;
— courants faibles.
DIPLOME A.M. - E.S.M.E. ou équivalent
ayant quelques années d'expérience
ANGLAIS INDISPENSABLE

2) POUR CONCEVOIR les structures (béton armé, béton précontraint, charpentes métalliques, et les aménagements extérieurs V.R.D.) d'ensembles immobiliers collectifs et établir les projets correspondants.
SOUS RÉFÉRENCE N° 2323 :

AGF ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE
recherchent pour leur division

investissements immobiliers
à Paris,
un collaborateur
très expérimenté
d'environ 45 ans

Les candidats devront justifier d'une expérience de l'encadrement, ainsi que de connaissances étendues en matière d'investissements, de fiscalité et de droit immobiliers.

Adresser lettre manuscrite, CV avec photo et prétentions au Département Recrutement, 33 rue Lafayette 75009 Paris.

CENTRE DE RECHERCHES
Banlieue SUD PARIS, recrute

ASSISTANT (E) D'INGÉNIEUR

Il (elle) devra, au sein d'un groupe de développement, assurer la coordination des activités entre les diverses équipes du Centre et de la Société et l'industrialisation de ses développements. Quelques années d'études supérieures dans les domaines physiques et mécaniques sont nécessaires.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir. Réf. à appeler 8 24.

Adresser curr. vitae, prêt, et photo à N° 50.751, CONTEXTE Publiété, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01.

Direction Générale des Télécommunications,
recherche
en vue d'Études Financières

cadre

diplôme supérieur, possédant expérience ou connaissances en matière de fiscalité.

Adresser CV détaillé et prétentions sous référence 6647 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

INGÉNIEUR DE BATIMENT
DIPLOME E.T.P. ou I.N.S.A.
ayant 2 ans minimum d'expérience
ANGLAIS INDISPENSABLE

POUR ASSURER LES TÂCHES SUIVANTES :
— Ingénierie de BATIMENT et plus spécialement HOSPITALIERE ;
— établissement de programmes d'opération ;
— études générales ;
— établissement et suivi des propositions COMMERCIALES et TECHNIQUES ;
— participation à l'élaboration des dossiers techniques.

SOUS LA RÉFÉRENCE N° 2323

UN INGÉNIEUR
FORMATION BATIMENT
Architecture ou Hospitalier
TITULAIRE D'UN DIPLOME
GRANDE ÉCOLE ou ÉQUIVALENT
Doit posséder au moins quelques années d'expérience et s'engager à l'EXPORTATION.
LANGUE ANGLAISE écrite et parlée
INDISPENSABLE

Adresser curriculum vitae et prétentions sous la référence respective à : PRO MULTIS, 47, rue des Tournelles, 75003 Paris, qui transmettra.

CENTRE DE RECHERCHES
Banlieue SUD PARIS, recrute un

INGÉNIEUR Grande École

Une bonne formation en mécanique des milieux continus est nécessaire.

CET INGÉNIEUR DEVRA :
— Exploiter les résultats d'essais ;
— Participer aux études ;
— Proposer des plans d'expérience pour répondre aux problèmes posés par des formulateurs au chimiste.

Des notions d'informatique et de calculs statistiques sont souhaitées.

Référence à appeler INAC 19
Ecrire avec C.V., prêt, et photo à N° 50.702, CONTEXTE Publiété, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS Cedex 01

Société S.O.D.E.V.I.
49-51, Quai National
92806 PUTEAUX CEDEX

Activité : vente des émaux BAYER

recherche

COLLABORATEUR COMMERCIAL
(niveau Ecole Sup. Commerce, HEC)
- 30 ans minimum pour renforcement contacts clientèle ;
- Possibilités ultérieures d'évolution.
- Déplacements assez fréquents sont à prévoir.
- Connaissance Allemand indispensable.
- Nombreux avantages sociaux.

Ecrire avec C.V. et prétentions à l'adresse ci-dessus

SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENTS AÉRONAUTIQUES
recherche pour PARIS

INGÉNIEURS SYSTÈMES
de formation aéronautique (Sup. Aéro, ENSTA, ENICA...), fonctions : « CHEF DE PROJETS » ANGLAIS nécessaire (réf. A)

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES
Conception et programmation de systèmes microprocesseurs. Exp. sur série 6800 souhaitée. ANGLAIS apprécié (réf. B)

Envoyer C.V. et prétentions en précisant la réf. du poste choisi, à N° 50.803, ConTEXTE Publiété, 20, av. de l'Opéra, Paris (17).

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

INGÉNIEURS DIPLOMÉS
sortant école
- éditoriaux, déposités des obligations militaires
- Etre rapidement

DESIRONS ENTREPRENDRE UNE CARRIÈRE DANS L'INFORMATIQUE

dans le cadre d'un contrat de travail avec stage de formation rémunéré au départ.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à N° 47.540, CONTEXTE Publiété, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

NOUS RECHERCHONS

CHEFS DE PROJET ET CONCEPTEURS
Expérience interactive et base de données pour développement et installation d'applications d'envergure nationale.

Ecrire à SOSI, Tour Gamma B
197, rue de Bercy - 75582 PARIS CEDEX 12.

SOSI
Ingénierie Informatique

NOTRE OBJECTIF DEPUIS 1969 : EXPANSION.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BATIMENT
GÉNIE CIVIL - TRAVAUX PUBLICS
recherche pour

● Son SERVICE ÉTRANGER à PARIS

UN INGÉNIEUR
ayant l'expérience études de prix G.O. et T.C.E. Expérience chantier et connaissance de l'anglais souhaitées.
Disponibilité pour déplacements de courte durée sur site.
Fonction ADJOINT du CHEF de SERVICE ETUDES de PRIX

● Son AGENCE en ARABIE SAOUDITE

UN RESPONSABLE Administratif et Comptable

Le candidat âgé de 30 ans minimum doit posséder le D.E.C.S. complet ou équivalent et une expérience d'un poste similaire.

Anglais parlé et écrit indispensable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, N° 50.528, ConTEXTE Publiété, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour poste à PARIS

comportant de fréquents déplacements en Province

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

Ayant une expérience en vérifications réglementaires (électriques, installations industrielles, ERP) pour encadrement, formation et animation des vérificateurs.

Préférence sera donnée à candidat rapidement disponible.

Ecrire avec C.V. à C.E.T.P., 12, rue Brandon, 75017 Paris Cedex 15

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
pour prospection, vente et suivi des affaires dans le domaine

SAISIES de DONNÉES
par LECTURE OPTIQUE

recherche

INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

— Ayant quelques années d'expérience.
— Anglais courant pour relations avec entreprises étrangères.
— Poste convenant à un diplômé ESC intéressé par la péri-informatique.

Lieu de travail : banlieue Sud-Ouest et fréquents déplacements en Province.

Adresser C.V. et prétentions, N° 50.283, ConTEXTE Publiété, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra.

Une des premières sociétés françaises d'ingénierie recherche dans les spécialités suivantes :

- GENIE CIVIL
- FLUIDES
- MÉCANIQUE
- ÉLECTRICITÉ
- CHARPENTES MÉTALLIQUES

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
(Réf. 720 M)

AGENTS TECHNIQUES
B.T.S.
(Réf. 721 M)

pour participer à la coordination et au contrôle de travaux de réalisation d'industrie lourde en France et à l'étranger. Tous ces postes impliquent nécessairement la connaissance de l'anglais.

Adresser C.V. + photo sous la référence choisie à : PUBLISCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 PARIS

il n'y a plus d'abonné au n° que vous avez demandé appelez maintenant le 562.4835

rscg carrières
64, rue la Boétie 75008 PARIS

Société d'Engineering Informatique
sur mini et micro clé en main, recherche

INGÉNIEUR CHEF DE PROJETS
Télétransmission Contrôle de procédés (réf. C.P.)

INGÉNIEUR DE RÉALISATION
Sur Mitra Solar ou calculateur équivalent (réf. I.B.)

Ecrire sous référence à
SYSLOG, 212, rue Jean-Jarvis - 75009 PARIS.

GENERAL MOTORS FRANCE
FORMATION
1 animateur HF

ROC International
recherche pour PARIS

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche pour PARIS

DES VENDEURS MOTIVÉS

LA FILIALE FRANÇAISE
en pleine expansion
D'UN GROUPE INTERNATIONAL

UN CADRE
COMPTABLE et ADMINISTRATIF

CENTRE DE RECHERCHES
Banlieue SUD PARIS, recrute un

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Le candidat sera chargé de mettre au point et de réaliser des études expérimentales de la combustion.

Le poste conviendrait à un E.T.S. ou un D.T. MEURES PHYSIQUES.

Les expériences de la mesure de quelques un des paramètres suivants :

Référence à appeler 7517 à L.T.P.
Adresser C.V., prêt, et photo à N° 50.751, CONTEXTE Publiété, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS Cedex 01.

VIE

Le candidat sera chargé de mettre au point et de réaliser des études expérimentales de la combustion.

Le poste conviendrait à un E.T.S. ou un D.T. MEURES PHYSIQUES.

Les expériences de la mesure de quelques un des paramètres suivants :

Référence à appeler 7517 à L.T.P.
Adresser C.V., prêt, et photo à N° 50.751, CONTEXTE Publiété, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS Cedex 01.

مكذوب من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	57,00
IMMOBILIER	14,00	14,00
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITALX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEEES	Le m/n col.	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GENERAL MOTORS FRANCE
recherche pour son service FORMATION

1 animateur HF

spécialisé et expérimenté dans le domaine des relations humaines pour action directe ou en co-animation à divers échelons hiérarchiques.

Ce poste exige :
- un niveau d'études supérieures
- une sensibilité pédagogique éprouvée
- une bonne connaissance de l'anglais.

Position CADRE.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions au Service du Personnel Y.M. 5, Bd Gallieni 92231 GENNEVILLIERS

CENTRE DE RECHERCHE
Banlieue sud Paris, recruté un

TECHNICIEN SUPERIEUR CHIMISTE

Pour suivi et réalisation d'études exploratoires au sein d'une petite équipe.

Quelques années d'expérience en synthèse organique fine seraient indispensables. Anglais apprécié.

Références à rappeler : I.C. 62.

Adresser C.V., prêt et photo à n° 50.703, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

LABORATOIRE CENTRAL DE TELECOMMUNICATIONS
recherche pour SERVICE RESEVETS

INGENIEUR ELECTRONICIEN

- Libéré des obligations militaires.
- Nationalité française exigée.
- Bonne connaissance de l'anglais.

Ecrire avec C.V. sous n° 50.498 à L.C.T., Boite Postale 40 - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

Importante Société recherche pour PARIS

INGENIEURS

Postes I - Postes II.
Logiciel à microprocesseur, spécialistes 8080 Motorola et syst. de développ. « Exerciser ».

Envoyer C.V. à SEORON, 65, rue Belduc, Paris-16 ou tél. pour R.V. 500-26-10.

Urgent Sté d'Electronique en expansion recherche

INGENIEUR

TECHNIQUE-COMMERCIAL
composants et instruments électroniques - Main salaire - Indemnité - ANGLAIS INDISPENSABLE.

Env. C.V. à : E.S.S.A. B.P. 26 - 92280 GARCHES

Editeur d'ouvrages prestigieuses recherche

L'ASSISTANT (E) DE SON REACTEUR EN CHEF

connaissances particulières techniques d'impression et expérience secrétaire de rédaction exigées.

Adr. C.V. prêt, n° 844.145 M. René-Presse, 85 bis, rue de la République, 75002 PARIS qui transmettra.

ROC International
Etudes et Conseils en Economie, Finances, Planification, Gestion recherche

1) AGRO-ECONOMISTE
(Formation de base AGRO-ACER)
Ayant une solide expérience dans l'élaboration de projets de développement agricole outre-mer.

2) INGENIEUR ECONOMISTE
Avec quelques années d'expérience à l'étranger souhaitées.

3) INFORMATICIEN
Analyse ayant l'expérience des mini-ordinateurs de gestion et de l'implémentation de systèmes.

Postes basés à PARIS, avec missions éventuelles à l'étranger.

Curr. vitas à env. sous la réf. 3.206 à SWEERTS, B.P. 208, 75244 Paris Cedex 09, qui transmettra.

T.R.T. recherche

INGENIEUR MECANICIEN de formation ARTS et METIERS

Ayant 3 à 5 ans d'expérience, le candidat aura déjà fait les preuves de son efficacité et sera apte à diriger et à animer une équipe de développement et de dessin de 15 à 20 personnes et aura l'ambition d'une rapide évolution vers de plus larges responsabilités.

Expérience en usine (services méthodes) et connaissances en électronique professionnelle spécialement interconnaissance appréciées.

Adresser C.V., prétentions et photo à : T.R.T., 5, avenue Daumesnil, 92230 LE PLESSIS-ROBINSON.

IMPTE SOCIETE B. ARROT recherche 12 ANALYSTES-PROGRAMMEURS PROFIL :
- Formation universitaire
- Connaissance bien COBOL
- Avoir pratiqué une méthode d'analyse-programme
- Envoyer C.V. et prétentions à : ORIGNY-DESVOISE, 71, bd Malesherbes, 75008 Paris.

Cherche homme sérieux, stable, références : deux jours par semaine d'entretien, électricité, plomberie.

Permis de conduire demandé.

Ecr. n° 50.292 M. J. P. Presse 85 bis, r. Daumesnil, 75002 Paris.

INGENIEUR MITRA
connaissances logicielles MM2 ANALYSTE-PROGRAMMEUR MITRA 125 ou 125

INGENIEUR
pour développement PACKAGE MICRO-PROCES. ANALYSTE-PROGRAMMEUR mini-système LOGABAX. Env. C.V. Mlle CARPENTIER 94, rue Saint-Lazare, LABORATOIRE DE PHYSIQUE ESSONNE (91) Dispositif poste à mi-temps recherche H.F. (français).

TECHNICIEN-ELECTRONIQUE
diplômé DUT ou équivalent Ecrire en précisant la n° 2885 à Centrale d'Annonces 121, rue Daumesnil, 75002 Paris qui transmettra.

Banque Privée crée le poste de

RESPONSABLE DE L'ACTIVITE TITRES

Il sera chargé de mettre en place et d'organiser le circuit de développement des opérations sur titres.

Le poste s'adresse à un candidat ayant une bonne formation bancaire (C.E.S.S. éventuellement) et justifiant d'une parfaite connaissance de la loi, des titres, des placements et de la fiscalisation.

Une expérience de plusieurs années en exploitation dans un service titres est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite indiquant date de disponibilité, C.V., photo et rémunération actuelle sous référence à :

MEDIA SYSTEM
104, rue Daumesnil, 75002 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ CH. COMPTABLE
EXPERIMENTÉ, env. C.V. et prêt, n° T 18843 M. Régis-Presse 85 bis, r. Daumesnil, 75002 Paris.

INGENIEURS ELECTRONICIENS ET INFORMATIENS
Ayant 3 à 5 ans d'expérience minimum.

REDACTEURS EN ELECTRONIQUE ET MECANIQUE
Envoyer C.V., prétentions sous réf. 3.976 à MEDIA P.A., boulevard des Volontés, 75002 PARIS, qui transmettra.

VILLE DE MONTREUIL
100.000 habitants recrute

DOCUMENTALISTE ARCHIVISTE

titulaire d'un diplôme et d'un O.U.T.

Chargé :
- Du suivi de la documentation et des archives communales ;
- De l'entretien et de la coordination des sociétés de documentation, des secteurs administratifs, sociaux et d'urbanisme.
- Conn. en inform. appréciée.

REMUNERATION MENSUELLE BRUTE DE 253.270 F.

+ PRIME MENS. : 22.333 F.

Adr. C.V. copie d'identité et réf. à : Monsieur le Maire 93105 MONTREUIL CEDEX.

Editeur de manuels spécialisés recherche

SECRETAIRE DE REDACTION

expérimentée (a). Préparation rédactionnelle et technique, mise en pages, illustrations, recture, suivi de fabrication. 50-60, 3e mode. Disponible 18 août 1980.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :

PUBLICATIONS EME
15, rue Cardine, 75017 PARIS

REVUE MUSICALE recherche
connaissance musicale, niveau études supérieures, expérience PRESSE. Mme Welter, 102, rue de Paris, 92100 BOULOGNE.

SECRETAIRES REDACTRICES
Ecr. n° 778 « le monde » Pub. de Paris, 75210 Paris ced. 09

offre premier emploi

WE ARE AN INTERNATIONAL CONSULTANCY and research company, with some 140 employees in 8 countries. We are working mainly with multinational business and organizational development problems together with top management in large to middle size corporations. Our Paris Office, founded in late 1977, is looking for two assistants. They should be :

- AROUND 25
- FRENCH NATIONALS FLUENT IN ENGLISH
- BUSINESS SCHOOL GRADUATES WITH GOOD GRADES
- WILLING TO TRAVEL A LOT
- FLEXIBLE AND ABLE TO WORK ON THEIR OWN INITIATIVE
- AVAILABLE IMMEDIATELY

We offer a demanding international career, the possibility of developing within a continuous training programme and exposure to concrete business problems now facing top management.

Write enclosing your CV plus photo.

Ecrire n° 7823 « le monde » Publié, 5, rue des Italiens, 75227 PARIS CEDEX 09.

capitaux ou proposit. com.

Recherchons Cadre Dynamique disposant de capitaux pour Société en Expansion sur Marché de l'Europe, 92150 SURESNES.

CAPITAUX DISPONIBLES
particulier recherche P.M.E.-P.M.I. ou Société commerciale. Ecr. HAVAS CANNES 19.02/06.

information divers

P D U R

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPTÉ (128 pages) Extraits du sommaire :

- Les 3 types de C.V. à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bons réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Pour information, 40 C.I.O.M.I. à la demande, 75, rue Chateaub.

travail à domicile

Demande

TRAVAUX SECRETAIRAT
cette offre s'adresse à C.V. Téléphone 23-23-77 et 237-49-51.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRIVÉE
recherche pour développer le chiffre de son agence Paris-Montparnasse

DES VENDEURS MOTIVÉS

possédant déjà une expérience commerciale. Une aide technique et financière est assurée ainsi qu'un stage de formation.

Possibilités de gains importants pour toute personne dynamique.

Ecrire sous réf. 87859 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94300 VINCENNES

IMPORTANT GROUPE SOCIÉTÉS DE SERVICES recherche

ASSISTANTE SOCIALE D.E.

non débutante dynamique pour activités variées

Lieu de travail : Paris et Neuilly
Poste à pourvoir : avril 1980

Pour premier contact : Tél. 747-54-50
Poste 318

UN AGENT TECHNIQUE
universitaire O.E.M. (licence math) intéressé par physique nucléaire pour calculs 27 rapportant.

Adr. C.V., photo et prétentions, écrit, 3.475 à P. LICHOU S.A., B.P. 220, 75002 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

S.S.C.I. recherche :

ANALYSTES-PROGRAMMEURS ET PROGRAMMEURS

BM 34 (COBOL) débutants et expérimentés. Tél. pour R.V., PAEZ Frères. 379-81-40

L'ATLAN
de Nisy-le-Grand - Est 93160 recrute :

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

Le candidat aura une réelle expérience de la vie associative, des relations publiques, de l'animation, de la gestion d'équipes, de la collecte de fonds, de l'accueil de population et une capacité à s'engager dans un travail d'équipe et à se situer par rapport aux différents partenaires : municipalité d'origine, démocratie, établissement public, promoteur association.

Libre de suite.

3.500 F net mens. + avantages.

Candidature et C.V. à adr. : Mairie de Nisy-le-Grand, B.P. 17, 93160 Nisy-le-Grand Cedex, avant le 28 mars 1980.

SERVICE TECHNIQUE DES PROGRAMMES AERONAUTIQUES PARIS
recherche

INGENIEUR
niveau Arts et Métiers pour responsabilité. Bureau Brevets-Notions Propriété Industrielle.

Ecrire avec C.V. à STPA, Bureau du Personnel, 4, av. de la Porte d'Issy 92096 PARIS ARABESSE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAIL PUBLICS
activités internationales recherche pour son service financier

COLLABORATEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE
Ayant expérience service trésorerie.

Lieu de travail : 78140 Velizy.

Adress. C.V. + prêt + photo n° 50.336 CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-16

DE MECHANIQUE POUR ETABLISSEMENT DE OEVIS POMPES
O.N.S. DOMAINE INDUSTRIEL

1) INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL
niveau 5° S. MECANIQUE OU EQUIVALENT Nations d'Allemagne ou d'Autriche indésirables dans les deux cas.

Ecr. avec C.V. manuscrit et prétentions sous n° 2227 à PRO MULTIS, 47, rue des Tournelles, 75001 PARIS qui transmettra.

Commune Seine-Saint-Denis recrute assistante sociale familiale de secteur.

Ecr. n° 84771 M. Régis-Presse 85 bis, r. Daumesnil, 75002 Paris

Rech. pour couple, Paris 01 2/3 mois Côte d'Azur CUISINIÈRE CONFIRMÉE Logée, nourrie, 400.000 F. net. 500 SALAIRE.

Ecr. n° 778 « le monde » Pub. de Paris, 75210 Paris ced. 09

traductions

Demande

Ing. informaticien exécuterait traduct. angl.-franç. documents tech. ou classés en inform. ou génie civil. Ecrire référence n° T 018.35 M. Régis-Presse, 85 bis, r. Daumesnil, 75002 Paris.

cours et leçons

INITIATION à la PHILOSOPHIE (adultes) par diplômé docteur. Téléphone : 700-58-85.

Leçons de russe par professeur d'origine. Téléphone : 265-94-67.

Rattrapage MATHS, PHYSIO. 1 le mercredi par école secondaire à CHATEAU de la RECH. STAGES INTENSIFS 3 semaines. 923-57-39 361-47-55, 14 à 20 h.

Professeur d'Anglais, Américain, donne cours tous niveaux. Téléphone : 394-58-84.

occasions

EN SOLDE
grand choix de moquette, exemple de prix : velours, sur mousse en 4 mètres, 19,99 F/m2 ; murale textile, 4,46 F/m2. Téléphone : 346-72-72.

PIERRE PERRO
Achat net ou échange bijoux, bijoux argentés, vente occasion, réparation, 4, Chaussée d'Antin, 85, rue de l'Opéra, 75002 Paris. Victor-Hugo, M. Elodie.

LA FILIALE FRANÇAISE
en pleine expansion d'un GROUPE INTERNATIONAL recherche

UN CADRE COMPTABLE et ADMINISTRATIF

possédant une bonne expérience de ce poste de préférence au sein d'un groupe international. L'aptitude du candidat devra lui permettre de prendre à terme la responsabilité de la Direction Financière.

- Diplôme exigé : en min. D.E.S. complet ou équivalent.
- Bonne connaissance de l'anglais requis.
- Lieu de travail : Zone Industrielle de TRAPPES (77).

Adresser C.V. et lettre manuscrite indiquant prêt à COFINOR, 11, rue Marguerite, 75017 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE
recherche d'URGENCE

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Chargé de la mise au point de l'installation et de la mise en service d'un système de télécommunications pour liaisons sous-marines et spatiales.

En plus des connaissances en techniques digitales et en informatique (matériel et logiciel), la maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Il devra justifier d'une expérience en plate-forme contrôle fabrication.

Le poste exige des déplacements de quelques mois en France et à l'étranger.

Lieu de travail : Région TRAPPES (77).

Adr. C.V. et prétentions à n° 50.287 ConTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

INGENIEUR ELECTRONICIENS ET INFORMATIENS
Ayant 3 à 5 ans d'expérience minimum.

REDACTEURS EN ELECTRONIQUE ET MECANIQUE
Envoyer C.V., prétentions sous réf. 3.976 à MEDIA P.A., boulevard des Volontés, 75002 PARIS, qui transmettra.

VILLE DE MONTREUIL
100.000 habitants recrute

DOCUMENTALISTE ARCHIVISTE

titulaire d'un diplôme et d'un O.U.T.

Chargé :
- Du suivi de la documentation et des archives communales ;
- De l'entretien et de la coordination des sociétés de documentation, des secteurs administratifs, sociaux et d'urbanisme.
- Conn. en inform. appréciée.

REMUNERATION MENSUELLE BRUTE DE 253.270 F.

+ PRIME MENS. : 22.333 F.

Adr. C.V. copie d'identité et réf. à : Monsieur le Maire 93105 MONTREUIL CEDEX.

Editeur de manuels spécialisés recherche

SECRETAIRE DE REDACTION

expérimentée (a). Préparation rédactionnelle et technique, mise en pages, illustrations, recture, suivi de fabrication. 50-60, 3e mode. Disponible 18 août 1980.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :

PUBLICATIONS EME
15, rue Cardine, 75017 PARIS

REVUE MUSICALE recherche
connaissance musicale, niveau études supérieures, expérience PRESSE. Mme Welter, 102, rue de Paris, 92100 BOULOGNE.

SECRETAIRES REDACTRICES
Ecr. n° 778 « le monde » Pub. de Paris, 75210 Paris ced. 09

automobiles

vente - de 5 C.V.

Particulier vend : LNA entrpr. Mai 79, P.M. 20.000 km. Pz org. 15.000 F. Rad. cass. 104 sur, 90 opt. Tél. apr. 19 h. 30. 267-44-88.

5 à 7 C.V.

FIAT 124 Coupé 1600. Roug. 1977, bon état, 5.500 F. Tél. : 264-48-15, après 19 h.

12 à 16 C.V.

604 TI 79, automatique, cuir, 13.000 km. Garantie. 52.500 F. C'est avec 5.000 F. 208-23-02.

604 TI 79, automatique 13.000 km. Etat exceptionnel. Garantie. 40.000 F avec 3.000 F. 202-66-39.

divers

B.M.W.
63, Bd. J. Jaurès 92 CLICHY. Tél. 731-05-05

ACHETER ou LOUER VOTRE B.M.W.
PRESENTATION et ESSAIS de

TOUTE LA GAMME
NEUVES DISPONIBLES. Nombreuses OCCASIONS. GARANTIE BMW.

motor

PARTICULIER VENOS YAMAHA 500 XS
Mai 78, 18.000 km. excellent état. Nbrs équipements. Pz. 10.500 F. Tél. le soir au 941-74-29.

CENTRE DE RECHERCHES
Banlieue sud PARIS, recruté un

TECHNICIEN SUPERIEUR

Ce technicien sera chargé de mettre au point et de réaliser des études expérimentales dans le domaine de la combustion.

Le poste conviendrait à un B.T.S. ou un DUT MESURES PHYSIQUES

Une expérience de la mesure de quelques années est fortement souhaitée.

Références à rappeler : I.C. 12.

Adresser C.V., prêt et photo à n° 50.710, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

CROUZET VALENCE
Division aérospatiale et systèmes recherche

1 INGENIEUR confirmé

Formation SUP AERO - ENICA. grandes écoles.

3 à 5 ans d'expérience dans domaine des techniques numériques, temps réel et équipement et systèmes avioniques.

Travail d'études au sein d'une équipe constituée par plusieurs Sociétés pour un programme national.

Lieu de travail : région parisienne

Poste à pourvoir en 1^{er} JUIN 1980.

Adresser références, C.V., prétentions à CROUZET Services du Personnel, B.P. 1014 26.010 VALENCE, sous réf. 159.

Agence de Publicité, 35 personnes, 30 millions de C.A., recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

(poste à créer).

Il aura 35 ans minimum, sera énergique, d'esprit rapide et de formation supérieure. Il travaillera de très près avec la direction générale et sera chargé, entre autres, de la mise en place d'un service informatique. Le candidat précisera, dans une note jointe à son C.V., la profil du poste tel qu'il le conçoit et indiquera ses prétentions.

Discrétion assurée.

Ecrire n° 843718 M. Régis-Presse, 85 bis, r. Daumesnil, 75002 PARIS.

INGENIEUR ELECTRONICIENS ET INFORMATIENS
Ayant 3 à 5 ans d'expérience minimum.

REDACTEURS EN ELECTRONIQUE ET MECANIQUE
Envoyer C.V., prétentions sous réf. 3.976 à MEDIA P.A., boulevard des Volontés, 75002 PARIS, qui transmettra.

VILLE DE MONTREUIL
100.000 habitants recrute

DOCUMENTALISTE ARCHIVISTE

titulaire d'un diplôme et d'un O.U.T.

Chargé :
- Du suivi de la documentation et des archives communales ;
- De l'entretien et de la coordination des sociétés de documentation, des secteurs administratifs, sociaux et d'urbanisme.
- Conn. en inform. appréciée.

REMUNERATION MENSUELLE BRUTE DE 253.270 F.

+ PRIME MENS. : 22.333 F.

Adr. C.V. copie d'identité et réf. à : Monsieur le Maire 93105 MONTREUIL CEDEX.

Editeur de manuels spécialisés recherche

SECRETAIRE DE REDACTION

expérimentée (a). Préparation rédactionnelle et technique, mise en pages, illustrations, recture, suivi de fabrication. 50-60, 3e mode. Disponible 18 août 1980.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :

PUBLICATIONS EME
15, rue Cardine, 75017 PARIS

REVUE MUSICALE recherche
connaissance musicale, niveau études supérieures, expérience PRESSE. Mme Welter, 102, rue de Paris, 92100 BOULOGNE.

SECRETAIRES REDACTRICES
Ecr. n° 778 « le monde » Pub. de Paris, 75210 Paris ced. 09

automobiles

vente - de 5 C.V.

Particulier vend : LNA entrpr. Mai 79, P.M. 20.000 km. Pz org. 15.000 F. Rad. cass. 104 sur, 90 opt. Tél. apr. 19 h. 30. 267-44-88.

5 à 7 C.V.

FIAT 124 Coupé 1600. Roug. 1977, bon état, 5.500 F. Tél. : 264-48-15, après 19 h.

12 à 16 C.V.

604 TI 79, automatique, cuir, 13.000 km. Garantie. 52.500 F. C'est avec 5.000 F. 208-23-02.

604 TI 79, automatique 13.000 km. Etat exceptionnel. Garantie. 40.000 F avec 3.000 F. 202-66-39.

divers

B.M.W.
63, Bd. J. Jaurès 92 CLICHY. Tél. 731-05-05

ACHETER ou LOUER VOTRE B.M.W.
PRESENTATION et ESSAIS de

TOUTE LA GAMME
NEUVES DISPONIBLES. Nombreuses OCCASIONS. GARANTIE BMW.

motor

PARTICULIER VENOS YAMAHA 500 XS
Mai 78, 18.000 km. excellent état. Nbrs équipements. Pz. 10.500 F. Tél. le soir au 941-74-29.

VIE

demande managers pour organiser et tenir sa société internationale productrice de gds diffusion.

C.V. et prétentions, références n° T 14.631 M. REGIS-PRESSE, 85 bis, r. Daumesnil, 75002 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE
Banlieue sud-Ouest de Paris recrute

B.T.S. COMPTABILITÉ ET GESTION DES ENTREPRISES

Bonne jeune pour emploi responsabilité dans contrôle de gestion

Ecr. avec C.V. et prêt à n° 50.833 ConTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-16.

INGENIEUR ELECTRONICIENS ET INFORMATIENS
Ayant 3 à 5 ans d'expérience minimum.

REDACTEURS EN ELECTRONIQUE ET MECANIQUE
Envoyer C.V., prétentions sous réf. 3.976 à MEDIA P.A., boulevard des Volontés, 75002 PARIS, qui transmettra.

VILLE DE MONTREUIL
100.000 habitants recrute

DOCUMENTALISTE ARCHIVISTE

titulaire d'un diplôme et d'un O.U.T.

Chargé :
- Du suivi de la documentation et des archives communales ;
- De l'entretien et de la coordination des sociétés de documentation, des secteurs administratifs, sociaux et d'urbanisme.
- Conn. en inform. appréciée.

REMUNERATION MENSUELLE BRUTE DE 253.270 F.

+ PRIME MENS. : 22.333 F.

Adr. C.V. copie d'identité et réf. à : Monsieur le Maire 93105 MONTREUIL CEDEX.

Editeur de manuels spécialisés recherche

SECRETAIRE DE REDACTION

expérimentée (a). Préparation rédactionnelle et technique, mise en pages, illustrations, recture, suivi de fabrication. 50-60, 3e mode. Disponible 18 août 1980.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :

PUBLICATIONS EME
15, rue Cardine, 75017 PARIS

REVUE MUSICALE recherche
connaissance musicale, niveau études supérieures, expérience PRESSE. Mme Welter, 102, rue de Paris, 92100 BOULOGNE.

SECRETAIRES REDACTRICES
Ecr. n° 778 « le monde » Pub. de Paris, 75210 Paris ced. 09

automobiles

vente - de 5 C.V.

Particulier vend : LNA entrpr. Mai 79, P.M. 20.000 km. Pz org. 15.000 F. Rad. cass. 104 sur, 90 opt. Tél. apr. 19 h. 30. 267-44-88.

5 à 7 C.V.

FIAT 124 Coupé 1600. Roug. 1977, bon état, 5.500 F. Tél. : 264-48-15, après 19 h.

12 à 16 C.V.

604 TI 79, automatique, cuir, 13.000 km. Garantie. 52.500 F. C'est avec 5.000 F. 208-23-02.

604 TI 79, automatique 13.000 km. Etat exceptionnel. Garantie. 40.000 F avec 3.000 F. 202-66-39.

divers

B.M.W.
63, Bd. J. Jaurès 92 CLICHY. Tél. 731-05-05

ACHETER ou LOUER VOTRE B.M.W.
PRESENTATION et ESSAIS de

TOUTE LA GAMME
NEUVES DISPONIBLES. Nombreuses OCCASIONS. GARANTIE BMW.

motor

PARTICULIER VENOS YAMAHA 500 XS
Mai 78, 18.000 km. excellent état. Nbrs équipements. Pz. 10.500 F. Tél. le soir au 941-74-29.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Un entretien avec M. Pierre Mauroy
président du conseil régional

« Plus que jamais, nous revendiquons le droit à l'initiative »

« Lors de la récente inauguration de la Maison du Nord-Pas-de-Calais à Paris, vous avez dressé un bilan positif de six années d'action régionale. Président du conseil régional depuis son origine, vous avez voulu marquer un « pouvoir » que les textes ont loin de proclamer. Cette action, en quelque sorte de frappe-tireur, va-t-elle profiter aux autres régions ? »

« L'ouverture d'une « ambassade » régionale à Paris nous a donné l'occasion de souligner, en dépit des insuffisances de la loi, quelques succès de six années des principales politiques conduites à l'initiative du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. On n'a pas six ans, les moyens financiers de ces institutions régionales dans le Nord-Pas-de-Calais s'élevaient à près de 1 milliard de francs (1). Bien que nettement en deçà des besoins réels de quatre millions d'habitants, l'effort de ce milliard est indiscutable dans la mesure où à 92 % il a été consacré aux investissements. »

« Dans les domaines de la santé, de l'aménagement du territoire, de la formation, de la culture, de la recherche et d'autres, le Nord-Pas-de-Calais a conduit d'effectives politiques qui se traduisent par sa participation à l'acquisition de centaines d'hectares, à la réalisation de plusieurs équipements hospitaliers, à l'humanisation des hôpitaux, à l'équipement de nombreuses unités de recherche, à l'amélioration du patrimoine R.I.M. Sans doute de par la volonté des élus, en s'appuyant souvent sur des avis concordants du comité économique et social, avec en règle générale l'appui de l'administration, la région a pris de nombreuses initiatives non explicitement prévues par la loi. Mais fallait-il renoncer à créer l'Orchestre philharmonique de Lille, refuser aux habitants le droit d'avoir un opéra, abandonner l'idée du schéma régional de

La région, depuis le référendum de 1959, est l'un des thèmes du débat de politique dont l'intérêt connaît des hauts et des bas, selon les époques. La loi du 5 juillet 1972 lui a donné une existence légale, mais non les moyens de s'affirmer vraiment. Le Nord-Pas-de-Calais est apparu, en raison de la complémentarité des deux départements, comme la région la plus homogène; elle est apparue aussi comme l'une des plus efficaces, tout au moins celle qui a été la plus soucieuse de tirer le meilleur parti des textes existants, parfois à la limite de la légalité. »

M. Pierre Mauroy (P.S.), qui préside le conseil régional Nord-Pas-de-Calais depuis six ans, pense, comme les sept autres présidents de région socialistes, que le moment est venu de relancer une « croisade pour la région ». Des contacts sont pris avec tous les présidents de région. Dans le débat relatif à la prochaine élection présidentielle, pense-t-on, la région apparaît comme un test d'une authentique volonté de décentralisation. M. Pierre Mauroy nous dit pourquoi il pense qu'il convient de rouvrir maintenant ce dossier.

transport collectif, pour lequel on apportait à la S.N.C.F. un financement relais permettant d'acquiescer près de deux cents wagons et procurant ainsi plus de huit cent mille heures de travail aux entreprises de matériel ferroviaire de la région ?

« Il ne saurait être question pour les élus de s'assombrir dans la contemplation des difficultés. Et c'est bien pourquoi d'autres initiatives sont prises dès maintenant, par exemple un vaste programme habitat-bâtiment qui va concerner, en trois ans, trente-cinq mille logements et quatre-vingt mille emplois du secteur du bâtiment. »

« Ne croyez surtout pas que nous soyons les seuls à agir ainsi. Je suis avec attention ce que font d'autres régions en matière d'action foncière ou de tourisme, les démarches entreprises par exemple par Provence-Côte d'Azur en direction de l'Algérie, les tentatives conduites par plusieurs conseils régionaux afin de résoudre les problèmes d'emploi. Chaque région doit bénéficier des expériences menées par les autres. Plus que jamais nous revendiquons le droit à l'initiative, d'autant plus qu'il s'agit souvent de suppléer aux carences de l'Etat.

Limites et insuffisances

« Vous avez l'intention de relancer la croisade pour un conseil régional élu au suffrage universel. Pensez-vous que le climat politique soit propice à un tel débat ? »

« Inutile de revenir sur les limites et les insuffisances de la loi de 1972. A la situation présente de régions maintes fois

tuelle, aux moyens limités, véritable hantise du pouvoir central, nous voulons substituer des collectivités locales régionales de plein exercice. Eln au suffrage universel direct, chaque conseil régional élira son propre exécutif, le préfet de région devenant seulement le représentant de la République. De véritables finances, fondées sur le transfert du produit d'impôt d'Etat, et des moyens en personnel administratif et technique donneront à la région une capacité d'action à la taille des problèmes qui se posent

à travers tout le territoire à la majorité des Français.

« Pour un tel objectif le combat est loin d'être terminé. L'histoire récente nous en apporte une nouvelle preuve, qui vit succéder au candidat Valéry Giscard d'Estaing promettant, en 1974, des discours favorables à la régionalisation un président de la République prônant le département et la commune et bloquant délibérément la région. »

« Mais ne craint-on pas surtout l'administration à quatre étages ? »

« On ne dira jamais assez combien, face à des milliers de communes et à une certaine décentralisation, l'Etat centralisé demeure le maître du jeu au nom de la cohérence et souvent d'une « pseudo-égalité ». Ceux qui font mine de s'interroger sur l'écran supplémentaire que constituerait une région forte poursuivent en réalité un discours centralisateur. La décentralisation, cela consiste à rapprocher le pouvoir de décision du citoyen et des collectivités de base, et non à permettre aux élus locaux un meilleur accès aux bureaux parisiens. Les régions en nombre limité sont des échelons de cohérence indispensables à l'instauration d'un dialogue entre institutions. Telle doit être, selon nous, la décentralisation, dont l'un des éléments sera une claire répartition des compétences, charges et moyens entre l'Etat, la région, le département et la commune. Ces quatre « niveaux », qui forment aux yeux des partisans d'un Etat centralisé d'inutiles superstructures, deviendront dans une France décentralisée les bases du débat démocratique. »

« En mars 1975, vous avez rassemblé à Lille tous les présidents de région de France. Tous, ce jour-là, avaient admis la nécessité de « faire un pas » de plus », mais cette belle unanimité s'est-elle éteinte ? »

« Depuis six ans, les présidents se sont effectivement réunis à deux reprises : Lille accueillant en 1975 cette première manifestation et Paris la seconde à la fin de la même année. Il y a eu quelques tentatives, mais en 1975 mais ils n'ont pas été suivies. Si bien que l'absence de réponse réelle du gouvernement à cette revendication collective des présidents des conseils régionaux a entraîné la suspension de réunions qui n'auraient pu conduire qu'à d'inutiles répétitions. »

« L'insuffisance des moyens financiers des régions, les limites imposées par la loi, la préparation et l'exécution du plan national avec la participation des régions, ont fait l'objet de demandes unanimes des présidents. En ce qui me concerne (et il en est de même, je présume, pour les huit autres présidents de gauche), la loi doit être revue fondamentalement, et c'est dans cette perspective que le parti socialiste vient de déposer une proposition de loi. »

« Pensez-vous que la région sera l'un des grands thèmes de la prochaine campagne présidentielle ? »

« C'est de manière générale que s'expriment les protestations, parfois véhémentes, contre le refus de l'Etat de reprendre — au titre du Plan — des objectifs régionaux, contre les obstacles mis aux interventions des régions dans les domaines de l'industrie ou de l'action culturelle. Ces refus et ces freins sont d'ailleurs d'autant plus mal ressentis qu'ils concernent en certains cas des opérations qui

ont l'accord au plus haut niveau des ministères intéressés, trop heureux de voir les régions prendre en charge sur leur budget, ce que la loi interdit, des équipements ou des politiques qu'ils n'ont pas les moyens de financer ! »

« Plus récemment s'est, en outre, instauré un débat, qui n'est pas sans intérêt, sur la faculté pour les régions d'être clairement informées des interventions du budget européen et éventuellement d'aligner l'admission des autorités européennes sur leurs besoins. Ces quelques exemples ne feront, bien entendu, pas l'unanimité des présidents, mais, croyez-moi, bien des demandes communes allant vers une évolution indispensable de la loi sont susceptibles d'apparaître. La plupart de ceux qui exercent des responsabilités régionales vous diront que, jour après jour, les régions acquièrent dans l'opinion identité et crédibilité. »

« De plus en plus, nous constatons un décalage manifeste entre l'exigence de décentralisation qu'ilustrèrent pour moi ces six années d'expérience et l'attachement à la « règle centralisatrice » qui inspire le gouvernement. Sans doute la prochaine campagne présidentielle fera-t-elle resurgir ce débat qui, au travers d'un choix pour la centralisation ou la décentralisation, introduit en réalité un choix entre deux modes d'organisation de la société. »

« Pour nous, socialistes, notre choix est fait : les collectivités majeures, régions, départements et communes, sont indispensables pour faire émerger une société où l'unité nationale serait enrichie de l'identité retrouvée de chacune des régions. »

Le « jeu » de la Grand-Place à Lille

Tous architectes !

Le « jeu » de la Grand-Place est en vogue à Lille ces jours-ci. La municipalité que dirige M. Pierre Mauroy (P.S.) fait distribuer quelque cinq mille planches en carton (120 mètres sur 80 centimètres) qui permettent de reconstituer à l'échelle de 1/100 la place de Gaulle. Cette place qui cour de la ville qui domine la colonne de la place rappelle la résistance des Lillois aux Autrichiens en 1792 est en effet en voie de rénovation. D'où cette campagne que l'on a aussi baptisée : « Grand Place à l'Imagination ». Il est vrai que, depuis quelques années, on ne sait trop comment élargir ce quadrilatère de soixante-dix mètres sur cent vingt-cinq mètres bordé de ces belles façades notamment celle de la Vieille-Bourse édifiée vers les années 1850. On en a chassé les voitures en élargissement, on a dessiné quelques terrasses plantées bordées de pavés, mais tout cela n'est vraiment pas satisfaisant; c'est même plutôt triste.

La place de Gaulle est appelée à devenir le cœur du secteur piétonnier qui va s'étendre au cours des prochaines années.

Mais elle doit surtout, par le style et l'allure, être un haut lieu d'une métropole régionale active. C'est pourquoi on a lancé « l'opération Grand-Place 1983 ». C'est à cette date que sera ouverte la première ligne du métro, et la municipalité voudrait profiter de cette circonstance pour faire de la transformation de la place du Général-de-Gaulle un très grand événement. On va donc intéresser toute la population au projet.

Le concours de maquettes sera ouvert à tous et fera l'objet d'une présentation particulière dans les écoles; on lance aussi un concours de photos et même de nouvelles. Les poètes vont rêver ! Enfin, une Quinzaine d'animation est prévue en juin au cours de laquelle toutes les idées et projets seront collectés. Ensuite, il faudra, bien entendu, faire appel aux hommes de l'art, experts et architectes, pour un autre concours, qui sera opérationnel celui-là. Beaucoup d'idées sont déjà dans l'air, et il y aura certainement des affrontements sur des conceptions architecturales dont l'éventail est largement ouvert.

G. S.

Une grande industrie a laissé le terrain libre

Cent soixante et onze communes dans les oripeaux des Houillères

L'Association des communes minières du Nord-Pas-de-Calais, que préside M. André Delteil (P.S.), député et maire de Lens (Pas-de-Calais), a dix ans. Elle a été créée — selon les statuts de la loi de 1961 — pour faire face aux multiples problèmes que pose la récession charbonnière. Cette association rassemble cent soixante et onze communes (soit un million cent mille habitants), qui doivent non seulement assumer en grande partie la rénovation d'un « cadre de vie » détruit par l'industrie, mais encore récupérer un territoire et un patrimoine très importants qu'abandonnent progressivement les Houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais. Dix années d'activité, c'est l'occasion de faire le point.

On ne peut dresser un bilan sans, comme le note M. Delteil, expliquer ce qu'est la spécificité d'une commune minière. Il est vrai que son sol est occupé, souvent en grande partie, par les Houillères qui, depuis toujours, ont fait figure en quelque sorte d'Etat dans l'Etat. Or les Houillères cèdent la place, peu à peu, en dépit des querelles sur l'avenir du charbon. La politique du gouvernement, arrêtée il y a une quinzaine d'années, est poursuivie méthodiquement. Et l'on s'est tout naturellement adressé aux communes pour gérer la suite... autrement dit ce qui restait. Quelques chiffres témoignent de l'ampleur des difficultés posées par la récession du patrimoine. Il s'agit de 22 000 hectares de terrains, 115 000 logements, 1 000 kilomètres de voirie, 55 édifices culturels, 41 stades et terrains de sport, 24 salles de sport, 28 salles des fêtes et cercles, 130 stations de traitement des eaux.

L'action des communes minières s'est donc développée dans un dialogue serré, parfois même tendu, avec l'Etat (en 1972 a été créé le groupement interministériel pour la reconstruction de la zone minière) et les Houillères. On ne fera pas cependant grief à cette entreprise nationale de procéder à une liquidation d'un secteur industriel sans se soucier de l'environnement ni de l'avenir. Les

Houillères ont en effet multiplié les initiatives pour aider les communes et aussi pour créer des emplois, avec plus ou moins de succès. Il est vrai. Quoi qu'il en soit, les communes du pays noir ne pouvaient assumer seules un tel fardeau ni accepter un transfert de charges tel qu'il aurait bouleversé la plupart des budgets locaux.

Le premier mérite de l'association a été d'obtenir la prise en charge par l'Etat, à 100 %, de la rénovation des voiries minières. Pour le logement aussi, l'action a été efficace et, pour la première fois, le cap des trois mille logements rénovés a été atteint en 1979. Et le total des crédits accordés pour la reconstruction du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, en neuf années, de 1973 à 1980, se monte à 389 millions de francs dont 310 millions pour les opérations d'équipement et 79 millions pour l'environnement.

Freiner l'exode

Au cours de l'assemblée générale du dixième anniversaire, on a donc dressé un tableau assez positif des résultats obtenus en soulignant l'efficacité d'une action concertée des municipalités, quelle que soit leur couleur politique. Mais tout est loin d'être réglé. Le gouvernement avait prévu la rénovation complète du bassin en vingt années, et il en faudra une trentaine, compte tenu de la non-revalorisation des enveloppes financières. Il reste aussi à freiner l'exode d'une main-d'œuvre, surtout jeune, qui est la conséquence de la récession sans la création suffisante d'entreprises nouvelles en compensation : « Nous ne voulons pas être une région usée », affirment les maires.

La récession de l'exploitation de la houille est aujourd'hui à peu près contestée. Les élus du bassin minier, en majorité socialistes et communistes, ont approuvé le rapport d'activité de l'association, mais se sont séparés quand il s'est agi d'adopter une résolution finale. En fait, on retrouvait là l'opposition des deux grandes formations de gauche à propos de la politique européenne appliquée aux charbonnages. Pour les communistes, la politique de la C.E.E. est la cause de tous les maux dont souffre la région. Les socialistes contestent cette interprétation, mais eux aussi réclament un « plan de relance des charbonnages ». On s'interroge sur les réserves connues et inconnues dans le sous-sol, sur celles qui pourraient apparaître au cours des recherches entreprises pour détecter des hydrocarbures... Un débat qui est loin d'être clos. Mais il est certain que l'emprise de la mine, quel que soit l'avenir, ne sera plus jamais aussi importante dans ces départements qu'elle l'a été jusqu'à un passé récent. Germinal appartient bien à l'histoire. GEORGES SUEUR.

CONTRE LE VANDALISME

Sté Paris Protection
vous propose sur porte existante...

Le 11^e centre Berlitz vous ouvre ses portes et celles du succès.

9, RUE DE LA PAIX
TEL. 261.64.34

10 autres centres en région parisienne :

A PARIS :	NATION :	OPERA :
CHAMPS-ELYSEES : 35, av. Franklin-Roosevelt - 720.41.60	15, place de la Nation - 371.11.34	29, rue de la Michodière - 742.13.39
PANTHEON : 31, rue du Sommerard - 633.98.77	ST-AUGUSTIN : 26, rue de la Pépinière - 522.22.23	VICTOR-HUGO : 14, rue Léonard-de-Vinci - 500.34.38
EN BANLIEUE :	LA DEFENSE :	ST-GERMAIN-EN-LAYE :
BOULOGNE : 35, av. Edouard-Vaillant - 609.15.10	5, av. du Général-de-Gaulle - 773.68.16	11, rue de Paris - 973.75.00
VERSAILLES : 22 bis, av. de St-Cloud - 950.08.70		

Longues vivantes **BERLITZ** Organisme privé

ENVIRONNEMENT

LA CONTESTATION ANTINUCLÉAIRE A PLOGOFF

Le tribunal de Quimper a prononcé un jugement d'apaisement

Quimper. — Les autorités étaient sur tous les visages dans le palais de justice de Quimper quand, après deux heures quarante de délibérations, le tribunal a ordonné, lundi 17 mars dans la soirée, la mise en liberté des sept prévenus emprisonnés sur les neuf manifestants antinucléaires de Plogoff poursuivis après les incidents du 29 février et du 1^{er} mars. Un sursis de sursis a été accordé à un cri de victoire. « On a gagné », scandait la foule massée dans la rue à l'issue de la séance. M. Jean-

Maria Kerloch, maire de Plogoff, parlait d'un « réconfort » que lui apportait la décision des magistrats. Celle-ci contribuait à détendre l'atmosphère, qui avait été très nerveuse tout au long de l'après-midi aux abords du palais de justice gardé par d'importantes forces de l'ordre. Ces dernières intervinrent à plusieurs reprises pour dégager les agents de l'Odjet et repousser les manifestants, qui avaient commencé à édifier des barricades. Le calme était revenu vers 23 heures, mais l'alerte avait été chaude.

De notre envoyé spécial

Que retenir de ce procès des militants antinucléaires le troisième depuis qu'un vent de fronde souffle sur le cap Sizun, depuis qu'un temps des gendarmes mobiles a succédé à celui des juges ? Le tribunal correctionnel de Quimper, présidé par M. Marcel Bonnard, a prononcé six condamnations à un mois d'emprisonnement ferme, a amorcé la décade de la répression en prononçant un jugement nancé, un jugement d'apaisement. Il est vrai que les dossiers des prévenus présentaient quelques failles. Lundi 17 mars, seuls les cas de M. Pascal Bouhour, de M. Jean-Pierre Kergat et Alain Le Lagadec, arrêtés le 1^{er} mars à proximité des barricades du pont du Loch, ont été examinés. Ceux des six autres coprévenus appréhendés le 29 février à la messe de Plogoff — le rassemblement quotidien des antinucléaires — avait été octroyé le 6 mars dernier, mais l'audience avait été ensuite interrompue après une suspension pour dix jours de M. Yann Chouquet pour « délit d'audience » (le Monde du 18 mars). Que reprochait-il à ces trois manifestants poursuivis en vertu

LA MOBILISATION POLICIÈRE

Quimper. — Les forces de l'ordre, mobilisées à l'occasion du procès de Quimper, se composaient, selon les renseignements fournis par M. Paul Gouarin, chef de la sûreté urbaine de Quimper, de cinq compagnies républicaines de sécurité (six cents vingt-cinq hommes) et d'un escadron de gendarmes mobiles (quatre-vingt-cinq hommes) soit, au total, sept cent dix hommes.

de la loi dite « anticasseurs » et jugés en flagrant délit ? Pour deux d'entre eux, d'avoir été trouvés en possession de pierres et pour M. Bouhour d'avoir remplacé dans son porte-monnaie les pièces par neuf billes d'acier. « Je les trouvais jolies », dit-il. Ces objets furent exposés à l'audience mais quelle ne fut pas la stupeur des avocats quand le lieutenant Jean-Marie Vignoles, de l'escadron de gendarmes parachutistes de Mont-de-Marsan, se vit témoin de l'accusation, déclara à la barre qu'il avait jeté les pierres saisis dans les poches des interpellés. Pour venant de Plogoff, bien sûr, tout le monde a été interrogé à conviction ? Le lieutenant, embarrassé, expliqua alors que la fouille n'avait pas été minutieuse, que c'était simplement

une « fouille de sécurité ». Pen importe, la religion de la défense était faite. Elle l'a été également sur les violences et les insultes dont affirmèrent avoir été victimes les deux garçons, ce que l'officier de gendarmerie nie, expliquant sagement qu'il était la technique d'immobilisation par « close-combat ». Pour M. Henri Leclerc, les choses, en définitive, étaient assez simples. « Les trois-là n'ont eu que le tort de ne pas couvrir assez vite ». En réalité, on ne s'attacha guère à creuser véritablement les faits, seule la cause importait. Et, malgré quelques passages d'armes entre les avocats et le procureur de la République, M. René Constant, les débats se déroulèrent sans incident notable. Après quelques témoignages de corralité et la déposition de M. Louis Le Penec, député (P.S.) du Finistère, qui imputa la responsabilité de la violence à l'Etat, le tribunal a prononcé un jugement national sur le nucléaire. M. Constant s'est demandé si, après le procès du nucléaire, on pouvait faire aujourd'hui quelque chose de la violence. Le procureur de la République a fustigé « les rétrogrades et cette minorité assistée d'individus de tout poil, venus de tous les horizons, pour organiser de véritables agressions ». Il s'en est pris au comité de défense de Plogoff, au maire du village, qu'il a rendus responsables des appels à la violence dont les forces de l'ordre ont été les victimes et elles selon lui. « Car, a-t-il ajouté, si des manifestants ont été égarés, ils l'ont été de façon volontaire, ils l'ont été de façon volontaire, ils l'ont été de façon volontaire ». Il s'en est pris au comité de défense de Plogoff, au maire du village, qu'il a rendus responsables des appels à la violence dont les forces de l'ordre ont été les victimes et elles selon lui. « Car, a-t-il ajouté, si des manifestants ont été égarés, ils l'ont été de façon volontaire, ils l'ont été de façon volontaire, ils l'ont été de façon volontaire ».

manifestant, M. Christian Le Corre, fut sérieusement blessé au visage par l'une d'entre elles. Des coups de matraque furent distribués et un technicien d'An-denne, M. Alain Raul, en fut gratifié bien qu'il ait fait état de sa qualité de porteur de plainte. Aucun autre incident grave ne se produisit malgré quelques échanges de coups de matraque et de larmes. En dépit de l'extrême tension qui avait régné tout l'après-midi, finalement la foule se dispersa calmement après l'annonce du jugement.

Une centaine de personnes allèrent accueillir à leur sortie de prison, après dix-sept jours d'incarcération, MM. Jean-Pierre Kergat, Alain Le Lagadec, Yves et Clot Carval, Philippe Donnat, Mlle Pascale Bouhour, condamné à un mois d'emprisonnement ferme, ainsi que M. Philippe Queré qui s'est vu infliger quinze jours ferme, pour lesquels le tribunal a dit qu'il n'y avait pas lieu de le maintenir en détention. Les avocats ont déclaré qu'ils avaient l'intention de faire appel afin qu'on ne leur demande pas de purger le reste de leur peine. Quant à M. X. d'entre les prévenus libres, le premier, M. Bernard Guyader a été condamné à quinze jours d'emprisonnement avec sursis et le second, M. Vincent Pergolizzi a été relaxé. La bataille judiciaire de Quimper se terminait avec des bouffées de fièvre et par des embrasements. Mais, pour Plogoff, la lutte continue.

MICHEL BOLE-RICHARD.

CORRESPONDANCE

Le P.S.U. et le nucléaire

Après l'article publié dans le Monde du 14 mars, et qui relatait la conférence de presse de Brice Lelonde, M. Serge Depaquit, membre du secrétariat national du P.S.U., nous écrit : « Le P.S.U. est le seul parti à avoir pris position, dès l'origine, contre le programme nucléaire de gouvernement. Il a depuis participé à toutes les luttes organisées contre la mise en œuvre de cette politique. Les militants sont en ce moment même particulièrement mobilisés contre l'implantation d'une centrale à Plogoff, et on ne saurait ignorer que le P.S.U. s'efforce de faire de la Bretagne qu'a été élaborée une alternative énergétique pour la Bretagne, le projet Alter Breton.

● ERRATUM. — Dans l'article de notre correspondant en Finlande, les manifestations antinucléaires (le Monde du 18 mars), il fallait lire que M. Lasse Aikäs est ministre de la défense et non ministre de l'agriculture.

POINT DE VUE

Un révélateur et un symbole

par PAUL QUILÈS (*)

Le gouvernement ne pouvait pas ignorer que le dispositif d'intimidation déployé à Plogoff de manière délibérée et brutale susciterait des réactions de la part d'une population courageuse et soucieuse de démocratie. Alors, pourquoi cet acharnement ?

Plogoff apparaît aujourd'hui comme une sorte de révélateur des intentions et des méthodes du pouvoir en matière de politique énergétique. Son objectif se résume en quelques mots : tout faire pour favoriser un développement rapide et massif de l'énergie nucléaire. « Tout faire », cela signifie au besoin « imposer ».

C'est ainsi que le choix du tout-nucléaire n'a toujours pas été débattu et voté par le Parlement, contrairement à ce qui s'est passé dans tous les pays développés. Il est vrai que pour M. Giraud, ministre de l'Industrie, une telle consultation est superflue, puisque, selon lui, trois grands partis sur quatre (U.D.F., R.P.S., P.C.), ce qui représenterait « 80 % des suffrages favorables », sont « formels sur ce choix » (1). Singulière conception de la démocratie.

C'est ainsi également que l'information sur le nucléaire se limite à la propagande des producteurs d'électricité d'origine nucléaire. La proposition de loi des socialistes visant à créer une agence nationale de l'information nucléaire et des agences régionales rassemblant élus, syndicalistes et représentants d'associations n'est toujours pas venue à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale depuis dix-huit mois.

C'est ainsi que l'on conserve pour l'équité d'information publique une procédure surannée, inadaptee et d'un formalisme ridicule. Je me suis rendu sur place dans les mairies annexes de Plogoff il y a trois semaines et je puis témoigner ici que l'examen des volumineux dossiers mis à la disposition du public exigeait plusieurs heures d'attente pour le meilleur spécialiste. Comment, dans de telles conditions, qu'une population puisse s'informer et donner un avis ?

Et pourtant, sur un sujet aussi grave, qui met en cause leur avenir, les Français méritent une chose : cette parole de démocratie et cet autoritarisme insupportable. Dans plusieurs pays, des référendums nationaux ont été organisés. Les socialistes y sont favorables pour autant qu'une information et un débat sérieux précèdent cette consultation populaire indispensable.

Révélateur de la politique de mépris pratiquée par le gouvernement, Plogoff symbolise également la volonté d'un nombre croissant de Français de se battre pour la reconquête de la démocratie sur tous les terrains. Pour ces raisons, il était logique que le P.S. apporte nationalement et localement son soutien à la lutte menée par les habitants de Plogoff derrière leur maire, Jean-Marie Kerloch, dont on a peu souligné, au demeurant, qu'il était militant socialiste.

(*) Membre du secrétariat national du P.S., député de Paris.

(1) « Club de la presse », Europe 1, 17 février 1980.

M. SUDREAU CRITIQUE VIVEMENT LE COMPORTEMENT D'E.D.F.

(De notre correspondant.)

Blois. — « Je déplore que la Loire soit devenue le boulevard nucléaire de la France », a déclaré, le 17 mars, à Blois, M. Pierre Sudreau, maire de cette ville et député (appart. U.D.F.) de Loire-et-Cher, qui participait à une réunion de présentation de la Loire.

Créée et présidée par M. Jean Royer, maire de Tours, la Loire est une association nationale de réflexion et d'action pour l'aménagement du bassin de la Loire. « Je regrette », a continué M. Sudreau, « que les fonctionnaires d'E.D.F. n'aient pas un bon d'apporter de la compréhension ou des compensations envers les populations, et la démolition avec laquelle des hauts techniciens continuent à pousser leurs techniques sans informer comme il convient les populations. Notre pays a besoin de centrales nucléaires, nous le savons. La Loire est une région de gens calmes et équilibrés ; nous ne sommes pas à Plogoff. Mais, festinant que l'effort que nous avons accepté et que nous subissons nous bien un minimum de prise en considération de nos problèmes ».

Enfin, le maire de Blois, qui se veut un champion de la lutte pour les économies d'énergie, a repris une idée qui lui est chère depuis de nombreuses années : que l'eau chaude de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Bains serve à chauffer les quartiers neufs de Blois, à l'exemple de ce qui se fait dans certains pays européens, et notamment en Suède. Ce serait, selon M. Sudreau, un moyen de rendre l'énergie nucléaire plus populaire. « Qu'E.D.F. veuille bien nous vendre de la chaleur, nous sommes prêts à l'acheter », a-t-il dit.

BÉATRICE HOUGHARD.

● L'Etat : pas de dommages-intérêts pour les Etats-Unis. Le Mexique ne répondra pas aux demandes américaines de dommages-intérêts après la marée noire qui s'est déversée dans le golfe du Mexique lors de l'explosion du pétrolier Ixtoc le 3 juin dernier, a déclaré à Mexico M. Jorge Dias, directeur de la Pemex, société des pétroles mexicains. — (A.F.P.)

TRANSPORTS

La S.N.C.F. fermera le 1^{er} juin 489 kilomètres de lignes omnibus

La S.N.C.F. fermera au trafic des voyageurs, le 1^{er} juin prochain, 489 kilomètres de lignes omnibus et mettra en place, à cette date, des services d'autocars pour suppléer le train. Le contrat d'entreprise qu'elle a signé avec l'Etat au mois de mars 1979 autorise la société nationale à librement procéder au transfert sur route de l'ensemble des services d'une ligne dans le cas où le coût est disproportionné au service rendu. Toutefois, ces opérations ne pourront concerner qu'un volume de trafic (exprimé en voyageurs-kilomètre) au plus égal à 5 % de l'ensemble du trafic omnibus

assuré par la S.N.C.F. en 1977. Les lignes omnibus que la S.N.C.F. s'apprête à transférer sur route représentent 0,4 % de son trafic omnibus. Certaines d'entre elles sont lourdement déficitaires ; ainsi, les dépenses d'exploitation excèdent de vingt-huit fois les recettes sur la ligne Sarlat-Denis-Pré-Martel (le Monde du 30 janvier 1979), de vingt-trois fois sur la ligne Châtillon-sur-Seine-Troyes.

Conformément au contrat d'entreprise, la compensation versée par l'Etat au titre de l'exploitation de ces lignes omnibus est égale à la différence entre une charge calculée forfaitairement et

les recettes annuelles du trafic. Les lignes omnibus que la S.N.C.F. s'apprête à transférer sur route ont ainsi versé à la Société nationale 1 075 millions de francs ; au budget de 1980, sont inscrits 1 847 millions. D'autres lignes omnibus seront fermées cette année, probablement le 28 septembre prochain, à l'entrée en vigueur du service d'hiver. Aucune décision n'a encore été prise. Les lignes les plus menacées sont les suivantes : Thouars-Niort, Poitiers-Parthenay, Buzançais-Lusigny-le-Male, Cahors-Capdenac, Font-de-Dore-Ariane, Bort-les-Orgues-Mauriac, Dragailhan-Les Arns, La Rochelle.

SECTION DE LIGNE	LONGUEUR de la ligne (en km)	DÉFICIT 1978 (en millions de francs)	NOMBRE de voyageurs par train
Mulhouse (Haut-Rhin) - Chalampé (Haut-Rhin)	19	1,4	26
Lancville (Meurthe-et-Moselle) - Bruyères (Vosges)	54	2,2	16
Bouillancourt (Ardennes) - Charleville-Mézières (Ardennes)	9	0,5	12
Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or) - Troyes (Aube)	67	1,2	22
Marle-sur-Seine (Aisne) - Hirson (Aisne)	33	1,3	12
Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques) - Bedous (Pyrénées-Atl.)	24	2,5	15
Sarlat (Dordogne) - Saint-Denis-Pré-Martel (Lot)	48	2,5	16
Ales-Thiers (Ariège) - Lescar-de-Carol (Pyrénées-Orientales) ..	48	3	16
Cluses (Nièvre) - Corbigny (Nièvre)	33	4	12
Saint-Germain-des-Fossés (Allier) - Roanne (Loire)	67	1,3	3
Bellegarde Aio - Divonne-les-Bains (Ain)	46	3,5	14
Nantes (Loire-Atlantique) - Châteaubriant (Loire-Atlantique)	63	3,5	34
TOTAL	489 (*)	32,85	

(*) Ce total tient compte de deux sections de ligne qui continueront d'être exploitées en trafic commun.

LA LICORNE

UNE NOUVELLE COMPAGNIE DE RÉASSURANCE À PARIS

La Licorne, compagnie de réassurance, est une société anonyme au capital de 30 millions de francs français. Cette nouvelle société, dont le siège est à Paris, a été initiée par sept grands groupes européens de l'industrie et du secteur tertiaire, désirant pratiquer une politique de souscription sans exclusions.

Cette création doit renforcer encore la place de l'Europe Continentale en matière de réassurance et accroître d'autant la capacité du Marché. La fondation d'une compagnie de réassurance comme La Licorne contribuera directement à la synergie de la profession et au maintien des primes en Europe, dès sa mise en place opérationnelle en 1980.

Les fonctions de gestion et de souscription de La Licorne ont été confiées à des personnalités de la réassurance, jouissant d'une renommée internationale en matière de compétence et d'efficacité.

La Licorne, compagnie de réassurance, sera également présente à Luxembourg.

EPEC FORMATION

PROBATOIRE AU D.E.C.S.

Révision intensive

2 formules :

Cours le samedi

Vacances scolaires de Pâques

Renseignements :

246-59-14 - 246-59-15

CÉLIBITAIRES

FAUT-IL VOUS ADRESSER A UNE AGENCE MATRIMONIALE ?

Lisez d'abord « La Source du bonheur », passionnante brochure illustrée gratuite. Il suffit d'envoyer vos nom, âge et adresse au Centre familial (N.E.), 43, rue La Fayette, 75009 Paris. Discret.

l'Astrolabe

menu à 130 F (service et boisson inclus) et « Grande Carte » 40, rue La Fayette - 75010 Paris - 500.83.47

ouvert le dimanche

Salons jusqu'à 20 personnes

مكتبة من الأصل

ENVIRONNEMENT

La marée noire en Bretagne

- Le littoral est touché sur une centaine de kilomètres
- M. Marcellin demande qu'on interdise la circulation des pétroliers vétustes

Si la situation a peu évolué sur le littoral des Côtes-du-Nord, touché par la marée noire du Tania, l'incertitude reste vive dans la région bretonne, où la population attendait avec anxiété les effets de la marée d'équinoxe.

Le lundi 17 mars, en fin de soirée, les responsables du nouveau P.C. opérationnel installé le matin même à Saint-Etienne indiquaient que la pollution s'était stabilisée sur une centaine de kilomètres. On distinguait trois zones : la première de 10 kilomètres entre Trégastel et Plozevet, la seconde de 10 kilomètres entre Plozevet et Plozevet, la troisième de 10 kilomètres entre Plozevet et Plozevet.

Un des deux sous-marins de poche qui équipent le navire *British Voyager* — un navire britannique qui a été affecté par la compagnie londonienne d'assurances Protection et Indemnisation — a effectué une première plongée, après-midi, une première plongée pour tenter de localiser l'épave du Tania, sombrée par 67 mètres de fond, à 50 kilomètres au large de l'île de Batz.

Signaux en fin de soirée, M. Raymond Marcellin, président du conseil régional de Bretagne, a adressé, lundi, une question écrite au premier ministre pour demander au gouvernement de prendre des mesures nationales et internationales pour interdire la navigation de pétroliers comme le Tania, qualifiés d'« épaves flottantes » par un de ses anciens commandants.

CORRESPONDANCE

Pourquoi pas des oléoducs ?

M. Marc Chemot, de Blois, nous écrit :

Trois cents millions de tonnes de pétrole franchissent chaque année le pas de Calais après avoir doublé la Bretagne, dans une des mers les plus dangereuses et les plus fréquentées du monde. Elles y laissent leurs traces par centaines de tonnes quand tout va bien, par dizaines de milliers quand ça mal.

Trois cent millions de tonnes équivalent au trafic de mille deux cents pétroliers de 250 000 tonnes, plus de trois en moyenne chaque jour que Dieu fait.

Or, il est patent que le transport du pétrole coûte sensiblement plus cher par bateau que par canalisations terrestres. Pourquoi donc, alors, ne pas décharger les pétroliers quelque part au nord des Pyrénées ou au sud de l'Espagne et acheminer le produit par canalisations ?

Serait-ce la ruine de Rotterdam et de quelques autres capitales portuaires de moindre envergure ? C'est difficile à croire quand on connaît la facilité d'adaptation des grandes entités capitalistes à la puissance d'intervention des Etats et de la Communauté européenne lorsqu'ils daignent s'en servir.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

UNE RÉUNION DES RESPONSABLES DE L'ÎLE-DE-FRANCE SERA ORGANISÉE EN JUILLET À L'ÉLYSÉE

Le président de la République présidera en juillet une réunion de travail sur l'Île-de-France et son avenir économique, confirment l'Élysée après le visite de M. Michel Giraud (R.P.R.), président du conseil régional d'Île-de-France, des quatre vice-présidents de cette assemblée, MM. Pierre Bas (R.P.R.), Adolphe Chauvin (C.D.S.), Roger Chénouet (P.R.) et Raymond Lamoutagne (modéré majoritaire), et du rapporteur général du budget, M. Alain Grotteray (P.R.) à M. Valéry Giscard d'Estaing (nos dernières éditions).

Cette réunion rassemblera autour du président de la République le premier ministre, tous les ministres concernés et les bureaux des deux assemblées régionales (comité économique et social et conseil régional).

Les responsables parisiens sont satisfaits de leur entrevue à l'Élysée. D'abord, le président de la République a confirmé qu'il partagerait l'opinion du conseil régional sur l'insatisfaction actuelle du Schéma d'aménagement et d'urbanisme (S.D.A.U.), prévu pour une région qui devait compter deux millions d'habitants en 1980, alors qu'elle n'en a que 1 100 000.

Le schéma va donc être modifié. D'après M. Michel Giraud, le décret approuvant le nouveau document pourrait même être signé avant la fin de l'année.

La réunion de juillet sera d'un genre de celles qui ont été organisées par exemple en Alsace ou dans le Sud-Ouest. D'après M. Giraud, elle devrait — pour le moins — permettre de coordonner l'action des divers ministères, qui à un titre ou à un autre, interviennent dans la région. Elle prouve en outre que l'Élysée a été sensible à l'inquiétude que manifestait de plus en plus les responsables régionaux devant l'avenir économique de l'Île-de-France, victime, selon eux, de la politique d'aménagement du territoire menée depuis quelques années et qui favoriserait le développement de la province au détriment de la région capitale.

Un nouveau directeur pour l'EPAD d'Evry. — M. Michel Colot, directeur général de l'EPAD (établissement d'aménagement de l'Île-de-France), vient d'être nommé directeur de l'établissement public chargé de l'aménagement de la ville nouvelle de Villeneuve-la-Guyonne, vient d'être nommé directeur de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle d'Evry (Seine-et-Marne). L'une des tâches de la région parisienne, M. Colot, ingénieur en chef des ponts et chaussées, était directeur de l'EPAD depuis 1972.

TOURISME

PAS DE DISNEYWORLD EN FRANCE AVANT PLUSIEURS ANNÉES, précise la société

« La construction éventuelle d'un « Disneyland » en France ne pourra pas, à mon avis, intervenir avant plusieurs années, compte tenu des autres projets de Walt Disney Productions », a déclaré à Paris M. Charles Ridway, directeur des relations publiques de la société.

Notre correspondant à Avignon s'était, dans le Monde du 2-3 mars, fait l'écho des études de la firme qui conduirait celle-ci ; si elle décidait de s'installer en France, à choisir une région située au sud de la Drôme ou aux environs d'Orange, dans la Vaucluse.

La construction d'un parc d'attractions Disneyland à Tokyo, pour un coût d'environ 400 millions de dollars, doit commencer incessamment, a encore précisé M. Ridway. Ce parc, qui sera construit par des firmes japonaises sous la supervision de Walt Disney Productions, sera bâti sur le modèle du « Disneyland » de Californie et devra couvrir une superficie de 1 600 hectares.

D'autre part, la construction de l'« Epcot Center » (Experimental Prototype Community of Tomorrow) sur le site de Disneyworld à Orlando, en Floride, qui représente un investissement de 800 millions de dollars, devrait être achevée en 1982 et attirer 10 millions de visiteurs par an.

Walt Disney Productions n'envisage pas de nouvelles installations à l'étranger avant plusieurs années, même si la compagnie continue à étudier plusieurs projets de pays intéressés, notamment en France, a enfin déclaré M. Ridway.

LA CONTROVERSE A PROPOS DES JEUX OLYMPIQUES DE MOSCOU

L'organisation de « contre-Jeux » se heurte à de nombreuses difficultés

Genève. — Neuf pays ont répondu à l'appel des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Australie, qui réunissent, depuis lundi 17 mars, à Genève, une conférence destinée à examiner la possibilité d'organiser des compétitions de haut niveau pour les partisans du boy-

De notre envoyé spécial

cottage des Jeux olympiques de Moscou. Ces neuf pays sont le Soudan, l'Arabie Saoudite, le Portugal, les Pays-Bas, le Kenya, la République Dominicaine et le

Costa-Rica à titre de participants, le Canada et les Philippines à titre d'observateurs. La conférence prendra fin, ce mardi 18 mars, sans que les promoteurs de ces compétitions aient pu proposer un programme précis et détaillé.

MM. Douglas Hurd, ministre adjoint du Foreign Office de la Grande-Bretagne, Lloyd Cutler, conseiller du président des Etats-Unis et Robert Elliott, ministre australien des affaires intérieures, sont conscients des difficultés qu'ils auront à surmonter pour mettre sur pied des compétitions dans le court délai — quatre mois — dont ils disposent pour y parvenir. M. Hurd, qui officie après la première journée de travail tenue à la mission diplomatique de la Grande-Bretagne (1) a fait en sorte de mettre d'emblée les choses au point et de lever toute ambiguïté quant à la position de la Grande-Bretagne, qui n'a aucune façon de concurrencer les Jeux olympiques de Moscou, mais plus simplement de proposer aux athlètes de participer à des compétitions séparées.

M. Hurd, qui officie après la première journée de travail tenue à la mission diplomatique de la Grande-Bretagne (1) a fait en sorte de mettre d'emblée les choses au point et de lever toute ambiguïté quant à la position de la Grande-Bretagne, qui n'a aucune façon de concurrencer les Jeux olympiques de Moscou, mais plus simplement de proposer aux athlètes de participer à des compétitions séparées.

Une grande indifférence

L'intention des représentants des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Australie et des autres pays, dont la discrétion a été remarquée, est d'utiliser tout un cadre existant, c'est-à-dire des compétitions déjà inscrites aux calendriers nationaux et internationaux — par exemple les championnats des Etats-Unis régulièrement organisés à l'été, les championnats du monde d'hiver, etc. — et de les utiliser, comme l'a dit M. Hurd, au moment de toutes pièces de nouvelles compétitions.

A tort ou à raison, M. Hurd et Elliott ne semblent pas redouter l'opposition des fédérations sportives internationales à leur projet. Ils ont pris acte que les fédérations étaient contre le principe d'organiser des jeux

sur les limites de leur action et de leur rôle dans cette affaire. Il n'est pas question de se substituer en quel que sorte à ceux — villes, fédérations, comités, etc. — à qui revient de droit ou de coutume l'organisation de telles manifestations. Mais, d'autre part, M. Hurd, qui les Jeux de Moscou porteraient beaucoup de leur attrait et de leur signification en raison de l'absence d'un grand nombre de pays d'une haute valeur sportive, a rappelé la détermination du président Carter à boycotter les Jeux de Moscou dans l'état actuel des choses, parait-il, au moins plus sûr de la portée du boycottage et du préjudice causé aux Jeux de Moscou que de la possibilité d'un boycottage des compétitions de remplacement.

Dans l'attente de la position allemande...

Rien de précis, volontairement semblé-t-il, n'a été dit au sujet de l'indifférence manifestée par les Etats-Unis, de l'Australie, de l'Amérique du Sud et d'Asie à l'égard de la conférence de Genève. Si les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie sont conscients que la position

que prendra la République fédérale d'Allemagne aura une grande importance dans la dynamique du boycottage, l'impression qui prévaut est que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont reçu des assurances venant des cinq continents qui les rendent plutôt confiants. Des jeudi et vendredi prochains, à Strasbourg, un exposé sera fait aux ministres des sports de la Communauté européenne avec qui, selon M. Douglas Hurd, des contacts réguliers ont été entretenus.

... et de la décision de la France

Pour la France, M. Hurd ne peut d'aucune manière préjuger des décisions que prendra son gouvernement. Mais on dit à Genève que la République fédérale d'Allemagne, comme la France, seront dans une situation telle, si rien de nouveau ne se produit dans les prochaines semaines dans les relations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, que la plus probable des issues devrait être le boycottage des Jeux de Moscou. Il reste à savoir si ces propos reposent sur la simple analyse ou sur des garanties dont l'écho a été jusqu'à présent bien écho.

FRANÇOIS JANIN.

VICE-PRÉSIDENT DU COMITÉ D'ORGANISATION

M. Popov est optimiste

M. Vladimir Popov, vice-président du Comité d'organisation des Jeux de Moscou (COJO), a réuni, lundi 17 mars à Paris, une conférence de presse au siège de l'association France-U.R.S.S. Souriant et décontracté, M. Popov a commencé par indiquer avec beaucoup de fierté que, 6 cent vingt-cinq jours de l'ouverture (le 18 juillet, à 18 heures) des Jeux, tout est pratiquement prêt à Moscou pour recevoir les délégations sportives et les touristes. Interrogé sur la réunion de Genève, M. Popov se qualifie de « mise en scène » et s'est déclaré convaincu que l'hostilité aux Jeux d'être ne trouverait aucun écho auprès de l'opinion publique.

Le vice-président du COJO a, toutefois, précisé qu'il n'est pas encore en mesure de faire le compte des pays qui participent, « puisque la clôture des engagements est fixée au 24 mai », mais que quatre comités olympiques seraient officiellement donnés leur accord. A propos de l'éventuelle participation d'athlètes à titre individuel, M. Popov a rappelé que, dans l'immédiat, ce n'est pas conforme à la charte olympique et qu'il appartient au C.I.O. d'en décider : « Nous désirons accueillir tous les athlètes qui souhai-

tant venir, et si l'un d'eux, cependant confirmé, leurs démarches en faveur des Jeux olympiques doivent susciter respect et sympathie. » Pour M. Popov, il ne fait aucun doute que les Jeux se déroulent à Moscou aux dates prévues et avec une importante participation. Interrogé sur le fait que le nouvel aéroport de Moscou serait inutilisable en raison de la non-fourniture de matériel électrique par les Américains, il a répondu : « Je vais me renseigner, mais, en principe, l'inauguration sera bien lieu au mois de mai. »

Enfin, M. Popov a démenti les rumeurs selon lesquelles les jeunes moscovites seraient écartés de Moscou pendant les Jeux : « C'est un non-sens, et il l'a affirmé. Les jeunes moscovites ont le droit de venir et de participer aux Jeux. »

Au sujet de l'Alghanistan, il a repris le thème déjà entendu le 17 février par M. Vitaly Smirnov, le vice-président soviétique du C.I.O., lors de son passage à Paris (le Monde du 2-3 mars) : « Nous désirons accueillir tous les athlètes qui souhai-

JEAN-MARIE SAFRA.

Les dirigeants soviétiques commencent à prendre au sérieux les menaces des Occidentaux

De notre correspondant

Le Journal croit bon de rappeler que les tentatives de boycotter les J.O. de Moscou ne datent pas d'hier, mais qu'elles ont, en fait, commencé en 1978, au moment du procès contre l'espion américain à Chicharinsky. C'est sous l'impulsion d'une manière qui n'est peut-être pas très adroite que les partisans du boycottage ont pas seulement en vue les intérêts sectoriels de M. Jimmy Carter, mais qu'ils sont aussi préoccupés de la défense des droits de l'homme en U.R.S.S.

Il est vrai que la Pravda se gausse de ces « défenseurs des droits choqués » qui menacent de refuser des passeports aux sportifs destructeurs de se rendre en U.R.S.S., qui veulent supprimer les vacances pour les athlètes qui travaillent et qui interdisent aux membres des équipes olympiques et aux entraîneurs de se rendre à l'étranger.

Torpillier la détente

« L'opinion soviétique soutient totalement l'appel adressé par le Comité international olympique aux Etats-Unis pour qu'ils ne se servent pas des sportifs afin de régler leurs problèmes politiques. Le Journal du P.C. soviétique entre les hommes et les peuples qui sert le mouvement olympique, écrit la Pravda, mais de la détente, de la désunion, de la tension. »

Moscou. — L'article réactionnel publié ce mardi 18 mars par la Pravda montre que les dirigeants soviétiques commencent à prendre au sérieux les menaces de boycottage des Jeux olympiques. Ce n'est pas par hasard s'il paraît au moment où, à Genève, les représentants de plusieurs pays étaient réunis pour tenter de mettre sur pied des compétitions parallèles. Cet article non signé — ce qui lui donne la valeur d'une déclaration officielle — se moque d'ailleurs des initiatives de ces « Jeux parallèles » qui n'ont pas été capables d'organiser correctement les Jeux olympiques d'hiver à Lake Placid.

La Pravda affirme évidemment que les J.O. de Moscou n'auront lieu comme prévu, malgré les intrigues des ennemis du mouvement olympique, et que « l'opinion sportive du monde entier est décidée plus que jamais à défendre résistamment le mouvement olympique et ses idées humanitaires ». Qu'est-ce que les ennemis de ce mouvement ? se demande le Journal du P.C. soviétique. Ce ne sont évidemment pas les sportifs, ni les comités olympiques nationaux des différents pays, mais « les manœuvres politiques au profit des ambitions personnelles du président Carter ». « Carter et son « équipe » ont fait des hommes et les peuples qui sert le mouvement olympique, écrit la Pravda, mais de la détente, de la désunion, de la tension. »

au bon déroulement des Jeux, et que Lord Eilat, a écrit à M. Brejnev dans ce sens, « transformer le sport en service de la politique signifie priver le sport de son caractère olympique et de son caractère international dans son ensemble », affirme la Pravda qui prend cependant soin de préciser qu'il faut condamner surtout les tentatives de torpiller le sport à une « politique visant à torpiller la détente et la coopération internationale ».

Sage précaution, car l'intervention de la politique dans le sport est une chose connue depuis longtemps en U.R.S.S. « Les Jeux olympiques sont-ils de la politique ? », écrivait, en février dernier, dans la revue Octobre, M. Sergueï Pavlov, président du Comité du sport soviétique. « Oui, dans notre conception, le sport est son appui, les Jeux olympiques, sont une politique de paix, de bon voisinage, d'amitié (...). Il est clair, ajoutait-il, que la décision de réserver à la capitale du premier Etat socialiste du monde l'honneur d'organiser les Jeux olympiques est un témoignage convaincant de la reconnaissance universelle, de l'importance historique, et du caractère juste de la politique étrangère de notre pays, et le livre du militant du parti de préciser que l'athlète soviétique ne court pas seulement pour battre des records, mais pour faire avancer la cause du communisme. »

DANIEL VERNET.

SOCIAL

APRÈS L'INTERVENTION DES FORCES DE L'ORDRE

Plus de 50 % des salariés d'une usine d'applications plastiques près de Dijon poursuivent la grève

De notre correspondant

Dijon. — Plus de trois cents personnes ont manifesté sans incident, lundi 17 mars, à Chevigny-Saint-Sauveur (Côte-d'Or) pour protester contre l'intervention, le matin, des forces de l'ordre, qui ont permis à des non-grévistes de reprendre le travail à la Société bourguignonne d'applications plastiques (SBAP).

C'est vers 5 heures, lundi matin, que des gendarmes mobiles ont pris position devant l'usine occupée depuis le 7 février.

A 8 heures, cadres et agents de maîtrise équipés de pinces coupantes et de chalumeaux ont pénétré sans incident dans les locaux, les grévistes ayant auparavant ouvert les grilles d'accès à l'usine. Cependant, à la reprise théorique du travail à 8 heures, la situation était très confuse, et lundi soir 30 à 50 % du personnel, selon les sources, avaient effectivement le chemin des bureaux et ateliers.

La direction avait appelé le personnel à « la reprise effective du travail » pour lundi, à la suite d'une consultation par correspondance faite auprès de 588 salariés sur les 820 de cette entreprise contrôlée par le groupe Solvay. D'après elle, 502 employés ont répondu oui à la reprise contre 87, 19 réponses ayant été considérées comme nulles. Pour les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. « ce référendum est illégal ».

Les ouvriers qui occupent les locaux sont décidés à poursuivre leur action jusqu'à ce que la direction « lâche autre chose que de simples miettes ». Les grévistes réclament, en particulier, une augmentation de 250 F non hiérarchisée pour retrouver leur pouvoir d'achat de fin 1975 et l'améliorer très légèrement, une réduction du temps de travail, la cinquième semaine de congés payés.

● M. Bergeron : « Il souffle un vent de réaction dans certains milieux patronaux ». — Prenant la parole le lundi 17 mars devant des militants de la région parisienne, M. André Bergon, secrétaire général de F.O., a évoqué la décision prise par la direction de la société Alsthom Atlantique de Belfort de réclamer 6 millions de francs aux syndicats. Décidément, a-t-il déclaré, « il souffle un vent de réaction dans certains milieux patronaux ».

On ne peut pas reprocher à F.O. de ne pas respecter les traditions syndicales, a ajouté M. Bergeron. Dans le cas particulier de l'Alsthom Atlantique, a-t-il dit, qui pourrait nier que des erreurs graves ont été commises par la direction, ne serait-ce qu'à travers les modalités de la célébration du centième anniversaire de l'entreprise.

Les négociations salariales à la S.N.C.F.

LES SYNDICATS ESTIMENT QUE LES PROPOSITIONS DE LA DIRECTION SONT INSUFFISANTES

Les sept fédérations de cheminots ont estimé que les propositions salariales pour 1980 faites par la direction de la S.N.C.F. au cours de la troisième séance de négociations qui a eu lieu lundi 17 mars, étaient « nettement insuffisantes ».

La formule d'accroissement du pouvoir d'achat proposée prend en compte la productivité horaire de la totalité des cheminots ainsi que le nombre de voyageurs et le volume de marchandises transportés. D'après la direction, cette formule permettrait, en moyenne, un accroissement de 0,52 % de la masse salariale annuelle qui serait réparti par le versement d'une somme uniforme à chaque agent (258 000 antils et 400 000 retraités).

Les propositions de la direction comprennent également le maintien du pouvoir d'achat en tenant compte de l'augmentation des prix déduites par l'INSEE et une augmentation des retraites de 0,40 à 0,50 % par l'intégration d'un demi-point de l'indemnité de résidence dans le salaire de base.

Une nouvelle réunion est prévue le vendredi 21 mars.

● Reconstitution de l'accord sur l'indemnisation du chômage partiel. — Le C.N.P.F. et l'ensemble des syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C.) ont renouvelé, lundi 17 mars, l'accord sur l'indemnisation du chômage partiel, en vigueur depuis février 1978. La garantie minimale horaire, qui est de 11,20 F depuis le 1^{er} octobre 1979, passera à 12,70 F au 1^{er} avril et à 13,60 F au 1^{er} octobre 1980. De plus, les partenaires sociaux se sont mis d'accord pour élargir le champ de l'indemnisation du chômage partiel à tous les cas de « transformation, restructuration et modernisation de l'entreprise ».

AFFAIRES

Une bonne affaire pour Sony

M. Morita, P.-D.G. du groupe japonais Sony (2,85 milliards de dollars de chiffre d'affaires), a symboliquement posé, le 17 mars à Bayonne, la première pierre d'une usine qui à la fin de 1980 produira annuellement 36 millions de cassettes audio. 325 personnes, dont 80 % de femmes, y seront employées. Il s'agit de la première usine installée par un groupe japonais en France.

Sony a bien de la chance, et M. Morita avait, lundi à Bayonne, des raisons d'être satisfait. Voilà des années que la firme cherche, comme ses concurrents japonais, à s'implanter en France. Jusqu'à l'automne 1979, ses efforts ont été vains, puis, en l'espace de quelques semaines, tout s'est débrouillé.

Le DATAR, la municipalité de Bayonne, sans parler des divers autres organismes et du groupe ELF-Aquitaine, ont déroulé le tapis rouge. C'est que, dans la région, on était orbi à tout, ou presque, pour créer des emplois. Et les candidats n'étaient pas légion. On a donc « mis le paquet », et le montage financier proposé à Sony, sollicité aussi par les Irlandais, a de quoi faire pâlir d'envie plus d'un entrepreneur. Qu'en on juge :

— Le municipalité construit l'usine, selon les plans de Sony, sur un terrain qui lui appartenait. Coût de l'opération : 18 millions de francs, dont une douzaine em-

pruntés à la Caisse des dépôts et autres organismes publics. Sony loue pendant vingt-trois mois le tout à la municipalité, le loyer étant égal aux annuités de remboursement. Ainsi la société a les mains libres et n'est pas tenue par un investissement immobilier. Dans deux ans, elle pourra soit racheter le tout à un prix égal aux annuités restant encore à rembourser, soit continuer de louer.

— L'équipement de l'usine, soit 55 millions de francs, est financé, pour plus des trois cinquièmes, par des capitaux français. Plus de 8 millions de subventions pour les créations d'emplois : un prêt fort intéressant de 5 millions de francs de la société de développement régional Enlin, le groupe ELF-Aquitaine prête par le biais de sa société de financement r. « Onal » 11, 26 millions de francs. Là aussi à des taux très crédeniels.

Rasient une vingtaine de millions de francs : le part de Sony. Elle sera apportée, en grande partie, non en espèces, mais sous la forme de transfert technologique de la maison mère vers sa filiale française et de livraisons de matériels spécialisés pour équiper les chaînes de montage.

Assurément, une très bonne affaire pour Sony, qui va lui permettre, pour un investissement fort minime, d'attaquer le marché européen des cassettes audio, estimé à 250 millions d'unités par an et largement dominé par Agfa-Gevaert, BASF, Philips. Sony espère voir sa part passer rapidement de 3 à 10 %.

La production de l'usine de Bayonne lui permettra d'alimenter tout le marché du vieux continent, sans droits de douane, sans entraves, les cassettes de Bayonne étant considérées, au regard des règlements communautaires, comme un « produit français ». Même si ses dirigeants ne l'avaient pas ouvertement, Sony compte bien élargir, par la suite, son implantation industrielle en France en y construisant des cassettes vidéo et, qui sait ? des produits plus sensibles (TV ou mégascopes ?). Enfin, *last but not the least*, Sony dispose, avec son usine de Bayonne et ses trois usines de l'étranger, d'un moyen de négociation non négligeable dans ses rapports avec la puissance publique.

Il est de bon ton, en France, de dénoncer le danger japonais et l'attitude de certains Européens, notamment la Grande-Bretagne, à l'égard des investissements japonais. Pourra-t-on après une telle opération tenir la même langage ?

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

(1) ELF-Aquitaine va investir, en cinq ans, 4,5 milliards de francs en Aquitaine. Une partie de cette somme, soit 400 millions de francs, sera distribuée sous diverses formes pour « favoriser l'implantation d'entreprises industrielles créatrices d'emplois ».

LA FONDERIE MANIL VA LICENCIER CINQ CENT QUATRE-VINGT-ONZE PERSONNES

La fonderie Manil de Viller-Ancourt (Ardennes), s'approprie à l'été 1980 ses 391 employés, a-t-on appris lundi 17 mars à Charleville-Mézières, de source syndicale.

Cette fonderie, spécialisée dans la

production de fonte grise spéciale pour l'automobile, et rachetée en 1972 par le groupe multinational américain Eaton, était en proie à de graves difficultés qui avaient entraîné son dépôt de bilan à la fin de janvier 1980.

Un plan de sauvetage, présenté par un acheteur éventuel, prévoyant le licenciement de 275 personnes sur près de 600 et le blocage des salaires pendant un an avait été rejeté par le personnel à l'issue d'un vote.

Voyagez grand.



Carte

مكتبة من الأصل

CONJONCTURE

« Les chefs d'entreprise sont plutôt confiants, mais... »

note la Banque de France

« Les chefs d'entreprise restent, en général, plutôt confiants dans la bonne marche de leurs propres affaires jusqu'aux vacances d'été. Mais ils ne manquent pas d'évoquer les difficultés qui pèsent sur l'évolution générale de l'économie, parmi lesquelles, tout particulièrement, la hausse des taux d'intérêt et les effets restrictifs des mesures concernant le crédit », écrit la Banque de France dans sa dernière analyse de conjoncture.

« Les craintes exprimées par les chefs d'entreprise ne les détournent pas pour autant, semble-t-il, de poursuivre l'amélioration de leur productivité et la réduction de leurs exploitations, poursuit la Banque de France. Deux indices, au moins, le montrent en février : d'une part le raffermissement durable de la demande de biens d'équipement, plus performants, d'autre part un meilleur ajustement du personnel.

LA CONSOMMATION DES MÉNAGES CONTINUE D'ÊTRE FORTE

La consommation de produits manufacturés par les ménages est : stée à un haut niveau en février, confirmant la reprise observée en janvier.

L'indice calculé chaque mois par l'INSEE montre qu'en février la consommation des ménages est restée stable — après correction des variations saisonnières — au haut niveau atteint en janvier (+ 1,7 % par rapport à décembre). En un an (février 1980 par rapport à février 1979), la consommation est en hausse de 2,2 %. La progression annuelle est même plus forte (+ 5 %) si l'on exclut l'automobile et le bâtiment. Les ventes ont été particulièrement fortes dans l'électronique, l'électroacoustique, la chaussure. Seul le textile s'est moins bien comporté.

● L'École supérieure de commerce de Rouen organise, le 19 mars dans ses locaux (tél. : (35) 74-08-00), un colloque consacré à l'enseignement de l'économie dans les écoles de gestion.

à l'évolution de l'activité en combinant fréquemment licenciements collectifs et recrutements de spécialistes.

« En février, note la Banque de France, la production industrielle s'est accrue à un niveau au moins égal à celui du mois précédent et nettement supérieur à ce qu'il était il y a un an. Cette appréciation d'ensemble recouvre des situations assez différentes selon les secteurs : légère hausse dans les équipements de biens d'équipement et de biens intermédiaires, où les capacités de fabrication sont particulièrement sollicitées, conjoncture plus incertaine dans les industries de biens de consommation.

« L'emploi dans les entreprises n'a guère changé : la recrudescence de certaines commandes industrielles, et sont venues étoffer encore des carnets déjà bien garnis.

« L'emploi dans les entreprises n'a guère changé : la recrudescence de certaines commandes industrielles, et sont venues étoffer encore des carnets déjà bien garnis.

L'U.R.S.S. estime « économiquement non motivé » le prix réclamé par l'Iran pour son gaz

De notre correspondant

Moscou. — Après la suspension des négociations sur les livraisons de gaz iranien, M. Ossipov, vice-ministre du commerce extérieur et chef de la délégation soviétique, a exposé, le lundi 17 mars, la position de son gouvernement à l'agence Tass. L'U.R.S.S., a-t-il dit, importe depuis 1970 du gaz d'Iran, qui est, précise-t-il, du gaz associé, c'est-à-dire lié à l'extraction de pétrole. En échange, les Soviétiques ont livré plus de quatre-vingt grosses installations industrielles et des équipements. D'autre part, Moscou a accordé à Téhéran un crédit à long terme portant un taux d'intérêt de 2,5 %.

Depuis — selon M. Ossipov — le prix du gaz iranien a augmenté cinq fois, au moins, alors que ni le prix des biens d'équipement fournis à l'Iran ni les conditions de crédit ne changent. « Ceci montre clairement que, en dépit des déclarations de certains parlementaires iraniens, l'U.R.S.S. n'a tiré aucun avantage unilatéral de fourniture de gaz,

affirme-t-il. Ce serait plutôt le contraire. »

M. Ossipov explique, sans le chiffrer, ce que devrait être un prix « équitable pour les deux parties, et fondé économiquement » : il doit correspondre aux prix du gaz existants dans la région, il doit être compétitif dans la région de commercialisation, c'est-à-dire en Europe occidentale. Il ne doit pas excéder le prix du gaz vendu par l'U.R.S.S.

Indexation

« La délégation soviétique a proposé à la partie iranienne des prix sensiblement supérieurs aux prix établis jusqu'ici. Elle a proposé, en outre, que ces prix soient indexés sur les variations du coût du pétrole. Malheureusement, déclare M. Ossipov, la délégation iranienne a adopté une position non constructive et quelque peu étrange. Elle a proposé des prix manifestement surévalués et économiquement non motivés. »

Jusqu'à présent, Moscou achetait le gaz iranien au prix de 75 cents le million de B.T.U., et l'Iran exigeait 5,83 dollars, après avoir proposé 5,8 dollars (1).

L'U.R.S.S. a toujours eu une attitude ambivalente à l'égard des hausses du coût de l'énergie. En principe, elle a assuré les pays producteurs de son soutien, pour des raisons politiques et commerciales (les Soviétiques ont répercuté les hausses de prix dans le pétrole qu'ils vendent en Occident et, dans une moindre mesure, à leurs alliés d'Europe orientale). Mais, ces augmentations ont créé des difficultés entre l'U.R.S.S. et ses alliés, et les Soviétiques risquent d'en être les victimes s'ils se trouvent dans l'obligation d'importer de grandes quantités de gaz et, plus tard, de pétrole.

DANIEL VERNET.

(1) B.T.U. : British Thermal Unit (252 calories).

ÉNERGIE

Le gouvernement ne semble pas vouloir revenir sur la fermeture d'ici à 1985 des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais

De notre correspondant

Lille. — M. Giraud, ministre de l'Industrie, en visite à Lille le lundi 17 mars, n'a pas répondu aux espoirs des élus du Nord-Pas-de-Calais à propos de l'avenir du bassin minier. Il était venu dans la région à la suite d'une demande formée en février par le conseil régional. Pour les socialistes et les communistes, il s'agissait de faire précéder « clairement » quelle politique le gouvernement entendait développer pour permettre la poursuite de l'exploitation du bassin au moment où l'on assiste de par le monde à une relance du charbon.

M. Giraud n'a pas voulu remettre en cause une politique qui prévoit la fermeture de tous les puits de la région pour 1985. Avant de venir à Lille, où il a été reçu par les membres des bureaux du conseil régional, que préside M. Maury, et du comité économique et social, que préside M. Delmon, il s'était rendu, en compagnie de ses collaborateurs, à Maricourt (Pas-de-Calais), où il est descendu à 680 mètres voir les mineurs au travail. M. Delmon, qui est également président des Charbonnages de France, déclarait récemment : « Je confirme que la valorisation de tout gisement humainement, techniquement et financièrement exploitable sera poursuivie. Mais, dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, les conditions ne sont pas remplies pour modifier les fermetures décidées et, par conséquent, la décision. » M. Giraud a fait écho à cette déclaration : oui, a-t-il dit en substance, c'est la poursuite des recherches sur la gazéification dans le secteur de Bruay ; oui à l'extension maximale du charbon, à condition que cela soit économiquement possible et que cela ne pèse pas trop non plus sur le contribuable. Il a même souligné que les affirmations lancées par certains sur des réserves considérables de charbon ne tiennent pas compte de la sécurité et des conditions de travail.

Le ministre, à la préfecture de

Lille, a fait un exposé sur la politique du gouvernement. Les élus communistes ont quitté la réunion, estimant que M. Giraud ne voulait pas répondre à la question posée. Le P.G. développe une grande campagne dans les deux départements pour la relance de la production charbonnière.

Aménager une transition

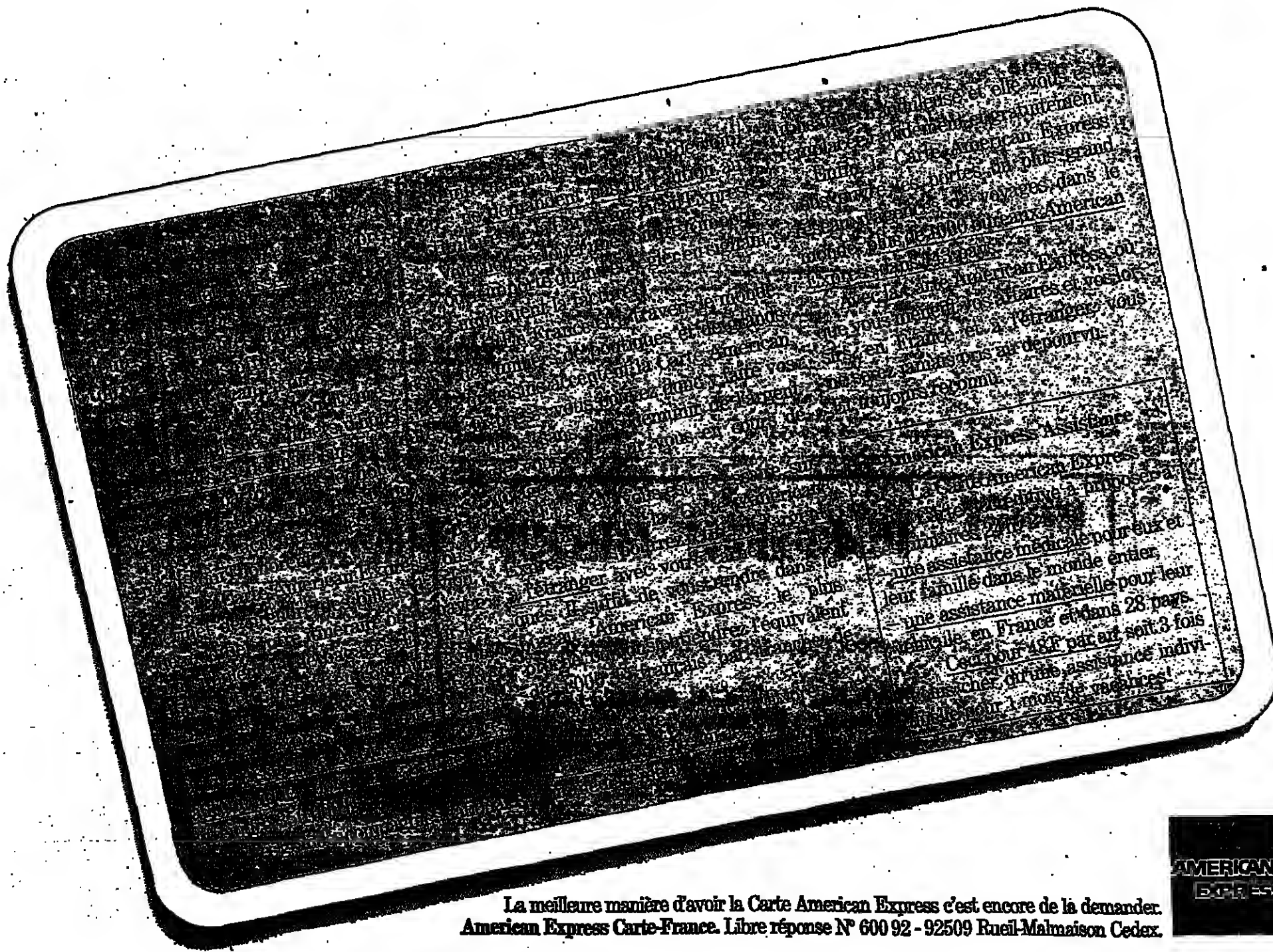
A l'issue de cette journée, M. Maury n'a pu que constater que la politique du gouvernement ne répond pas à la situation de la région. Tout au plus a-t-il « perçu sous bénéfice d'inventaire » qu'on ne parlait plus « de la fin irrémédiable de l'industrie minière, et que l'on reconnaissait l'existence de réserves importantes qui seront peut-être exploitables par des technologies nouvelles ».

Cependant, les propos du ministre ne modifient en rien ce qui a été annoncé depuis longtemps. Le président du conseil régional a donc demandé « d'aménager une transition et de maintenir la production charbonnière à un niveau d'exploitation qui tienne à la fois compte des problèmes de l'évolution des énergies, de la nécessité d'une politique assurant le plein emploi, de la poursuite de l'activité minière, ainsi que de la préservation des perspectives ultérieures... »

GEORGES SUEUR.

● Augmentation de la consommation de gaz naturel en France en 1979. — La part du gaz naturel dans le bilan énergétique national s'est établie à 12,2 %, alors qu'elle était de 11,4 % en 1978 et de 6 % il y a dix ans. A annoncé Gaz de France le 15 mars. Les ventes de l'entreprise nationale ont augmenté de 11 %, en un an. Le nombre de clients domestiques dépasse 7,7 millions.

Carte American Express. Ne partez pas sans elle.



La meilleure manière d'avoir la Carte American Express c'est encore de la demander.
American Express Carte-France. Libre réponse N° 600 92 - 92509 Rueil-Malmaison Cedex.



561 000 000 000

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

18 MARS

Marché plus résistants

Déjà un peu freiné en début de semaine, le mouvement de baisse a encore tendu à se ralentir mardi à la Bourse de Paris et en clôture l'indice a même tenté d'inscrire un léger rebond à 0,4 % en fin de séance.

Une assez grande irrégularité a régné dans tous les compartiments, mais d'une façon générale les gains et les pertes se sont à peu près équilibrés. Parmi les valeurs les plus affectées, citons Dollfus-Mieg (+ 6,1 %) et Radiotechnique (- 4,4 %). A l'inverse, côté hausse, les noms de Kléber (+ 4,5 %), Bernard-Ricard (+ 3,3 %) et U.C.R. (+ 2,5 %) ont été relevés.

Cette plus forte résistance à quelques jours de la fin de la semaine, qui, après le plongeon effectué la veille par Wall Street, attendait à voir le marché se remettre en mouvement, n'a pas été suffisante pour empêcher la Bourse de Paris de continuer sa descente. Elle n'a rien fait que confirmer la thèse d'une correction à court terme, mais sans pour autant remettre en cause la tendance à long terme.

Cela étant, le sentiment, sans être bon, était quand même un peu meilleur, surtout de la part des investisseurs institutionnels et professionnels, les excellents résultats des entreprises pour 1979 sont un facteur encourageant et ce d'autant que la situation tant économique que financière est encore satisfaisante. Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'entraîne pas, en attendant, la Bourse en prévision de la liquidation, une des plus fortes baisses de l'année.

Nouveau repli de l'indice à 68 000 F (- 3,20 F) et le nouveau à 621 F (- 29 F) après 630 F.

LONDRES

18 MARS

Déprimé par la crainte des répercussions du plan Carter mais aussi par les dernières prévisions économiques assez pessimistes, le marché des actions a subi une forte baisse. L'indice des actions a chuté de 10 points à 2 434.

Or (nouveau) 474, contre 484.

VALEURS	17/3	18/3
Accumax	118	115
British Petroleum	348	342
Imperial Chemical	308	302
Shell	308	302
Unilever	308	302
West India	308	302
West London	308	302
West Midlands	308	302
West Yorkshire	308	302
West of England	308	302
West of Scotland	308	302
West of Wales	308	302
West of Ireland	308	302
West of France	308	302
West of Germany	308	302
West of Italy	308	302
West of Spain	308	302
West of Portugal	308	302
West of Greece	308	302
West of Turkey	308	302
West of India	308	302
West of China	308	302
West of Japan	308	302
West of Korea	308	302
West of Australia	308	302
West of New Zealand	308	302
West of South Africa	308	302
West of Argentina	308	302
West of Brazil	308	302
West of Mexico	308	302
West of Central America	308	302
West of Caribbean	308	302
West of South America	308	302
West of North America	308	302
West of Europe	308	302
West of Asia	308	302
West of Africa	308	302
West of Oceania	308	302
West of Antarctica	308	302

NEW-YORK

18 MARS

Fortes recules

Le plan anti-inflation présenté par le président Carter a produit, lundi, l'effet d'une douche froide sur Wall Street et le marché, qui le lendemain, s'est remis à se redresser, a subi de nouvelles fortes baisses. L'indice des actions a chuté de 10 points à 2 434.

Or (nouveau) 474, contre 484.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Les opérations de change des sociétés étrangères ont été marquées par une certaine stabilité. Les sociétés américaines ont été les plus affectées, citons notamment la General Electric (+ 1,5 %), la Westinghouse (+ 1,2 %) et la General Motors (+ 1,1 %).

Les sociétés européennes ont été les moins affectées, citons notamment la British Petroleum (+ 0,5 %), la Shell (+ 0,4 %) et la Unilever (+ 0,3 %).

Les sociétés asiatiques ont été les plus affectées, citons notamment la Toyota (+ 1,5 %), la Honda (+ 1,2 %) et la Nissan (+ 1,1 %).

Les sociétés africaines ont été les moins affectées, citons notamment la Anglo-American (+ 0,5 %), la Anglo-South African (+ 0,4 %) et la Anglo-Norwegian (+ 0,3 %).

Les sociétés américaines ont été les plus affectées, citons notamment la General Electric (+ 1,5 %), la Westinghouse (+ 1,2 %) et la General Motors (+ 1,1 %).

Les sociétés européennes ont été les moins affectées, citons notamment la British Petroleum (+ 0,5 %), la Shell (+ 0,4 %) et la Unilever (+ 0,3 %).

Les sociétés asiatiques ont été les plus affectées, citons notamment la Toyota (+ 1,5 %), la Honda (+ 1,2 %) et la Nissan (+ 1,1 %).

Les sociétés africaines ont été les moins affectées, citons notamment la Anglo-American (+ 0,5 %), la Anglo-South African (+ 0,4 %) et la Anglo-Norwegian (+ 0,3 %).

INDICES QUOTIDIENS

INDICE DES ACTIONS (base 100 : 1000 F, 1000 £, 1000 \$)

INDICE	17/3	18/3
Paris	630	621
Londres	2434	2434
New-York	2434	2434

BOURSE DE PARIS - 18 MARS - COMPTANT

VALEURS	% du port.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS
10 % 1972	31 36	1 263	S.F.P.R.	213	215	Localnet Intenac.	115	112	Immovalor
10 % 1973	49 50	1 642	Alcatel	563	565	Localnet Expansio	212	201	Gaz Lyon, Ind.
10 % 1974	48 58	1 883	Alcatel	563	565	Localnet Expansio	181	181	BFHEM
10 % 1975	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	10 % I.R.M.
10 % 1976	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1977	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1978	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1979	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1980	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1981	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1982	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1983	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1984	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1985	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1986	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1987	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1988	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1989	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1990	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1991	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1992	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1993	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1994	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1995	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1996	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1997	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1998	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 1999	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2000	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2001	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2002	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2003	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2004	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2005	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2006	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2007	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2008	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2009	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2010	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2011	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2012	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2013	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2014	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2015	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2016	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2017	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2018	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2019	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2020	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2021	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2022	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2023	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2024	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2025	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2026	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2027	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2028	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2029	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2030	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2031	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2032	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2033	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2034	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2035	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2036	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2037	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2038	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2039	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2040	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2041	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2042	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2043	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2044	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2045	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2046	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2047	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2048	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2049	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2050	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2051	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2052	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2053	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2054	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2055	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2056	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2057	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2058	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2059	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2060	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2061	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2062	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2063	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2064	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2065	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2066	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2067	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2068	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2069	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2070	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2071	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2072	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2073	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2074	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2075	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2076	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2077	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2078	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2079	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2080	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2081	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2082	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2083	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2084	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2085	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2086	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2087	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2088	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2089	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2090	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2091	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2092	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2093	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2094	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2095	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2096	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2097	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2098	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2099	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2100	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2101	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2102	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2103	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2104	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2105	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	
10 % 2106	51 19	2 206	Alcatel	267	267	Localnet Expansio	181	181	</

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. MARXISME : « Philosophie de la terre » par Maxime Rubel ; « Paysage après la sécheresse », par Elisabeth Guibert-Stadziwsky.

ÉTRANGER

3-4. AMÉRIQUES
— CANADA : une majorité de Québécois se prononce en faveur de la souveraineté-association.

5. AFRIQUE
— ALGÉRIE : manifestations d'étudiants à Tizi-Ouzou.

6. ASIE
— La situation en Afghanistan et ses prolongements : les troupes soviétiques poursuivent leur action dans les provinces limitrophes du Pakistan.

— CHINE : Mao Tse-tung serait prochainement reconstruire l'édifice de la révolution culturelle.

7. PROCHE-ORIENT
— Le problème palestinien.

8. EUROPE
9. DROITS DE L'HOMME

— La commission des droits de l'homme de l'ONU s'est préoccupée pour la première fois de la situation dans les pays de l'Est et en Argentine.

POLITIQUE

10. La polémique autour du passé de M. Marchais.

12. Les déclarations de M. Chirac à « Courtes sur table ».

13. HISTOIRE : l'universitaire de 19 mars 1962 : LIBRES OPINIONS : « Une commémoration qui s'impose », par Wladimir Mark.

SOCIÉTÉ

14-15. ÉDUCATION : l'université de Vincennes entre l'arrivée de l'administrateur provisoire et l'organisation d'élections. Le mouvement de revendication prend une nouvelle ampleur dans l'enseignement primaire et secondaire.

15. JUSTICE

16. RELIGION : Jean-Paul II et ce qui se passe après son élection.

25. SCIENCES : trois siècles après Newton et ce sont toujours pas comment tombent les pommes.

25. LETTRES : Éric Fromm est mort.

43. SPORTS.

INFORMATIONS « SERVICES »

17. MODE : hommes en chemise.

CULTURE

18. EXPOSITIONS : Allend l'obscure. — MUSIQUE : Jacques Lejeune et Bernard Parmegiani.

— THÉÂTRE : Bruno Carlucci et Bruno Boeglin à Lyon.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

23. Vrais et faux démas de l'acné, par le docteur R. Aron-Brunet.

24. Famille moderne et secteur privé dans les hôpitaux ? Deux points de vue : le monde médical et l'argent, par le professeur Jacques Izard ; la condition du libre choix, par le docteur Étienne Weill.

RÉGIONS

41. NORD-PAS-DE-CALAIS.

42-43. ENVIRONNEMENT : la contestation antinucléaire à Plogoff, le tribunal de Quimper a prononcé un jugement d'ajournement.

ÉCONOMIE

44. SOCIAL

45. AFFAIRES : une bonne affaire pour Sony.

45. ÉNERGIE

46. ÉTRANGER : la préparation du sommet des Neuf, le 31 mars.

RADIO-TELEVISION (22)

Années classées (25 à 40) : Bourne (47) ; Carnet (21) ; Journal officiel (17) ; Météorologie (17) ; Mots croisés (17) ; Programmes spectacles (19 à 21).

● Une usine espagnole à Carmaux (Tarn). — La société espagnole Textiles y Confecciones europeos, qui commercialise des jeans, a décidé de créer une usine près de Carmaux (Tarn). Deux cent cinquante-seize emplois seront créés avant la fin de 1982. Cette entreprise bénéficie, indique-t-on à la DATAR, des aides à un taux très intéressant, du Fonds spécial d'adaptation industrielle.

A B C D E F G

Le gouvernement reporte le débat sur la peine de mort

An cours de sa visite, lundi 17 mars, à la cour d'appel de Versailles, le garde des sceaux a annoncé que le débat sur la peine de mort n'aurait pas lieu, contrairement à ce qu'il avait laissé entendre, à la session de printemps qui commence le 2 avril. Pour M. Alain Peyrefitte, le débat d'un projet de loi « doit être essentiel — intervenir dans des conditions de sérénité retrouvée, et la série de crimes horribles qui ont bouleversé l'opinion depuis décembre dernier ne permet pas actuellement d'engager la procédure ».

Une nouvelle dérobade

M. Peyrefitte « personnellement opposé à la guillotine », vient, une nouvelle fois, de repousser le moment où, dernier pays d'Europe occidentale, la France rejoindra le camp des abolitionnistes.

A plusieurs reprises au cours du septennat on avait pu croire le moment arrivé d'une suppression de la peine de mort, à commencer par le jour où M. Giscard d'Estaing fit part de son « aversion profonde » pour cette survivance de la loi du sang. Ce n'est pas sans raison que le président de la République n'a pas voulu de la peine capitale.

« Personnellement pour, politiquement contre. » On ne saurait interpréter autrement les déclarations de M. Peyrefitte selon lesquelles aucune initiative ne sera prise avant la session d'automne consacrée au budget. C'est dire qu'il n'y a guère de chances que ce projet ait débouché avant l'élection présidentielle de 1981. Cela malgré la conviction du garde des sceaux, exprimée dans ces colonnes (le Monde du 17 juillet 1979), que la peine capitale serait supprimée, pour la plupart des crimes, avant la fin du septennat.

Jamais sans doute autant d'efforts ne furent déployés pour contrecarrer un projet qui, comme la libéralisation de l'avortement, aurait été mis au crédit de M. Giscard d'Estaing.

Un député dépose-t-il un amendement supprimant les crédits du boursier ? Le gouvernement recourt au vote bloqué. En mars 1979, M. Peyrefitte déclara qu'un débat pourrait avoir lieu à la session suivante au Parlement. Les abolitionnistes se mettent à espérer. On avait mal

compris. Il ne s'agit que d'un débat d'orientation, ce qui signifie que l'on parlera. Longuement. Mais qu'il n'y aura pas de vote.

La commission des lois se prononce-t-elle pour l'abolition ? Le gouvernement passe outre : « Ce ne sont pas des tristes commissions qui peuvent prendre une telle décision aussi importante », déclare M. Peyrefitte. Le Parlement alors ? Le garde des sceaux affirme que les députés y sont opposés. On verra. Et en attendant qu'une confortable majorité d'entre eux se soit prononcée, le projet de loi est repoussé à la session d'automne.

Il n'est plus une déclaration du ministre sur ce sujet qui ne doive être accueillie avec circonspection. N'est-ce pas lui qui, le 16 novembre 1979, déclarait à l'Assemblée nationale que le gouvernement se « dispose à déposer au cours de la dernière session d'automne un projet de loi qui, en principe, pourrait être voté à la fin de l'année » ?

Ce projet, révisé au printemps dernier, lors du débat d'orientation, envisage trois cas : celui où la peine de mort serait maintenue, notamment pour les crimes d'agression sexuelle, de viol, de meurtre de policiers ou de gardiens de prison. Celui où elle serait supprimée, comme, par exemple, pour les vols à main armée. Enfin, les cas où elle serait suspendue pour une période probatoire de cinq ans, c'est-à-dire tous les autres. La suppression et l'ajournement seraient assortis d'une peine de remplacement « incompressible » de vingt à vingt-cinq ans. Il ne s'agit, de la part du projet d'abolition partielle, et c'est ce qui est le plus remarquable, d'un projet de loi, mais d'un projet de loi « d'orientation ».

Les tergiversations et faux-fuyants auxquels on assiste depuis quelques mois ont peut-être permis le soulagement de la conscience de M. Peyrefitte, mais elles ont aussi permis de constater que le projet d'abolition partielle, et c'est ce qui est le plus remarquable, d'un projet de loi « d'orientation ».

Le projet d'abolition partielle est technique.

Les tergiversations et faux-fuyants auxquels on assiste depuis quelques mois ont peut-être permis le soulagement de la conscience de M. Peyrefitte, mais elles ont aussi permis de constater que le projet d'abolition partielle, et c'est ce qui est le plus remarquable, d'un projet de loi « d'orientation ».

Le projet d'abolition partielle est technique.

Les tergiversations et faux-fuyants auxquels on assiste depuis quelques mois ont peut-être permis le soulagement de la conscience de M. Peyrefitte, mais elles ont aussi permis de constater que le projet d'abolition partielle, et c'est ce qui est le plus remarquable, d'un projet de loi « d'orientation ».

Le projet d'abolition partielle est technique.

Les tergiversations et faux-fuyants auxquels on assiste depuis quelques mois ont peut-être permis le soulagement de la conscience de M. Peyrefitte, mais elles ont aussi permis de constater que le projet d'abolition partielle, et c'est ce qui est le plus remarquable, d'un projet de loi « d'orientation ».

Le projet d'abolition partielle est technique.

Les tergiversations et faux-fuyants auxquels on assiste depuis quelques mois ont peut-être permis le soulagement de la conscience de M. Peyrefitte, mais elles ont aussi permis de constater que le projet d'abolition partielle, et c'est ce qui est le plus remarquable, d'un projet de loi « d'orientation ».

Le projet d'abolition partielle est technique.

Les tergiversations et faux-fuyants auxquels on assiste depuis quelques mois ont peut-être permis le soulagement de la conscience de M. Peyrefitte, mais elles ont aussi permis de constater que le projet d'abolition partielle, et c'est ce qui est le plus remarquable, d'un projet de loi « d'orientation ».

Le projet d'abolition partielle est technique.

Les tergiversations et faux-fuyants auxquels on assiste depuis quelques mois ont peut-être permis le soulagement de la conscience de M. Peyrefitte, mais elles ont aussi permis de constater que le projet d'abolition partielle, et c'est ce qui est le plus remarquable, d'un projet de loi « d'orientation ».

Le projet d'abolition partielle est technique.

Les tergiversations et faux-fuyants auxquels on assiste depuis quelques mois ont peut-être permis le soulagement de la conscience de M. Peyrefitte, mais elles ont aussi permis de constater que le projet d'abolition partielle, et c'est ce qui est le plus remarquable, d'un projet de loi « d'orientation ».

Le projet d'abolition partielle est technique.

Les tergiversations et faux-fuyants auxquels on assiste depuis quelques mois ont peut-être permis le soulagement de la conscience de M. Peyrefitte, mais elles ont aussi permis de constater que le projet d'abolition partielle, et c'est ce qui est le plus remarquable, d'un projet de loi « d'orientation ».

Le projet d'abolition partielle est technique.

Les tergiversations et faux-fuyants auxquels on assiste depuis quelques mois ont peut-être permis le soulagement de la conscience de M. Peyrefitte, mais elles ont aussi permis de constater que le projet d'abolition partielle, et c'est ce qui est le plus remarquable, d'un projet de loi « d'orientation ».

Le projet d'abolition partielle est technique.

Les tergiversations et faux-fuyants auxquels on assiste depuis quelques mois ont peut-être permis le soulagement de la conscience de M. Peyrefitte, mais elles ont aussi permis de constater que le projet d'abolition partielle, et c'est ce qui est le plus remarquable, d'un projet de loi « d'orientation ».

Le projet d'abolition partielle est technique.

Les tergiversations et faux-fuyants auxquels on assiste depuis quelques mois ont peut-être permis le soulagement de la conscience de M. Peyrefitte, mais elles ont aussi permis de constater que le projet d'abolition partielle, et c'est ce qui est le plus remarquable, d'un projet de loi « d'orientation ».

Le projet d'abolition partielle est technique.

Les tergiversations et faux-fuyants auxquels on assiste depuis quelques mois ont peut-être permis le soulagement de la conscience de M. Peyrefitte, mais elles ont aussi permis de constater que le projet d'abolition partielle, et c'est ce qui est le plus remarquable, d'un projet de loi « d'orientation ».

Malgré les consignes de boycottage de la visite du ministre données par le Syndicat de la magistrature (« le Monde » du 18 mars), de nombreux magistrats, selon le premier président de la cour d'appel, M. Guy Pinot, ont assisté aux réunions du 17 mars. M. Pinot nous a indiqué que tous les magistrats de la cour d'appel — y compris les syndicalistes — et près de soixante-dix magistrats sur les quatre-vingt-trois du tribunal étaient présents.

Le conseil des ministres devait en être saisi, afin de respecter les engagements pris publiquement par M. Peyrefitte en novembre dernier. La chancellerie y a renoncé à la dernière minute, la première fois après la triple meurtre de Béziers, la seconde après les trois crimes de Carquaranne, peut-être commis par le même homme que ceux de Béziers. C'est ce que confirme M. Peyrefitte, lorsqu'il déclare que l'on ne pourra être avisé dans l'immédiat en raison de « la série de crimes horribles qui ont bouleversé l'opinion », omettant, toutefois, de préciser que le projet de la chancellerie prévoit, pour ce qu'on sait, le maintien de la peine capitale dans des cas extrêmes, comme celui de cette série de meurtres.

Evocant une distinction, dont le sens n'est pas très clair, entre « sentiment public » et « opinion », M. Peyrefitte note que si les sondages sont, en général, défavorables à l'abolition de la peine capitale, les jurés d'assises, tirés au sort parmi les Français, hésitent à la prononcer. On vient de le voir à Toulon (le Monde du 13 mars). Les conclusions que le garde des sceaux tire de ces prémisses sont étonnantes. Car il admet que, placés en situation d'envoyer un criminel à la guillotine, en l'absence de tout autre moyen, les Français reculent. Si nos concitoyens sont si sensibles aux arguments fondés sur la raison, pourquoi justifier cette nouvelle dérobade par les passions que soulèvent dans l'opinion un vrai débat ?

Il y a huit ans, après une série d'attentats dramatiques en Allemagne fédérale, un hebdomadaire avait publié un sondage montrant que 67 % des citoyens étaient favorables au rétablissement de la peine capitale. Interrogé sur ce résultat, le chancelier Brandt avait déclaré : « On ne gouverne pas à coups de sondage ! ». C'est pourtant ce que fait le gouvernement en préférant flatter l'opinion plutôt que de prendre le risque, électoral, de le heurter.

BERTRAND LE GENDRE.

Les déclarations du garde des sceaux

A propos du « projet de loi sur l'échelle des peines », le cabinet du garde des sceaux a diffusé ce mardi 18 mars un communiqué qui précise qu'il n'a nullement déclaré que ce texte « ne serait pas discuté avant 1981 ». « Il s'agit d'un projet de loi », déclare le communiqué, « qui n'est que le reflet de ce même peuple. Le gouvernement doit tenir compte non de l'opinion mais du sentiment public ».

Le communiqué du garde des sceaux fait suite à la diffusion par l'A.F.F. d'une dépêche selon laquelle M. Peyrefitte avait déclaré que le débat sur la peine de mort n'aurait pas lieu avant 1981.

Ce communiqué s'inscrit dans l'ensemble des propos de M. Peyrefitte, qui a déclaré dans la nuit du 17 mars que le Parlement sera saisi des projets de loi gouvernementaux sur la peine de mort.

(Publié)

Pendant quelques jours, IMAGES vendra Canon A1, l'étonnant reflex 35 x 35 aux 5 automatismes à 2.160 francs (boîtier nu), soit près de 700 francs de moins qu'en juin 79.

Le même, avec objectif standard 1:1.8/50 mm : 2.690 F.

Une offre exceptionnelle due tout à la fois à la baisse des cours monétaires, aux tarifs de basse saison et à la lutte contre la hausse des Prix !

Attention : cette offre d'IMAGES est limitée dans le temps.

IMAGES, Spécialiste Canon, 31, rue St-Augustin - 75002 Paris, 742.48.42.

Métro Opéra - 4 Septembre.

Comprimez votre pub.

Si VOUS N'AVEZ PAS UN MILLION à mettre dans votre publicité, essayez le style comprimé à rendement immédiat.

C'est le plus payant en cm2. Quand vous en connaissez les 5 secrets, vous saurez peut-être rédiger des phrases irrésistibles. Avec ou sans images.

Tous les clients de Media Conseil ont communiqué à 0 et roulent à 30 ou 300 millions/an.

Pour réservations, téléphoner à : 747-60-75-76, boulevard Maurice-Barrès, Neuilly.

Tunisie

COEUR DE LAMENTINÉE MÉDITERRANÉE DU COEUR

Documentation gratuite sur demande

TUNISIE CONTACT

10, rue de Richelieu - 75002 Paris

296.02.25 et 296.14.23

M. Fiszbin analyse la crise de la fédération de Paris du P.C.F.

M. Henri Fiszbin, ancien premier secrétaire de la fédération de Paris du P.C.F. exposé, dans un livre à paraître prochainement (1), les conditions dans lesquelles il avait été amené à quitter le secrétariat fédéral parisien, au mois de janvier 1978, puis, en novembre de la même année, le comité central du parti communiste. M. Fiszbin, qui est resté membre du parti communiste et conseiller de Paris, estime que la crise de la fédération de Paris illustre « la dégradation du consensus dans le parti ». C'est contre cette dégradation qu'il veut mettre en garde les responsables et les militants communistes.

Le P.C.F. s'est engagé de longue date dans une stratégie dont la mise en œuvre s'est heurtée à des difficultés extérieures et internes. Les dirigeants communistes ont dû composer sur plusieurs fronts : celui de l'alliance, toujours conflictuelle, avec le parti socialiste et celui de liens rapports avec le mouvement communiste international, ces deux batailles se déroulant au sein du parti, dans la confusion de la ligne politique, les divergences de sensibilités qui distinguent les militants. Cette stratégie s'est heurtée à un déséquilibre provoqué par la dynamique de l'union de la gauche au profit du P.S. M. Fiszbin estime que les dirigeants socialistes ont montré, lors du congrès du P.S. à Nantes, en juin 1977, qu'ils étaient déterminés à exploiter ce déséquilibre en leur faveur.

Dès lors, les bases mêmes de l'alliance étaient, selon M. Fiszbin, mises en cause, et la question de la rupture devenait une question de survie. M. Fiszbin estime que la plupart des communistes étaient alors conscients de cette

situation et de l'effort qui était nécessaire pour faire pression sur le P.S. afin de « faire revenir à ses engagements antérieurs ». Pour M. Fiszbin, la période qui va de la rupture de septembre 1977 aux élections de mars 1978 est celle d'une bataille que la direction du P.C.F. ne désespère pas de gagner. Cependant, l'échec de la gauche aux élections appelle une réflexion sur la façon dont cette bataille a été menée et, d'autre part, sur les raisons pour lesquelles cet affrontement était devenu inévitable.

M. Fiszbin indique que la discussion sur ces deux questions, engagée au sein de la fédération de Paris dès le lendemain de l'échec électoral, faisait apparaître un large accord sur les orientations suivies par le P.C.F. au-delà des critiques sur la façon dont ces orientations avaient été mises en œuvre. Il en conclut que le débat était positif, mais la direction en a jugé autrement. Surestimant peut-être l'hostilité des militants communistes aux positions qu'elle avait dû assumer dans la période précédente, elle a voulu une approbation sans réserves. Elle a maintenu cette exigence lors de la préparation du vingt-deuxième congrès, fixé à mai 1979, et c'est la crainte que les militants parisiens ne soient trop nombreux à lui refuser cette approbation, qui l'a délégué à entreprendre de mettre au pas leur fédération.

Tentative inutile, selon M. Fiszbin, si qu'il a provoqué un échec du P.C.F. sur la fédération de Paris. — F.J.

(1) Les bouches ouvrent. Editions Grasset, 244 pages.

PAS DE COMMÉMORATION OFFICIELLE DU CESSÉ-LE-FEU EN ALGÉRIE

Le gouvernement ne s'associera pas à la célébration du cessez-le-feu en Algérie du 19 mars 1962, mais ne mettra aucun obstacle à toute commémoration privée de cet événement. Tel est le sens d'une lettre adressée récemment par M. Maurice Plessier, secrétaire d'État aux anciens combattants, au président de la FNACA (Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie), du MAU et de l'AMSAI, qui rassemble mercredi la flamme du tombeau du Soldat inconnu à la mémoire des militaires français morts en Algérie, lettre rendue publique mardi.

LA DIRECTION de G.D.F.-NORMANDIE OCCUPÉE TEMPORAIREMENT

(De notre correspondant.)

Rouen. — Le siège de la direction G.D.F. - G.D.F. de la région Normandie, installé à Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime), a été investi, ce matin mardi 18 mars, par un millier de manifestants venus de toute la Normandie. Une dégradation d'employés, exposé à M. Katsys, directeur régional, les raisons de son opposition à la restructuration des services. Actuellement, le centre de Normandie sert de région expérimentale pour cette restructuration.

Le bureau de M. Katsys a été occupé par les grévistes pendant trois quarts d'heure.

Deux Français arrêtés.

Deux Français ont été arrêtés à Sardschi (Kurdistan iranien) et ont été conduits à Ouroumeh (Azerbaïdjan-Occidental) aux fins d'interrogatoire, a annoncé, mardi 17 mars, Radio-Téhéran.

Trois autonomistes kurdes ont été mis en liberté le 17 mars sur ordonnance de M. Jean-Claude Thion, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat. Ils sont MM. Mehdi Dominique Grimaldi, dix-neuf ans, comptable stagiaire d'Alajacio ; Gérard Benedetti, trente et un ans, poissonnier à Cauro ; et Jean-François Ramonin, vingt et un ans, représentant de commerce, demeurant à Nice.

Les deux lycéens colliers d'affiches mis en liberté. — Les deux lycéens colliers d'affiches interpellés à Saint-Etienne dans la nuit du jeudi 13 au vendredi 14 mars et placés sous mandat de dépôt (le Monde du 18 mars) ont été libérés lundi 17 mars. Une manifestation de soutien de près de cinq cents personnes, avec notamment des élèves et enseignants de l'établissement auquel appartiennent ces deux lycéens, a eu lieu lundi.

(Corresp.)

Des tracts du groupe Action directe ont été découverts près de l'immeuble de la rue Rembrandt, à Paris, qui avait fait l'objet d'un attentat à l'explosif dans la nuit du 15 au 16 mars (le Monde du 18 mars). L'immeuble, qui abrite certains services de la D.S.T., n'a subi que des dégâts de moyenne importance. Si les auteurs du tract indiquent : « Après Khomeini, Gafsa, Djbouti, etc., nous avons le bonjour de Barde. Signé : Action directe », ils ne revendiquent pas cependant l'attentat.

Lors des derniers mois, le groupe Action directe avait déjà revendiqué plusieurs attentats

A Grenoble SEPT PERSONNES CONDAMNÉES DANS DES AFFAIRES DE PROXÉNÉTISME

(De notre correspondant.)

Grenoble. — Le tribunal correctionnel de Grenoble a rendu, lundi 17 mars, ses jugements dans les deux premières affaires de proxénétisme évoquées les 25 et 26 février 1980 (le Monde du 27 février). Il a condamné Pascal Makdous, trente-six ans, cinq ans de prison et 30 000 francs d'amende, et Cologero Renza à deux ans de prison et 10 000 francs d'amende. Les deux personnes qui leur avaient présenté des jeunes femmes, Nourine Benchori, vingt-deux ans, et Louis Amico, vingt ans, ont été condamnées à dix mois de prison.

Dans une seconde affaire, le tribunal a prononcé une peine de quatre ans de prison à l'encontre d'Antoine Facchinio, trente-quatre ans, qui avait fait « travailler » à successivement plusieurs femmes. Ses deux ans de prison, de Caro, vingt-cinq ans, et Béatrice Trivella, vingt-six ans, chargées de récupérer les recettes, ont été condamnées à un an de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende.

Le tribunal a, semble-t-il, dans ces deux affaires tenu compte de l'absence de violence exercées contre les femmes qui se prostituaient. Aucune d'elles ne s'était portée partie civile. — C.F.

ATTENTAT A MADRID Un mort, deux blessés

Madrid (A.F.P.). — Un soldat a été tué, et deux officiers ont été blessés, dont un général, dans un attentat à la bombe ce mardi 18 mars dans le centre de Madrid. Selon les premières informations, un engin, placé sur une moto stationnée en face du domicile du général Fernando Esquivias, a explosé au moment où celui-ci s'apprêtait à monter en voiture. Le conducteur de la voiture a été tué sur le coup, tandis que le général et un autre officier ont été blessés.

NOUVEL INCIDENT FRONTALIER ENTRE L'ARABIE SAOUDITE ET LE YÉMEN DU NORD

Seydoun (Reuters). — L'Arabie Saoudite a dépêché des troupes au Nord-Yémen le 6 mars pour empêcher à la construction des routes dans le secteur de Bos, proche de la frontière entre les deux pays, près des villages de Khalemech, Galat et Zurein, déclarait-on lundi 17 mars dans les milieux diplomatiques arabes de Beyrouth.

Cette incursion — dont on ignore si elle n'a pris fin — constitue le second incident frontalier sérieux en moins d'un mois et traduit en tension croissante entre les deux pays. L'Arabie Saoudite tente d'exercer des pressions sur le régime du président Ali Abdallah Saleh pour l'empêcher de poursuivre ses achats d'armes à Hômeini et obtenir l'expulsion de plusieurs centaines de conseillers soviétiques qui entravent actuellement les troupes de Saoud. De source diplomatique, on indique un début mars, que cinq militaires saoudiens avaient été tués au cours d'un engagement avec des troupes arabes dans la région frontalière, les 17 et 18 février dernier.

Les qualités que l'on exige pour organiser une exposition mondiale, bien que ce soit un honneur, ne sont pas à un hypocrite de changer toute sa politique s'il s'agit de la moindre des choses, de lui faire savoir qu'il est un homme à la fois de

pour les informations page 24.